

ANNUAIRE-BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE
ANNÉE 1944



A PARIS
LIBRAIRIE HENRI DIDIER
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
4-6, RUE DE LA SORBONNE

Digitized by the Internet Archive
in 2026

DÉCRET

RECONNAISSANT

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Président de la République,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,
Le Conseil d'État entendu,
Décrète :

ARTICLE PREMIER.

La *Société de l'Histoire de France*, établie à Paris, est reconnue comme ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Son règlement est approuvé tel qu'il est et demeure ci-annexé. Il ne pourra y être apporté de modifications qu'en vertu d'une nouvelle autorisation donnée dans la même forme.

ART. II.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 juillet 1851.

Signé : L. N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes

Signé : DE CROUSEILHES.

RÈGLEMENT

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ARRÊTÉ LE 23 JANVIER 1834 ET MODIFIÉ LE 10 MAI 1836.

TITRE PREMIER.

But de la Société.

ART. 1^{er}. Une société littéraire est instituée sous le nom de SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

ART. 2. Elle se propose de publier :

1^o Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux États généraux de 1789;

2^o Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile;

3^o Un compte rendu annuel de ses travaux et de sa situation;

4^o Un annuaire.

ART. 3. Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

ART. 4. Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

TITRE II.

Organisation de la Société.

ART. 5. Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

ART. 6. Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de TRENTE FRANCS.

ART. 7. Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, ainsi que pour le renouvellement des membres du Conseil.

TITRE III.

Organisation du Conseil.

ART. 8. Le Conseil se compose de quarante membres, parmi lesquels sont choisis :

Un président,
Un président honoraire,
Deux vice-présidents,
Un secrétaire,
Un secrétaire adjoint,
Un archiviste,
Un trésorier.

ART. 9. Les membres du Conseil, à l'exception du président honoraire, sont renouvelés par quart, à tour de rôle, chaque année. Le sort désignera, les premières années, ceux qui devront sortir; les membres sortants peuvent être réélus. Le secrétaire continuera ses fonctions pendant quatre ans.

ART. 10. L'élection des membres du Conseil a lieu à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

ART. 11. Le Conseil nomme, chaque année, un Comité des fonds, composé de quatre de ses membres.

Il nomme aussi des commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

ART. 12. L'assemblée générale nomme, chaque année, deux censeurs chargés de vérifier les comptes et de lui en faire un rapport.

ART. 13. Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

Les décisions du Conseil pour l'emploi des fonds ne pourront être prises qu'en présence de onze membres au moins, et à la majorité des suffrages.

ART. 14. Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

ART. 15. Le Conseil règle les rétributions à accorder à chaque éditeur.

Le commissaire responsable aura droit à cinq exemplaires de l'ouvrage à la publication duquel il aura concouru.

ART. 16. Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3), les exemplaires restants seront mis dans le commerce, aux prix fixés par le Conseil.

ART. 17. Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois.

Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

ART. 18. Nulle dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil.

ART. 19. Les délibérations du Conseil portant autorisation d'une dépense sont immédiatement transmises au Comité des fonds par un extrait signé du secrétaire de la Société.

ART. 20. Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont énoncées au fur et à mesure les dépenses ainsi autorisées, avec indication de l'époque à laquelle leur paiement est présumé devoir s'effectuer.

Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont inscrits tous ses arrêtés portant mandat de paiement.

ART. 21. Le Conseil se fera rendre compte, tous les trois mois au moins, de l'état des impressions, ainsi que des autres travaux de la Société.

ART. 22. Le Comité des fonds devra se faire remettre, dans le cours du mois qui précédera la séance où il doit faire son rapport, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

ART. 23. Les dépenses seront acquittées par le trésorier sur un mandat du président du Comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui; ces mandats rappellent les délibérations du Conseil par lesquelles les dépenses ont été autorisées.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnancée par le Comité des fonds.

ART. 24. Le Comité des fonds et le trésorier s'assemblent une fois par mois.

ART. 25. Tous les six mois, en septembre et en mars, le Comité des fonds fait, d'office, connaître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

Le même Comité présentera au Conseil, dans les premiers mois de l'année, l'inventaire des exemplaires des ouvrages imprimés existant dans le fonds de la Société.

ART. 26. A la fin de l'année, le trésorier présente son compte au Comité des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE a été fondée le 21 décembre 1833.

Le Siège social de la Société est à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 60; le compte de chèques postaux de la Société est : PARIS 739-73. Ses publications sont en dépôt à la librairie **Henri Didier**, 4-6, rue de la Sorbonne, Paris (v°).

LISTE DES MEMBRES

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

MM. les Membres de la Société sont priés de vouloir bien faire connaître leurs changements d'adresse ainsi que leurs nominations ou promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à M. le Trésorier de la Société, rue des Francs-Bourgeois, n° 60, aux Archives nationales. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des sociétaires qui ont racheté leur cotisation annuelle.

MM.

AISNE (*Archives du département de l'*), [2687], à Laon, représentées par M. Broche, ✱, archiviste; correspondant, M. Peltier-Martin, libraire, à Laon.

AIX (*Bibliothèque Méjanes, à*), [687], représentée par M. Bruno Durand, conservateur; correspondant, M. Rolland, libraire, à Aix-en-Provence, cours Mirabeau, n° 23.

AIX (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2083], représentée par M. Gui de Tournadre, bibliothécaire en chef; correspondant, M. R. de Bacquencourt, libraire, à Aix-en-Provence, place des Prêcheurs.

ALBANY (*New-York State Library, à*) (États-Unis), [2373]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi^e).

ALBON (marquis Antoine d'), [2562], château d'Avanges, par Saint-Romain-de-Popey (Rhône).

ALGER (*Bibliothèque nationale d'*), [2761], représentée par M. E. Dermenghem, conservateur, à Alger, boulevard Victor-Hugo, n° 2; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi^e).

ALGER (*Bibliothèque de l'Université d'*), [2081], rue Michelet, représentée par M. Koelbert, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi^e).

* ALLEMAGNE (Henri d'), [2121], O. ✱, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque de l'Arsenal, membre résidant de la Société nationale des An-

tiquaires de France, membre de la Société des Bibliophiles français, rue des Mathurins, n° 30 (VIII°).

ALLEMÈS (Jean), [2933], notaire, à Dunkerque (Nord), rue David-d'Angers, n° 27.

ALPES-MARITIMES (*Archives du département des*), [2808], à Nice, représentées par M. Hildesheimer, archiviste; correspondant, M. Galliano, libraire, à Nice, avenue Georges-Clemenceau, n° 2.

AMSTERDAM (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Hollande), [2351], représentée par M. le Dr J. S. Theissen, bibliothécaire.

ANDRÉ (Louis), [2694], ✱, docteur ès lettres, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, à Paris, rue Dante, n° 6 (V°), et à Rivière-le-Bas par Fleury (Aude).

ANGERS (*Bibliothèque de la ville d'*), [2117], représentée par M^{lle} Varangot, bibliothécaire; correspondant, M^{me} Clec'h, libraire, à Angers (Maine-et-Loire), rue de l'Aiguillerie, n° 2.

ANTHONY (Dr Jean), [3081], assistant au Muséum d'histoire naturelle, rue Saint-Jacques, n° 326 (V°).

ANTIQUAIRES DE PICARDIE (*Société des*), [2336], à Amiens, au Musée de Picardie, représentée par M. Gigon, trésorier, à Amiens (Somme), rue Dijon, n° 12.

AQUARONE (Jean-Baptiste), [3048], chargé de cours à la Faculté des lettres de Montpellier, à Montpellier (Hérault), château Mion, boulevard Rabalais, n° 6.

ARCHIVES NATIONALES (*Bibliothèque des*), [1147], représentée par M. Charles Samaran, ✱, directeur des Archives de France, rue des Francs-Bourgeois, n° 60 (III°); correspondant, M. Didier, libraire, rue de la Sorbonne, nos 4-6 (V°).

ARMSTRONG (John), [2980], professeur à Hartford College, à Oxford (Angleterre).

* ARTONNE (André), [2895], ✱, archiviste-paléographe, rue Laugier, n° 17 (XVII°).

ATHENÆUM CLUB, [2168], à Londres, Pall Mall, représenté par M. F.-C. Lambert, bibliothécaire; correspondant, M. A. G. Berry, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

AVEZOU (Robert), [2727], ancien membre de l'Ecole des hautes études hispaniques, archiviste de l'Isère, à Grenoble, cours Jean-Jaurès, n° 88.

AVIGNON (*Musée et Bibliothèque d'*), [645], représentés par M. J. Girard, ✱, conservateur; correspondant, M. Ch. Dailhe, libraire, à Avignon (Vaucluse), place de la République, n° 10 bis.

AVOCATS (*Bibliothèque de l'ordre des*), [720], à Paris, représentée par

- M. Boucher, bibliothécaire; correspondant, M. Pedone, libraire, rue Soufflot, n° 13 (v°).
- AVOUT (baron Jacques d'), [3092], rue des Carmes, n° 8 (v°).
- BAGUENAUT DE PUCHESSE (comte Raoul), [2653], à Sandillon (Loiret).
- BAILHACHE (Georges), [2719], archiviste-adjoint de la Seine, à Gennevilliers (Seine), place de la Mairie, n° 1.
- BÂLE (*Bibliothèque de l'Université de*) (Suisse), [2282], Schönbeinstrasse, n° 20, à Bâle, représentée par M. le Dr Karl Schwarber.
- BALSAN (Robert), [2771], ✱, au château du Parc, à Châteauroux (Indre).
- BALTIMORE (*Bibliothèque de « The Johns Hopkins University »*, à) (États-Unis), [2531], représentée par M. L. Raney; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- BARANTE (baronne de), [3042], à Neuilly-sur-Seine, rue Delabordère, n° 31.
- * BARBEY-ADOR (Frédéric), [2401], ✱, archiviste-paléographe, ancien ministre de la Confédération suisse en Belgique, rue de l'Université, n° 106 (vii°), et à Chambésy, près Genève (Suisse).
- BAUDOT (Maurice), [3115], ✱, directeur des services d'architecture et d'urbanisme de la ville de Paris, rue d'Alésia, n° 10 (xiv°).
- * BAUTIER (H.-Robert), [3117], archiviste aux Archives nationales, membre de l'École française de Rome, rue de Turenne, n° 35 (iii°).
- BAYONNE (*Bibliothèque de la ville de*), [1407], représentée par M. Detchepare, bibliothécaire; correspondant, M^{lle} Jérôme, libraire, à Bayonne (Basses-Pyrénées), place du Réduit, n° 2.
- BEAURE D'AUGÈRES (L.), [2613], les Bastilles, par la Jonchère-Saint-Maurice (Haute-Vienne).
- BEAUVAIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2052], représentée par M. Jauneau, bibliothécaire; correspondant, M. Prévot, libraire, à Beauvais (Oise).
- BEAUVERGER (baron de), [1941], boulevard Haussmann, n° 153 (viii°).
- BEAUVILLÉ (colonel de), [3089], rue de Condé, n° 12 (vi°).
- BELLET (Félix), [3132], directeur de la Banque Ottomane, rue Picot, n° 8 (xvi°).
- BENOÎT-GUYOD (Georges), [2967], ✱, chef d'escadron de la garde mobile en retraite, rue de Grenelle, n° 18 (vii°).
- BERGER (docteur Jean), [2789], ✱, chirurgien des hôpitaux, avenue d'Iéna, n° 15 (xvi°).
- BERKELEY (*Bibliothèque de l'Université de Californie*, à) (États-Unis), [2415], représentée par M. Leupp, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

- BERLIN (*Preussische Staatsbibliothek*, à), [2657], représentée par M. le D^r Hugo A. Krüss; correspondants, MM. Asher et C^{ie}, libraires, à Berlin, W 8, Behrenstrasse, n° 17.
- BERLIN (*Bibliothèque de l'Université de*), [2650], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondants, MM. Asher et C^{ie}, libraires, à Berlin, W 8, Behrenstrasse, n° 17.
- BERNARD-BEAUMAIN (F.), [3168], ingénieur, rue des Vignes, n° 34 (xvi^e).
- BERNE (*Bibliothèque de la ville de*), [2353], représentée par M. Th. Steck, directeur; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi^e).
- BERQUIER (Raymond), [3111], ingénieur, rue Crevaux, n° 3 (xvi^e).
- BERTHET (M. l'abbé), [3150], curé de Château-Chalon, par Voiteur (Jura).
- * BERTIER DE SAUVIGNY (comte Albert de), [3024], ✱, membre du Comité de la *Sabretache*, rue Jean-Mermoz, n° 15 (viii^e), et au château de Martimont, par Cuise-la-Motte (Oise).
- BESANÇON (*Bibliothèque de la ville de*), [1371], représentée par M. Piquard, bibliothécaire; correspondant, M. Mareschal, libraire, à Besançon (Doubs), Grande-Rue, n° 14.
- BESANÇON (*Bibliothèque de l'Université de*), [2055], représentée par M. Piquard, bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi^e).
- * BESSIÈRES (René), [2603], rue du Faubourg-Poissonnière, n° 155 (ix^e).
- * BÉZAGU (Louis), [2624], ✱, à Bordeaux (Gironde), cours d'Aquitaine, n° 61.
- BEZANÇON (professeur Fernand), [3109], membre de l'Académie de médecine, rue de Monceau, n° 76, (viii^e).
- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, représentée par M. l'Administrateur général; correspondant, M. Giraud-Badin, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 128 (vi^e).
- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, Département des imprimés, [3059], représentée par M. le Conservateur; correspondant, M. Giraud-Badin.
- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, Département des Manuscrits, [3072], représentée par M. le Conservateur, rue de Richelieu, n° 58 (ii^e).
- BIBLIOTHÈQUES des châteaux de Compiègne, Fontainebleau, Pau et Versailles, [595 à 598].
- BILLY (comte Robert de), [3095], O. ✱; rue de l'Élysée, n° 12 (viii^e), et au château de Montrozier (Aveyron).
- BILLY (Robert de), [3116], C. ✱, ambassadeur de France, rue de Boulainvilliers, n° 56 (xvi^e).
- BLACAS (comte Louis de), [3050], avenue Bosquet, n° 12 (viii^e).

BLOIS (*Bibliothèque de la ville de*), [2288], représentée par M^{lle} Souberbielle, bibliothécaire.

BOCKSRUTH (dom Michele), [2953], à l'abbaye d'Einsiedeln (Suisse).

BOISHUE (Régis DE), [3043], place des États-Unis, n° 14 (xvi^e).

* BOISLISLE (Jean DE), [2463], membre de la Société des Bibliophiles français, archiviste du Musée Condé, à Chantilly (Oise).

BOITEL (Jacques), [3063], secrétaire général de la Chambre de Commerce Suisse en France, quai de l'Horloge, n° 31 (1^{re}).

BONN (*Bibliothèque de l'Université de*) (Allemagne), [2663], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Ludwig Röhrscheid, libraire, à Bonn.

BONNASSIEUX (général), [2961], O. ✱, Les Tilleuls, à Mortagne-au-Perche (Orne).

* BONNEVAL (M^{me} la vicomtesse DE), [2672], au château de Vimer, par Vimoutiers (Orne).

BORDEAUX (*Bibliothèque de l'Université de*), [2118], représentée par M. Guinard, bibliothécaire en chef, cours Pasteur, n° 20; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi^e).

BOSSUAT (André), [3028], professeur à la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

BOSSUAT (Robert), [2991], ✱, professeur à l'École nationale des chartes, rue d'Amsterdam, n° 85 (viii^e).

BOSTON (*Bibliothèque publique de la ville de*) (États-Unis), [2235], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (vi^e).

BOSTON (*Bibliothèque du Boston Athenæum*, à) (États-Unis), [2598], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi^e).

BOUËT (Paul), [3164], O. ✱, ancien préfet, conseiller d'État, rue Pergolèse, n° 12 bis (xvi^e).

BOURGES (*Bibliothèque de la ville de*), [2371], représentée par M. A. Gandilhon, ✱, conservateur; correspondant, M. X. Desquand, libraire, à Bourges (Cher), rue de la Monnaie, n° 3.

BOURGIN (Georges), [2839], O. ✱, ancien membre de l'École française de Rome, directeur honoraire des Archives de France, membre du Comité des travaux historiques, boulevard Saint-Michel, n° 72 (v^e).

† * BOURRILLY (V.-L.), [2488], ✱, docteur ès lettres, doyen de la Faculté des lettres d'Aix-Marseille, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), boulevard Saint-Louis, n° 25.

* BOUSQUET (Henri), [2583], à Rodez (Aveyron), boulevard du Guisard, n° 6.

- ROUTEILLER (Paul), [3098], archiviste aux Archives nationales, rue Eugène-Manuel, n° 6 *bis* (xvi°).
- BRESLAU (*Staats und Universitätsbibliothek*, à) (Allemagne), [2658], représentée par M. le Directeur; correspondants, MM. Asher et C^{ie}, libraires à Berlin, W 8, Behrenstrasse, n° 17.
- BROGLIE (duc DE), [2814], O. ✱, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, rue de Chateaubriand, n° 29 (viii°).
- BROGLIE (M^{me} la princesse Amédée DE), [3037], avenue Foch, n° 41, à Paris (xvi°).
- BROGLIE (prince Édouard DE), [2935], à Versailles, avenue de Saint-Cloud, n° 52 *bis*.
- BROOKS (J.-W.), [2894], professeur à University college, à Hull (Angleterre).
- * BRUNEL (Clovis), [2911], ✱, directeur de l'École nationale des chartes, membre de l'Institut, président de la section de philologie et d'histoire du Comité des travaux historiques, rue Cassette, n° 11 (vi°).
- BRUXELLES (*Bibliothèque de S. M. le roi des Belges*, à), [2568], rue de la Régence, n° 2, représentée par M. le Bibliothécaire.
- BRUXELLES (*Bibliothèque royale de Belgique*, à), [2346], représentée par M. Tourneur, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- BRUXELLES (*Bibliothèque de l'Université libre de*), [2945], à Bruxelles, avenue des Nations, n° 30; représentée par M^{lle} H. Kessels, bibliothécaire.
- CAEN (*Bibliothèque de la ville de*), [1014], représentée par M. Jubert, bibliothécaire; correspondant, M. Bigot, libraire, à Caen (Calvados), rue Saint-Pierre, n° 98.
- CAEN (*Bibliothèque de l'Université de*), [2078], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi°).
- CAHORS (*Bibliothèque de la ville de*), [2289], représentée par M. Calmon, bibliothécaire; correspondant, M. Ricard, libraire, à Cahors (Lot), boulevard Gambetta, n° 24.
- CAILLET (Pierre), [3087], conservateur-adjoint aux Archives nationales, rue Claude-Bernard, n° 64 (v°).
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (M^{me} la comtesse DE), [3103], avenue de Tourville, n° 15 (vii°), et au château de Perdreauville, par Mantes-Gassicourt (Seine-et-Oise).
- CALMETTE (Joseph), [2985], ✱, doyen honoraire de la Faculté des lettres de l'Université de Toulouse, membre de l'Institut, à Toulouse (Haute-Garonne), rue Bayard, n° 60.
- CAMBRIDGE (*Bibliothèque de l'Université de*) (Angleterre), [2169], à Cambridge, représentée par M. A. F. Scholfield, bibliothécaire en chef.

- CARAPANOS (Alexandre), [3156], ministre plénipotentiaire de Grèce, avenue de Messine, n° 7 (viii°).
- * CAROLUS-BARRÉ (Louis), [3010], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire à l'Institut, rue Saint-Guillaume, n° 14 (vii°).
- CARON (Pierre), [2880], O. ✱, directeur honoraire des Archives de France, secrétaire de la section d'histoire moderne du Comité des travaux historiques, rue Guénégaud, n° 12 (vi°).
- CARRIÈRE (abbé Victor), [2952], professeur à l'Institut catholique de Paris, à Montmorency (Seine-et-Oise), rue Paul-Messein, n° 7.
- CARTELLE (Armand), [3053], rue Joseph-de-Maistre, n° 39 (xviii°).
- * CASTÉJA (comte Stanislas DE), [2494], rue Anatole-de-la-Forge, n° 6 (xvii°).
- CATTAND (Georges), [2733], docteur en droit, consul de France à Tientsin; correspondant, M. René Cattand, vice-consul de France honoraire, à Thoiry (Ain).
- * CELIER (comte Léonce), [2582], ✱, ancien membre de l'École française de Rome, inspecteur général des archives, au Chesnay (Seine-et-Oise), rue Saint-Joseph, n° 44.
- CELLIER (André), [3112], à Bessan (Hérault).
- CHABANNES LA PALICE (comte Étienne DE), [2822], au château de la Palisse (Allier).
- CHABRILLAN (comte Aynard DE), [2388], rue Christophe-Colomb, n° 8 (viii°).
- CHAMBÉRY (*Bibliothèque de la ville de*), [2913], représentée par M. P. Véron, bibliothécaire; correspondant, M. Dardel, libraire, à Chambéry (Savoie).
- CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Bibliothèque de la*), [1660], représentée par M. de Souless, conservateur, au Palais-Bourbon; correspondant, M. Le Souquier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi°).
- CHAMPION (*Librairie ancienne Honoré*), [3045], quai Malaquais, n° 7 (vii°), représentée par M^{me} de Harting, directrice.
- CHAMPION (M^{me} Édouard), [2999], avenue Gabriel, n° 48 (viii°).
- CHANDON DE BRIAILLES (comte), [2997], rue Murillo, n° 24 (viii°), et à La Cordelière, Chaource (Aube).
- CHARENTE-MARITIME (*Archives du département de la*), [2852], à la Rochelle, représentées par M. M. Delafosse, archiviste; correspondant, M. Pijollet, libraire, à La Rochelle, rue Chaudrier, n° 15.
- † CHARLÉTY (Sébastien), [2949], G. O. ✱, recteur honoraire de l'Académie de Paris, membre de l'Institut, à Chambéry (Savoie), rue de la Banque, n° 3.
- CHARLES-ROUX (François), [3113], C. ✱, ambassadeur de France, membre de l'Institut, rue de Varenne, n° 55 (vii°).

CHARLIAT (Pierre), [2879], membre de l'Académie de Marine et du Comité des travaux historiques, à Versailles (Seine-et-Oise), boulevard de la Reine, n° 24.

* CHARPIN-FEUGEROLLES (comte de), [2265], ✱, au château de Feugerolles, par le Chambon (Loire).

CHARTRES (*Bibliothèque de la ville de*), [1516], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Lester, libraire, à Chartres (Eure-et-Loir).

* CHARVÉRIAT (Émile), [2436], O. ✱, ambassadeur de France, rue du Regard, n° 1 (VI^e).

CHÂTEAUDUN (*Bibliothèque de la ville de*), [1855], représentée par M. A. Lacoste, bibliothécaire; correspondant, M. R. Rouvillain, libraire, à Châteaudun (Eure-et-Loir), rue Gambetta, nos 3 et 5.

CHÂTEAUROUX (*Bibliothèque de la ville de*), [2224], représentée par M. Meunier, bibliothécaire; correspondant, M. R. Courtois, libraire, à Châteauroux (Indre), place de la République, n° 10.

CHAULIN (baron J.), [2976], rue Decamps, n° 2 (xvi^e), et à la Tour-de-Fer, par Saint-Geoirs-en-Faucigny (Haute-Savoie).

CHAUMIÉ (M^{lle} Jacqueline), [3017], ancien membre de l'École des hautes études hispaniques, archiviste aux Archives nationales, rue Rousselet, n° 17 (VII^e).

CHICAGO (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2542], Order Division, Harper W 21, Chicago (Illinois), représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (VI^e).

CHICAGO (*Newberry Library*, à) (États-Unis), [2238], représentée par M. Chattin Carlton, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (VI^e).

CINCINNATI (*Bibliothèque de*) (États-Unis), [2990].

CLERMONT-FERRAND (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1937], représentée par M. Le Chapelain, bibliothécaire, boulevard Lafayette; correspondant, M. Delaunay, libraire, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), avenue des États-Unis, n° 40.

CLERMONT-FERRAND (Institut d'histoire de la Faculté des lettres), [3034], représenté par M. Paul Henry, professeur.

CLEVELAND (*Bibliothèque d'Adelbert College*, à) (États-Unis), [2912], correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (VI^e).

CLEVELAND (*Bibliothèque publique de*) (États-Unis), [2941], correspondant, M. Poinsoot, libraire, rue de Verneuil, n° 40 (VII^e).

CLINTON (*Bibliothèque de Hamilton College*, à) (États-Unis), [2902], correspondant, Librairie internationale, rue Servandoni, n° 7 (VI^e).

COCHIN (M^{me} la baronne Denys), [2939], rue de Babylone, 51 (VII^e), et au château de Beauvoir, par Verneuil-l'Étang (Seine-et-Marne).

- COCHIN (capitaine de vaisseau Denys), [2940], O. ✱, à Brest (Finistère), boulevard Gambetta, n° 40.
- COHEN (Gustave), [2998], O. ✱, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, avenue de Suffren, n° 112 *ter*.
- COLMAR (*Bibliothèque de la ville de*), [2578], représentée par M. Schmitt, bibliothécaire; correspondant, M. Hüffel, libraire, à Colmar (Haut-Rhin).
- CONAN (Jules), [3165], instituteur public, élève diplômé de l'École pratique des Hautes Études, à Nanterre (Seine), boulevard Thiers, n° 26.
- CONDÉ (*Bibliothèque du Musée*), [2332], représentée par M. Malo, O. ✱, conservateur adjoint, à Chantilly (Oise), rue du Connétable, n° 23; correspondant, M. Dauthon, libraire, rue Bonaparte, n° 3 (vi°).
- CONIGLIANO (M^{me} André DE), [3059], à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), rue des Capucins, n° 1.
- * CONNAT (M^{lle} Madeleine), [3155], archiviste aux Archives nationales, à Créteil (Seine), rue de Plaisance, n° 20.
- CONTADES (comte Gaston DE), [2605], place du Palais-Bourbon, n° 9 (vii°).
- COOPER (miss Bessie DEAN), [2674], à Vence (Alpes-Maritimes), la Ca-touniero, route de Saint-Jeannet.
- COPENHAGUE (*Bibliothèque royale de*), [2391], représentée par M. C. S. Petersen, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Mala-quais, n° 5 (vi°).
- COQUIBUS (Geneviève), [3052], archiviste-paléographe, rue de Verneuil, n° 9 (vii°).
- CORDOLIANI (Alfred), [3127], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue de la Croix-Nivert, n° 204 *bis* (xv°).
- CORRE (A.), [2766], rue Raynouard, n° 96 (xvi°).
- COSTA DE BEAUREGARD (M^{me} la comtesse Carl), [2711], rue Barbet-de-Jouy, n° 9 (vii°).
- * COURCEL (Valentin DE), [2618], archiviste-paléographe, avenue Frédéric-Le-Play, n° 4 (vii°).
- COURTEAULT (M^{me} Henri), [2993], à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), villa Mirentchu.
- COURTEAULT (Paul), [2958], O. ✱, docteur ès lettres, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux, à Bordeaux (Gironde), place Gambetta, n° 40.
- * COURTOIS (M^{lle} Louise), [2812], professeur à l'École expérimentale de l'Université de Columbia, à New-York City (Etats-Unis), West 124th street, n° 534.
- COVILLE (M^{me} Alfred), [3084], avenue Rapp, n° 25 (vii°).

- CREIGNOU (D^r J.), [3040], à Bordeaux (Gironde), rue de l'Arsenal, n° 20.
- * CROY (vicomte Joseph DE), [2614], archiviste-paléographe, au château de Monteaux (Loir-et-Cher).
- CROY (M^{me} la vicomtesse Joseph DE), [2730], archiviste-paléographe, boulevard Haussmann, n° 172 (VIII^e), et au château de Monteaux (Loir-et-Cher).
- CROY-SOLRE (prince Étienne DE), [2452], au château du Rœulx (Belgique, province de Hainaut).
- DAMPIERRE (M^{me} la comtesse Aymar DE), [3162], rue de Longchamp, n° 75 (XVI^e).
- DARD (Émile), [2959], C. ✱, ministre plénipotentiaire, membre de l'Institut, avenue Charles-Floquet, n° 42 (VII^e).
- DARMSTADT (*Landesbibliothek*, à) (Allemagne), [2721], représentée par MM. J. Baer et C^{ie}, libraires, à Francfort-sur-le-Mein, Hochstrasse, n° 6.
- † DAUDET (Pierre), [3038], archiviste-paléographe, professeur à la Faculté de droit de Dijon, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 76 (VI^e).
- * DAUMET (François), [2607], boulevard Raspail, n° 87 (VI^e).
- DAUVERGNE (Robert), [3166], professeur agrégé au Lycée Henri-IV, rue Lagrange, n° 19 (V^e).
- DAVEAU (Louis), [2836], ingénieur des arts et manufactures, rue de Douai, n° 9 (IX^e).
- DEBIDOUR (Élie), [3114], ✱, inspecteur général des services de protection historique et esthétique de la ville de Paris, rue Pierre-Nicole, n° 25 (V^e).
- DECAZES (duc Élie), [3083], au château de la Grave, par Saint-Denis-de-Pile (Gironde).
- † DÉCHELETTE (Jean), [2826], industriel, à Roanne (Loire), rue Brison, n° 6.
- DÉCHELETTE (Victor), [2868], industriel, à Roanne (Loire), rue de Charlieu, n° 61.
- DELATOUCHE (Raymond), [3064], archiviste-paléographe, à Soulgé-le-Bruant (Mayenne).
- DELOUCHE (Raymond), [3167], industriel, à Neuilly-sur-Seine, rue d'Orléans, n° 20.
- DEPECKER (abbé Louis), [2757], professeur d'histoire, à Toulouse (Haute-Garonne), avenue Camille-Pujol, n° 42.
- DEPRÉAUX (Albert), [2968], conservateur des archives et de la bibliothèque de la Fondation Thiers, rond-point Bugeaud, n° 5 (XVI^e).
- DESBOIS (Jacques), [2676], ingénieur-chimiste, rue Labrouste, n° 53 (XV^e).
- DES CARS (comte Guy), [3119], rue d'Anjou, n° 65 (VIII^e).

* DESCHAMPS (Paul), [2704], ✱, directeur du Musée des monuments français, membre de l'Institut, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, rue Vaneau, n° 37 (vii°).

DESGEORGE (Robert), [2871], à Tunis.

DESMARS (Joseph), [3067], C. ✱, préfet honoraire, boulevard de Courcelles, n° 68 (xvii°).

DES MÉLOIZES (marquis), [2518], ✱, à Bourges (Cher), rue Jacques-Cœur, n° 18.

DES ROYS (marquis), [2617], ✱, à Gaillefontaine (Seine-Inférieure).

DIANA (*la Société de la*), [2648], à Montbrison (Loire), représentée par M. Ennemond Rony, trésorier, à Montbrison.

DIEPPE (*Bibliothèque de la ville de*), [1054], représentée par M. Julien Martin, directeur.

DIJON (*Bibliothèque de la ville de*), [1279], rue de l'École de droit, représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Venot, libraire, à Dijon (Côte-d'Or), place d'Armes, n° 1.

DIJON (*Bibliothèque de l'Université de*), [2080], rue Chabot-Charny, n° 34, représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Venot, libraire, à Dijon (Côte-d'Or), place d'Armes, n° 1.

* DILLAY (M^{lle} Madeleine), [2874], conservateur-adjoint aux Archives nationales, rue Daubenton, n° 7 (v°).

DONNA (commandeur Giovanni), [2979], à Turin (Italie), rue Tenivelli, n° 3.

DONNAT (Louis-Robert), [2954], à Rueil-Malmaison (Seine-et-Oise), rue Hector-Berlioz, n° 19, et à La Foye-Monjault (Deux-Sèvres).

DOWNSIDE ABBEY (*Bibliothèque de*) (Angleterre), [2573], à Stratton-on-the-Fosse, près Bath (Somerset), représentée par le R. P. Bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi°).

DRESDE (*Sächsische Landesbibliothek*, à) (Allemagne), [2659], Wilhelm-Platz, n° 11, représentée par M. Bollert, directeur; correspondant, M. Twietmeyer, libraire, à Leipzig.

* DRIANT (Georges), [2760], ✱, chef du contentieux et du domaine de la Société des hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin, avenue de Versailles, n° 72 (xvi°).

DROZ (M^{ll} E.), [3079], libraire-éditeur, rue de Tournon, n° 25 (v°).

DUFOUR (Jean), [3139], fondé de pouvoir au Crédit Lyonnais, quai Voltaire, n° 23 (vii°).

DUBLIN (*Bibliothèque nationale d'Irlande*, à), [2834], Kildare-Street; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

DUBLIN (*Bibliothèque de Trinity College*, à), [2864], représentée par

- M. Alfred de Burgh, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- DU HAMÉL (Henri), [2609], docteur en droit, vice-président de la Cour d'appel, à Dakar (Sénégal).
- DULONG (Georges), [3107], O. ✱, ministre plénipotentiaire, rue Saint-Simon, n° 15 (vii°).
- DUMESNIL (Pierre), [2637], à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), rue Diderot, n° 21.
- DUNAN (Marcel), [3082], professeur à la Faculté des lettres de Nancy, rue Rosa-Bonheur, n° 7 (xv°).
- DUNKERQUE (*Bibliothèque de la ville de*), [2767], représentée par M. Barron, bibliothécaire.
- * DUPONT-FERRIER (Gustave), [2465], O. ✱, docteur ès lettres, professeur honoraire à l'École nationale des chartes, membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, rue Dupont-des-Loges, n° 12 (vii°).
- DUPORTET (Maurice), [3093], bibliothécaire de la ville, à Montluçon (Allier).
- DURRIEU (comte Jean), [2807], avenue Raymond-Poincaré, n° 74 (xvi°).
- DUTILH (M^{me} Henri), [2983], boulevard Saint-Michel, n° 46 (v°).
- ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN (I'), [2189], à Angers (Maine-et-Loire), rue Donadieu de Puycharic, n° 22, représentée par M. Civrays, directeur.
- ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES (*Bibliothèque de l'*), [2887], représentée par M. Pierre Rain, ✱, bibliothécaire, rue Saint-Guillaume, n° 27 (vii°).
- ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME (I'), [2298], représentée par M. le Directeur de l'École, au palais Farnèse, à Rome; correspondant, M. de Boccard, libraire, rue Médicis, n° 1 (vi°).
- ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES (I'), [1703], représentée par M. Clovis Brunel, ✱, directeur, rue de la Sorbonne, n° 19 (v°); correspondant, M. Didier, libraire, rue de la Sorbonne, n°s 4-6 (v°).
- ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (I'), [1617], représentée par M. le Directeur, rue d'Ulm, n° 45 (v°); correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11 (vii°).
- ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SÈVRES (I'), [3026], représentée par M^{lle} Droz, libraire, rue de Tournon, n° 25 (vi°).
- ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE D'INSTITUTRICES (I'), [2784], représentée par M^{me} la Directrice, à Fontenay-aux-Roses (Seine).
- ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES (*Bibliothèque de l'*), [2126], à la Sorbonne; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11 (vii°).
- ÉDIMBOURG (*Signet Library*, à) (Écosse), [2171], représentée par M. J. Minto, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi°).

- * **EPERNAY** (*Bibliothèque de la ville d'*), [1474], représentée par M. Henry, bibliothécaire.
- ESCOFFIER** (Maurice), [2781], ✱, professeur à l'École des sciences politiques, rue Récamier, n° 1 (vii°).
- ESMONIN** (Ed.), [2612], ✱, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Grenoble, à Grenoble (Isère), boulevard Gambetta, n° 19.
- ÉTUDES** (*Bibliothèque des*), revue fondée par les RR. PP. Jésuites, [2317], rue Monsieur, n° 15 (vii°).
- EURE** (*Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'*), [1770], à Evreux (Eure), rue de Pannette, représentée par M. Cumont, trésorier, à Evreux.
- * **EVGUN** (François), [2811], archiviste-paléographe, docteur ès lettres, bibliothécaire de la ville et chargé de cours à la Faculté des lettres, à Poitiers (Vienne), rue des Écossais, n° 11.
- * **FAILLY** (comte de), [3085], bibliothécaire de l'association française des chevaliers de l'Ordre souverain de Malte, avenue Victor-Hugo, n° 57 (xvi°).
- FANET** (Maurice), [2951], avoué honoraire près la Cour d'appel, rue Murrillo, n° 11 (viii°).
- FAULQUIER** (M^{me} Bernard), [3055], avenue Victor-Hugo, n° 97 (xvi°), et au château de Montjoux, par Moulins-Engilbert (Nièvre).
- * **FAWTIER** (Robert), [3025], ✱, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux, maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique, boulevard Raspail, n° 270 (xiv°).
- FAYOUT** (M^{me}, née SÆHNÉE), [3073], rue de Verneuil, n° 40 (vii°).
- FELICE** (Philippe de), [3070], pasteur de l'Église réformée, conservateur de la Bibliothèque du Protestantisme français, rue des Saints-Pères, n° 54 (vii°).
- FELS** (comte de), [2368], ✱, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 135 (viii°).
- FELS** (Étienne), [2778], archiviste-paléographe, rue de la Pompe, n° 149 (xvi°), et à Hielle, par Vecoux (Vosges).
- FESSARD** (Georges), [3094], à Courville-sur-Eure (Eure-et-Loir).
- FLACHAIRE DE ROUSTAN** (Joseph), [2872], à Lyon (Rhône), chemin du Fort-Saint-Irénée, n° 12.
- FLAMMARION** (librairie), [2934], rue Rotrou, n° 4 (vi°).
- FLEURY** (vicomte Jacques), [2831], ✱, rue du Cirque, n° 17 (viii°).
- FLORENCE** (*Bibliothèque nationale de*) (Italie), [2522], représentée par M. le Bibliothécaire en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- FORAS** (comte J.-M. de), [2796], au château de Thuysel, par Thonon (Haute-Savoie).

- FRANÇOIS (Jacques), [3125], professeur agrégé au lycée Corneille de Rouen, à Boisguillaume (Seine-Inférieure), rue Lemarchand, n° 7.
- FRANÇOIS (Michel), [3001], ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste aux Archives nationales, boulevard Raspail, n° 270 (xiv^e), et à Dommartin-lès-Remiremont (Vosges).
- FRÉMY (comte Elphège), [2472], ✱, archiviste-paléographe, rue Casimir-Périer, n° 11 bis (vii^e).
- FRIBOURG (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*) (Suisse), [2482], représentée par M. Franz Handrick, bibliothécaire-administrateur; correspondant, M^{ll} E. Droz, libraire, rue de Tournon, n° 25 (vi^e).
- FRIBOURG-EN-BRISGAU (*Bibliothèque de l'Université de*) (Allemagne), [2918], représentée par M. le Conservateur.
- * FROMAGEOT (Henri), [2214], C. ✱, juge à la Cour internationale de La Haye, au Chesnay (Seine-et-Oise), avenue de la Reine-Amélie, n° 6.
- GALENC (Fernand), [3015], à Montpellier (Hérault), rue Bonnier-d'Alco, n° 8.
- GALTIER (Émile), [3007], juge au Tribunal civil, à Nîmes (Gard), rue Pradier, n° 40.
- GANAY (comte Hubert de), [3031], rue Saint-Dominique, n° 59 (vii^e).
- GAND (*Bibliothèque de l'Université de*) (Belgique), [2835], à Gand, fossé d'Othon, n° 2, représentée par M. Paul Bergmans, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi^e).
- GARD (*Archives du département du*), [2917], à Nîmes, rue des Chas-saintes, n° 20, représentées par M. Marcel Gouron, archiviste.
- GARONNE (HAUTE-) (*Archives du département de la*), [2069], à Toulouse, représentées par M. Faucher, archiviste; correspondant, M^{me} Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.
- GASQUET (Henri), [3100], maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, président du Touring-Club de France, avenue Victor-Hugo, n° 65 (xvi^e).
- GAUCHERON (Roger), [3077], archiviste-paléographe, consul général, quai d'Orsay, n° 37 (vii^e).
- * GAUMY (Pierre), [2854], à Toulouse (Haute-Garonne), rue Bayard, n° 39.
- GENÈVE (*Bibliothèque publique et universitaire de la ville de*) (Suisse), [1821], représentée par M. Delarue, directeur; correspondant, M^{ll} E. Droz, libraire, rue de Tournon, n° 25 (vi^e).
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE (Albert), [2751], O. ✱, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, place Saint-Sulpice, n° 6 (vi^e).
- GÉRAUDEL (Pierre), [3012], archiviste aux Archives nationales, rue d'Assas, n° 102 (vi^e).
- GERMINY (comte Robert de), [2526], rue de l'Université, n° 172 (vii^e).
- * GIARD (Édouard), [2957], O. ✱, archiviste-paléographe, commissaire-priseur, rue Balny d'Avricourt, n° 3 (xvii^e).

- GILLE (Bertrand), [3088], archiviste-paléographe, rue Scheffer, n° 39 (xvi°).
- GIRARD DE COEHORN (Jean DE), [2994], licencié en droit, à Neuilly-sur-Seine, avenue Perronet, n° 6.
- GIRAUD (D^r G.), [2701], à Genillé (Indre-et-Loire).
- GIRAUD (Marcel), [3022], professeur au lycée Carnot (xvii°).
- * GIROD DE L'AIN (Édouard), [2795], avenue du Président-Wilson, n° 24 bis (xvi°).
- GIRONDE (*Archives du département de la*), [2848], à Bordeaux, rue d'Aviau, n° 13-25, représentées par M. Loirette, ✱, archiviste; correspondant, M. Mounastre-Picamilh, libraire, à Bordeaux, rue Porte-Dijaux, n° 45.
- GÖTEBORG (*Stadsbibliotek*, à) (Suède), [2639]; correspondant, M. Vald. Rasmussen, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 168 (vi°).
- GOY (commandant DE), [2966], ✱, chef d'escadron d'artillerie, à Bourges (Cher), boulevard de Strasbourg, n° 1.
- GOYAU (M^{me} Georges), [3041], rue Boissière, n° 20 bis (xvi°).
- GRAMONT (duc DE), [3136], O. ✱, membre de l'Académie des Sciences, avenue Henri-Martin, n° 42 bis (xvi°).
- * GRAND (Roger), [2339], ✱, professeur honoraire à l'École des chartes, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien sénateur du Morbihan, membre de l'Académie d'agriculture, boulevard Raspail, n° 16 (vii°), et à Kerverho-en-Arradon (Morbihan).
- GRAS (Pierre), [3097], archiviste-paléographe, bibliothécaire en chef de la ville et de l'Université de Dijon, à Dijon (Côte-d'Or), rue de l'École-de-Droit, n° 5.
- GRENOBLE (*Bibliothèque de la ville de*), [948], représentée par M. P. Vaillant, bibliothécaire, rue de Verdun; correspondant, M. B. Arthaud, libraire, à Grenoble (Isère), Grande-Rue, n° 23.
- GRENOBLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [1976], représentée par M. Grémillet, conservateur; correspondant, M. B. Arthaud, libraire, à Grenoble (Isère), Grande-Rue, n° 23.
- GRENOBLE (*Faculté des Lettres de l'Université de*), [3036], représentée par M. R. Latouche, professeur.
- GROUSSET (René), [3161], ✱, conservateur du Musée Cernuschi, avenue Vélasquez, n° 7 (viii°).
- † GUÉBIN (Pascal), [2580], ancien professeur à l'École Lavoisier, boulevard Pereire, n° 235 (xvii°), et la Colonie, à Condé-sur-Vègre (Seine-et-Oise).
- GUÉNEAU (Louis), [3141], professeur au lycée Charlemagne, rue Barrault, n° 2 (xiii°).
- * GUENEBAUD (Henri), [2865], ingénieur des arts et manufactures, à Prétý (Saône-et-Loire).

GUERLET (Pierre), [3163], O. ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Marceau, n° 74 (VIII*).

GUERRE (*Bibliothèque du ministère de la*), [2361], représentée par M. P. Paul, ✱, bibliothécaire; correspondant, M. Fournier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 264 (VII*).

* GUERVIN (Mgr M.-H.), [3104], chanoine-prêlat de Terre-Sainte, à Amiens (Somme), rue Jules-Barni, n° 60.

GUIRARD (André), [2691], à Nice (Alpes-Maritimes), rue Clément-Roassal, n° 12.

* HALLÉ (M^{me} Daniel, née VALOIS), [2592], rue de l'Abbaye, n° 13 (VI*).

HANOTEAU (M^{me} Jean), [3047], cité Vaneau, n° 14 (VII*), et au Vieux-Moulin, place du Général-Hanoteau, à Decize (Nièvre).

HANOVER (*Bibliothèque de Darmouth College*, à) (États-Unis), [2921]; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (VI*).

HATT (Jacques), [2632], rue de Chazelles, n° 16 (XVII*).

HAUMONT (Jacques), [2816], archiviste-paléographe, éditeur, rue Boissonnade, n° 48 (XIV*).

HAVRE (*Bibliothèque de la ville du*), [1193], rue Ancelot, n° 2 bis, représentée par M. le Conservateur; correspondant, M. A. Dombre, libraire, au Havre (Seine-Inférieure), place de l'Hôtel-de-Ville, n° 10.

HEIDELBERG (*Bibliothèque de l'Université de*) (Allemagne), [2788], représentée par M. le Directeur; correspondant, M. Twietmeyer, libraire, à Leipzig (Allemagne).

HELSINKI (*Bibliothèque de l'Université de*) (Finlande), [2349], représentée par M. Tudeer, directeur.

* HENRY (Patrice), [2919], archiviste-paléographe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, avenue Marceau, n° 4 (VII*).

* HERLAUT (général), [2792], O. ✱, La Villaine, à Esvres (Indre-et-Loire).

HERMITE (Louis), [3120], ambassadeur de France, rue Jean-Goujon, n° 25 (VIII*).

HERVIEU (Maurice), [3123], boulevard Malesherbes, n° 96 (XVII*).

* HOLLIER-LAROUSSE (Pierre), [3054], éditeur, ✱, rue du Général-d'Andigné, n° 16 (XVI*).

* HOLSTEIN (Otto), [2910], professeur honoraire de géographie à l'Université de Mexico, City of Mexico (Mexique), apartado 1833.

HOTTINGUER (baron), [3148], ✱, rue de la Baume, n° 4 (VIII*).

HOUEBINE (l'abbé), [2320], professeur d'histoire au collège de Combrée (Maine-et-Loire).

HUGON (Jacques-Clair), [3151], à Château-Chalon (Jura).

* HYDE (James-H.), [2515], G. C. ✱, à Versailles (Seine-et-Oise), rue de l'Ermitage, n° 7.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS (*Bibliothèque de l'*), [2207], représentée par M. le Bibliothécaire, rue d'Assas, n° 21 (VI°); correspondants, MM. Lanore et Ducros, rue d'Assas, n° 48.

INSTITUT DE FRANCE (*Bibliothèque de l'*), [2394], quai de Conti, n° 23 (VI°), représentée par M. Tremblot, conservateur; correspondant, M. L. Dorbon, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 156 (VI°).

IOWA (*Bibliothèque de l'Université d'*) (États-Unis), [2552], à Iowa-City, représentée par M. Malcolm-G. Wyer, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (VI°).

ITHACA (*Cornell University's library*, à) (États-Unis), [2379], représentée par M. G.-W. Harris, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (VI°).

JACQUIOT (M^{lle} Joséphe), [3057], bibliothécaire au Cabinet des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale, à Montgeron (Seine-et-Oise), rue Molière, n° 20.

JALLERANGE (comte de), [2714], au château de Jallerange (Doubs).

JALLU (M^{me} Olivier), [3091], avenue Victor-Hugo, n° 140 (XVI°).

JARDILLIER (Armand), [3075], rue Gustave-Courbet, n° 14 (XVI°).

JARRY (Bernard), [3076], ancien archiviste en chef du Loiret, à Orléans, place de l'Étape, n° 8.

JEDLICKI (Sigismond-Marie), [2829], docteur en droit, professeur à l'Université de Poznan, à Poznan (Pologne), rue Slovockiego, n° 29.

JEGADEN (Raymond), [3071], rue des Bourdonnais, n° 34 (I^{re}).

* JORDAN (Édouard), [2595], O. ✱, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, membre de l'Institut, rue de Bellechasse, n° 31 (VII°).

* JOÛON DES LONGRAIS (Frédéric), [2619], professeur à l'École nationale des chartes, directeur à l'École pratique des Hautes-Études, avocat à la Cour d'appel de Paris, rue de la Terrasse, n° 4 (XVII°).

JOUSSELIN (Fernand), [2426], rue François-Ponsard, n° 11 (XVI°).

JURA (*Archives départementales du*), [2809], à Lons-le-Saunier, représentées par M. G. Duhem, archiviste.

KAMM (Michel), [2915], journaliste et colon, à Fez, ville nouvelle (Maroc).

KIEL (*Bibliothèque de l'Université de*) (Allemagne), [2782], représentée par M. le Directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.

KLÉNÉ-COSSA (A.), [3004], boulevard Flandrin, n° 92 (XVI°).

LA BARRE DE NANTEUIL (vicomte Gabriel de), [2862], au château de Mousseau, par Évry-Petit-Bourg (Seine-et-Oise).

* LABATTE-MULLER (Ch.), [2876], rue de Bagnolet, n° 78 (xx°).

LABRAM (Robert), [3002], industriel, à Neuilly-sur-Seine, boulevard d'Asnières, n° 20.

* LACARELLE (comte DURIEU DE), [2699], au château de Lagrillière, par Châtel-de-Neuvre (Allier).

LACOMBE (comte Bernard DE), [2725], archiviste-paléographe, rue de Grenelle, n° 180 (vii°).

LAFENESTRE (Pierre), [3110], rue Denfert-Rochereau, n° 89 (xiv°).

LA FERRONNAYS (marquis DE), [2501], ✱, député de la Loire-Inférieure, rue de Grenelle, n° 118 (vii°).

* LAFOND (Jacques), [2866], archiviste-paléographe, à Mont-Saint-Aignan (Seine-Inférieure), rue Louis-Pasteur, n° 83.

LA FORCE (duc DE), [2500], ✱, membre de l'Académie française, rue de l'Université, n° 150 (vii°).

* LAGUICHE (M^{me} la comtesse DE), [2858], rue de la Ville-l'Évêque, n° 18 (viii°).

LA HAYE (*Bibliothèque royale de*), [2313], représentée par M. le docteur W.-G.-C. Byvanck, bibliothécaire; correspondants, MM. Van Stockum, libraires, à la Haye (Hollande), Buitenhof, n° 36.

LA MOUSSAYE (M^{me} la marquise DE), [3105], à la Quentinière, Valennes (Sarthe).

LANHERS (M^{lle} Yvonne), [3157], archiviste aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, n° 141 (vii°).

LA ROCHE-AYMON (M^{me} la comtesse Alard DE), [2160], rue Saint-Dominique, n° 15 (vii°).

* LA ROCHEFOUCAULD (M^{me} la duchesse DE), [3145], place des États-Unis, n° 8 (xvi°).

LA ROCHEFOUCAULD (M^{me} la comtesse Gabriel DE), [2473], rue de l'Université, n° 93 (viii°).

LASTEYRIE (comte Bernard DE), [2982], rue Cassette, n° 12 (vi°).

LAUER (Philippe), [2243], ✱, docteur ès lettres, membre résident de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur honoraire du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, boulevard Jules-Sandeau, n° 25 (xvi°).

* LAURENT (Jacques), [2623], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire de la ville de Dijon, à Préquentin-les-Riceys (Aube).

LAUSANNE (*Bibliothèque cantonale et universitaire de*) (Suisse), [2477], représentée par M. Roulin, directeur.

LAVAL (*Bibliothèque de la ville de*), [1852], représentée par M. Cahour, bibliothécaire; correspondants, MM. Larchon et Ernouf, rue Soufflot, n° 24 (iv°).

- *LECLERC (Albert), [3126], architecte et historiographe militaire, rue André-Gill, n° 6 (xviii°).
- *LEFÉBURE (M^{me} Paul), [3046], rue de Logelbach, n° 7 (xvii°), et aux Célestins, Limay (Seine-et-Oise).
- *LEFEBVRE (Ch.-A.), [2859], notaire, avenue Rapp, n° 19 (viii°).
- LEFEBVRE (Georges), [3090], ✱, professeur à la Sorbonne, à Boulogne-sur-Seine (Seine), boulevard Jean-Jaurès, n° 86.
- LEFÈVRE (Louis-Raymond), [3066], au château de La Hugoire, à Chambord (Eure), par Glos-la-Ferrière (Orne).
- LE GENTILHOMME (Pierre), [3020], archiviste-paléographe, conservateur-adjoint au Cabinet des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale, à Neuilly-sur-Seine, rue d'Armenonville, n° 12.
- *LEMAÎTRE (Henri), [2409], ✱, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, à Sceaux (Seine), rue du Lycée, n° 22.
- LEMOISNE (Paul-André), [2567], O. ✱, conservateur honoraire du département des estampes à la Bibliothèque nationale, membre de l'Institut, à Neuilly-sur-Seine, villa Madrid, n° 7.
- LENINGRAD (*Bibliothèque de l'Académie des sciences à*) (U. R. S. S.), [2995], Birzhevaja Linija 1; correspondant, les Messageries Hachette.
- LENS (Adrien DE), [3153], O. ✱, ministre plénipotentiaire, rue de Verneuil, n° 53 (vii°).
- LÉONARD (Émile-G.), [2996], professeur à la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence, à Aix (Bouches-du-Rhône), et à Montpellier (Hérault), boulevard Renouvier, n° 54.
- LEPETIT (général de division), [3130], square du Roule, n° 3 (viii°).
- LE PROUST (René), [3140], rue de Rennes, n° 89 (vi°).
- LESOURD (Paul), [3051], archiviste-paléographe, avenue Bosquet, n° 16 *ter* (vii°).
- LEVILLAIN (Léon), [2647], ✱, professeur honoraire à l'École nationale des chartes, membre du Comité des travaux historiques, avenue Paul-Doumer, n° 87 (xvi°), et Le Jambet, par Saint-Christophe-du-Jambet (Sarthe).
- LÉVIS-MIREPOIX (duc DE), [2584], ✱, au château de Lérans (Ariège).
- LHÉRIETIER (Michel), [2820], ✱, docteur ès lettres, chargé de cours à la Faculté des lettres de l'Université de Dijon, rue du Printemps, n° 9 (xvii°).
- *L'HORME (baron DE), [2516], ✱, au château de Bussièrès-lès-Belmont (Haute-Marne), et à Paris, rue Crevaux, n° 8 (xvi°).
- LIBOIS (Pierre) [2926], ✱, ancien officier d'artillerie, à Bourg-en-Bresse (Ain), rue Lalande, n° 12.
- LIÈGE (*Bibliothèque de l'Université de*) (Belgique), [2348], à Liège, place

- Cockerill, n° 1, représentée par M. Brassinne, bibliothécaire; correspondant, M. Béranger, libraire, rue des Saints-Pères, n° 15 (vi°).
- LIGUGÉ (*Bibliothèque de l'abbaye de Saint-Martin de*), [2280], à Ligugé (Vienne), représentée par Dom Gaston Charvin, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi°).
- LILLE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2079], représentée par M^{lle} Wetzel, bibliothécaire; correspondant, M. Klincksieck, libraire, rue de Lille, n° 11 (vii°).
- LILLE (*Bibliothèque de l'Université catholique de*), [1854], représentée par M. Sacre, directeur, à Lille (Nord), boulevard Vauban, n° 60.
- LIMOGES (*Bibliothèque de la ville de*), [1908], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Duverger, libraire, à Limoges (Vienne), boulevard Carnot, n° 15.
- LOIRE-INFÉRIEURE (*Archives du département de la*), [2857], à Nantes, rue de Bouillé, n° 8, représentées par M. S. Canal, ✱, archiviste.
- LONDON LIBRARY, [2271], à Londres, Saint-James's square, n° 14, représentée par M. Hagbery Wright, secrétaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- LONDRES (*British Museum, Department of Printed Books*, à), [2666]; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- LONDRES (*Inner Temple Library*, à), [2170], représentée par M. F. J. Snell, bibliothécaire; correspondant, M. A. G. Berry, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.
- LONDRES (*Bibliothèque du Public Record Office*, à), [2483], représentée par M. A. E. Stamp, bibliothécaire; correspondant, Superintendant of publications, H. M. Stationery Office, Westminster, Londres, S. W., Princes street, n° 1.
- LONDRES (*Bibliothèque de la Chambre des communes*, à), [2588]; correspondant, Superintendant of publications, H. M. Stationery Office, Westminster, Londres, S. W., Princes street, n° 1.
- LONDRES (*Bibliothèque de l'Université*, à), [2685], South Kensington, S. W., représentée par M. Reginald-A. Rye, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- LOUIS-LE-GRAND (*Bibliothèque du lycée*), [2735], représentée par M. le Proviseur, rue Saint-Jacques, n° 123 (v°).
- LOUP (Victor), [2819], ingénieur des arts et manufactures, rue Erlanger, n° 16 (xvi°).
- LOUVAIN (*Bibliothèque de l'Université catholique de*) (Belgique), [812], représentée par M. Van Cauwenberghe, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- LUC (Pierre), [2986], ancien membre de l'Ecole française de Rome, ar-

chiviste aux Archives nationales, quai aux Fleurs, n° 1 (iv^e), et à Montchoisy, par Saint-Martin-de-Seignanx (Landes).

LUND (*Bibliothèque de l'Université*, à) (Suède), [2629], représentée par M. Ewald Ljunggren, bibliothécaire en chef.

LUPPÉ (marquis Albert DE), [3124], avenue d'Eylau, n° 19 (xvi^e).

LUZU (Roger), [2972], archiviste-paléographe, rue Gounod, n° 9 (xvii^e).

LYON (Ernest), [2504], ✱, archiviste-paléographe, rue Daru, n° 10 (viii^e).

LYON (*Bibliothèque de l'Université de*), [1998], quai Claude-Bernard, n° 18 (vii^e), représentée par M^{me} Meissonnier, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Camugli, libraire, à Lyon (Rhône), rue de la Charité, n° 6 (ii^e).

LYON (*Grande bibliothèque de la ville de*), [2211], représentée par M. Joly, conservateur; correspondant, M. L. Demortière, libraire, à Lyon (Rhône), place Bellecour, n° 8 (ii^e).

LYON (*Bibliothèque des Facultés catholiques de*), [1851], représentée par M. L. Bernard, secrétaire, à Lyon (Rhône), rue du Plat, n° 25 (ii^e).

MADÉLIN (Louis), [2696], O. ✱, docteur ès lettres, membre de l'Académie française, boulevard Beauséjour, n° 45 (xvi^e).

MAGDELAINE (Maurice), [2955], rue Léon Bonnat, n° 6 (xvi^e).

MAHIEU (Bernard), [3142], archiviste aux Archives nationales, rue Monsieur-le-Prince, n° 58 (vi^e).

MALEISSYÉ-MELUN (colonel comte DE), [3146], O. ✱, rue Barbet-de-Jouy, n° 26 (vii^e), et la Beuvrière, par Verrières (Orne).

MALLON (Jean), [2875], conservateur-adjoint aux Archives nationales, boulevard Saint-Germain, n° 157 (vi^e).

MANCERON (Paul), [2899], ✱, administrateur en chef de l'inscription maritime, à Nantes (Loire-Inférieure), rue Colbert, n° 14.

MANCHESTER (*John Rylands library*, à) (Angleterre), [2326], représentée par M. H. Guppy, bibliothécaire; correspondant, M. A.-G. Berry, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.

MANCHESTER (*Bibliothèque de l'Université Victoria*, à) (Angleterre), [2491], représentée par M. Ch. Leigh, bibliothécaire; correspondant, M. Croville-Morand, libraire, rue de la Sorbonne, n° 20 (v^e).

MARCHAND (Jean), [2890], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Chambre des députés, rue Lincoln, n° 3 (viii^e).

MARCOUIRE (Louis), [2846], à Montpellier (Hérault), allée Bosserville, n° 1.

* MARGUERITES (baron DE), [2622], C. ✱, colonel d'artillerie en retraite, à la Couture, par Manzac-sur-Vern (Dordogne).

MARICHAL (Robert), [3000], conservateur-adjoint aux Archives nationales, rue Chanoinesse, n° 14 (iv^e).

- MARICHALAR (Carlos DE), [2754], à Versailles, avenue de Paris, n° 10.
- MARINE (*Bibliothèque du service historique du ministère de la*), [1102], représentée par M. Millot, bibliothécaire, avenue Octave-Gréard, n° 3 (VII°); correspondant, librairie Larousse, rue des Écoles, n° 58 (V°).
- *MAROT (Pierre), [2869], ✱, professeur à l'École nationale des chartes, rue Cassette, n° 32 (VI°).
- MARSEILLE (*Bibliothèque de la ville de*), [1684], place de la Bibliothèque, n° 2, représentée par M. Billioud, bibliothécaire; correspondant, M. Taccussel, libraire, à Marseille (Bouches-du-Rhône), rue Paradis, n° 54.
- *MARTIN-CHABOT (Eugène), [2856], ✱, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur aux Archives nationales, rue de Lille, n° 37 (VII°).
- MARTIN-DEMÉZIL (Jean), [3011], archiviste en chef du Loir-et-Cher, à Blois, rue d'Angleterre, n° 21.
- MASSA (M^{me} la duchesse DE), [2924], avenue Kléber, n° 76 (XVI°).
- MAUGRAS (Roger), [3138], O. ✱, ministre plénipotentiaire, rue de la Faisanderie, n° 3 (XVI°).
- MAUMENÉ (colonel), [2621], O. ✱, avenue de La Bourdonnais, n° 16 (VII°).
- MAZARINE (*Bibliothèque*), [767], représentée par M. le Conservateur, quai de Conti, n° 23 (VI°); correspondant, M. Émile-Paul, libraire, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 100 (VIII°).
- *MELVILLE (M^{lle} Marion), [2975], à Londres (Angleterre), Upper Cheyne Row, n° 15, Chelsea.
- *METMAN (M^{me} Yves, née Josette CLÉRET), [3061], archiviste-paléographe, rue du Colonel-Moll, n° 5 (XVII°).
- METZ (*Bibliothèque de la ville de*), [2690], représentée par M. R. Clément, conservateur.
- MEUGNOT (Georges), [3149], à Lons-le-Saunier (Jura), chemin du Châlet.
- MEURGEY (Jacques), [2708], ✱, conservateur aux Archives nationales, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, rue de Courcelles, n° 113 (XVII°).
- MEUSE (*Archives du département de la*), [2783], à Bar-le-Duc, rue du Petit-Bourg, représentées par M. Buffet, archiviste.
- *MEUVRET (M^{me} Jean, née Colette RENÉ), [2944], archiviste-paléographe, bibliothécaire de l'École des langues orientales vivantes, quai de l'Horloge, n° 39 (I^{er}).
- MICHEL (Abel), [2947], rue Charles-Dickens, n° 4 (XVI°).
- *MICHEL (Victor), [3080], éditeur, rue Duguay-Trouin, n° 3 (V°).
- MICHEL-DANSAC (René), [3019], secrétaire-rédacteur à l'Institut de France, rue de Verneuil, n° 24 (VII°).

*MICHEL DE PIERREDON (comte), [3065], C. ✱, ministre plénipotentiaire, rue Copernic, n° 9 (xvi°).

MICHIGAN (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2566], à Ann Arbor, représentée par M. W. W. Bishop, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

MILAN (*Bibliothèque nationale de la Brera*, à) (Italie), [2480], représentée par M. Gnoli, bibliothécaire en chef; correspondants, MM. Bocca frères, libraires, à Milan.

MILLIEZ (M^{lle} Marguerite), [3062], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, avenue des Gobelins, n° 44 (xiii°).

MINNESOTA (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2970], à Minneapolis.

MIROT (Albert), [2888], conservateur-adjoint aux Archives nationales, rue du Cardinal-Mercier, n° 1 (ix°).

MIROT (Léon), [2374], ✱, ancien membre de l'École française de Rome, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, conservateur honoraire aux Archives nationales, à Bièvres (Seine-et-Oise).

MITHOUARD (M^{me}), [2756], place du Président-Mithouard, n° 10 (vii°).

MOLL (Robert), [2800], archiviste-paléographe, Ministerio de relaciones exteriores, à Caracas (Venezuela).

MONACO (S. A. S. Mgr le prince Pierre de), [2741], au palais de Monaco.

MONACO (S. A. S. M^{me} la princesse héréditaire de), [2742], au palais de Monaco.

MONACO (*Bibliothèque du palais de*), [2254], représentée par M. le Conservateur.

MONACO (*Bibliothèque de la ville de*), [2524], 17, rue Suffren-Reymond, représentée par M. Louis de Castro, conservateur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

MONICAT (Jacques), [3027], auxiliaire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, conservateur-adjoint aux Archives nationales, rue Jacob, n° 30 (vi°).

MONSTIERS-MÉRINVILLE (marquis de), [1989], ✱, au château du Fraisse, par Mézières-sur-Issoire (Haute-Vienne).

MONTENON (M^{lle} de), [3133], bibliothécaire du Cercle Interallié et de l'Union Artistique, rue d'Assas, n° 41 (vi°).

*MONTESQUIOU-FEZENSAC (comte Blaise de), [2843], membre résidant de la Société des Antiquaires de France, membre de la Société des bibliophiles français, avenue Frédéric-le-Play, n° 10 (vii°).

MONTESQUIOU-FEZENSAC (marquis Pierre de), [2855], à Neuilly-sur-Seine, rue Cavé, n° 3.

- MONTPELLIER (*Bibliothèque de l'Université de*), [2045], représentée par M. Pitangue, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- MONTREAL (*Bibliothèque Saint-Sulpice*, à) (Canada), [2574], représentée par M. E. Fauteux, bibliothécaire; correspondant, M. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi°).
- * MORANVILLÉ (A.), [2851], Le Soudun-sur-Creuse, par Tournon-Saint-Martin (Indre).
- * MORANVILLÉ (Henri), [1047], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, boulevard Pereire, n° 112 (xvii°).
- MORAZÉ (Charles), [3021], agrégé d'histoire, ancien pensionnaire de la Fondation Thiers, directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études, rond-point Bugeaud, n° 5 (xvi°).
- MOREL (Maurice), [2732], docteur en droit, président du tribunal de première instance, à Saint-Julien-en-Génevois (Haute-Savoie).
- MORETUS-PLANTIN (abbé Henri), [2669], professeur d'histoire à la Faculté de philosophie et lettres, à Namur (Belgique), rue de Bruxelles, n° 57; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- MORNAND (Pierre), [3074], ✱, conservateur-adjoint à la Bibliothèque nationale, rue de la Pompe, n° 129 bis (xvi°).
- MOSELLE (*Archives du département de la*), [3008], à Metz, représentées par M. l'Archiviste en chef.
- * MOYSSSET (Henri), [2886], C. ✱, directeur honoraire au ministère de la Marine, rue de Commaille, n° 6 (vii°).
- MUN (marquis Gabriel de), [2474], archiviste-paléographe, avenue Victor-Hugo, n° 81 (xvi°); correspondant, M. George Flamand, boulevard Saint-Germain, n° 227 (vii°).
- MUNICH (*Bayerische Staatsbibliothek*, à) (Allemagne), [2656], représentée par M. Schnorr von Carolsfeld, directeur général; correspondant, M^{lle} E. Droz, libraire, rue de Tournon, n° 25 (vi°).
- * MUNN (James BUELL), [2863], à Cambridge, Massachusetts (États-Unis), Garden street, n° 58.
- MURET (Maurice), [3122], O. ✱, membre de l'Institut, avenue Hoche, n° 38 (viii°).
- NANCY (*Bibliothèque de la ville de*), [850], représentée par M. le Conservateur.
- NANCY (*Bibliothèque de l'Université de*), [2062], représentée par M. A. Kolb, bibliothécaire; correspondant, M. Berger-Levrault, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 118 (vi°).
- NAPLES (*Bibliothèque de l'Institut français*, à) (Italie), [2645], via Francesco Crispi, n° 86, représentée par M. Ronzy, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

- NASHVILLE (*Bibliothèque de l'Université Vanderbilt*, à) (États-Unis), [3030], Kirkland Hall; correspondant, M. Frank, rue de Sèvres, n° 11 (vi°).
- *NATHAN (Alexis), [2646], ✱, à Thorigny (Seine-et-Marne), rue de la Madeleine, n° 30.
- NEUCHÂTEL (*Bibliothèque de la ville de*) (Suisse), [2631], place Numa-Droz, n° 3, représentée par M. Bovet, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- NEVERS (*Bibliothèque de la ville de*), [2823], représentée par M. A. Biver, bibliothécaire; correspondant, M. G. Lebel, libraire, à Nevers (Nièvre).
- NEWCASTLE (*Bibliothèque d'Armstrong College*, à) (Angleterre), [2821], représentée par M. Fr. Bradshaw, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- NEWHAVEN (*Yale University*, à) (États-Unis), [2319], représentée par M. J.-C. Schwab, bibliothécaire; correspondant, M. Éd. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- NEW-YORK (*Bibliothèque publique de la ville de*) (États-Unis), [2556], Fifth Avenue, n° 476; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (vi°).
- *NEW-YORK (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2773], University Height, à New-York, représentée par M. Jones, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5.
- NEW-YORK (*Washington square Library, New-York University*, à) (États-Unis), [2904]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi°).
- NICOLAS (Charles), [2964], ✱, à Fontenay-sous-Bois (Seine), rue du Parc, n° 48.
- *NICOLAS (M^{me} Guy), [3159], quai Louis-Blériot, n° 17 (xvi°).
- NIJHOFF (Martinus), [2906], libraire-éditeur, à La Haye (Pays-Bas), Lange Voorhout, n° 9.
- NIMES (*Bibliothèque de la ville de*), [2671], représentée par M. le Conservateur; correspondant, M^{me} Lapeyre-Tallez, libraire, à Nîmes, place du Marché, n° 17 bis.
- NOËL (Léon), [3116], C. ✱, ambassadeur de France, membre de l'Institut, rue Saint-Dominique, n° 41 (vii°).
- NOETZLIN (M^{me} Jacques), [2977], avenue d'Iéna, n° 43 (xvi°).
- NORTH-CAROLINA (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2909], à Chapel-Hill (North-Carolina); correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi°).
- NOUVELLE-ORLÉANS (*Howard Memorial Library*, à La) (États-Unis), [2536], représentée par M. Robert J. Usher, bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (vi°).

- ORLÉANS (*Bibliothèque de la ville d'*), [2100], représentée par M. le Bibliothécaire, rue Dupanloup; correspondant, M. Delagrave, libraire, rue Soufflot, n° 15 (v°).
- OSTIER (André), [2898], rue de la Pompe, n° 185 (xvi°).
- OXFORD (*Bibliothèque du Brasenose College, à*) (Angleterre), [2136]; correspondant, M. A.-G. Berry, libraire, à Londres, Shaftesbury Avenue, n° 212.
- OXFORD (*Bibliothèque de Lady Margaret Hall, à*) (Angleterre), [2386], représentée par Miss Edith A. Pearson, bibliothécaire; correspondant, M. B. H. Blackwell, libraire, à Oxford.
- *PANGE (comte Jean DE), [2749], ✱, archiviste-paléographe, rue de Varenne, n° 55 (vii°).
- †PANNIER (Jacques), [2260], ✱, docteur ès lettres, pasteur de l'Église réformée, ancien directeur de l'École préparatoire de théologie, président de la Société de l'histoire du protestantisme français, rue Saint-Guillaume, n° 21 (vii°).
- PARIS (*Bibliothèque de la Faculté de droit de*), [1883], représentée par M. G. Thomas, bibliothécaire en chef, rue Cujas, n° 5; correspondant, M. Kliencksieck, libraire, rue de Lille, n° 11 (vii°).
- PARIS (*Bibliothèque de la ville de*), [135], représentée par M. de La Monneraye, ✱, conservateur, hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, rue Sévigné, n° 29 (iii°).
- PARIS (*Bibliothèque de l'Université de*), [766], à la Sorbonne, représentée par M. Bonnerot, ✱, conservateur; correspondant, M. Le Sou-dier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi°).
- PARKER et fils, [2635], libraires, à Oxford (Angleterre), Broad street, n° 27.
- PARME (*Bibliothèque Palatine de la ville de*) (Italie), [2299], représentée par M. P. Zorzanello, directeur; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (vi°).
- PAU (*Bibliothèque de la ville de*), [1592], représentée par M. de Zangroniz, bibliothécaire; correspondant, M. A. Grenier, libraire, à Pau (Basses-Pyrénées), rue Henri IV, n° 3.
- *PELL (Herbert), [2772], à New-York (États-Unis), East 94th street, n° 20.
- PEREIRE (Alfred), [2572], ✱, faubourg Saint-Honoré, n° 35 (viii°).
- PERIER DE FERAL (Guy), [3102], ✱, préfet, boulevard Malesherbes, n° 177 (xvii°).
- PERMEZEL (Jacques), [2870], à Lyon (Rhône), rue de la République, n° 4 (ii°).
- PERMEZEL (Paul), [2827], docteur en droit, notaire à Lyon (Rhône), rue de la République, n° 4 (ii°).

- PERPIGNAN (*Bibliothèque de la ville de*), [2811], représentée par M. Robin, conservateur.
- PERRAT (Charles), [2770], ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'École nationale des chartes, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, boulevard Raspail, n° 13 (vi°).
- PETIT-DUTAILLIS (Charles), [2633], C. ✱, docteur ès lettres, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, directeur honoraire de l'Office des Universités françaises, rue Pierre-Curie, n° 22 (v°).
- PEIFFER (Alfred), [3129], rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 195 (x°).
- PHILADELPHIE (*Bibliothèque de l'Université de Pennsylvanie*, à) (États-Unis), [2563]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi°).
- PHILIPPOT (Émile), [3101], rue Théodore-de-Banville, n° 11 bis (xvii°).
- PIEPAPE (général comte DE), [3135], G. O. ✱, à Neuilly-sur-Seine, avenue de Neuilly, n° 31.
- PIERREFEU (Le R. P. Guillaume DRYDIER DE), [2873], à Lyon (Rhône), montée de Fourvière, n° 4 (v°).
- PINON (René), [2963], O. ✱, professeur à l'École des sciences politiques, avenue de la Motte-Picquet, n° 21 (vii°).
- *PLESSIS DE GRENÉDAN (vicomte Pierre DU), [3158], rue de Vaugirard, n° 104 (vi°).
- POGNON (Edmond), [3058], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, quai de Conti, n° 3 (vi°).
- POINTET (Joseph), [2828], négociant, à Lyon (Rhône), rue Henri-Gorjus, n° 36 (iv°).
- POITIERS (*Bibliothèque de l'Université de*), [2094], représentée par M. Brilant, bibliothécaire; correspondant, M. Le Soudier, libraire, boulevard Saint-Germain, n° 174 (vi°).
- POMMEREAU (J. DE), [2513], rue des Belles-Feuilles, n° 65 (xvi°).
- PORCHER (Jean), [3068], ✱, archiviste-paléographe, conservateur du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, rue de Verneuil, n° 30 (vii°).
- *POSTES ET TÉLÉGRAPHES (*Bibliothèque du Ministère des*), [2702], rue de Grenelle, n° 107 (vii°), représentée par M. Vaillé, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- *POURTALES (comte Hubert DE), [2406], ✱, à Neuilly-sur-Seine, boulevard Victor-Hugo, n° 50.
- POUTHAS (Charles-H.), [2715], professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, avenue Rapp, n° 32 (vii°).

- POUVREAU (Emmanuel-Jean), [2901], imprimeur-éditeur, à Neuilly-sur-Seine, avenue Sainte-Foy, n° 17.
- PRAGUE (*Bibliothèque de l'Université de*) (Tchécoslovaquie), [2628], représentée par M. le Directeur; correspondant, M. Robert Lerche, libraire, à Prague, Malénâm, n° 12.
- PRÊTRE (Pierre), [3152], employé de banque, rue de Rome, n° 67 (VIII°).
- PREVOST (Michel), [2922], ✱, conservateur adjoint honoraire à la Bibliothèque nationale, à Neuilly-sur-Seine, avenue Philippe-Le-Boucher, n° 3 bis.
- PRIEUR (Albert), [2643], rue Pierre-le-Grand, n° 6 (VIII°).
- PURY (Gérard DE), [3096], secrétaire général de la Chambre de Commerce suisse en France, quai de Bourbon, n° 15 (I°).
- PYRÉNÉES-ORIENTALES (*Archives du département des*), [2833], à Perpignan, représentées par M. Robin, archiviste.
- RATI OPIZZONE DI TORRE (duc Louis-Amédée), [2849], à Turin (Italie), via Nاپione, n° 15, et château de Rossena, Ciano d'Enza, Reggio in Emilia.
- REBSOMEN (André), [2896], à Arcachon (Gironde), villa Marie-Adele, avenue Victor-Hugo.
- REIMS (*Bibliothèque de la ville de*), [2832], représentée par M^{lle} Réville, conservateur, place Carnegie; correspondant, M. Michaud, à Reims (Marne), rue du Cadran-Saint-Pierre, n° 21.
- RENARD (Julien), [2759], secrétaire du Comité Villars, à Denain (Nord), boulevard Caraman, n° 45.
- RENNES (*Bibliothèque de la ville et de l'Université de*), [1956], représentée par M. Malo-Renault, bibliothécaire en chef; correspondant, M. Malbrand, libraire, à Rennes (Ille-et-Vilaine), quai Émile-Zola, n° 2.
- REUTER (Oliver Gordon, baron DE), [2942], avenue d'Iéna, n° 37 (XVI°), et c/o Lloyds Bank, à Genève (Suisse).
- REY (Léon), [2581], ✱, archiviste-paléographe, rue Saint-Louis-en-l'Île, n° 29 (IV°).
- RHÔNE (*Archives du département du*), [2597], à Lyon, chemin de Montauban, n° 2 (V°), représentées par M. Griveaud, archiviste en chef; correspondants, MM. Desvigne et C^{ie}, libraires, à Lyon (Rhône), passage de l'Hôtel-Dieu, nos 36-42 (II°).
- RIBIER (Jean DE), [3128], conservateur des archives du Ministère des Affaires étrangères, avenue Rodin, n° 2 (XVI°).
- RICHARD (Louis), [3003], archiviste-paléographe, sous-bibliothécaire honoraire à la bibliothèque Sainte-Geneviève, à Cannes (Alpes-Maritimes), villa Eden-Soleil.
- * RICHÉ (Georges), [2560], avenue de La Bourdonnais, n° 18 (VII°).
- RITTER (Georges), [2787], ✱, conservateur aux Archives nationales, square Lagarde, n° 1 (V°).

ROANNE (*Bibliothèque du Musée Joseph Déchelette*, à), [2791], à Roanne (Loire), rue Anatole-France, n° 22, représentée par M. Albert Déchelette, conservateur; correspondant. M. Lauxerois, libraire, à Roanne, rue du Lycée, n° 40.

ROEDER (Mgr Félix), [3069], évêque de Beauvais, à Beauvais (Oise), Palais épiscopal.

ROHAN-CHABOT (comte DE), duc de RAVÈSE, [3121], ✱, rue du Colonel-Combes, n° 6 (VII^e).

ROLLAND (Henri), [3009], ✱, rue Molitor, n° 29 (XVI^e), et à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône).

ROLLAND (J.), [2929], directeur de l'École des hautes études sociales et internationales, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 58 (VI^e).

ROLLET (Henri), [3147], rue Scheffer, n° 2 bis (XVI^e).

ROMANA DI STORIA PATRIA (*Società*), [2362], à Rome, bibliothèque Valli-cellana, piazza della Chiesa Nuova, représentée par M. le professeur Pietro Fedele, trésorier.

ROME (*Biblioteca nazionale Vittorio-Emanuele*, à), [2585], représentée par M. Vichi Santovito, directeur; correspondant, M. Maglione, libraire, via Due Macelli, n° 88, Rome.

ROTHSCHILD (baron Henri DE), [2222], C. ✱, rue André-Pascal, n° 2 (la Muette) (XVI^e).

ROUEN (*Bibliothèque de la Cour d'appel de*), [1884], représentée par M. le Conseiller questeur de la Cour, à Rouen (Seine-Inférieure).

ROUEN (*Bibliothèque de la ville de*), [2012], représentée par M^{lle} Dupic, directrice; correspondant, M. Lestringant, libraire, à Rouen (Seine-Inférieure), rue Jeanne-d'Arc, n° 11.

* ROUSSIER (Paul), [2461], ✱, bibliothécaire-archiviste honoraire du ministère des Colonies, rue Dupont-des-Loges, n° 8 (VII^e).

* ROY (le R. P. Joseph), [2698], bibliothécaire du couvent des Franciscains, à Québec (Canada), rue de l'Alverne, n° 33; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (VI^e).

ROY (Paul), [2586], docteur en médecine, rue Hautefeuille, n° 19 (VI^e).

SAINT-ANDREWS (*Bibliothèque de l'Université de*) (Écosse), [2484], représentée par M. J. Maitland-Anderson, bibliothécaire.

SAINT-BLANQUAT (Odon DE LINGUA DE), [3013], archiviste de la ville de Toulouse, à Toulouse (Donjon) (Haute-Garonne), et à Mauvers, Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne).

SAINT-DENIS (*Musée et Bibliothèque de la ville de*), [2357], place de la Légion-d'Honneur, n° 4, représentés par M. André Barroux, conservateur; correspondant, Bureau d'éditions, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 132, (IX^e).

SAINTE-MARIE (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye*),

- [2907], représentée par Dom H. Demoustier, bibliothécaire, rue de la Source, n° 5 (xvi°).
- SAINTES (*Bibliothèque de la ville de*), [2408], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. A. Picard, libraire, rue Bonaparte, n° 82 (vi°).
- SAINT-FIRMIN (M^{lle} Jane HAZON DE), [2487], à Bourges (Cher), rue Bourbonnoux, n° 18, et au château de Palteau, à Levet (Cher).
- † SAINT-LÉGER (A. DE), [2724], ✱, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, à Lille (Nord), rue de Paris, n° 60.
- SAINT-MAURICE ET SAINT-MAUR (*Bibliothèque des RR. PP. Benedictins de l'abbaye de*), [2303], représentée par Dom Poillon, bibliothécaire, à Clervaux (grand-duché de Luxembourg).
- SAINT-NAZAIRE (*Bibliothèque de la ville de*), [2185], représentée par M. Riché, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).
- SAINT-WANDRILLE (*Bibliothèque des RR. PP. Benedictins de l'abbaye de*), [2318], représentée par le R. P. Bibliothécaire, à Saint-Wandrille (Seine-Inférieure).
- * SAMARAN (Charles), [2668], ✱, ancien membre de l'École française de Rome, professeur honoraire à l'École nationale des chartes, directeur des Archives de France, directeur à l'École pratique des Hautes-Études, membre de l'Institut, secrétaire de la Société de l'Histoire de France, membre résident de la Société nationale des Antiquaires de France et vice-président du Comité des travaux historiques (Section historique et philologique), rue des Francs-Bourgeois, n° 60 (iii°).
- SANVOISIN (Gaëtan), [2969], rue Taitbout, n° 34 (ix°).
- SARTIGES (Eugène DE), [3154], à Amilly (Loiret), château du Perthuis.
- SARTIGES (comte Louis DE), [3144], ministre plénipotentiaire, place d'Iéna, n° 3 (xvi°).
- SCEAUX (*Bibliothèque de la ville de*), [2943], à Sceaux (Seine), représentée par M. Aubrun, bibliothécaire.
- SCHMITZ (dom Philibert), [2932], à l'abbaye de Maredsous (Belgique).
- SCHONEN (M^{me} la baronne DE), [2385], à Versailles (Seine-et-Oise), rue Saint-Louis, n° 20, et manoir de Lesleac'h, à Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord).
- SCHWARTZ (Henri), [3006], notaire à Strasbourg (Bas-Rhin), rue des Pucelles, n° 10.
- SEATTLE (*Bibliothèque de l'Université de Washington*, à) (États-Unis), [2948]; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi°).
- SEINE (*Archives du département de la*), [2805], quai Henri IV, n° 30 (iv°), représentées par M. de Vaux de Foletier, archiviste en chef.
- SEINE-ET-OISE (*Archives du département de*), [2695], à Versailles, rue

- Neuve-Notre-Dame, n° 12, représentées par M. H. Lemoine, archiviste; correspondant, M. J.-M. Mercier, libraire, à Versailles, rue Hoche, n° 17.
- SÉNAT (*Bibliothèque du*), [956], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Flammarion, libraire, rue Rotrou, n° 4 (vi^e).
- SERPETTE (abbé E.), [2678], curé de Cartigny (Somme).
- SERRIGNY (général), [3118], G. O. ✱, avenue Silvestre-de-Sacy, n° 11 (vii^e).
- SESSEVALLE (comte François de), [2667], avenue Henri-Martin, n° 90 bis (xvi^e).
- SIGWALT (Armand), [2610], architecte, rue du Cherche-Midi, n° 102 (vi^e).
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE GÉNÉRALE, [2446], représentée par M. le Président, au Cercle de l'Union, boulevard de la Madeleine, n° 11 (i^{er}).
- SODERLINDH (Napoléon), [3029], à Almby (Suède), 7 Lindvagen; correspondant, M. Le Vasseur, libraire, rue de Fleurus, n° 33 (vi^e).
- SOGNO (Emile), [2989], homme de lettres, à Pierrelatte (Drôme), avenue de la Gare.
- SOLENTÉ (M^{lle} Suzanne), [2981], archiviste-paléographe, bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, carrefour de la Croix-Rouge, n° 2 (vi^e).
- SOLESMES (*Bibliothèque des RR. PP. Bénédictins de l'abbaye Saint-Pierre de*), [1661], représentée par Dom Paul Ringeval, bibliothécaire, à Solesmes, par Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).
- † *SOMMIER (Edme), [2499], ✱, quai d'Orsay, n° 57 (vii^e).
- SOULANGE-BODIN (Henry), [2768], avenue Henri-Martin, n° 109 (xvi^e).
- SOULÉ (général), [3023], à Coutras (Gironde).
- *SPELMAN (M^{me} L.-L. Everett), [2931], à Rockledge, Cricklewood Lane, Harrison, New-York (États-Unis).
- SPITZ (contre-amiral de), [2973], C. ✱, au château du Houx-en-Vautorte (Mayenne).
- *SPOERRY (Henri), [2914], à Mulhouse (Haut-Rhin), rue du Sundgau, n° 1.
- STANFORD-UNIVERSITY (*Bibliothèque de l'Université de*) (États-Unis), [2686], à Stanford-University; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n° 16 (vi^e).
- STANISLAS (*Bibliothèque du collège*), [2779], représentée par M. le Directeur, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 22 (vi^e).
- *STATHAM (le Révérend S.-P.-H.), [2387], ancien lieutenant-colonel au corps des chapelains de l'armée anglaise, à Cheddar (Somerset, Angleterre), The Barrows.
- STERLIN (Jean), [3033], graveur, à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), avenue de La-Fontaine, n° 36.
- STOCKHOLM (*Bibliothèque royale de*), [2481], représentée par M. Collijn,

O. ✱, conservateur en chef; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

STRASBOURG (*Bibliothèque nationale et universitaire de*), [2300], représentée par M. Ernest Wickersheimer, ✱, directeur, place de la République, n° 6; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

STUTTGART (*Württembergische Landesbibliothek*, à) (Allemagne) [2825], représentée par M. le Conservateur.

* SUNDT (Charles), [2801], à Saligny, près Genève (Suisse), villa la Boverie.

TALHOUËT-ROY (marquis DE), [2023], avenue Bosquet, n° 2 (vii°), et au château du Lude (Sarthe).

TERROINE (M^{lle} Anne), [3049], archiviste-paléographe, boulevard Saint-Michel, n° 97 (v°).

* TESSIER (Georges), [2840], professeur à l'École nationale des chartes, secrétaire de la section de philologie et d'histoire du Comité des travaux historiques, rue de Vaugirard, n° 60 (vi°).

* TEXIER (René), [2502], boulevard du Montparnasse, n° 4 (xv°).

THIÉBAUT (Maurice), [3137], ✱, directeur général de la Banque des Pays de l'Europe centrale, rue de Castiglione, n° 12 (i°).

THIERS (*Bibliothèque*), [3143], représentée par M. Jean Tremblot, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut, place Saint-Georges, n° 28 (ix°).

THIERS (*Bibliothèque de la Fondation*), [2324], représentée par M. Depréaux, conservateur, rond-point Bugeaud, n° 5 (xvi°).

* THOISY (baron Paul DE), [3086], ✱, rue Scheffer, n° 38 (xvi°).

THOMÉ DE MAISONNEUVE (Paul), [2785], ✱, à Bourg-de-Péage (Drôme), Grande-Rue, n° 24.

† TILLÉ (D^r Henri), [3078], médecin-chef de laboratoire et ancien chef de clinique ophtalmologique des Quinze-Vingts, rue de Courcelles, n° 179 (xvii°).

THOUROT-PICHEL (D^r Ch.-L.), [2923], directeur de l'American heraldry Society, à New-York (Etats-Unis), Broadway, 1730.

TORONTO (*Bibliothèque de l'Université de*) (Canada), [2257], représentée par M. Hornby Langton, bibliothécaire; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n° 5 (vi°).

TOULOUSE (*Bibliothèque de l'Université de*), [2037], représentée par M^{lle} Harduin, bibliothécaire en chef, rue du Taur; correspondant, M^{me} Privat, libraire, à Toulouse (Haute-Garonne), rue des Arts, n° 14.

TOULOUSE (*Bibliothèque de la ville de*), [2082], représentée par M^{me} Krachtenko, bibliothécaire en chef, à Toulouse (Haute-Garonne), rue Périgord, n° 1.

TOURS (*Bibliothèque de la ville de*), [2925], place Anatole-France, n° 1, représentée par M. Georges Collon, bibliothécaire en chef.

- TRIBOUT DE MOREMBERT (Henri), [2920], homme de lettres, à Metz (Moselle), rue du XX^e corps américain, n^o 4.
- TROYES (*Bibliothèque de la ville de*), [1754], représentée par M^{me} Jeulin, bibliothécaire; correspondant, M. Paton, libraire, à Troyes (Aube), rue Général-Saussier, n^{os} 27-29.
- TUAL (Lucien), [2660], avoué près le tribunal de la Seine, rue Lavoisier, n^o 4 (VIII^e).
- TUNIS (*Bibliothèque de la ville de*) (Tunisie), [2532], représentée par M. Louis Barbeau, O. , conservateur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n^o 5 (VI^e).
- TURIN (*Bibliothèque nationale universitaire*, à) (Italie), [2347], via Po, n^o 19, représentée par M. Gino Tamburini, directeur; correspondant, M. E. Imberti, libraire, à Turin, via Accademia delle Scienze, n^o 4.
- UPSAL (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Suède), [2294], représentée par M. A. Grape, bibliothécaire en chef.
- URBANA (*Bibliothèque de l'Université d'Illinois*, à) (États-Unis), [2534], représentée par M. Ph. L. Windsor, bibliothécaire; correspondant, M. Stechert, libraire, rue de Condé, n^o 16 (VI^e).
- UTRECHT (*Bibliothèque de l'Université d'*) (Hollande), [2328], représentée par M. Van Someren, bibliothécaire.
- VÄISSE (Henry), [2673], avenue Bosquet, n^o 5 (VII^e).
- VALOIS (Charles), [2593], archiviste-paléographe, rue de l'Abbaye, n^o 13 (VI^e).
- † VAN MOË (Émile-A.), [3014], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Asnières (Seine), rue Maurice-Bokanowski, n^o 76.
- VARAX (vicomte Louis de), [2892], à Lyon (Rhône), place Bellecour, n^o 37, et au château de Terrebasse, à Ville-sous-Anjou, par le Péage-de-Rousillon (Isère).
- * VASSAL (D^r Louis), [3118], à Charleville (Ardennes), boulevard Gambetta, n^o 12.
- VATICAN (*Bibliothèque Apostolique du*), [2297], représentée par Dom Anselm Maria Albareda, préfet, Cité du Vatican; correspondant, M. Piccard, libraire, rue Bonaparte, n^o 82 (VI^e).
- VAUX DE FOLETIER (comte François de), [3160], archiviste en chef de la Seine et de la ville de Paris, rue Jacob, n^o 12 (VI^e).
- VENDÉE (*Archives du département de la*), [2693], à La Roche-sur-Yon, représentées par M. L. Monnier, archiviste; correspondant, M. Le Roux, libraire, à La Roche-sur-Yon, place Napoléon, n^o 3.
- VENISE (*Bibliothèque de Saint-Marc*, à) (Italie), [2521], représentée par M. L. Ferrari, directeur; correspondant, M. Champion, libraire, quai Malaquais, n^o 5 (VI^e).

- VERHAEGEN (baron Paul), [2803], président honoraire à la Cour de cassation du royaume de Belgique, à Boitsfort (Belgique), chaussée de la Hulpe, n° 211.
- VERNET (André), [3044], archiviste-paléographe, secrétaire de l'École nationale des chartes, rue Georges-de-Porto-Riche, n° 2 (xiv^e).
- VERSAILLES (*Bibliothèque de la ville de*), [2127], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Jousse, libraire, à Versailles (Seine-et-Oise), rue de la Paroisse, n° 65.
- * VIDIL (baron Jean), [3134], rue Raffet, n° 3 (xvi^e).
- * VIELLIARD (M^{lle} Jeanne), [2739], ancien membre de l'École française de Rome et de l'École des hautes études hispaniques, archiviste aux Archives nationales en service détaché, secrétaire générale de l'Institut d'histoire des textes, avenue de l'Observatoire, n° 36 (xiv^e).
- VIENNE (*Archives du département de la*), [2974], à Poitiers, représentées par M. J. Salvini, archiviste.
- VIGNARD, [2763], à La Haye-Eder, par Missillac (Loire-Inférieure).
- * VILLARET (François), [3171], avocat à la Cour d'appel de Paris, avenue du Parc-Monceau, n° 8 (viii^e).
- VILLERS (Robert), [2992], chargé de cours à la Faculté de Droit de Caen, rue de Rennes, n° 140 bis (vi^e).
- VIOLETT-LE-DUC (Georges), [3099], rue Condorcet, n° 68 (ix^e).
- VITTE (M^{lle} Suzanne), [3016], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales, rue de la Santé, n° 15 (xiii^e).
- * VOGÜÉ (marquis DE), [2748], O. ✻, rue Fabert, n° 2 (vii^e).
- WARENGHIEN DE FLORY (baron DE), [2661], à Dunkerque (Nord), rue Emery, n° 20.
- WASHINGTON (*Bibliothèque du Congrès*, à), [2422], représentée par M. le Bibliothécaire; correspondant, M. Gaulon, rue Madame, n° 39 (vi^e).
- WELLINGTON (*Bibliothèque du collège Victoria*, à) (Nouvelle-Zélande), [2988]; correspondant, les Messageries Hachette.
- * WENDEL (Humbert DE), [2475], O. ✻, rue de Clichy, n° 10 (ix^e).
- WILLEMETZ (M^{me} A., née Geneviève COQUIBUS), [3052], archiviste-paléographe, rue de Verneuil, n° 9 (vii^e).
- ZENS (Pierre), [3131], directeur de la Compagnie des chemins de fer départementaux, avenue de Friedland, n° 41 (viii^e).
- ZURICH (*Zentral Bibliothek*, à) (Suisse), [1830], représentée par M. Burckhardt, directeur; correspondant, M^{lle} E. Droz, libraire, rue de Tournon, n° 25 (vi^e).

BIBLIOTHÈQUES ASSOCIÉES.

(Ordre alphabétique des villes.)

- BIBLIOTHÈQUE MÉJANES, à AIX, [n° 687].
- de l'UNIVERSITÉ D'AIX, [n° 2083].
 - de l'ÉTAT DE NEW-YORK, à ALBANY, [n° 2373].
 - NATIONALE, à ALGER, [n° 2761].
 - de l'UNIVERSITÉ D'ALGER, [n° 2081].
 - de la SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à AMIENS, [n° 2336].
 - de l'UNIVERSITÉ D'AMSTERDAM, [n° 2351].
 - de la ville d'ANGERS, [n° 2117].
 - de l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES DE SAINT-AUBIN, à ANGERS, [n° 2189].
 - de l'UNIVERSITÉ DE MICHIGAN, à ANN ARBOR, [n° 2566].
 - de la ville d'AVIGNON, [n° 645].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BALE, [n° 2282].
 - de l'UNIVERSITÉ JOHN HOPKINS, à BALTIMORE, [n° 2531].
 - des ARCHIVES DE LA MEUSE, à BAR-LE-DUC, [n° 2783].
 - de la ville de BAYONNE, [n° 1407].
 - de la ville de BEAUVAIS, [n° 2052].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, à BERKELEY, [n° 2415].
 - de l'État, à BERLIN, [n° 2657].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BERLIN, [n° 2650].
 - de la ville de BERNE, [n° 2353].
 - de la ville de BESANÇON, [n° 1371].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BESANÇON, [n° 2055].
 - de la ville de BLOIS, [n° 2288].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, [n° 2118].
 - de la ville de BOSTON, [n° 2235].
 - du BOSTON ATHENÆUM, à BOSTON, [n° 2598].
 - de la ville de BOURGES, [n° 2371].
 - de l'UNIVERSITÉ DE BRESLAU, [n° 2658].
 - de S. M. LE ROI DES BELGES, à BRUXELLES, [n° 2567].
 - ROYALE DE BELGIQUE, à BRUXELLES, [n° 2346].
 - de l'UNIVERSITÉ LIBRE, à BRUXELLES, [n° 2945].
 - de la ville de CAEN, [n° 1015].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CAEN, [n° 2078].
 - de la ville de CAHORS, [n° 2289].
 - de l'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, [n° 2169].
 - de la ville de CHAMBÉRY, [n° 2913].

- BIBLIOTHÈQUE du MUSÉE CONDÉ, à CHANTILLY, [n° 2332].
 — de l'UNIVERSITÉ DE NORTH-CAROLINA, à CHAPELL-HILL, [n° 2909].
 — de la ville de CHARTRES, [n° 1516].
 — de la ville de CHATEAUDUN, [n° 1855].
 — de la ville de CHATEAUXROUX, [n° 2224].
 — NEWBERRY, à CHICAGO, [n° 2238].
 — de l'UNIVERSITY OF PRESS, à CHICAGO, [n° 2542].
 — de la ville et de l'UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND, [n° 1937].
 — de l'INSTITUT D'HISTOIRE DE LA FACULTÉ DES LETTRES, à CLERMONT-FERRAND, [n° 3034].
 — d'ADELBERT COLLEGE LY, à CLEVELAND, [n° 2912].
 — PUBLIQUE, à CLEVELAND, [n° 2941].
 — de HAMILTON COLLEGE, à CLINTON, [n° 2902].
 — de la ville de COLMAR, [n° 2578].
 — du château de COMPIÈGNE, [n° 595].
 — ROYALE DE COPENHAGUE, [n° 2291].
 — de DARMSTADT, [n° 2721].
 — de la ville de DIEPPE, [n° 1054].
 — de la ville de DIJON, [n° 1279].
 — de l'UNIVERSITÉ DE DIJON, [n° 2080].
 — de l'État saxon, à DRESDE, [n° 2659].
 — NATIONALE D'IRLANDE, à DUBLIN, [n° 2834].
 — de TRINITY COLLEGE, à DUBLIN, [n° 2864].
 — de la ville de DUNKERQUE, [n° 2767].
 — SIGNET, à ÉDIMBOURG, [n° 2171].
 — de la ville d'ÉPERNAY, [n° 1474].
 — de la SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE L'EURE, à ÉVREUX, [n° 1770].
 — NATIONALE DE FLORENCE, [n° 2522].
 — du château de FONTAINEBLEAU, [n° 596].
 — de l'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE D'INSTITUTRICES, à FONTENAY-AUX-ROSES, [n° 2784].
 — CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE FRIBOURG, [n° 2482].
 — de l'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG-EN-BRISGAU, [n° 2918].
 — de l'UNIVERSITÉ DE GAND, [n° 2835].
 — PUBLIQUE ET UNIVERSITAIRE DE GENÈVE, [n° 1821].
 — de la ville de GÖTEBORG, [n° 2639].
 — de la ville de GRENOBLE, [n° 948].
 — de l'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE, [n° 1976].
 — de la FACULTÉ DES LETTRES DE GRENOBLE [n° 3036].
 — de DARMOUTH COLLEGE, à HANOVER, [n° 2921].
 — de la ville du HAVRE, [n° 1193].
 — de l'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG, [n° 2788].

- BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE HELSINKI, [n° 2349].
— de l'UNIVERSITÉ d'IOWA, [n° 2552].
— de la CORNELL UNIVERSITY, à ITHACA, [n° 2379].
— de l'UNIVERSITÉ DE KIEL, [n° 2782].
— ROYALE DE LA HAYE, [n° 2313].
— des ARCHIVES DE L'AISNE, à LAON, [n° 2687].
— des ARCHIVES DE LA VENDÉE, à LA ROCHE-SUR-YON,
[n° 2693].
— des ARCHIVES DE LA CHARENTE-MARITIME, à LA ROCHELLE,
[n° 2852].
— CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE, [n° 2477].
— de la ville de LAVAL, [n° 1852].
— de l'ACADÉMIE DES SCIENCES DE LÉNINGRAD, [n° 2995].
— de l'UNIVERSITÉ DE LIÉGÉ, [n° 2348].
— de l'abbaye de LIGUGÉ, [n° 2280].
— des FACULTÉS CATHOLIQUES DE LILLE, [n° 1854].
— de l'UNIVERSITÉ DE LILLE, [n° 2079].
— de la ville de LIMOGES, [n° 1908].
— de l'ATHÉNÉUM CLUB, à LONDRES, [n° 2168].
— du BRITISH MUSEUM, à LONDRES, [n° 2666].
— d'INNER TEMPLE, à LONDRES, [n° 2170].
— de LONDRES, à LONDRES, [n° 2271].
— du PUBLIC RECORD OFFICE, à LONDRES, [n° 2483].
— de la CHAMBRE DES COMMUNES, à LONDRES, [n° 2588].
— de l'UNIVERSITÉ, à LONDRES, [n° 2685].
— des ARCHIVES DU JURA, à LONS-LE-SAUNIER, [n° 2809].
— de l'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN, [n° 812].
— de l'UNIVERSITÉ DE LUND, [n° 2629].
— de la ville de LYON, [n° 2211].
— des ARCHIVES DU RHÔNE, à LYON, [n° 2597].
— des FACULTÉS CATHOLIQUES DE LYON, [n° 1851].
— de l'UNIVERSITÉ DE LYON, [n° 1998].
— de JOHN RYLAND, à MANCHESTER, [n° 2326].
— de l'UNIVERSITÉ DE MANCHESTER, [n° 2491].
— de la ville de MARSEILLE, [n° 1684].
— de la ville de METZ, [n° 2690].
— de la BRERA, à MILAN, [n° 2480].
— de la ville de MONACO, [n° 2524].
— du palais de MONACO, [n° 2254].
— de la Société de la DIANA, à MONTEBRISON, [n° 2648].
— de l'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, [n° 2045].
— de SAINT-SULPICE, à MONTRÉAL, [n° 2574].
— de l'État bavarois, à MUNICH [n° 2656].
— de la ville de NANCY, [n° 850].
— de l'UNIVERSITÉ DE NANCY, [n° 2062].

- BIBLIOTHÈQUE des ARCHIVES DE LA LOIRE-INFÉRIEURE, à NANTES, [n° 2857].
 — de l'INSTITUT FRANÇAIS, à NAPLES [n° 2645].
 — de l'UNIVERSITÉ VANDERBILT, à NASHVILLE, [n° 3030].
 — de la ville de NEUCHÂTEL, [n° 2631].
 — de la ville de NEVERS, [n° 2823].
 — d'ARMSTRONG COLLEGE, à NEWCASTLE UPON TYNE, [n° 2821].
 — de YALE-UNIVERSITY, à NEWHAVEN, [n° 2319].
 — de la ville de NEW-YORK, [n° 2556].
 — de l'UNIVERSITÉ DE NEW-YORK, [n° 2773].
 — de WASHINGTON SQUARE LIBRARY, à NEW-YORK, [n° 2904].
 — des ARCHIVES DES ALPES-MARITIMES, à NICE, [n° 2808].
 — de la ville de NIMES, [n° 2671].
 — des ARCHIVES DU GARD, à NÎMES, [n° 2917].
 — HOWARD, à LA NOUVELLE-ORLÉANS, [n° 2536].
 — de la ville d'ORLÉANS, [n° 2100].
 — du BRASENOSE COLLEGE, à OXFORD, [n° 2136].
 — de LADY MARGARET HALL, à OXFORD, [n° 2386].
 — de la ville de PARIS, [n° 135].
 — des ARCHIVES NATIONALES, à PARIS, [n° 1147].
 — des ARCHIVES DE LA SEINE, à PARIS, [n° 2805].
 — de l'ordre des AVOCATS de PARIS, [n° 720].
 — de la CHAMBRE DES DÉPUTÉS, à PARIS, [n° 1660].
 — de l'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES, à PARIS [n° 2887].
 — de l'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES, à PARIS, [n° 1703].
 — de l'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, à PARIS, [n° 1617].
 — de l'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES, à PARIS, [n° 2126].
 — de la FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, [n° 1883].
 — de la FONDATION THIERS, à PARIS, [n° 2324].
 — de l'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS, n° 2207].
 — de l'INSTITUT DE FRANCE, à PARIS, [n° 2394].
 — MAZARINE, à PARIS, [n° 767].
 — du COLLÈGE STANISLAS, à PARIS, [n° 2779].
 — du LYCÉE LOUIS-LE-GRAND, à PARIS, [n° 2735].
 — du MINISTÈRE DE LA GUERRE, à PARIS, [n° 2361].
 — du MINISTÈRE DE LA MARINE, à PARIS, [n° 1102].
 — du MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES, à PARIS, [n° 2702].
 — NATIONALE, à PARIS.
 — NATIONALE, à PARIS, Département des imprimés, [n° 3059].
 — NATIONALE, à PARIS, Département des manuscrits [n° 3072].
 — THIERS, à PARIS [3143].
 — des ÉTUDES, revue fondée par les RR. PP. JÉSUITES de
 PARIS, [n° 2317].
 — du SÉNAT, à PARIS, [n° 956].
 — de la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE GÉNÉRALE, [n° 2446].
 — de l'UNIVERSITÉ DE PARIS, [n° 767].

- BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE PARME, [n° 2299].
- du château de PAU, [n° 597].
 - de la ville de PAU, [n° 1592].
 - de la ville de PERPIGNAN, [n° 2841].
 - des ARCHIVES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES, à PERPIGNAN, [n° 2833].
 - de l'UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE, à PHILADELPHIE, [n° 2563].
 - des ARCHIVES DE LA VIENNE, à POITIERS, [n° 2974].
 - de l'UNIVERSITÉ DE POITIERS, [n° 2094].
 - de l'UNIVERSITÉ DE PRAGUE, [n° 2628].
 - de l'UNIVERSITÉ DE PRINCETON, [n° 2655].
 - de la ville de REIMS, [n° 2135].
 - de la ville et de l'UNIVERSITÉ DE RENNES, [n° 1956].
 - du MUSÉE DÉCHELETTE, à ROANNE, [n° 2791].
 - de l'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, [n° 2298].
 - NATIONALE VICTOR-EMMANUEL, à ROME, [n° 2584].
 - de la SOCIETÀ ROMANA DI STORIA PATRIA, à ROME, [n° 2362].
 - du palais du VATICAN, à ROME, [n° 2297].
 - de la ville de ROUEN, [n° 2012].
 - de la COUR D'APPEL DE ROUEN, [n° 1884].
 - de l'UNIVERSITÉ DE SAINT-ANDREWS, [n° 2484].
 - de la ville de SAINT-DENIS, [n° 2357].
 - de l'abbaye de SAINTE-MARIE, [n° 2907].
 - de l'abbaye de SAINT-MAURICE et SAINT-MAUR, [n° 2303].
 - de la ville de SAINT-NAZAIRE, [n° 2185].
 - de l'abbaye de SAINT-WANDRILLE, [n° 2318].
 - de la ville de SAINTES, [n° 2408].
 - de l'UNIVERSITÉ DE WASHINGTON, à SEATTLE, [n° 2948].
 - de l'École normale de SÈVRES [n° 3026].
 - de l'abbaye de SOLESMES, [n° 1661].
 - de l'UNIVERSITÉ DE STANFORD-UNIVERSITY, [n° 2686].
 - ROYALE DE STOCKHOLM, [n° 2481].
 - de l'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, [n° 2300].
 - de DOWNSIDE ABBEY, à STRATTON-ON-THE-FOSSE, [n° 2573].
 - de la WÜRTEMBERGISCHE LANDESBIBLIOTHEK, à STUTTGART, [n° 2825].
 - de l'UNIVERSITÉ DE TORONTO, [n° 2257].
 - de la ville de TOULOUSE, [n° 2082].
 - des ARCHIVES DE LA HAUTE-GARONNE, à TOULOUSE, [n° 2069].
 - de l'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE, [n° 2037].
 - de la ville de TOURS [n° 2925].
 - de la ville de TROYES, [n° 1754].
 - de la ville de TUNIS, [n° 2532].
 - NATIONALE, à TURIN, [n° 2347].
 - de l'UNIVERSITÉ D'UPSAL, [n° 2294].

- BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ D'ILLINOIS, à URBANA, [n° 2534].
— de l'UNIVERSITÉ D'UTRECHT, [n° 2328].
— de SAINT-MARC, à VENISE, [n° 2521].
— des ARCHIVES DE SEINE-ET-OISE, à VERSAILLES, [n° 2695].
— du château de VERSAILLES, [n° 598].
— de la ville de VERSAILLES, [n° 2127].
— du CONGRÈS, à WASHINGTON, [n° 2422].
— centrale de ZURICH, [n° 1830].
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DE FRANCE.

EN FRANCE.

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES, au Ministère de l'Éducation nationale.

ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE CAEN.

ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE DIJON.

ACADÉMIE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE MÂCON.

ACADÉMIE DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS D'ARRAS.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE,
à Versailles.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'AUBE, à Troyes.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE SAINT-
QUENTIN.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE MONTPELLIER.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'EURE-ET-LOIR, à Chartres.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE, à Toulouse.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'ORLÉANAIS, à Orléans.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DE BÉZIERS.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENS.

SOCIÉTÉ BELFORTAINE D'ÉMULATION, à Belfort.

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DU NORD, à
Douai.SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS, à Paris, rue des Saints-
Pères, n° 54.

SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE ROUBAIX.

SOCIÉTÉ D'ÉMULATION ET DES BEAUX-ARTS DU BOURBONNAIS, à Moulins.

SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DES CÔTES-DU-NORD, à Saint-Brieuc.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à Saint-Omer.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE NORMANDIE, à Caen.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à Amiens.

SOCIÉTÉ DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS, à Bar-le-Duc.

SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE, à Auxerre.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES, à Gap.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE, à Chalon-sur-Saône.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.

SOCIÉTÉ LIBRE D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DU
DÉPARTEMENT DE L'EURE, à Évreux.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'ANGERS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE, à Paris, au palais du
Louvre.

EN PAYS ÉTRANGERS.

ACADEMIA NACIONAL DE LA HISTORIA, à Caracas (Venezuela).
ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, à Bruxelles (Belgique).
INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS, à Liège (Belgique).
INSTITUT D'ÉTUDES CATALANES, à Barcelone (Espagne).
MUSÉE NATIONAL SUISSE, à Zurich (Suisse).
REVUE D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE, à Bruxelles (Belgique).
ROYAL HISTORICAL SOCIETY, à Londres (Angleterre).
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES (Belgique).
SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE DU DIOCÈSE DE LIÈGE (Belgique).
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, à Lausanne (Suisse).
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE (Suisse).
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE TOURNAI (Belgique).
SOCIÉTÉ PHILOSOPHIQUE AMÉRICAINE, à Philadelphie (États-Unis).
SOCIÉTÉ PHILOSOPHIQUE ET LITTÉRAIRE, à Leeds (Angleterre).

LISTE

DES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

avec l'indication des années où cessent leurs fonctions.

1945.	1946.
MM. ANDRÉ.	MM. BOISLISLE (DE).
FRANÇOIS.	CARON.
GRAND.	CARRIÈRE.
LEVILLAIN.	JORDAN.
LYON.	† LABORDE (DE).
MADELIN.	LACOMBE (DE).
MAROT.	MONTESQUIOU (DE).
MIROT.	MORANVILLÉ.
PETIT-DUTAILLIS.	POUTHAS.
SAMARAN.	RITTER.
1947.	1948.
MM. BOURGIN.	MM. BRUNEL.
BROGLIE (DE).	CÉLIER.
† CHARLÉTY.	DESMARS.
DARD.	M ^{lle} DROZ.
GIROD DE L'AIN.	MM. DUPONT-FERRIER.
LA FORCE (DE).	† GUÉBIN.
† MANNEVILLE (DE).	† LAVOLLÉE.
PANNIER.	MARTIN-CHABOT.
SOULANGE-BODIN.	MICHEL DE PIERREDON.
TESSIER.	PERRAT.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1944.

<i>Président.</i>	MM. B. DE LACOMBE.
<i>Vice-Présidents.</i> . . .	C. PETIT-DUTAILLIS et C. BRUNEL.
<i>Secrétaire</i>	C. SAMARAN.
<i>Secrétaire-adjoint</i> . .	J. DE BOISLISLE.
<i>Secrétaire - adjoint -</i> <i>délégué.</i>	{ A. MIROT.
<i>Trésorier-archiviste-</i> <i>bibliothécaire</i>	{ G. TESSIER.

<i>Archiviste - bibliothé-</i>	}	R. MICHEL-DANSAC.
<i>caire-adjoint-délé-</i>		
<i>gué</i>		
<i>Censeurs</i>		J. MEURGEY et A. MIROT

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM.	MM.
BRUNEL.	LACOMBE (DE).
CARON.	LEVILLAIN.
DUPONT-FERRIER.	PETIT-DUTAILLIS.

COMITÉ DES FONDS.

MM.	MM.
CELIER.	MARTIN-CHABOT.
† LAVOLLÉE.	MORANVILLE.

JOURS DES SÉANCES

PENDANT L'ANNÉE 1945.

Le Conseil d'administration de la Société de l'Histoire de France se réunit en principe à l'École des chartes le même jour que la Société de l'École des chartes, et avant la séance de cette Société. Tous les membres de la Société ont le droit d'assister aux séances.

La séance de **mai** est celle de l'Assemblée générale de la Société.

ORDRE DE PUBLICATION
DES OUVRAGES ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ

DEPUIS L'ANNÉE 1920.

(Voir, pour l'ordre de publication des 393 volumes édités par la Société depuis sa fondation jusqu'en l'année 1919, les Annaires-Bulletins de 1863 à 1919.)

1920.

394. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LVII. Année 1920.
395. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. I. 15 juin 1920.
396. CORRESPONDANCE DE VIVONNE SUR L'EXPÉDITION DE
 MESSINE, t. II. 25 sept. 1920.

1921.

397. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LVIII. Année 1921.
398. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. VI (1^{er} du tome III). 1^{er} juill. 1921.
399. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. V. 1^{er} oct. 1921.

1922.

400. RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉMOIRES DU CARDINAL
 DE RICHELIEU, fasc. VII (2^e du tome III). 2 avril 1922.
401. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. II. 20 juill. 1922.
402. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LIX. Année 1922.

1923.

403. DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS SOUS LOUIS XI,
 t. IV. 10 mai 1923.
404. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. III. 25 nov. 1923.
405. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LX. Année 1923.

1924.

406. MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE FLORANGE, t. II 1^{er} mars 1924.
407. CORRESPONDANCE AUTHENTIQUE DE GODEFROI, COMTE
 D'ESTRADES, t. I 25 févr. 1925.
408. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXI. Année 1924.

1925.

409. HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. SUPPLÉ-
MENT INÉDIT. 25 juill. 1925.
410. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. VI 25 oct. 1925.
411. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXII. Année 1925.

1926.

412. PETRI VALLIUM SARNAH MONACHI HYSTORIA ALBIGENSIS,
t. I. 3 mai 1926.
413. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. VII. 15 nov. 1926.
414. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXIII. Année 1926.

1927.

415. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. IV. 15 mars 1927.
416. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. VIII. 20 déc. 1927.
417. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXIV. Année 1927.

1928.

Série antérieure à 1789.

418. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. V 31 déc. 1928.
419. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXV. Année 1928.

Série postérieure à 1789.

64. CORRESPONDANCE DE L'AMIRAL DE LA RONCIÈRE LE
NOURY, t. I. 31 déc. 1928.

1929.

Série antérieure à 1789.

420. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. IX. 15 nov. 1929.
421. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXVI. Année 1929.

Série postérieure à 1789.

65. CORRESPONDANCE DE L'AMIRAL DE LA RONCIÈRE LE
NOURY, t. II. 31 déc. 1929.

1930.

Série antérieure à 1789.

422. PETRI VALLIUM SARNAH MONACHI HYSTORIA ALBIGEN-
SIS, t. II. 16 nov. 1930.
423. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. VI. 20 févr. 1931.
424. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXVII. Année 1930.

1931.

425. CHRONIQUES DE JEAN FROISSART, t. XII 31 déc. 1931.
 426. MÉMOIRES DU CARDINAL DE RICHELIEU, t. X 15 avril 1932.
 427. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXVIII. Année 1931.

1932.

428. COMMENTAIRES DE FR. DE RABUTIN, t. I. 1^{er} oct. 1932.
 429. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. VII 1^{er} fév. 1933.
 430. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXIX. Année 1932.

1933.

Série postérieure à 1789.

66. MÉMOIRES D'ÉMIGRATION DE L'ABBÉ DE FABRY. 1^{er} mars 1933.

Série antérieure à 1789.

431. VOYAGES EN FRANCE DE FR. DE LA ROCHEFOUCAULD, t. I. 1^{er} déc. 1933.
 432. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXX. Année 1933.

1934.

Série postérieure à 1789.

67. ACTES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE, t. II . . . 1^{er} août 1934.

Série antérieure à 1789.

433. SOMMAIRE MÉMORIAL DE J. GASSOT 1^{er} sept. 1934.
 434. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXI. Année 1934.

1935.

Série antérieure à 1789.

435. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. VIII. 1^{er} oct. 1935.

Série postérieure à 1789.

68. ACTES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE, t. III . . . 1^{er} oct. 1935.

1936.

Série antérieure à 1789.

436. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXII. Année 1935.
 437. LIVRE DES FAIS ET BONNES MŒURS DU SAGE ROY
 CHARLES V, DE CHRISTINE DE PISAN 1^{er} déc. 1935.

Série postérieure à 1789.

69. PRÉCIS DES OPÉRATIONS DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTION-
NAIRE. 1^{er} oct. 1936.

1937.

Série antérieure à 1789.

438. GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, t. IX. 1^{er} déc. 1937.

1938.

Série antérieure à 1789.

- 439-440. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXIII. Années 1936 et
1937.
441. VOYAGES EN FRANCE DE FR. DE LA ROCHEFOUCAULD, t. II. 1^{er} oct. 1938.
442. PETRI VALLIUM SARNAI MONACHI HYSTORIA ALBIGEN-
SIS, t. III 1^{er} déc. 1938.

1939.

Série antérieure à 1789.

443. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXIV. Année 1938.
444. LIVRE DES FAIZ ET BONNES MŒURS DU SAGE ROY
CHARLES V, DE CHRISTINE DE PISAN, t. II 1^{er} nov. 1940.

1940.

Série antérieure à 1789.

445. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXV. Année 1939.

Série postérieure à 1789.

70. LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE EN FRANCE DE 1814 A 1830,
t. III. 1^{er} juin 1941.

1941.

Série antérieure à 1789.

446. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXVI. Année 1940.

Série postérieure à 1789.

71. LE COMTE DE MODÈNE ET SES CORRESPONDANTS, t. I. . 1^{er} oct. 1942.

1942.

Série antérieure à 1789.

447. BULLETIN, t. LXXVII. Année 1941.

Série postérieure à 1789.

72. PARIS PENDANT LA TERREUR, t. III. 1^{er} févr. 1944.

1943.

Série antérieure à 1789.

448. BULLETIN, t. LXXVIII. Année 1942.

449. COMMENTAIRES DE FR. DE RABUTIN, t. II. 1^{er} avril 1944.

1944.

Série antérieure à 1789.

450. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXIX. Année 1943.

Série postérieure à 1789.

73. LE COMTE DE MODÈNE ET SES CORRESPONDANTS, t. II.

1945.

Série antérieure à 1789.

451. ANNUAIRE-BULLETIN, t. LXXX. Année 1944.
-

PROCÈS-VERBAUX
DES
SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
TENUES A L'ÉCOLE DES CHARTES
EN 1944

Séance du 20 janvier

Président : M. Émile DARD

Présents : MM. Brunel, Dard, Desmars, François, de Lacombe, Michel de Pierredon, Samaran, Tessier.

Excusés : MM. Celier, Pouthas.

Le procès-verbal de la séance du 16 décembre 1943 est lu et adopté.

M. le Président annonce le décès de M. Auguste Picard, libraire-éditeur, membre de la Société depuis 1907.

Le secrétaire fait part des lettres de remerciement qu'il a reçues de M. Léon Noël et de M. le Dr Vassal, admis à la dernière séance.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3120. M. Louis HERMITE, ambassadeur de France, rue Jean-Goujon, n° 25 ; présenté par MM. Émile Dard et de Manneville.

3121. M. le comte DE ROHAN-CHABOT, duc DE RAVESE, rue du Colonel-Combes, n° 6 ; présenté par MM. Émile Dard et Michel de Pierredon.

3122. M. Maurice MURET, membre de l'Institut, avenue Hoche, n° 38 ; présenté par MM. Émile Dard et Léon Noël.

3123. M. Maurice HERVIEU, boulevard Malesherbes, n° 96 ; présenté par MM. Émile Dard et Samaran.

3124. M. le marquis Albert DE LUPPÉ, avenue d'Eylau, n° 19 ; présenté par MM. Émile Dard et Samaran.

3125. M. Jacques FRANÇOIS, professeur agrégé au lycée Corneille de Rouen, rue Lemarchand, n° 7, à Bois-guillaume (Seine-Inférieure) ; présenté par MM. Bourgin et Samaran.

3126. M. Albert LECLERC, architecte et historiographe militaire, rue André-Gill, n° 6 (xviii^e) ; présenté par MM. Louis André et Albert Depréaux.

3127. M. Alfred CORDOLIANI, archiviste-paléographie, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, membre de l'École française de Rome, rue Croix-Nivert, n° 204 bis (xv^e) ; présenté par MM. Tessier et Samaran.

Publications adressées à la Société.

Néant.

Publications de la Société.

Le bon à tirer de la couverture du tome II des *Commentaires de François de Rabutin* vient d'être donné.

Le Conseil décide que le tirage du tome II du *Comte de Modène* sera envoyé en quasi-totalité de Poitiers à Nogent-le-Rotrou, M. Daupeley restant chargé de toute la distribution. Cinquante exemplaires de l'ouvrage sont déjà en dépôt aux Archives nationales.

Le secrétaire fait connaître qu'il a remis ce jour même à M. Daupeley la copie de la première partie du *Bulletin* de 1943.

Successions Boucher et Champion.

Le Conseil décide d'accepter le legs de 5.000 francs, net de tous droits et frais, qui lui a été fait par M. Henry Boucher. Il charge le trésorier de constituer le dossier réclamé à ce sujet par la Préfecture de la Seine.

Le secrétaire fournit des renseignements sur la liquidation de la succession Champion et donne lecture de la réponse faite par M. Charles Rist à la lettre qui lui avait été écrite au sujet de l'appartement Champion, rue Michelet.

Questions diverses.

Le secrétaire annonce qu'il a reçu à titre personnel le prospectus de l'ouvrage de luxe qui a été offert à M. Gabriel Hanotaux. On peut regretter que le Conseil de la Société n'ait pas été appelé à prendre part à la préparation et à la réalisation de ce projet, M. Hanotaux étant membre du Conseil depuis 1903.

La séance est levée à dix-sept heures.

Séance du 17 février

Président : M. Émile DARD

Présents : MM. de Boislisle, Carrière, Celier, Dard, M^{lle} Droz, MM. François, Grand, de Manneville, Michel de Pierredon, Mirot, Pannier, Petit-Dutaillis, Samaran, Tessier.

Excusés : MM. Desmars, de Lacombe.

Le procès-verbal de la séance du 20 janvier 1944 est lu et adopté.

M. le Président prononce l'éloge funèbre de M. Auguste Picard, libraire-éditeur.

Il proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3128. M. Jean DE RIBIER, conservateur des archives du ministère des Affaires étrangères, avenue Rodin, n° 2 (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et Dulong.

3129. M. Alfred PFIFFER, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 195 (x^e) ; présenté par MM. Desmars et Samaran.

3130. M. le général de division LEPETIT, square du Roule, n° 3 (viii^e) ; présenté par MM. Dard et de Manneville.

3131. M. Pierre ZENS, directeur de la Compagnie des chemins de fer départementaux, avenue de Friedland, n° 41 (viii^e) ; présenté par MM. Dard et Samaran.

3132. M. Félix BELLET, directeur de la banque Ottomane, rue Picot, n° 8 (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et Samaran.

3133. M^{lle} DE MONTENON, bibliothécaire du Cercle interallié et de l'Union artistique, rue d'Assas, n° 41 (vi^e) ; présentée par MM. Dard et Celier.

3134. M. le baron Jean VIDIL, rue Raffet, n° 3 (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et de Manneville.

Publications adressées à la Société.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e et 3^e trimestres 1943. — *Bulletin de la Société d'émulation historique et littéraire d'Abbeville*, 1^{er} et 2^e trimestres 1943.

Publications de la Société.

Le secrétaire donne des renseignements sur l'état d'avancement des ouvrages actuellement sous presse : tome X des *Grandes Chroniques*, comprenant en particulier la table générale de la publication ; tome II des *Commentaires de François de Rabutin* ; *Journal de Creuzé-Latouche*.

Il ne paraît pas y avoir difficulté du fait de l'impri-

meur à ce que la distribution du tome II de *Rabutin* ait lieu, comme il a été prévu, avant l'Assemblée générale.

Quant aux exemplaires du tome II du *Comte de Modène* qui doivent être distribués à la fin de l'année ou tenus en réserve, ils ont été expédiés de Poitiers à destination de Nogent-le-Rotrou et de Paris.

Le Conseil approuve le projet de mettre sous presse dès l'achèvement du tome X des *Grandes Chroniques*, le tome XIII des *Chroniques de Froissart*, dont le manuscrit a été examiné par M. Brunel, commissaire responsable.

M. Celier est prié de se mettre en mesure de livrer le plus tôt possible l'Introduction de son édition de la *Chronique* du héraut Berry, qui pourrait être envoyée à l'impression en même temps que le tome XIII de *Froissart*.

M. Tessier insiste pour que ne soit pas oubliée, parmi les éditions projetées, celle des *Annales de Saint-Bertin*, préparée par M. Grat, et à laquelle M. Levillain doit ajouter une traduction.

Successions Boucher et Champion.

Le secrétaire met le Conseil au courant des démarches en cours.

Le dossier de la succession Champion est actuellement soumis au Conseil d'État.

Celui de la succession Boucher est à la veille d'être remis au service compétent de la Préfecture de la Seine.

La prochaine séance est fixée au jeudi 16 mars.

La séance est levée à seize heures cinquante-cinq.

Séance du 16 mars

Président : M. Émile DARD

Présents : MM. André, de Boislisle, Bourgin, Celier, Dard, Desmars, M^{lle} Droz, MM. François, de Lacombe, de Manneville, Mirot, Michel de Pierredon, Petit-Dutaillis, Samaran, Tessier.

Excusé : M. le pasteur Pannier.

Le procès-verbal de la séance du 17 février 1944 est lu et adopté.

Le général Lepetit, M. Leclerc et M^{lle} de Montenon remercient pour leur admission.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3135. M. le général de division DE PIÉPAPE, avenue de Neuilly, n° 31 (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et Samaran.

3136. M. le duc DE GRAMONT, de l'Académie des sciences, avenue Chiappe, n° 42 *bis* (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et Samaran.

3137. M. THIÉBAUT, directeur général de la Banque des pays de l'Europe centrale, rue de Castiglione, n° 12 (i^{er}) ; présenté par MM. Dard et Tessier.

3138. M. Roger MAUGRAS, ministre plénipotentiaire, rue de la Faisanderie, n° 3 (xvi^e) ; présenté par MM. Dard et de Manneville.

3139. M. Jean DUFOUR, fondé de pouvoir au Crédit lyonnais, quai Voltaire, n° 23 (vii^e) ; présenté par MM. Dard et Tessier.

3140. M. René LE PROUST, rue de Rennes, n° 89 (vi^e) ; présenté par MM. Dard et Desmars.

3141. M. Louis GUÉNEAU, chargé de cours à la Faculté des lettres de Dijon, rue Barrault, n° 2 (xiii^e) ; présenté par MM. Mirot et Samaran.

3142. M. Bernard MAHIEU, archiviste aux Archives

nationales, rue Monsieur-le-Prince, n° 58 (vi^e) ; présenté par MM. Bourgin et Samaran.

3143. BIBLIOTHÈQUE THIERS, place Saint-Georges, n° 27 (ix^e) ; représentée par M. Jean Tremblot, conservateur de la bibliothèque de l'Institut de France.

3144. M. le comte Louis DE SARTIGES, ministre plénipotentiaire, place d'Iéna, n° 3 (xvi^e) ; présenté par MM. de Manneville et Dard.

Publications adressées à la Société.

PÉRIODIQUES. — *Sources. Études, recherches, informations des Bibliothèques nationales de France*, 1^{re} série, 1^{er} fascicule 1943. In-4.

Publications de la Société.

Information a été donnée par M. Daupeley que la distribution du tome III de *Paris pendant la Terreur* (reliquat de l'exercice 1942) et du *Bulletin* de 1942 (qui fait partie de l'exercice 1943) est terminée.

Le tome II des *Commentaires de la Gaule Belgique* de François de Rabutin est terminé. M. Michel-Dansac prépare la distribution, qui se fera, sauf événements imprévus, avant l'Assemblée générale de mai.

Sont à l'impression le tome X des *Grandes Chroniques*, le *Journal de Creuzé-Latouche* et le *Bulletin* de 1943, dont il faut s'efforcer de procurer avant tout l'achèvement. Toute la première partie de ce *Bulletin* est composée ; elle forme neuf placards environ. La deuxième partie comprendra le texte de plusieurs lettres inédites fort intéressantes écrites en 1814 pendant la campagne de France par Metternich à la princesse Bagration, lettres dont les originaux autographes non signés ont été retrouvés par M. René Jouanne, archiviste en chef de l'Orne, parmi les papiers de M. de La Sicotière.

Le *Bulletin* de 1943 doit former, avec le tome II du *Comte de Modène*, l'exercice 1944, dont la distribution

devrait normalement intervenir avant la fin de l'année.

Le secrétaire met le Conseil au courant des difficultés de toute sorte qui entravent et risquent d'arrêter complètement l'activité des sociétés historiques.

Successions Boucher et Champion.

Le secrétaire fait connaître qu'il a adressé le 21 février à la Direction des affaires économiques et sociales de la Préfecture de la Seine les pièces demandées pour le dossier Boucher.

Il informe également le Conseil qu'en ce qui concerne la succession Champion, le décret d'autorisation d'acceptation a été visé sans observations par le Conseil d'État. Le décret est reparti ensuite, le 24 février, pour Vichy, où il doit recevoir la signature du Chef du gouvernement, ministre de l'Intérieur.

La séance est levée à dix-sept heures.

Séance du 20 avril

Président : M. Émile DARD

Présents : MM. André, de Boislisle, Bourgin, Celier, Dard, Dupont-Ferrier, François, Michel de Pierredon, Mirot, de Montesquiou, Pannier, Petit-Dutaillis, Samaran, Tessier.

Excusés : MM. Desmars, de Lacombe.

Le procès-verbal de la séance du 16 mars est lu et adopté.

Connaissance est donnée des lettres par lesquelles MM. de Ribier, Thiébaud, Leproust, Dufour, Maugras, de Sartiges, général de Piépape et duc de Gramont remercient de leur admission.

M. le Président annonce le décès, survenu à Paris le 11 avril, de notre illustre collègue du Conseil, Gabriel Hanotaux, membre de la Société depuis 1895 et du Conseil depuis 1903. Il fait connaître qu'il a représenté la Société aux obsèques qui ont été célébrées à Saint-Philippe-du-Roule et il rappelle brièvement la brillante carrière du défunt, en attendant de lui consacrer, le mois prochain, dans son discours de fin d'année, une notice plus détaillée.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3145. M^{me} la duchesse DE LA ROCHEFOUCAULD, place des États-Unis, n° 8 (xvi^e) ; présentée par MM. le duc de La Force et Dard.

3146. Le colonel comte DE MALEISSYE-MELUN, rue Barbet-de-Jouy, n° 26 (vii^e) ; présenté par les mêmes.

3147. M. Henri ROLLET, rue Scheffer, n° 2 *bis* (xvi^e) ; présenté par M. Dard.

3148. M. le baron HOTTINGUER, rue de la Baume, n° 4 (viii^e) ; présenté par MM. Dard et Celier.

3149. M. Georges MEUGNOT, chemin du Chalet, à Lons-le-Saunier (Jura) ; présenté par MM. Tribout de Morembert et Meurgey.

3150. M. l'abbé BERTHET, curé de Château-Chalon (Jura) ; présenté par M. Tribout de Morembert.

3151. M. Jacques-Clair HUGON, chargé de mission au ministère de l'Information, à Château-Chalon (Jura) ; présenté par M. Tribout de Morembert.

3152. M. Pierre PRÊTRE, employé de banque, rue de Rome, n° 67 (viii^e) ; présenté par M. Michel-Dansac.

3153. M. Adrien DE LENS, ministre plénipotentiaire, rue de Verneuil, n° 53 (vii^e) ; présenté par MM. de Manneville et Dard.

3154. M. Eugène DE SARTIGES, château du Perthuis, Amilly (Loiret) ; présenté par MM. de Manneville et de Sartiges.

3155. M^{lle} Madeleine CONNAT, archiviste aux Archives

nationales, rue de Plaisance, n° 20, à Créteil (Seine) ; présentée par MM. Brunel et Samaran.

3156. M. Alexandre CARAPANOS, ministre plénipotentiaire de Grèce, avenue de Messine, n° 7 (VIII^e) ; présenté par MM. Dard et de Boislisle.

Publications adressées à la Société.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de la Morinie*, fasc. 109, t. XVI, 1944.

Publications de la Société.

M. Daupeley se prépare à distribuer le tome II des *Commentaires de la Gaule Belgique* de F. de Rabutin, qui forme, avec le *Bulletin* de 1942, déjà distribué, le contingent normal de l'exercice 1943.

L'exercice 1944 doit comprendre le *Bulletin* de 1943 et le tome II du *Comte de Modène*. Ce dernier volume est prêt depuis plusieurs mois ; quant au *Bulletin* de 1943, il est sous presse : les procès-verbaux des séances sont terminés ; on imprime en ce moment les lettres inédites de Metternich à la princesse Bagration et M. Michel François nous promet pour dans très peu de temps le dossier annoté des lettres, également inédites, de Louise de Vaudémont, femme de Henri III ; ces deux dernières publications doivent former la deuxième partie du *Bulletin* de 1943.

Deux volumes de mémoires sont actuellement sous presse : le tome X des *Grandes Chroniques* et le *Journal de Creuzé-Latouche*. Il convient, avant de les pousser, de surveiller les événements, car il faut savoir si, le moment venu, nous aurons le papier nécessaire au tirage.

Subventions.

Par lettre du 7 avril, le Chef du gouvernement, ministre-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, fait

connaître qu'une subvention de 12,000 francs est accordée à la Société pour 1944.

La demande à la Recherche scientifique a été adressée aujourd'hui même.

Succession Champion.

M^e Morel d'Arleux attend toujours l'ampliation du décret autorisant la Société à accepter le legs. Ce décret aurait été soumis le 8 mars à la signature de M. le Président du Conseil.

Renouvellement des statuts.

Le secrétaire fait connaître qu'il est en possession des statuts-types élaborés par le Conseil d'État pour les associations demandant à être reconnues d'utilité publique. Il s'entretiendra de la question avec M^e Michel-Dansac, avoué, cependant que M. Tessier, trésorier, et M. Celier, membre du Comité des fonds, étudieront les modifications projetées.

Questions diverses.

Le Conseil vote le principe d'une indemnité pécuniaire qui serait allouée à une personne capable d'aider le trésorier et le secrétaire dont la tâche est très compliquée à cause des circonstances.

Il fixe au jeudi 25 mai la date de l'Assemblée générale.

La séance est levée à dix-huit heures.

Assemblée générale du 25 mai

Président : M. Émile DARD

Présents : MM. Louis André, Bailhache, colonel de Beauvillé, Félix Bellet, Georges Benoît-Guyod, comte

de Berthier de Sauvigny, de Boislisle, Jacques Boitel, Paul Bouteiller, Clovis Brunel, Carapanos, Pierre Caron, Victor Carrière, comte Léonce Celier, M^{lle} Madeleine Connat, MM. Émile Dard, Élie Debidour, M^{lle} Droz, MM. Dupont-Ferrier, comte de Failly, Michel François, Louis Hermite, Maurice Hervieu, Albert Leclerc, Henri Lemaitre, comte de Manneville, Pierre Marot, Roger Maugras, Michel-Dansac, Michel de Pierredon, Albert Mirot, Léon Mirot, Maurice Muret, Petit-Dutaillis, général de Piépape, Alfred Pfiffer, Jean Porcher, Henri Rollet, Charles Samaran, Louis de Sartiges, Georges Tessier, André Vernet, Georges Viollet-le-Duc.

Absents et excusés : MM. Bautier, Desmars, Dumesnil, Lesourd, comte de Maleissye-Melun, Marchand, Martin-Chabot.

L'Assemblée entend la lecture :

1^o Du discours de M. le Président (voir p. 72).

2^o Du rapport de M. Charles Samaran, secrétaire, sur les travaux et les publications de la Société pendant l'année 1943-1944 (voir p. 77).

3^o Du rapport des censeurs, MM. Marot et Perrat, sur les comptes des recettes et des dépenses pendant l'exercice 1943-1944 (voir p. 85).

Les conclusions de ce rapport approuvant la gestion et les comptes de M. G. Tessier, trésorier de la Société, sont mises aux voix par M. le Président et adoptées par l'Assemblée.

Élections.

Sont réélus membres du Conseil pour siéger jusqu'en 1948 :

MM. BRUNEL,	GUÉBIN,
CELIER,	LAVOLLÉE,
DESMARS,	MARTIN-CHABOT,
M ^{lle} DROZ,	MICHEL DE PIERREDON.
DUPONT-FERRIER,	

Sont élus, en remplacement de MM. Hanotaux et Marichal :

MM. Pierre MAROT et Charles PERRAT.

Sont élus censeurs, en remplacement de MM. Marot et Perrat :

MM. Jacques MEURGEY et Albert MIROT.

M. G. Tessier donne lecture, en l'absence de son auteur, d'une communication de M. R.-H. Bautier, intitulée : *Guizot, Augustin Thierry et le Recueil des monuments de l'histoire du Tiers-État.*

La séance est levée à dix-sept heures quarante-cinq.

DISCOURS DE M. ÉMILE DARD,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,
PENDANT L'EXERCICE 1943-1944

Messieurs,

J'ai été heureux autant qu'honoré de présider les séances de votre comité pendant les douze mois qui viennent des'écouler. L'assistance de votre éminent secrétaire m'a rendu ces fonctions faciles autant qu'agréables.

En vous présidant pour la dernière fois, réunis en Assemblée générale, la tradition, plus que séculaire, de votre Société m'impose le devoir de rappeler le souvenir des membres décédés au cours de l'année. L'usage serait aussi que votre président expose devant vous un point d'histoire. Je m'excuse si l'état de ma santé ne me permet pas d'aborder aujourd'hui la lecture assez longue que j'avais préparée¹, mais je ne saurais me dérober au premier devoir qui m'incombe.

Depuis notre dernière Assemblée générale, plusieurs membres de notre Société ont, hélas ! disparu. Encore faut-il nous féliciter qu'au milieu des deuils qui nous accablent ils aient été beaucoup moins nombreux qu'au cours des années précédentes.

Avec M. Mimerel, ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, disparaît un des lecteurs les plus attentifs de nos publications et un amateur éclairé d'histoire.

M. Auguste Picard, ancien élève de l'École des chartes de la promotion de 1889, était bien connu de vous comme éditeur et libraire spécialisé dans l'érudition et

1. Ce travail avait pour titre : « La succession du premier consul et de l'Empereur. » Il a été lu par M. Dard, le 11 décembre 1944, à la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques. Nous renvoyons nos lecteurs à la brochure imprimée parue sous la couverture verte de l'Institut.

dans la publication des manuels scientifiques (paléographie, épigraphie, archéologie, collections historiques). Il fut longtemps libraire de la Société de l'École des chartes.

Henry Tournouër, sorti de l'École des chartes en 1887, se fixa par son mariage dans le Perche. Il a été toute sa vie dans le département de l'Orne un animateur actif de la vie intellectuelle, en même temps qu'il y rendait dans le domaine social et économique des services éminents. Président de la Société historique et archéologique de l'Orne, il a fondé avec le vicomte de Romanet la Société percheronne d'histoire et présidé à la reconstruction des archives départementales de l'Orne. Ce savant utile et modeste est mort à quatre-vingt-deux ans, emportant les regrets de tous ceux qui l'ont connu.

La perte de M. Paul Marichal nous est particulièrement sensible. Il était membre de notre Conseil depuis vingt ans et fut notre trésorier de 1925 à 1935. Ayant fait toute sa carrière aux Archives nationales, il l'avait terminée comme conservateur en chef de la section moderne. C'est à lui qu'est dû le classement et l'inventaire de l'immense versement du ministère de l'Instruction publique. Il a participé avec activité à la publication par l'Académie des sciences morales et politiques du *Catalogue des actes de François Ier*. De 1909 à 1913, il a réédité pour nous en deux volumes les *Mémoires militaires de Turenne*, d'après le manuscrit autographe appartenant au marquis de Talhouët-Roy. Originaire de la Lorraine, Paul Marichal était un spécialiste de l'histoire de sa province natale. Sa thèse chartiste sur *Le duc René II*, son *Catalogue de la collection de Lorraine à la Bibliothèque nationale*, sa publication du *Cartulaire de l'évêché de Metz*, son *Dictionnaire topographique des Vosges* sont des titres précieux à la reconnaissance des savants. Homme de devoir et de dévouement, Marichal était entouré d'une estime qu'il méritait.

tait et ne comptait dans notre Société que des amis. Il nous a rendu, avant de disparaître, un dernier et signalé service en suivant jusqu'au bout comme commissaire responsable la publication par M. Gailly de Taurines des *Commentaires de François de Rabutin sur la Gaule-Belgique*.

Nous avons vivement regretté la mort de M. Paul Daupeley, auquel notre Société confiait ses impressions depuis quarante-deux ans. Nous sommes en rapports avec son honorable maison depuis 1862, et nous exprimons à son fils, qui dirige maintenant cette vieille maison de famille, toutes nos condoléances.

Dans la personne de Gabriel Hanotaux, né le 19 novembre 1853, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-onze ans, notre Société perd un des plus illustres parmi ses membres.

Son rôle politique est bien connu. L'heure n'est pas venue de l'apprécier. Étant encore élève à l'École des chartes, il fut présenté à Gambetta par Henri Martin, son parent. C'est ainsi qu'il entra à la *République française* en même temps qu'à la direction des archives du ministère des Affaires étrangères. Le 18 décembre 1881, il devient sous-chef du cabinet de Gambetta, puis chef adjoint des cabinets de Challemel-Lacour et de Jules Ferry. Après la chute de ce dernier, il est nommé conseiller à l'ambassade de Constantinople, sous le marquis de Noailles. Enfin, ayant obtenu sa mise à la disposition, il est élu député de l'Aisne, le 18 avril 1886, et nommé ministre plénipotentiaire de deuxième classe. Bientôt, abandonnant la vie parlementaire après un échec électoral, il rentre comme sous-directeur des protectorats, puis directeur des affaires commerciales au Quai d'Orsay. Le 30 mai 1894, âgé de quarante ans, il devient ministre des Affaires étrangères dans le deuxième cabinet Dupuy, le demeure sous le troisième cabinet Ribot et le redevient sous le cabinet Méline, du

26 avril 1896 au 15 juin 1898. Après la chute de Méline, il ne devait plus reparaitre dans les emplois publics, sinon à Rome en 1919, comme ambassadeur extraordinaire pour la canonisation de Jeanne d'Arc, et à Genève, en 1921, comme délégué de la France à la Société des Nations. On ne saurait trop déplorer son éloignement en pleine jeunesse du gouvernement national.

Mais, depuis 1896, il était connu comme l'historien de Richelieu et, le 1^{er} avril 1897, l'Académie française s'était empressée de lui ouvrir ses portes. Un seul volume, suivi bientôt d'un second, avait paru. La description de la France de 1614, éclatante de couleur, palpitante de vie et, en même temps, toute pénétrée de sagesse politique, avait émerveillé les professionnels, tout autant que le grand public. Ce ne fut que trente ans après, en 1926, que l'œuvre fut reprise avec la collaboration précieuse et active de M. le duc de la Force. Elle contient des documents nouveaux de grande importance : lettres de Louis XIII au cardinal, mémoires secrets du grand ministre, et vient de s'achever sous les yeux de son premier auteur, qui est mort ayant achevé sa tâche. L'œuvre est digne de son début et de son objet. Elle est placée au sommet glorieux de notre histoire et rayonne comme un phare d'espérance sur nos sombres jours.

Hanotaux laisse une centaine de volumes. Après la France de Richelieu, il a fait revivre celle de Jeanne d'Arc, celle de la Troisième République, celle de la Guerre mondiale. Se faisant éditeur, il a publié lui-même les dix-sept volumes in-quarto de l'*Histoire de la Nation française*. Confiant chaque volume à un spécialiste éminent, il se réserva l'histoire politique au xix^e siècle et jusqu'en 1926. Il traita son sujet largement, avec l'aisance d'un connaisseur, la puissance et l'éclat habituels de sa pensée. Resté fidèle aux amitiés plutôt qu'aux idées de sa jeunesse, il s'incline devant les disciplines morales et traditionnelles, auxquelles un peuple ne peut longtemps se dérober sans périr.

Mais il faudrait peindre Gabriel Hanotaux dans toutes

les sphères de son activité qui tenait du prodige, notamment à la tête de ce Comité France-Amérique, fondé par lui en 1909 et qui fut, dans les vingt dernières années, son poste d'action préféré.

Il aimait la vie. Il l'aimait sous toutes ses formes. Quand ses amis réunis fêtèrent ses quatre-vingts ans, il déclara de prime abord : « Je remercie d'abord la vie. » Sa curiosité était universelle et le rendait avide de toutes les nouveautés. Il ne séparait jamais l'action de la pensée. Jusqu'à la fin, l'une et l'autre furent ses joies. Il avait pour la France un amour filial, pour la France entière, tout autant que pour sa Picardie, dont il avait gardé, avec l'attachement au terroir, le rude accent.

Je l'ai rencontré maintes fois pendant bien des années, le plus souvent dans le cadre intime de la Commission des archives diplomatiques, qu'il présidait avec science et vigueur. Des débats intéressants s'y instituaient. Il en était le guide et l'animateur. Ses vues sur l'histoire étaient toujours déterminées et comme imprégnées par la raison d'État. Toujours il revenait à cet argument capital, l'intérêt de l'État.

Il n'avait pas en vain fréquenté si longtemps le grand cardinal, dirigé quatre ans notre politique extérieure à travers les abîmes, uni sans retour sa pensée à l'action, médité longuement sur l'histoire du peuple français.

De l'étude de cette tumultueuse histoire, tissée de victoires et de revers, il concluait que la France, tournée vers tant d'horizons, exposée à tant de périls, a toujours fini par les conjurer quand elle était unie. Ce fut là son vœu suprême. Il nous le lègue comme un avertissement et comme un réconfort. Souvent il rappelait que, lorsqu'il vint tout jeune à Paris, pour la première fois, c'était en 1871, sous la Commune. Paris brûlait. Son cœur fut déchiré sans que sa foi fût atteinte et sa foi lui donna raison. Il est mort assuré de notre relèvement. Saluons, Messieurs, la mémoire de ce grand serviteur de la France et de l'histoire de France.

RAPPORT DE M. CHARLES SAMARAN, SECRÉTAIRE,
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ,
PENDANT L'EXERCICE 1943-1944

C'est en vertu d'une tradition fort ancienne que votre secrétaire inaugure son rapport annuel par une petite revue des publications dont il a pu vous assurer l'envoi depuis la dernière Assemblée générale : tradition si naturelle et si respectable qu'il n'a jamais songé à s'y soustraire, d'autant plus qu'elle lui fournit l'occasion de rendre ainsi publiquement hommage au labeur désintéressé des collaborateurs de la Société, éditeurs de mémoires ou auteurs d'articles.

Nous avons pu vous distribuer en 1943 le *Bulletin* de 1942. Il n'a certes pas l'ampleur de ceux de jadis : les malheurs des temps en sont la cause. Néanmoins, les restrictions n'ont pas porté sur les procès-verbaux de nos séances, où vous avez pu suivre le travail sérieux et continu de votre conseil d'administration et de votre bureau, et de plus relire dans le compte-rendu de l'Assemblée générale le beau discours de M. Roger Grand et la communication très nouvelle de M. Martin-Demézil. Quant à l'article de M. Ritter, paru dans la deuxième partie, sur *Français et Russes en Méditerranée après Tilsit*, je serais surpris qu'il ne vous eût pas intéressés, ne fût-ce que parce qu'il évoque des problèmes politiques actuels... et sans doute éternels.

Vous avez reçu, en outre, ou vous auriez dû recevoir (c'est là une précaution oratoire de plus en plus nécessaire en raison de la difficulté et de l'insécurité croissantes des transports) deux volumes de Mémoires, et d'abord, dans l'ordre chronologique, sinon logique, le tome II (qui met fin à la publication) des *Commentaires des guerres de la Gaule Belgique* de François de Rabutin. Ce volume nous reporte, dans le temps, à quatre siècles

en arrière, dans l'espace, vers nos marches du Nord et du Nord-Est, brèche que la nature a voulue toujours ouverte, pour notre malheur, au flanc de la France.

A la fin du règne de François I^{er}, notre pays respirait mal de ce côté. A travers l'ancienne Gaule Belgique, des sources de la Meuse à l'embouchure de la Somme, nombreuses étaient les terres qui n'étaient point de France. Sans même parler des vastes domaines de l'Espagnol qui bornaient le royaume — Artois, Hainaut, Namurois, Luxembourg — plusieurs demeuraient de ces minuscules principautés, nées du morcellement territorial de l'époque féodale : domaines des La Marck à Sedan et à Bouillon, des Louvain à Rognac en Tardenois et à Linchamps dans les Ardennes, des d'Apremont à Lumes, dans les Ardennes également. Aussi le roi avait-il fort à faire pour manœuvrer au mieux des intérêts français entre les ambitions des Impériaux, aidés par les Anglais qui tenaient encore la tête de pont de Calais, et les activités remuantes de ces principicules plus fêrus d'indépendance et plus préoccupés de profits personnels que soucieux de l'unité française.

La guerre y sévissait de façon endémique, une guerre assez particulière, faite (pour employer le langage militaire du temps) d'incessantes strettes, camisades, courses, entreprises, escarmouches et cargues, celle précisément que François de Rabutin, enfant du pays, gentilhomme de fortune, a tenu à nous conter en détail.

Pendant la période de cinq ou six ans (1555-1559) qu'embrasse ce second et dernier volume, c'est-à-dire entre le combat de Renty et la paix de Cateau-Cambrésis, en passant par la délivrance de Calais, notre soldat-historien sert comme simple homme d'armes dans la compagnie de François de Clèves, duc de Nevers, lieutenant général pour le roi au gouvernement de Champagne et de Brie, l'un des chefs de guerre les plus marquants du règne de Henri II. Homme de devoir, plein de piété, de patriotisme, de commisération pour les humbles et les victimes de la guerre, de respect pour ses

supérieurs, et surtout pour Nevers, qu'il aime et dont il fait volontiers l'éloge, Rabutin est un bon soldat et un mémorialiste honnête jusqu'au scrupule.

Il ne veut parler que de ce qu'il a vu, de ses yeux vu ; ce qu'il a seulement oui dire, il le mentionne sous toutes réserves, insérant dans ce cas d'autres informations (sans en toujours dire d'ailleurs l'origine) ou déclarant ne vouloir point parler de telle affaire pour ne s'y être trouvé en personne, comme le glorieux fait d'armes du duc de Guise à Calais ou la malheureuse journée de Gravelines perdue par le maréchal de Thermes.

Je ne puis que passer rapidement sur les récits, de caractère souvent très technique, de Rabutin, mais une chose n'a pu manquer de vous frapper, dans les souvenirs de ce loyal gentilhomme qui a vécu parmi les réalités de la guerre, c'est son indignation contre la traîtrise de l'artillerie, très en progrès, si l'on peut dire, à cette époque. Il stigmatise « les estranges et horribles puissances et inventions de ce furieux et sanglant dieu Mars » dont les manifestations donnaient à penser « que le Tout-Puissant vouloit foudroyer toute cette machine ronde » ! Que dirait-il aujourd'hui, grands dieux, et que diront nos arrière-neveux pour peu que cette civilisation dont nous étions si fiers continue sa marche à l'abîme.

Bien qu'il porte un nom deux fois illustre dans les lettres françaises, François de Rabutin n'est assurément pas un grand écrivain. On ne trouve chez lui ni la mâle éloquence de d'Aubigné ni les saillies gasconnes de Monluc (encore ne pouvons-nous juger de son style que par hypothèse, car il a eu la fâcheuse idée de le faire polir par des écrivains de profession, au lieu de lui garder la fraîcheur, le naturel... et l'incorrection savoureuse de la rédaction originale). Il n'en reste pas moins qu'il nous a laissé un document de prix sur une période particulièrement troublée de notre histoire, un témoignage de première main sur la vie militaire de cette époque. Bussy-Rabutin, l'auteur de *l'Histoire amoureuse des Gaules*, tenait, dit-on, pour rien, ou presque rien, l'ou-

vrage de son aîné. Sans doute le célèbre cousin de Mme de Sévigné n'en jugeait-il que d'après le style. C'est à un autre point de vue que nous nous plaçons. Aussi devons-nous de la reconnaissance à MM. Gailly de Taurines et Paul Marichal, tous deux, hélas ! disparus, pour les soins dont ils ont entouré ce texte, l'un comme éditeur, l'autre comme commissaire responsable. A droit aussi à nos remerciements le jeune archiviste en chef de la Meuse, M. Jean Rigault, à qui sont dus l'index général et la révision dernière de l'ouvrage.

Paris pendant la Terreur, titre alléchant pour les amateurs d'émotions fortes, c'est celui de l'ouvrage dont notre confrère M. Pierre Caron, mon prédécesseur à la direction des Archives de France, nous a donné cette année le tome troisième ; il sera d'ailleurs suivi de plusieurs autres, et personne ne s'en plaindra, car c'est là un ensemble capital pour l'histoire de la Révolution française.

Les documents qui le constituent n'étaient certes pas destinés à la publicité, puisqu'il s'agit de rapports d'observateurs de police chargés de circuler chaque jour dans les milieux les plus divers de la capitale, d'ouvrir l'œil et l'oreille, de tâter, en somme, le pouls du peuple et de réchauffer l'enthousiasme révolutionnaire. Nous sommes, avec ce tome III, aux premières semaines de 1794 (nivôse et pluviôse an II). Il y a un an que la tête de Louis XVI est tombée, quelques mois à peine que Marie-Antoinette et les Girondins sont allés, eux aussi, à la mort. A l'intérieur, le « sage » Robespierre règne en maître ; à l'extérieur, la République résiste à la coalition ; c'est en août 93 que la Convention a décrété la levée en masse.

Dans tous ces remous tragiques, que devient Paris, ce Paris qui n'a rien encore de la capitale cosmopolite et de la ville tentaculaire, ce Paris qui est resté un très grand village, où les habitants ne sortent guère de leurs quartiers, tant ils y ont leurs habitudes, tant ils ont peine à se reconnaître dans le dédale des ruelles et des

culs-de-sac? Paris est sale ; on ne l'a pas débarbouillé depuis 1789 ; il y a même dans certains coins des tas de boue, qui remontent, paraît-il, à Charles IX — c'est un de nos observateurs qui l'affirme. Mais, à bien des égards, il a fait peau neuve : places et rues ont été débaptisées en grand nombre, les églises ont été désaffectées, jusqu'à Notre-Dame qui est devenue Temple de la Raison : les jardins publics voient se multiplier les attroupements, les cortèges, pulluler les donneurs de conseils, les orateurs improvisés ; celui des Tuileries, en particulier, est comme le vestibule en plein air de l'Assemblée nationale. Les théâtres font salle comble ; on va y applaudir des spectacles larmoyants, où le patriotisme est exalté, comme aussi la vertu, ce qui n'empêche pas la ville d'être infestée de filous et de filles publiques. Mais le spectacle de haut goût, c'est celui que donne chaque jour, place de la Révolution, la petite « fenêtre nationale » (c'est ainsi qu'on appelle la guillotine). Le peuple remarque que les femmes surtout s'y portent en foule ; il en est presque scandalisé.

Dans ce Paris, en proie à la psychose de guerre, où les fausses nouvelles sortent d'entre les pavés, chacun se « sans-culottise » à l'envi par conviction ou par prudence : le bonnet rouge égalitaire, la carmagnole démocratique gagnent du terrain ; on s'habitue non sans peine à se tutoyer, à se donner du citoyen et de la citoyenne ; on s'adapte (plus malaisément encore) à remplacer le dimanche par le décadi, à ne plus faire maigre le vendredi, surtout on observe le voisin : on se surveille, on se calomnie, on se dénonce, hélas ! les uns les autres.

C'est que le peuple de Paris a de plus en plus de peine à subsister, et c'est ce qui l'inquiète et l'irrite. Les assignats à peine nés ont perdu 30 0/0 de leur valeur nominale. La crise sévit sur le pain, le sucre, le savon ; les queues s'allongent aux portes des boutiques, ce qui est particulièrement dur au cœur de l'hiver. Le maximum, décrété depuis quelques mois, n'a pas encore produit la grande disette que sa suppression brutale provoquera

après Thermidor, mais déjà « l'on ne peut rien avoir, même avec de l'argent », même pas des légumes secs (haricots, pois, lentilles), qu'on appelait d'un joli mot, qui s'est perdu, les « grenailles ». Oui, mais, murmure-t-on, il n'y a pas d'égalité dans la misère : les vrais sans-culottes crèvent de faim, tandis que les aristocrates nagent dans l'abondance. Bouchers et charcutiers ne s'entendraient-ils pas avec les riches pour vendre la viande à haut prix ? Et de tout ainsi, le vin, par exemple :

« Lorsqu'un marchand va chez un vigneron pour acheter du vin, on lui demande : « Est-ce au maximum que vous voulez acheter ? » S'il dit que oui, ils lui répondent qu'ils n'en ont pas, puis, doucement, on lui dit à l'oreille : « Je vous vendrai au prix du maximum ; mais vous me donnerez 50 livres en sus par pièce de vin, et je vous donnerai un reçu que je vous ai vendu le vin au taux du maximum. »

Donc, d'une manière générale, le Parisien moyen est malheureux. Pourtant, à peu d'exceptions près, nos observateurs notent que l'esprit public est bon et que la tranquillité règne. Dans la guerre sans merci que la Convention a déclarée aux tyrans, le peuple est avec la Convention. Partout on amasse du salpêtre et les citoyens se mettent eux-mêmes en réquisition pour en chercher dans leurs caves. Partout on acclame les volontaires aux accents de l'hymne des Marseillais. On s'exalte aux exploits des vaillants soldats de la République. On ne parle que de « froter » les Anglais et l'imagination populaire voit déjà le drapeau tricolore flotter sur la tour de Londres. Et pourquoi souffrir, pourquoi mourir, s'il le faut ? Pour abattre les hordes esclaves, les satellites des tyrans, pour faire régner le plus loin possible la liberté et la justice.

Voilà ce qui ressort clairement de ces enquêtes presque quotidiennes, dont la lecture est si instructive. Certes, nos observateurs ne sont pas des écrivains, certains assurément sont de pauvres sires et il est permis de sourire quand l'un d'eux écrit : « il y a des bouchers riches

qui achètent les peaux de leurs confrères ». Mais tous sont animés de l'amour du bien public, pénétrés de la grande mission que s'est assignée la France de 92 et ces notes, sans prétention, souvent très terre à terre, nous peignent mieux que des récits apprêtés l'état d'esprit de ces années tragiques où, selon le mot d'Albert Mathiez, le sublime a côtoyé l'immonde.

Et comment, au surplus, ne serions-nous pas frappés de retrouver dans le Paris de ce temps les préoccupations, les gênes, les misères aussi, matérielles et morales, qui sont notre lot de chaque jour en cette année 1944 ?

Vous le voyez, nous ne restons pas inactifs et nous faisons de notre mieux pour répondre à votre confiance. Vous avez eu cette année deux volumes de mémoires ; un troisième, tout prêt, attend son tour. Espérons qu'il pourra vous parvenir au cours de l'été. C'est le tome II et dernier de la *Correspondance d'émigration du comte de Modène*, dont vous avez apprécié l'année dernière le tome I et dont l'édition a été si vivement menée grâce à la diligence et grâce aussi à la générosité de M^{lle} Droz.

Et demain ? Que ferons-nous demain ? C'est bien difficile à dire.

Nous avons le désir de vous procurer ce que nous savons bien que vous attendez de nous : des témoignages historiques directs, irrécusables, et non des récits de seconde main plus ou moins frelatés. Plusieurs sont prêts ou en chantier : pour le moyen âge, les *Annales de Saint-Bertin*, un recueil sur les *Sources de la royauté française*, la fin des *Grandes Chroniques*, la suite du *Froissart*, le *Héraut Berry* ; pour les temps modernes, la *Correspondance* de Louis de Caumartin, ambassadeur de Henri IV, les *Journaux de voyage* du Lyonnais Pierre Poivre, explorateur et commerçant, le *Journal des États-Généraux de Creuzé-Latouche*, la suite de *Paris pendant la Terreur*.

De plus, nous venons, enfin, d'être autorisés par décret à recueillir le legs universel de Pierre Champion,

destiné, je vous le rappelle, à financer l'impression de divers textes du x^v^e et du x^{vi}^e siècle, déjà préparés par notre ami regretté et que notre confrère M. Michel François se dispose à mettre au point.

Le recrutement de la Société ne pâtit pas des circonstances ; il nous donne aussi de sérieuses satisfactions. Cent soixante-douze membres nouveaux sont venus à nous depuis que j'ai la charge d'être votre secrétaire ; soixante-huit se sont inscrits cette année, grâce, en particulier, je me plais à le dire, à d'actifs concours, parmi lesquels, au premier rang, celui de notre Président.

Nous sommes prêts, je crois pouvoir le dire, à faire œuvre plus utile encore en intensifiant notre action par la parole et par la plume. Dès que les circonstances seront redevenues favorables aux travaux de l'esprit, nous sommes prêts, en particulier — si vous voulez bien nous y aider — à tenir constamment ouvert en ce qui nous concerne le dossier de la France et à y verser le plus de documents possible et du meilleur aloi, car le goût de l'histoire n'est pas mort dans le monde. Pourquoi ? La réponse est facile. On s'évertue parfois à défendre l'histoire, à montrer qu'elle est autre chose qu'une simple construction de l'esprit et même — tout arrive ! — qu'elle peut être utile. Mais la cause n'est-elle pas gagnée d'avance, quand il suffit de constater que, bonne ou mauvaise, sérieuse ou romancée, ennuyeuse ou divertissante, l'histoire est un besoin de l'humanité ?

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS
SUR L'ÉTAT DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1943

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de la situation financière de notre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1943.

RECETTES.

I. *Recettes ordinaires.*

Cotisations de l'année 1943 :

118 cotisations à 60 francs 7.080 fr.

1 cotisation à 120 francs 120

Vente de volumes à des bibliothèques ou à des particuliers 12.455

Souscription du ministère de l'Éducation nationale. 2.686

Intérêts des fonds placés 4.698

II. *Recettes extraordinaires.*

Cotisations arriérées :

6 cotisations à 50 francs 300

100 cotisations à 60 francs 6.000

82 cotisations à 120 francs. 9.840

Cotisations anticipées de l'année 1944 :

10 cotisations à 60 francs 600

1 cotisation à 120 francs 120

Une cotisation anticipée de l'année 1945. 60

Intérêt d'un bon d'épargne de 10.000 francs (Fonds du Comité du 150^e anniversaire de la Révolution française). 600

Subvention du Centre national de la Recherche scientifique 20.000

Subvention du ministère des Affaires étrangères. 12.000

Dons	1.100
----------------	-------

III. *Fonds à placer.*

Rachats de cotisations	3.000
Remboursement de titres amortis	6.851

IV. <i>Reliquat de l'exercice 1942.</i>	60.399
---	--------

Total.	147.909 fr.
----------------	-------------

DÉPENSES.

Frais d'impression des publications de la Société.	48.961 fr.
Contribution de la Société à la publication du tome III de <i>Paris pendant la Terreur</i>	5.000
Frais de distribution des publications	8.603
Impressions et fournitures diverses.	818
Moins-values sur cotisations (commissions et frais de recouvrement).	1.180
Gratifications	550
Dépenses d'administration	305
Compte débiteur Crédit foncier	224
Fonds placés	20.000
Total.	85.641 fr.

Balance.

Recettes	147.909 fr.
Dépenses.	85.641
Excédent.	62.268 fr.

La situation financière de la Société se présente d'une manière satisfaisante, si l'on en juge par cette balance. On peut toutefois remarquer que les recettes sont alimentées en grande partie par les subventions que M. Charles Samaran a pu obtenir d'organismes qualifiés et qui nous permettent la publication de travaux que nos ressources ordinaires n'autoriseraient pas. Ces sub-

ventions sont environ deux fois plus fortes que les cotisations encaissées.

Beaucoup de cotisations arriérées sont demeurées impayées ; aussi notre trésorier a-t-il prié les membres de la Société qui n'ont pas acquitté jusqu'ici leurs obligations de vouloir bien préciser leurs intentions, afin que puisse être déterminé l'effectif exact des sociétaires. Il serait particulièrement fâcheux de faire le service de nos publications à des personnes qui n'auraient pas l'intention de maintenir à notre œuvre l'intérêt qu'elles leur avaient d'abord porté. Cette enquête est d'autant plus opportune que les frais de distribution des volumes sont considérables. Pour l'exercice 1943, ils se chiffrent à 8.603 francs, soit à près de la moitié des cotisations encaissées.

Le prix d'impression n'est pas davantage en rapport avec le taux des cotisations, dont l'élévation nous paraît indispensable, comme nous avons eu l'occasion déjà de le dire dans notre précédent rapport. Cependant, on a cru nécessaire de remettre la fixation de son montant à une époque où la vie sera moins instable que celle où nous vivons. Cette augmentation pourra être proposée lorsque les statuts de la Société, vieux de plus d'un siècle, qui ne correspondent plus aux circonstances actuelles, seront l'objet d'une rédaction nouvelle.

Notre trésorier a placé une somme de 20.000 francs correspondant aux cotisations récemment fondées et aux titres ayant fait l'objet de remboursements. La Société assure, on se le rappelle, l'impression du recueil de documents *Paris pendant la Terreur*, publié sous la direction de M. Pierre Caron, grâce à un crédit qui a été mis à sa disposition par le Comité du 150^e anniversaire de la Révolution française ; il subsiste un capital de 120.000 francs placés en bons, dont les échéances s'échelonnent de telle manière que puissent être soldés les volumes au fur et à mesure de leur édition.

En vous proposant l'approbation des comptes de l'exercice 1943, nous remercions, en votre nom,

M. Georges Tessier de la gestion de notre trésorerie, qu'il assure avec sa diligence et son exactitude coutumières. Nous devons être reconnaissants à M. Michel-Dansac du service de la distribution de nos publications qu'il veut bien surveiller.

Nous vous soumettons, par ailleurs, le projet de budget pour l'exercice 1944 :

RECETTES.

Cotisations	11.000 fr.
Vente de volumes et souscription du ministère de l'Éducation nationale.	8.000
Intérêt des fonds placés.	3.800
Subventions.	25.000
Reliquat de l'exercice 1943	62.268
Total.	<u>110.068 fr.</u>

DÉPENSES.

Impression et distribution des publications.	75.000 fr.
Dépenses diverses	4.000
Fonds à placer.	10.000
Total.	<u>89.000 fr.</u>

Balance.

Recettes	110.068 fr.
Dépenses.	89.000
Excédent.	<u>21.068 fr.</u>

Certifié conforme aux écritures de M. le Trésorier.

Fait à Paris, le 20 mai 1944.

Les Censeurs :

Pierre MAROT,

Ch. PERRAT.

LE RECUEIL
DES MONUMENTS DE L'HISTOIRE DU TIERS-ÉTAT
ET L'UTILISATION DES MATÉRIAUX
RÉUNIS PAR AUGUSTIN THIERRY¹

Le 18 juillet 1834, Guizot, ministre de l'Instruction publique, instituait un Comité chargé de rechercher et de publier des documents inédits, le futur Comité des travaux historiques. Dès le 27 novembre, il soumettait au roi un projet de dépouillement des archives et des bibliothèques avec un tableau des collections à publier et des travaux à entreprendre. L'une de ces collections, placée sous la direction d'Augustin Thierry, avait pour objet les « chartes concédées aux villes et aux communes par les rois et les seigneurs du XI^e au XV^e siècle » et pour raison d'être de « rapprocher et mettre dans tout leur jour les nombreuses et diverses origines de la bourgeoisie française ». De ce dessein initial sortit une réalisation des plus intéressantes, le premier travail historique collectif du XIX^e siècle, renouvelé de ceux des équipes bénédictines du XVIII^e. L'œuvre accomplie par Thierry et ses collaborateurs est immense ; une infime partie seulement en a été publiée, mais les matériaux en ont été conservés et ils constituent une source de réelle valeur pour l'histoire du Tiers-État, ainsi que des villes et villages de France. Nous nous proposons ici de préciser d'abord les plans de dépouillement dans leur conception et dans leur réali-

1. Lecture faite à l'Assemblée générale de la Société de l'Histoire de France, le 25 mai 1944.

sation, afin d'examiner ensuite ce qu'on peut attendre de ces matériaux ainsi réunis¹.

Le projet conçu par Guizot était relativement limité : on aurait édité les pièces inédites renfermées dans quelques volumes de la collection Dupuy à la Bibliothèque nationale, et on y aurait ajouté d'autres chartes et « constitutions primitives de corporations, maîtrises et sociétés particulières ». Le rapport du ministre au roi de décembre 1835 sur les travaux des Documents inédits reste muet sur la collection projetée et ce n'est qu'en 1836 que le travail commença effectivement. Le 10 août 1836, dans une circulaire aux correspondants du ministère, Thierry exposa le plan qu'il avait conçu. Dès lors, il ne s'agissait plus d'une, mais de deux collections, consacrées la première aux « documents relatifs à l'état des villes, bourgs et paroisses de France », la seconde aux « documents relatifs à l'état de bourgeoisie considéré dans les diverses corporations ». Dans l'une devaient prendre place les « chartes de commune concédées par

1. Les sources principales de la présente note sont les suivantes :

a) Les rapports et circulaires publiés par Xavier Charmes, dans le t. II de son ouvrage : *Le Comité des travaux historiques...* (1886), et dont certains avaient déjà été imprimés antérieurement.

b) Les préfaces des œuvres d'Augustin Thierry : *Essai sur la formation du Tiers-État*, *Dix ans d'études historiques* et *Lettres sur l'histoire de France*, ainsi que les avant-propos du *Recueil des monuments de l'histoire du Tiers-État*.

c) Le ms. nouv. acq. fr. 6359 de la Bibl. nat., qui renferme les rapports hebdomadaires des collaborateurs et les registres de présence du 6 novembre 1836 au 30 août 1843. Une erreur s'étant glissée dans la composition du volume, lors de la reliure, il importe de rétablir ainsi l'ordre des cahiers : ff. 1-109 (6 novembre 1836-20 juin 1837), ff. 132-261 (24 juin 1837-1^{er} avril 1839), ff. 110-131 (8 avril 1839-24 juin 1839), ff. 262-385 (1^{er} juillet 1839-30 août 1843), avec une lacune du 7 mars au 30 mai 1840 (f. 293).

d) Les notices nécrologiques des collaborateurs, notamment celle de F. Bourquelot, par H. Bordier (*Bibl. de l'École des chartes*, t. XXXVI (1875), p. 601-618).

Les bulletins publiés sous des titres divers par le Comité des travaux historiques ne nous ont offert, par contre, que peu de renseignements. Quant aux papiers de Guizot, déposés aux Archives nationales, ils ne renferment rien à ce sujet.

les rois ou les seigneurs », les « statuts municipaux des villes », les « ordonnances, lettres et actes quelconques qui, à diverses époques, ont accru, modifié ou aboli dans les différentes localités les droits et privilèges communaux », enfin les « actes royaux ou seigneuriaux relatifs au redressement de certains abus et à l'exemption de certaines redevances, tailles ou péages en faveur de telle ou telle ville, bourg ou paroisse de France » ; dans l'autre, les « statuts constitutifs d'anciens corps d'arts et métiers », les « actes relatifs aux maîtrises et aux jurandes, aux conseils de prud'hommes et aux consulats de commerce », enfin les « ordonnances et règlements concernant la pratique des lois, le barreau, la médecine et la chirurgie, l'exercice de toutes les professions lettrées ou non lettrées, libérales ou industrielles ». En outre, non seulement les dépôts parisiens devaient être mis à contribution, mais on faisait aussi appel au zèle des correspondants départementaux pour qu'ils envoient à Paris des copies ou des fiches de documents, ainsi que la description de tous les sceaux municipaux antérieurs au ^{xvii}^e siècle.

On voit par là l'extension considérable apportée par Thierry au projet primitif de Guizot ; celui-ci en fut, d'ailleurs, très satisfait : la collection devait, en effet, avoir une haute portée politique. Elle serait à la fois le « monument du Tiers-État » de l'Ancien Régime et celui de la bourgeoisie au pouvoir sous la Monarchie de Juillet. Thierry, comme Guizot et comme beaucoup de leurs contemporains, étaient moins des historiens de formation que des journalistes, des politiques, voire des sociologues. En ce qui le concerne, Thierry l'avoue avec une netteté un peu naïve ; s'il s'est donné à l'histoire entre 1817 et 1820, nous dit-il, c'est parce qu'il pensait s'ouvrir par là « un arsenal d'armes nouvelles pour la polémique où [il] était engagé contre les tendances réactionnaires du gouvernement ». Partisan du libéralisme le plus large, adversaire du « régime militaire » et des « préentions aristocratiques » aussi bien que des « tendances

révolutionnaires », il voyait son idéal « représenté dans le passé par M. Algernon Sidney et dans le présent par M. de la Fayette ». C'est par ce libéralisme qu'il fut amené à s'intéresser au mouvement communal : il lui « parut que l'affranchissement des communes était... une véritable révolution sociale, prélude de toutes celles qui ont élevé graduellement la condition du Tiers-État, que là se trouvait le berceau de notre liberté moderne et qu'ainsi la roture aussi bien que la noblesse de France avait une histoire et des ancêtres ». En 1820, « toujours préoccupé d'idées politiques et du triomphe de la cause à laquelle [il] avait dévoué [sa] plume », il avait lancé dans le *Courrier français* ses *Lettres sur l'histoire de France*, « sorte de réhabilitation pour les classes moyennes et inférieures, pour les aïeux du Tiers-État mis en oubli par les historiens modernes ».

C'est avec la même fougue qu'il assumait la direction du *Recueil des monuments de l'histoire du Tiers-État*. Guizot l'avait laissé entièrement libre de la conduite et de la division de son travail. Thierry en profita pour en élargir encore le cadre. Il projeta deux collections supplémentaires. L'une devait être consacrée aux « actes relatifs à la convocation et à la tenue des États provinciaux et des États généraux du royaume, au mode d'élection des députés du Tiers-État, à leur nombre, à leurs prérogatives et à leur manière de délibérer, ainsi qu'aux procès-verbaux des séances des États, soit provinciaux, soit généraux depuis leur première convocation jusqu'à 1789 ». Dans l'autre, on aurait réuni les « actes relatifs à l'état des personnes roturières, soit de condition servile, soit de condition libre (affranchissements de familles ou d'individus, octrois de privilèges royaux à certaines personnes ou à certaines familles bourgeoises, concessions du titre de bourgeois du roi, privilèges royaux ou seigneuriaux accordés pour l'exemption de toute sorte de servitude réelle ou personnelle à des habitants du plat pays non réunis en communauté, requêtes adressées aux cours souveraines des provinces

et au Parlement de Paris pour la jouissance du droit de franchises de corps et de biens, jugements rendus en faveur de ces réclamations ou contre elles) ». Mais il fallut y renoncer et remettre leur exécution à plus tard. On se borna donc en principe aux documents relatifs aux villes et aux métiers.

On sait qu'Augustin Thierry, dès l'âge de trente ans, en 1825, avait été frappé de cécité et bientôt de paralysie partielle : le choix de ses collaborateurs était, par conséquent, essentiel. Il recourut surtout à des élèves ou à des anciens élèves de l'École des chartes, jeunes gens animés comme leur maître de la passion de l'histoire et de la foi dans des idées politiques généreuses.

Martial Delpit, futur député, commença à travailler avec lui en 1836, alors qu'il n'était encore qu'élève ; dès 1837, Thierry portait sur lui ce très beau jugement : « jeune homme doué de qualités d'esprit rares à son âge, d'un sens parfaitement juste et éminemment pratique, d'une conception prompte et d'une grande ponctualité d'exécution ». Dès novembre 1836, il eut à assurer de fait le rôle de secrétaire général de la collection et dirigea avec une autorité parfois un peu tyrannique le « chantier » de la Bibliothèque royale, à qui il transmettait les directives de Thierry ; il distribuait le travail à ses collaborateurs tout en s'en réservant pour lui-même une bonne part, veillait à la régularité de leur présence et se faisait rendre compte des retards d'ailleurs presque habituels et des absences ; il vérifiait les travaux de dépouillement et de copie faits sous ses ordres et recomptait les fiches, dont le nombre devait correspondre à celui qui était inscrit sur les rapports hebdomadaires ; enfin, il correspondait au nom de Thierry et sous le couvert du ministère avec les « correspondants » du comité dans les départements ; à partir de 1837, il eut même la haute main sur les auxiliaires de la collection qui travaillaient dans les sections des Archives nationales.

La collection allait prendre, en effet, une extension de plus en plus grande. En novembre 1836, *Thomassy*, de

deux promotions plus ancien que Delpit, lui avait été adjoint et il opéra avec zèle jusqu'à ce que la mésentente entre eux se fût aggravée au point qu'il dut se retirer en juillet 1837. Deux autres collaborateurs étaient venus à leur tour à la Bibliothèque en avril 1837 : *Amédée Renée* et le chartiste *Bernard Bernhard* ; le premier cessa ses travaux dès le mois d'août de la même année, tandis que le second demeura collaborateur assidu presque jusqu'à la fin (9 avril 1842). Le 1^{er} août 1837, un homme de très grande valeur avait succédé à Thomassy, *Francis Guessard*, alors élève à l'École des chartes, où, plus tard, il deviendra professeur de langues romanes. Il se donna avec conscience à la collection (août 1837 à janvier 1841 et avril 1841 à avril 1842). Le normalien *Jean Yanoski* remplaça Renée en décembre 1837 et ne fut arrêté que par une mort prématurée le 8 février 1841. Le 24 janvier 1841 entra au chantier d'abord comme suppléant de son ami Guessard, puis comme titulaire, *Félix Bourquelot*, ponctuel et exact, esprit vaste, capable de s'intéresser aux questions les plus diverses, initiateur en France de l'histoire économique et futur professeur d'histoire des institutions à l'École des chartes. Son influence sur le travail de ses collègues se fit de plus en plus forte jusqu'au moment où il remplaça Delpit à la tête du chantier ; pendant des années, il se rendit régulièrement chaque semaine chez Augustin Thierry et il assista le maître qui avait tant contribué à sa formation scientifique jusqu'à sa mort en 1856, après quoi il assura encore l'édition des volumes préparés en commun. Parmi les autres travailleurs de la Bibliothèque royale, il faut mentionner aussi *Charles Louandre*, *Eugène de Certain* et *Eugène Janin* qui se mit à l'œuvre avant même d'être entré comme élève à l'École des chartes, et il faut encore citer les noms d'autres travailleurs bénévoles ou occasionnels : *Léon Lacabane*, futur directeur de l'École des chartes, *Ludovic Lalanne*, *Paul Marchegay*, *Adolphe Duchalais*, *Marius Clairefond*, *Augustin Deloye*, *Hercule Géraud*...

Le travail se poursuivait en même temps aux Archives du royaume, mais les collaborateurs, plus indépendants, opéraient librement sur les fonds ou les séries dont ils étaient chargés, sans être soumis à des obligations strictes de présence ou de rendement. Dès janvier 1837, *Alexandre Teulet* dépouillait pour le compte de la collection les registres du Trésor des chartes et *Eugène de Stadler*, le futur inspecteur général des Archives, lui fut adjoint en août 1838. *Antoine Laget* était chargé des Mémoires de la Chambre des comptes, tandis que les archivistes — non chartistes — *Duclos*, *Couvo*, *Constant* et *Goré*, dépouillaient d'autres fonds.

Si à ces noms on ajoute ceux des correspondants des départements que nous verrons plus loin, les Vallet de Virville ou les Leglay, on est en droit de se demander jusqu'à quel point la génération chartiste de la Monarchie de Juillet est redevable de sa formation historique à Augustin Thierry et a été marquée par son influence.

Les dépouillements avaient commencé en 1836 ; le 1^{er} février 1837, 2.287 fiches étaient déjà établies, dont 1.987 à la Bibliothèque royale. Un an plus tard, en mai 1838, leur nombre s'élevait à 16.974, dont 13.184 à la Bibliothèque. Puis l'activité tend à se ralentir quelque peu : en avril 1847, le total des fiches se montait à un peu plus de 40.000. Selon Bourquelot, il y en aurait eu, en 1856, à la mort de Thierry, 60.000, mais ce chiffre nous paraît très exagéré.

Il nous serait fort utile de connaître avec précision les fonds inventoriés ; malheureusement, Thierry, très jaloux de son autorité, n'aimait pas se plier à soumettre ses rapports ou ses manuscrits au Comité des travaux historiques ; on le voit encore à la veille de sa mort, en mai 1856, « réclamer » pour le tome III « la dispense de communication préalable du manuscrit qui lui avait été accordée pour les volumes précédents, en raison des conditions d'exécution particulières à ce recueil ». Aussi ne trouvons-nous dans les procès-verbaux du Comité nul

élément qui nous permette de suivre les travaux de dépouillement. Heureusement nous possédons dans le ms. nouv. acq. fr. 6359 de la Bibliothèque nationale les rapports hebdomadaires des collaborateurs, sans compter les deux rapports de Thierry aux ministres Guizot et Salvandy en 1837 et 1838.

Remarquons d'abord que bien des fonds n'ont pas été effectivement dépouillés et que dans la plupart des cas on s'est contenté d'opérer sur les catalogues et inventaires qui existaient à cette époque ; on ne se reportait aux documents eux-mêmes que lorsqu'une mention de l'inventaire laissait présumer qu'il s'agissait d'une pièce utile pour la collection.

A la Bibliothèque royale ont certainement été vus : le fonds ancien de la Bibliothèque du roi antérieur à 1729 avec ses acquisitions ultérieures (Colbert, Lancelot, Baluze, Lamarre, Béthune, Versailles, Ergaut(?), Louvre, Mesmes, Letellier et Louvois) et ses accroissements dits de Secousse, Sainte-Palaye, Mézeray, abbé de Louvois, abbé de Tagny, Thévenot et Drouin ; de plus, les collections de Bréquigny, Dupuy, Duchesne, Audiguier et Oihenart, les Boîtes Le Grand, la collection de Périgord, dite de Leydet, Prunis et Lespine, et celle de Picardie, dite de dom Grenier, les collections de Doat, de Desnans, les Cinq-Cents de Colbert, les Cent-quatre-vingt-deux de Colbert, les Mélanges Colbert, les collections de Baluze, Gaignières, Fontanieu, Moreau et Béthune. En outre, un très grand nombre de volumes (plus de 2.000, dit un rapport) appartenant à des fonds très divers (Saint-Germain-Harlay, Saint-Magloire, Cabinet Caylus, Missions étrangères...), notamment la plupart des cartulaires, les registres de Philippe-Auguste, les rouleaux du Parlement de Paris, les inventaires des archives des comtes d'Artois et de celles des comtes de Flandres par Godefroy, l'inventaire des chartes de la province d'Artois par Denis, et de nombreuses pièces du Cabinet des Titres. En outre, on n'a pas négligé non plus les ouvrages imprimés : *Table des diplômes* de Bré-

quigny, *Recueil des ordonnances des rois de France*, *Foedera* de Rymer, *Catalogue de la collection Joursanvault*, œuvres de Raynouard, de Warnkönig...

Aux Archives du royaume, les archivistes Teulet et E. de Stadler ont dépouillé les registres du Trésor des chartes, le premier jusqu'à JJ 72, le second jusqu'à JJ 145 au moins. Le même Teulet s'est occupé également des sections I, II, VI, VII et VIII de la série des Monuments historiques, K (Cartons des rois, copies de chartes, lois et coutumes, chartes des villes et des provinces). Les Mémoires de la Chambre des comptes avaient été confiés à Couvo, qui se chargea des années 1200-1478, 1502-1573 et 1656-1789, et à Laget fils, qui prit les tranches intermédiaires. Les arrêts du Conseil du roi, série E, paraissent avoir été vus de façon à peu près exhaustive par Constant, Goré et d'autres collaborateurs. A la section judiciaire, alors installée au Palais de Justice, le travail fut poussé moins activement : néanmoins, Duclos a dépouillé en entier la série des Ordonnances et lettres patentes des rois de France enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à 1791 et partiellement la série des Accords. Les autres fonds du Parlement semblent avoir été laissés intacts, vu que le chantier de la Bibliothèque royale avait assumé la charge des rouleaux conservés à cette Bibliothèque. Dans les archives du Châtelet de Paris (Y), des travaux importants furent faits, sans que nous en puissions déterminer l'étendue (sans doute les registres des Bannières). Enfin, nous savons qu'une partie de la série H (vraisemblablement les registres de délibérations du Bureau de la ville de Paris) et de la série Q (au moins les départements du Nord, du Pas-de-Calais et des Ardennes) ont également été dépouillés. Tout cela constituait un travail véritablement colossal : il avait commencé en 1837 et, en moins de cinq ans, l'essentiel en avait déjà été réalisé. Il est vrai que le programme élaboré par Thierry était plus vaste encore, puisqu'il avait pour intention de faire dépouiller les registres du Conseil, des Plaidoiries, des

Olim et des Jugés du Parlement de Paris, les registres du Grand-Conseil, ceux de la Cour des Monnaies et de la Cour des Aides. Nous ne savons si ces derniers travaux ont effectivement été entrepris. Par contre, nous savons que Douët d'Arcq a collaboré aux Archives à la réunion des matériaux destinés au Recueil des **monu-**ments du Tiers-État, sans que nous ayons pu déterminer les fonds dont il fut chargé à cette occasion. Enfin, il faut signaler que Louandre a travaillé en février et mars 1839 aux Archives du Palais-Royal, fonds de la famille d'Orléans, qui ont aujourd'hui pris place parmi les Papiers des princes, sous la cote R⁴.

Dans les départements, les correspondants du ministère avaient été priés de bien vouloir envoyer au Comité des travaux historiques les documents concernant les villes et le Tiers-État. Malgré les circulaires des 10 août 1836, 26 août 1837 et 5 septembre 1838, beaucoup ne répondirent pas à l'appel : la première année, cinquante-deux départements ne donnèrent aucune réponse et trente la seconde année, en général les départements du Centre et de l'Est (Poitou, Anjou, Touraine, Orléanais, Berry, Bourbonnais, Bourgogne, Franche-Comté et Alsace). Par contre, d'autres se distinguèrent par leur zèle, notamment les jeunes archivistes envoyés par Guizot dans les dépôts d'archives des départements : Vallet de Viriville, archiviste de l'Aube, Rédet de la Vienne, Chambaud du Vaucluse, Leglay du Nord... Parmi les correspondants, nous trouvons tous les érudits de l'époque : Louandre (Abbeville), Compayré (Albi), Tarbé (Sens), Quantin (Auxerre), Floquet et Deville (Rouen), de Formeville (Lisieux), Chaudruc de Crazannes (Montauban)... Dès mai 1838, 1.248 copies avaient été envoyées, 150 autres avaient été exécutées à Paris sur des documents communiqués et 1.850 étaient encore en instance. Parmi les documents transcrits ou analysés, relevons, d'après les indications d'Augustin Thierry, les registres des Statuts des métiers d'Abbeville et de la Rochelle, les Statuts des changeurs d'Aix et ceux

des orfèvres de Rouen, le Recueil des privilèges de Saint-Avold en Lorraine et les Statuts municipaux de Périgueux, les inventaires des archives de Sens, Poitiers, Nevers et Périgueux, des chartes de Falaise, Privas, Aubenas, Joyeuse, etc. Pendant très longtemps, le Comité des travaux historiques prit soin de réserver pour la collection tous les documents ayant trait aux institutions municipales qu'il pouvait recevoir. Dans l'esprit d'Augustin Thierry, « la collection des copies qui s'accumulent de jour en jour dans les cartons du ministère » devait former « le noyau d'un nouveau Cabinet des chartes », supplément nécessaire de celui de la Bibliothèque royale.

Chemin faisant, le programme s'était encore élargi : il ne s'agissait plus d'« une simple collection de pièces inédites, mais du répertoire universel de tous les actes relatifs à l'histoire des villes municipales, des communes et des bourgeoises ». Le dépouillement des sources imprimées fut donc mené de front avec celui des sources manuscrites. En outre, de nouvelles catégories de documents furent recherchées à partir de septembre 1838 ; certains se rattachaient à l'histoire urbaine : « actes relatifs à la réunion des villes ou communes au domaine royal, anciens comptes des villes et traités des villes et des communes entre elles ou avec leur seigneur, actes relatifs à l'établissement et à l'organisation des milices bourgeoises, à la fondation et à l'entretien des établissements d'instruction publique placés sous la dépendance de l'autorité municipale ». D'autres marquaient, au contraire, une tendance nouvelle très intéressante et introduisaient dans l'érudition française des préoccupations d'ordre économique : « concessions de foires et de marchés faites par les rois ou les seigneurs suzerains aux villes, communes, bourgades, abbayes, églises et seigneuries de leur domaine, privilèges accordés aux marchands étrangers dans les villes françaises et à des marchands français dans les pays étrangers ;

enfin, actes relatifs à l'établissement ou au maintien des hanse, ghildes et autres associations communales ». C'était là un véritable programme d'histoire économique urbaine, exposé l'année même où Bourquelot, le futur historien des Foires de Champagne, entra à l'École des chartes. En 1839, de nouvelles adjonctions furent encore faites au plan de Thierry : de nouvelles instructions prescrivirent, en effet, de rechercher « toute espèce de statuts et ordonnances municipales relatives à la constitution et à la police des corps de métiers, à leurs confréries, à leurs associations, aux repas de corps, aux contributions volontaires, aux secours mutuels, aux conditions de l'apprentissage, aux privilèges de la maîtrise, à l'état des fils et des veuves de maîtres, à la déchéance du métier, et cela pour toute sorte de profession, marchandise et métier ». D'autres instructions de la même année, il est vrai, supprimèrent du plan de dépouillement les documents relatifs aux établissements d'enseignement, mais ils ajoutèrent, par contre, les « brefs des papes, lettres des évêques, abbés et autres dignitaires ecclésiastiques, concernant des actes émanés de l'autorité municipale ».

Thierry et ses collaborateurs sentaient bien qu'il leur fallait mettre au plus tôt leur plan à exécution, mais ils se heurtaient à la masse écrasante des fiches déjà faites et à celle non moins considérable des documents à réunir et à copier. Il fut décidé qu'on commencerait la publication par le Nord, puis bientôt par l'Extrême-Nord : Flandre, Hainaut français, Artois, Vermandois, Boulonnais et Pontieu devaient former un volume. On pensait en 1837 que les travaux préparatoires dureraient un an et la transcription et la rédaction une autre année ; en 1838, le dépouillement fut reculé d'un an. En réalité, il se prolongea plus longtemps encore. Au 1^{er} janvier 1840, on décida de faire provisoirement cesser les dépouillements à la Bibliothèque royale et de confier à chacun des collaborateurs une partie du premier volume pour assurer la mise en œuvre des matériaux :

copie et collation des documents et surtout rédaction des notices destinées à présenter chaque pièce. Guesard et bientôt Bourquelot se donnèrent beaucoup à ce travail. Mais, retardé encore par l'état de santé de Thierry, il ne progressa que lentement ; les crédits durent s'épuiser : dans le courant de l'année 1842, une partie des collaborateurs se retira et bientôt il ne demeura plus que Bourquelot et Janin ; enfin, le 19 août 1843, Bourquelot, resté seul, cessa de tenir le cahier de présence et nous ne savons plus rien des travaux de préparation du Recueil des monuments du Tiers-État.

En 1847, le premier volume était partiellement imprimé, mais il lui manquait l'Introduction que le maître devait consacrer à l'histoire de la formation du Tiers-État. La Révolution de 1848 vint à ce moment jeter à bas l'idéal politique que révéraient Thierry et ses collaborateurs, ce régime bourgeois à la fois conservateur et libéral qui était celui de la Monarchie de Juillet. Il semblait que l'œuvre destinée à honorer cette bourgeoisie, que ces « Monuments si impatiemment attendus des Chambres et du public », au dire de Salvandy, perdaient de leur raison d'être. Thierry, brisé, décida dès lors de ne plus reprendre la plume, et l'Essai sur la formation du Tiers-État en demeura là où il en était arrivé en février 1848. Finalement, le premier volume vit le jour en 1850 ; mais le plan était tellement vaste qu'au lieu de traiter en un volume du régime municipal dans toutes les provinces de l'« Extrême-Nord », il en fallut trois pour épuiser la seule matière de la ville d'Amiens et de quelques localités de l'Amiénois. Le sujet avait écrasé ses auteurs. Aux côtés du maître, Bourquelot s'efforça de mener à bien l'œuvre commencée par lui : il put faire paraître les tomes II et III en 1853 et en 1856. A la mort de Thierry en 1856, le tome IV était prêt à paraître, mais des difficultés financières en retardèrent longtemps l'impression. Bourquelot, à son tour, disparut en 1868 ; Ch. Louandre reprit l'œuvre et, en 1870, quinze ans après son achèvement, le tome IV sortait

enfin des presses de l'Imprimerie impériale. Mais le reste ne devait jamais paraître.

Les matériaux réunis avec tant de soin furent conservés dans les cartons du ministère de l'Instruction publique ; plus tard, ils furent versés au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Ils y forment aujourd'hui cinquante-cinq volumes (nouv. acq. fr. 3375 à 3429), quarante-six fichiers (nouv. acq. fr. 3432 à 3477) et un petit volume complémentaire contenant les rapports hebdomadaires et le registre de présence (nouv. acq. fr. 6359). Nous nous sommes efforcé de montrer dans la première partie de cette note dans quel esprit travaillèrent les collaborateurs et quelles furent les catégories de documents qui sollicitèrent leur attention, ainsi que les fonds qu'ils dépouillèrent ; il est inutile de revenir sur ces points. Nous voulons maintenant montrer ce qu'on peut attendre de ces matériaux.

Les *volumes* ont été constitués à la fin du *xix^e* siècle avec les documents qui reposaient dans les cartons du Comité. Ils contiennent, classées dans l'ordre alphabétique des localités, toutes les copies envoyées par les correspondants départementaux, ainsi que les transcriptions faites à Paris sur des documents parisiens ou sur des pièces communiquées par des amateurs ou des correspondants. L'ensemble contient plusieurs milliers de copies et offre une richesse véritablement étonnante. On y trouve aussi quelques originaux, notamment une bulle d'Innocent IV, relative à l'abbaye de Maroilles (4 février 1245), et une charte de Gui, évêque de Cambrai, portant établissement de coutumes pour les habitants de Maroilles (décembre 1245)¹, ou encore quatre requêtes adressées par les magistrats de Mariembourg (aujourd'hui prov. de Hainaut, Belgique), à l'intendant de Hainaut, du 19 juillet 1770 au 24 janvier 1790, avec la réponse de l'intendant du 23 avril 1790². Remarquons,

1. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 3404 (t. XXX), ff. 99-100.

2. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 3429 (t. LV), ff. 233-239.

en outre, que l'intérêt présenté par les documents contenus dans ces volumes dépasse parfois largement le cadre de la collection, puisque nous y relevons des pièces comme celle-ci, œuvre de Louis Redet, archiviste à Poitiers : « Mémoire sur un manuscrit des archives du département de la Vienne contenant la relation de ce qui s'est passé aux conférences tenues à Lyon et à Genève en 1447 entre les ambassadeurs du roi de France et de quelques autres souverains et ceux d'Amédée VIII et de Louis, ducs de Savoie, pour parvenir à éteindre le schisme occasionné par l'élection d'Amédée à la Papauté¹. » On a également inséré dans ces volumes des rapports de correspondants ou d'archivistes départementaux sur l'état matériel, le classement, l'inventaire et la richesse des fonds d'archives des communes ou des départements ; certains d'entre eux offrent un intérêt très réel, tels ceux de Mas-Latrie sur les archives méridionales ou de Vallet de Viriville sur celles de l'Aube ; il nous faut signaler tout particulièrement à cet égard l'œuvre de Chambaud, qui, du 20 octobre 1836 au 28 avril 1838, n'adressa pas moins de seize rapports (320 pages) sur les archives départementales et communales et sur les bibliothèques du Vaucluse, rapports précis, parfois analytiques, décrivant un à un les volumes, les pièces, les cartons et qui pourraient être encore utilisés avec fruit.

Les quarante-six *fichiers* sont plus riches encore que les volumes, car ils contiennent plus de 44.000 fiches : c'est l'essentiel du travail des collaborateurs d'Augustin Thierry. Autrefois elles étaient contenues dans des cartons (sept grands cartons, plus un autre grand carton et quelques paquets de fiches). La Bibliothèque nationale a remplacé ces cartons trop pesants par des fichiers, et ce faisant a modifié quelque peu l'ordre primitif des fiches. Elles comprennent quatre parties : d'abord Paris, puis les localités françaises classées par ordre

1. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 3429 (t. LV), ff. 233-239.

alphabétique, ensuite les provinces françaises également rangées alphabétiquement, enfin les fiches relatives à la France entière. Ainsi que nous l'avons vu précédemment, le plan de la collection étant très vaste, l'intérêt des fiches est également très étendu ; leur date va des premières chartes de franchises jusqu'à la Révolution, mais on a aussi relevé dans bien des cités des inscriptions mentionnant des agents municipaux de l'époque romaine ou des mentions de la participation du peuple à l'élection des évêques au haut Moyen Age ; de plus, on a signalé les rapports envoyés vers 1835-1840 par les correspondants sur l'état des archives des villes. Toutes les fiches ont été établies sur un même modèle : en vedette le nom de la ville, sous lequel est indiquée la forme latine ; au-dessous, on a mentionné à gauche la province et le diocèse et à droite le département dont la ville fait partie, puis vient l'analyse de la pièce, dont la précision est variable et au bas la référence. A. Thierry et M. Delpit ont soigneusement veillé à l'observation de ces règles. L'indication des éditions est souvent portée sur la fiche, généralement d'après la *Table* de Bréquigny ou le *Recueil des ordonnances*. La mention que la pièce est déposée au ministère de l'Instruction publique signifie que le document figure parmi les copies envoyées par les correspondants et est, par conséquent, inséré dans les volumes dont nous avons parlé. Beaucoup de fiches ont, en outre, été rédigées d'après des renseignements fournis par les correspondants.

Le nombre des localités intéressées par ces fichiers doit s'élever à près de 3.500 ; pour de nombreuses villes, le chiffre des fiches est considérable ; ainsi Rouen en a 856 et Lyon 756. Dans bien des cas, on aura avantage à commencer des dépouillements en consultant ces fichiers ; des thèses récentes sur l'histoire urbaine y auraient gagné. Nous croyons utile de donner en appendice à cette note, d'une part, la liste des localités représentées par plus de vingt-cinq fiches, d'autre part, la copie des fiches d'une ville de moyenne importance,

celle de Nevers, afin de montrer par un exemple concret ce qu'on peut trouver sous une quelconque rubrique des fichiers. Relevons le cas de Paris, représenté par 3.551 fiches, dont « la plupart ont trait à l'histoire et aux statuts ou privilèges de nombreux métiers exercés à Paris jusqu'à nos jours ».

L'accès des fichiers et des volumes de la collection est facilité par l'existence d'une *Table*, rédigée avant 1848¹ par Lecaron et déposée à la Bibliothèque nationale (avec les catalogues, sous le n° 359). Elle porte le titre suivant : « Table alphabétique et chronologique des fiches et copies de documents de la collection des monuments de l'histoire du Tiers-État » (261 ff.). On y trouve rangés alphabétiquement les noms de lieux et, sur plusieurs colonnes, les noms de l'ancienne province et du département actuel, les dates extrêmes des pièces et leur nombre ; le nombre des fiches étant marqué à l'encre noire, et celui des copies ayant été porté ultérieurement à l'encre rouge ; quelques corrections y ont été faites au crayon.

Par contre, deux faits viennent compliquer la consultation ; l'un est grave, c'est le changement de cotes qu'ont fréquemment subi les documents depuis un siècle et la difficulté d'établir dans bien des cas la cote actuelle. L'autre l'est beaucoup moins, c'est la disparition des fiches concernant les localités mentionnées dans les volumes imprimés de la collection, notamment Amiens, Abbeville et Corbie, et aussi l'absence de fiches relatives à Provins, ce qui s'explique par l'intérêt porté à cette ville par Bourquelot, et il n'est pas impossible que ces fiches soient passées avec les propres notes de l'érudit à la bibliothèque municipale de sa ville natale.

Les *Archives nationales* ne pouvaient se désintéresser de l'œuvre considérable et du bon instrument de travail que constituaient les fichiers de Thierry. Aussi voyons-

1. C'est ce qui semble résulter de l'appellation de « Bibliothèque royale ».

nous, dans un rapport de ce dernier au ministre Salvandy, en mai 1838, que le « travail de dépouillement » du Trésor des chartes « a paru si précieux comme catalogue pour les archives elles-mêmes que le... directeur de cet établissement en a fait faire un double ». Effectivement, les Archives nationales possèdent toujours ce double, œuvre de Teulet et de Stadler : il porte, dans l'État des inventaires de 1914, les n^{os} 99-100 et dans celui de 1937 le n^o 122. On y trouve exclusivement des copies extraites de JJ.

Il en fut vraisemblablement de même pour la série E, car les Archives nationales possèdent six boîtes de fiches, connues sous le nom de « fichier d'Augustin Thierry » et formées des copies des fiches de la Bibliothèque nationale extraites des registres de minutes du Conseil d'État. Dans les deux inventaires ci-dessus mentionnés, elles portent les n^{os} 39 et 27.

Ces deux fichiers n'ont plus guère d'intérêt aujourd'hui, car les Archives nationales possèdent, sous les cotes AB XIX 433-463, un fichier beaucoup plus complet, qui est la copie intégrale de celui de la Bibliothèque nationale. S'il n'est pas toujours exempt d'erreurs, la copie en ayant été faite par quelque scribe d'instruction élémentaire, il est appelé à rendre néanmoins de grands services. Il ne comprend d'ailleurs pas les fiches relatives à Paris, ni celles des provinces françaises, mais se limite aux seules localités. Il contient donc tel quel un peu moins de 40.000 fiches. Son entrée aux Archives date de 1909, par don de Henri Courteault, alors archiviste ; il le tenait d'Eugène de Rozière, qui, lui-même, l'avait reçu de son grand-oncle Pardessus. Ce serait donc ce dernier qui l'aurait fait exécuter. Nous savons, d'ailleurs, qu'il s'était intéressé au travail des « Guizotins » et, en 1841, M. Delpit inscrivait dans l'un de ses rapports hebdomadaires (Bibl. nat., nouv. acq. fr. 6359, fol. 314 v^o) : « J'ai remis à M. Pardessus 332 notices d'actes des rois Charles VIII et Louis XII, plus 137¹. »

1. Pourtant, malgré le témoignage de H. Courteault, nous éprouvons

Nous croyons qu'il n'était pas inutile de faire mieux connaître le travail des collaborateurs du *Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers-État*, ainsi que les matériaux réunis par eux, matériaux qui, aujourd'hui encore, présentent aux chercheurs un ensemble incomparable de renseignements sur la vie des villes et villages de France au Moyen-Age et sous l'Ancien Régime.

R.-H. BAUTIER.

TABLE DES LOCALITÉS

REPRÉSENTÉES PAR PLUS DE 25 FICHES AU FICHIER DE THIERRY

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Agen	89	246	[405] 1189-1772
Aigues-Mortes	79	230	1246-1838
Aire-sur-la-Lys	97	259	[620] 1092-1839
Aix-en-Provence	1	80	1185-1776
Alais	8	24	1200-1784
Albert	0	55	1178-1761
Albi	24	57	[680] 1212-1783
Alençon	0	22	1308-1774
Amboise	6	79	1303-1839
Angers	0	300	1135-1783
Angoulême	174	325	1001-1840
Arles	3	71	[426] 1107-1784
Arras	76	668	1036-1839
Auch	0	29	1301-1776
Aurillac	2	57	1202-1787
Auxerre	4	121	[400] 1175-1772
Auxonne	0	42	907-1778
Avesnes	2	25	1158-1787
Avignon	4	75	[298] 1154-1839
Bapaume	15	82	1191-1779
Bayeux	4	35	[iv ^e s.] xiii ^e -1777
Bayonne	241	534	1170-1784
Bazas	0	34	av. 1300-1673
Beaucaire	0	103	1217-1790
Beaune	45	92	1196-1787
Beauvais	0	252	[881] 1100-1790

quelque hésitation à attribuer ce fichier à Pardessus. Il mourut, en effet, en 1853 ; or, le fichier ne contient pas les fiches qui manquent à la Bibliothèque nationale, notamment celles d'Amiens, Abbeville et Corbie ; celles-ci ayant vraisemblablement été retirées lors de l'édition du *Recueil*, achevée en 1870, il paraît probable que la copie dite de Pardessus n'a pu être faite avant cette date.

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Bergerac	0	58	1204-1786
Bergues	15	41	1240-1772
Besançon	1	425	[vii ^e s.] 1116-1775
Béthune	11	115	1202-1838
Béziers	1	94	1194-1836
Blois	7	124	1196-1839
Bordeaux	16	702	[vi ^e s.] 1138-1785
Boulogne	48	134	1127-1838
Bourbourg	14	47	1183-1775
Bourg-en-Bresse	18	35	1306-1784
Bourg-sur-Mer	0	46	1261-1779
Bourges	16	272	[550] 1141-1838
Breteuil	0	25	1199-1461
Bruyères-sous-Laon	0	48	v. 1130-1749
Caen	472	611	1204-1840
Cahors	1	63	990-1788
Calais	34	209	1128-1783
Cambrai	49	281	920-1785
Carcassonne	1	148	1184-1786
Cassel	15	37	1276-1727
Castelnaudary	0	42	1242-1788
Castres	9	43	1160-1776
Chalon-sur-Saône	2	85	[885] 1080-1785
Châlons-sur-Marne	1	102	[450] 1144-1776
Charleville	6	25	1612-1837
Chartres	6	202	[573] 1020-1780
Châtellerault	0	27	1482-1749
Châtillon-sur-Seine	1	65	1153-1750
Chaumont-en-Bassigny	105	190	1182-1787
Chauny	1	49	av. 1167-1778
Clermont-Ferrand	7	157	[385] 1198-1786
Cognac	0	34	1262-1772
Collioure	1	24	1207-1772
Colmar	19	33	1278-1839
Commines	0	28	1276-1699
Compiègne	1	170	1120-1783
Condom	0	67	1210-1838
Cordes	7	21	1242-1771
Crépy-en-Laonnois	0	23	1184-1377
Crépy-en-Valois	0	54	1133-1785
Dax	8	71	1251-1790
Decize	0	26	1308-1787
Dieppe	2	81	1352-1773
Dijon	2	194	1183-1840
Douai	39	201	1204-1776
Dreux	0	56	1130-1775
Dun-le-Roi	1	41	1175-1839
Dunkerque	5	108	1218-1786
Entrevaux	24	27	1337-1749
Étampes	0	59	1106-1786
Eu	2	49	1147-1732

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Évreux	0	29	[VII ^e s.] 1205-1600
Falaise	28	58	1203-1784
Fère (La)	1	33	1205-1744
Figeac	2	33	1230-1783
Fleurance	0	36	1313-1770
Fontenay-le-Comte	2	34	1471-1728
Gravelines	4	21	1235-1441
Grenoble	1	34	1224-1776
Haguenau	0	115	1164-1759
Ham	0	22	1158-1760
Harfleur	0	62	1308-1780
Havre (Le)	3	43	1532-1788
Hesdin	9	94	1179-1839
Honfleur	2	31	1300-1776
Isle-en-Jourdain	1	28	1275-1663
Issoire	0	31	1270-1781
Issoudun	1	44	1190-1788
Joigny	8	33	1221-1788
Joinville	0	26	1258-1748
Langres	0	98	887-1783
Laon et Laonnois	2	314	1112-1128-1839
Laval	0	36	1467-1778
Lectoure	1	58	1248-1788
Lens	3	39	XII ^e s.-1209-1777
Libourne	1	120	1270-1770
Lille	54	380	1202-1839
Limoges	6	104	[509] 1052-1789
Limoux	37	111	1178-1838
Lisieux	43	84	1199-1787
Lorris	1	42	1155-1781
Louviers	1	36	1302-1781
Lunel	0	29	1223-1750
Lyon	5	756	[VI ^e s.] 1164-1789
Mâcon	0	80	[835] 1179-1786
Mans (Le)	98	187	[140-698] 1325-1839
Mantes	2	238	996-1110-1760
Marmande	4	26	1180-1781
Marseille	2	254	[510] 1128-1840
Marville	40	55	1252-1838
Maubeuge	7	48	1293-1773
Meaux	1	154	[995] 1179-1787
Melun	0	38	1033-1776
Merville-en-Flandre	2	37	1243-1789
Metz	4	100	[451] 1075-1784
Meulan	0	29	1220-1680
Mézières	77	95	1233-1767
Mezin-en-Condomois	23	30	1327-1741
Millau	0	35	1187-1680
Moissac	2	73	1197-1777
Monségur	0	65	1265-1788
Montagnac-[en-Languedoc]	0	30	1295-1780

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Montargis	0	150	1170-1784
Montauban	0	419	1144-1786
Montdidier	0	133	1128-1759
Montpellier	10	269	1113-1120-1840
Montreuil-sur-Mer	0	154	1148-1188-1782
Morlaix	0	20	1548-1782
Moulins	12	85	1232-1839
Mouzon	15	59	997-1200-1727
Nantes	1	188	855-1787
Narbonne	5	89	[885] -1780
Neufchâteau	0	55	1224-1412
Nevers	5	60	843-1194-1790
Nîmes	1	313	1124-1788
Niort	58	155	1203-1774
Nonancourt	59	70	1204-1839
Noyon	36	153	545-1110-1790
Oléron	0	37	1198-1591
Orchies	0	116	1118-1699
Orléans	10	455	[391] 1051-1788
Périgueux	0	200	1204-1752
Péronne	7	191	1196-1786
Perpignan	10 + 35	69	1162-1784
Poitiers	64	393	1140-1837
Poligny	1	37	1288-1784
Pont-Audemer	9	27	1204-1775
Pontoise	0	63	1188-1662
Puy (Le)	0	81	924-1783
Quimper	49	53	1364-1839
Rabastens	20	35	1210-1685
Ré (Ile de)	0	35	1242-1717
Redon	3	44	797-1594-1839
Reims	1	250	[969] 1068-1837
Rennes	97	184	[866] 1400-1793
Réole (La)	0	42	1206-1776
Riom	1	68	1248-1839
Rochelle (La)	37	386	av. 1189-1788
Rocroi	25	32	1449-1785
Rodez	1	45	1162-1782
Rouen	114	856	1143-1840
Royé	0	57	1183-1781
Saintes	4	51	1199-1777
Sarlat	0	141	1223-1784
Saumur	0	57	1162-1787
Sedan	6	50	1535-1781
Senlis	1	155	1173-1786
Sens	11	302	[560] 1116-1839
Sisteron	124	146	1060-1789
Soissons	3	139	[360] 1136-1784
Strasbourg	5	42	[831] 1099-1782
Saint-Avold	36	45	1302-1777
Saint-Denis	0	84	769-1772

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Saint-Dizier	1	25	1228-1755
Saint-Émilion	1	33	1224-1643
Saint-Flour	2	43	1308-1789
Saint-Jean-d'Angély	0	72	1204-1786
Saint-Jean-de-Luz	0	28	1548-1759
Saint-Maixent	38	61	1242-1776
Saint-Malo	2	139	1192-1781
Sainte-Menehould	0	27	1303-1776
Saint-Omer	45	461	1127-1783
Saint-Quentin	1	284	1190-1785
Tarbes	8	31	1256-1783
Tonnerre	11	34	1174-1781
Toul	0	56	[478] 1239-1756
Toulon	0	93	1289-1783
Toulouse	55	489	[656] 1141-1789
Tours	3	360	[371] 918-1789
Troyes	8	260	[479] 1189-1838
Türkheim	65	71	1324-1662
Uzès	0	30	[506] 1303-1780
Vailly	0	29	1185-1838
Valence	29	65	1145-1697
Valenciennes	40	262	1114-1789
Vendôme	19	25	1119-1777
Verdun	0	153	[533] 985-1787
Verneuil	0	39	1204-1775
Vienne	0	26	898-1338-1771
Vierzon	1	31	1248-1784
Villefranche-de-Rouergue	0	36	1136-1786
Villefranche-sur-Saône	0	30	1376-1784
Villeneuve d'Agen	29	75	1260-1788
Villeneuve-le-Roi	0	33	1163-1601
Vitry-le-François	0	56	1230-1789

TABLE DES ANCIENNES PROVINCES

REPRÉSENTÉES PAR PLUS DE 20 FICHES AU FICHIER DE THIERRY

Noms des localités	Pièces	Fiches	Dates des documents
Artois	12	56	1295-1839
Bourgogne	0	35	1442-1839
Bretagne	4	49	1379-1835
Champagne et Brie	6	42	1199-1832
Dauphiné	3	25	1194-1834
Flandre	15	42	1152-1825
Languedoc	2	83	1286-1837
Lorraine	2	33	1448-1833
Normandie	2	54	1256-1835
Provence	0	21	1289-1837

L'UTILISATION DU FICHIER DE THIERRY :

EXEMPLE DE NEVERS

Date	Analyse	Référence
VII ^e s.	Deodatus pari et unico consensu cleri et plebis.	<i>Acta Sanctorum</i> , 19 juni. t. III, p. 872.
1074	Hugo III communi cleri et populi consensu.	<i>Gallia christiana</i> , t. XII, col. 635.
843, 12 janv.	Diploma Caroli Calvi quo ecclesiae Nivernensis privilegia renovat, et de episcopi electione a Nivernensibus facienda statuit.	Bréquigny, t. I, p. 207. — <i>Annal. Eccles. Franc. Coin-til</i> , t. VIII, p. 689.
1194	Pierre, comte de Nevers, accorde une commune aux habitants.	Du Cange, <i>vo Communia</i> [t. II, p. 454]. — Reg. de Philippe-Auguste, fol. 55.
1194	Acte par lequel Pierre, comte de Nevers, annonce qu'il a hypothéqué un emprunt sur la somme que les habitants du quartier Saint-Étienne de Nevers étaient tenus de payer aux comtes, lorsque ceux-ci mariaient leurs filles.	Envoi de M. Morellet, cartons du ministère.
1231, 27 juill. (4 fiches)	Lettres par lesquelles Gui, comte de Nevers et Mathilde, son épouse, accordent plusieurs privilèges aux habitants de Nevers (22 articles).	<i>Ordonnances des rois de France</i> , t. III, p. 114 (vidimus de 1356). — Collection Duchesne [Bibl. nat.], t. 78, p. 404. — Arch. nat., J 256, 12 (<i>Invent.</i> t. IV, fol. 73). — Pièces diverses, Baluze, 9675 CC, fol. 189.
1231	Extrait de la charte de commune de Nevers (98 articles).	« Copié sur un manuscrit in-fol. des arch. de Nevers, fol. 21, déposé au min. de l'Instr. publique ».
1303, juill.	Acte scellé du sceau de la commune de Nevers, par lequel les habitants dudit lieu appellent au futur concile de la violation de leurs droits par le Pape.	Trésor des chartes, cart. 480, 71.

Date	Analyse	Référence
1308	Procuracion scellée donnée par la commune de Nevers à ses députés aux États-Généraux.	Trés. des ch., cart. 415, 108.
1350, 1 ^{er} avr.	Lettres du roi aux bourgeois de Nevers, par lesquelles il mande de lui envoyer le plus de bonnes gens qu'ils peuvent de leur ville.	Bréquigny, <i>Tab. ms. des chartes et diplômes</i> , t. I, n° 8. — La Roque, <i>Ban et arrière-ban</i> , 2 ^e partie, p. 194.
1356, févr.	Lettres de Charles, fils du roi de France, qui confirment celles de Gui, comte de Nevers, et de Mathilde, sa femme, en faveur des bourgeois de Nevers.	<i>Ordonn. des rois de France</i> , t. III, p. 114.
1359, 24 juin (2 fiches)	Lettres par lesquelles le comte de Flandre permet de lever octrois et assis en la ville de Nevers et à deux lieues à l'entour et de diminuer d'un treizième les mesures servant à la vente et débit du vin, le tout pendant trois ans, commençant à la fête de la Madeleine prochaine, pour le produit des octrois être employé à achever les fortifications de la ville de Nevers, avec retenue du quart au profit du comte.	« Archives centrales du Nord, Chambredes comptes, reg. des chartes, coté 1, fol. 107. » — <i>Invent. de Flandre</i> , t. VIII, p. 400.
Vers 1359	Mention des lettres adressées au receveur du Nivernais pour lui faire part des lettres d'octroi accordées à la ville de Nevers et régler la manière dont il percevra le quart que le comte s'y est réservé.	Arch. centrales du Nord, Chambre des comptes, reg. des chartes, coté 1, fol. 167 v°.
1362	Lettres du comte de Flandre adressées aux bourgeois et habitants de la ville de Nevers, par lesquelles il leur défend de payer aucun subside à qui que ce soit sans son consentement et octroi spécial.	<i>Invent. de Flandre</i> , t. IX, p. 219.
1488, juin	Archers. — Lettres par lesquelles Charles VIII confirme les statuts et privilèges des archers de la ville de Nevers.	Trés. des ch., reg. 220, 25.
1538, 23 avr.	Lettres des échevins de Nevers au chancelier pour obtenir du roi de nouvelles franchises.	Trés. des ch., 966, p. 26.
1554	Les échevins de Nevers à M ^{me} de Nevers.	Bibl. nat., Bérthune, 9504, p. 15.
1559, 26 avr.	Lettres patentes d'Henri II qui permettent aux échevins, manants et habitants de la ville de Nevers de lever pendant dix ans la somme de	Chambre des comptes, mémorial JJJ, fol. 55, Arch. du roy., sect. dom.

Date	Analyse	Référence
	2.200 l. par an sur les octrois de la ville pour la réparation des ponts.	
1568, 27 oct.	Lettres patentes de Charles IX qui permettent aux échevins, manants et habitants de la ville de Nevers de lever pendant cinq ans la somme de 2.200 l. sur les octrois de la ville pour entretenir les chemins.	Ibid.
* 1589	Les échevins de Nevers au duc de Nevers.	Bibl. nat., Bêthune, 9103, p. 36, 42, 49, 56, 62, 87.
1590, 14 janv.	Propos tenus aux échevins de Nevers par leur duc sur ce qu'ils n'avaient pas fait faire la garde la nuit.	Bibl. nat., Bêthune, 8865, p. 75.
1590, 14 janv.	Résolution de l'assemblée des échevins de Nevers.	Bibl. nat., Bêthune, 9106, p. 11.
1592	Messieurs de la ville de Nevers au duc de Nevers.	Bibl. nat., Bêthune, 9106, p. 17.
S. d.	Les maîtres des métiers de Nevers à M. de Nevers.	Bibl. nat., Bêthune, 9105, p. 64.
1594, sept.	Verriers. — Lettres patentes de Henri IV portant confirmation des privilèges et exemptions accordés à la famille Sarrodes, aux marchands et ouvriers associés et verriers établis dans les villes de Lyon et Nevers, et à tous les marchands en gros et détail de ces marchandises de verrerie.	Parl. de Paris, reg. des ordonn., RR, fol. 396.
1598, mai	Résolution de l'assemblée des échevins de Nevers en 1589.	Bibl. nat., Bêthune, 9103, p. 26, 30, 40, 48, 54, 59.
1600, 12 févr.	Arrêt du Conseil qui maintient les habitants de la ville de Nevers dans l'octroi de 3 s. 9 d. pour minot de sel qui leur a été accordé pour six ans par lettres patentes du 6 ^e mai 1596.	Arch. du roy., sect. adm., E 2.
1602, 10 sept.	Arrêt du Conseil qui ordonne que visitation du cours de la rivière de Loire sera faite par S. M. et que pour pourvoir à la dépense et permis aux habitants de Nevers de lever sur chaque tonneau de vin entrant en la ville la somme de 30 s. à commencer du 1 ^{er} octobre 1602, pour être employée aux réparations dudit pont et cours d'eau.	Ibid., E 4.
1607, 13 déc.	Arrêt du Conseil qui ordonne que les habitants de Nevers en payant les deux tiers de la somme à laquelle	Ibid., E 15, 165.

Date	Analyse	Référence
	ils ont été taxés pour l'an 1607 seront quittes et déchargés de l'autre tiers.	
1608, 21 févr.	Arrêt du Conseil qui permet de lever sur les habitants de Nevers en deux annuités la somme de 5.843 l. 7 s. pour rembourser les frais faits pour une maladie contagieuse.	Ibid., E 16, 146.
1608, 9 sept.	Arrêt du Conseil qui ordonne que pour ce qui est de la somme de 1.600 l. pour le subside du vin, que les habitants de la ville de Nevers la paieront entièrement la présente année, et que pour ce qui est de l'imposition du sol pour livre, qu'en payant les deux tiers de la somme de 3.400 l. à quoi lesd. habitants ont été taxés ils demeureront déchargés de l'autre tiers.	Ibid., E 18, 227.
1609, 30 juin	Arrêt du Conseil qui, sur une instance entre les échevins et procureur du fait commun de Nevers et les doyens, chanoines et chapitre de l'église Ste-Croix d'Orléans, ordonne que, conformément aux lettres patentes des 12 janvier et 28 novembre 1582, 16 mai 1596 et 19 juin 1608, lesd. échevins, manants et habitants jouiront de l'octroi de 3 s. 9 d. sur chaque minot de sel qui se vend es greniers mentionnés auxdites lettres patentes et nonobstant les lettres obtenues pour led. chapitre de Ste-Croix, les 9 avril 1599 et 1 ^{er} février 1607.	Ibid., E 22.
1609, 30 juin	Arrêt du Conseil rendu sur la requête des habitants de Nevers tendant à être déchargés des subventions et subsides auxquels ils ont été taxés en sus de leur abonnement, qui ordonne avant de pourvoir sur ladite requête que deux des trésoriers dans un mois pour rendre raison du contenu en leur avis sur lad. requête.	Ibid., E 22.
1615, 4 déc.	Arrêt du Conseil rendu sur la requête des manants et habitants de la ville de Nevers qui leur permet d'imposer la somme de 12.000 l. en 4 années pour bâtir une maison de ville, et non ailleurs.	Ibid., E 51, 204.

Date	Analyse	Référence
1625	Messieurs de la ville de Nevers à M. de Nevers.	Bibl. nat., Bêthune, 9296, p. 41, 119, 153, 186.
1707, déc.	Bouchers. — Lettres patentes de Louis XIV portant homologation en 27 articles pour les bouchers de Nevers.	Parl. de Paris, Ord., 5 N, fol. 7.
1708, 9 mai	Bouchers. — Enregistrement de statuts en 27 articles pour les bouchers de Nevers.	Parl. de Paris, Ord., 5 N, fol. 1.
1712, 9 avr.	Enregistrement des lettres du roi données à Marly le 30 janvier 1712, portant union pour le prince de Bergagne, de l'office de maire et de lieutenant de maire alternatifs et triennaux, pour être exercé sur sa simple nomination.	Parl. de Paris, Ord., 5 R, fol. 193.
1730, 25 avr.	Arrêt du Conseil qui maintient la ville de Nevers dans un droit de péage au pontonnage et règle le tarif de ce droit.	Arch. du roy., sect. adm., E 2106.
1735, 22 févr.	Arrêt du Conseil portant réunion des offices municipaux au corps de la ville de Nevers.	Ibid., E 1111, 14.
1738, 13 mai	Arrêt du Conseil qui maintient la ville dans la perception de divers droits sur les vins.	Ibid., E 1148.
1743, 19 févr.	Fayenciers. — Arrêt du Conseil qui fixe à onze le nombre des fayenciers de la ville de Nevers.	Ibid., E 1200.
1743, 6 mars	Lettres patentes portant suppression des offices de receveur et contrôleur anciens et mi-triennaux des octrois et deniers patrimoniaux de la ville de Nevers.	Arch. du roy., sect. dom., mémorial 1743, fol. 385 v°.
1743, 5 sept.	Fayenciers. — Enregistrement des lettres patentes du roi en date du mois de mai 1743, portant fixation du nombre des fayenciers et manufactures de fayence avec défense d'en établir de nouvelles, lesquels fayenciers tant pour Nevers que pour la province de Nivernais ne peuvent monter à plus de onze.	Ord., 7 J, fol. 202.
1749, 28 avr.	Lettres patentes du roi enregistrées au Parlement le 23 mai 1749, donnant permission aux maire et échevins de la ville de Nevers de faire percevoir un droit de péage pour subvenir à la dépense à faire et à la réparation du pont de la ville.	Ord., 7 Q, fol. 237.

Date	Analyse	Référence
1765, 24 mars	Lettres patentes du roi enregistrées au Parl. de Paris le 30 avril 1765, portant prorogation d'un droit d'octroi accordé aux maire et échevins de Nevers.	Ord., 8 Q, fol. 333.
1768, 20 sept.	Arrêt du Conseil qui permet aux maire et échevins de l'Hôtel de Ville de Nevers d'établir deux nouvelles foires.	Arch. du roy., sect. adm., E 1438.
1768, 31 déc.	Lettres patentes du roi enregistrées au Parl. de Paris le 7 août 1769 portant établissement de deux nouvelles foires en la ville de Nevers, outre les quatre déjà établies.	Ord., 9 D, fol. 444.
1773, 25 mars	Arrêt du Conseil qui permet à la ville d'acquérir ses offices municipaux.	Arch. du roy., sect. adm., E 1490.
1773, 24 déc.	Arrêt du Conseil portant règlement pour l'administration municipale de Nevers.	Arch. du roy., sect. adm., E 2493.
1776, 27 avr.	Arrêt du Conseil qui décharge les officiers municipaux de la ville de Nevers de l'obligation imposée par l'article du 25 mai 1773 de faire pourvoir un homme vivant et mourant sous le nom duquel seraient payés la finance et les droits casuels des offices réunis à lad. communauté.	Ibid., E 1523.
1776, 1 ^{er} mai	Lettres patentes portant réunion au corps de la ville des offices municipaux de lad. ville de Nevers créés par l'édit de novembre 1771, avec défense de fournir homme vivant et mourant.	Mémorial, 6 premiers mois de 1776, fol. 413. — Arch. du roy., sect. dom.
1778, 28 oct.	Lettres patentes du roi enregistrées au Parl. de Paris, le 18 février 1779, portant que la ville de Nevers sera exemptée des dispositions de l'édit d'avril 1771 et le duc de Nivernais confirmé dans la possession d'exercer toute police sur les communautés d'arts et métiers de la ville.	Ord., 105, fol. 300.
1790, 2 mai	Lettres patentes du roi, transcrites en Parlement en vacation, le 13 mai 1790, portant continuation provisoire de la perception des anciens et nouveaux octrois de la ville de Nevers.	Ord. (minutes).
S. d.	Notice sur les élections des éche-	Copie déposée au

Date	Analyse	Référence
	vins de la ville de Nevers et leurs variations depuis la charte de 1231 qui les avait instituées.	min. de l'Instr. publique.
S. d.	Notice sur les différents changements qu'a éprouvés la nomination du maire de la ville de Nevers depuis l'année 1692, où il fut donné pour la première fois et créé en titre d'office.	Copiée sur un manuscrit des archives de Nevers ; déposée au min. de l'Instr. publique.

Par conséquent, dans le cas de la ville de Nevers se sont trouvé utilisés : aux Archives nationales, les séries E, J, JJ, P et X ; à la Bibliothèque nationale, la collection Béthune, sans oublier les volumes imprimés, tels que la *Table* de Bréquigny ; enfin, les copies envoyées par les correspondants.

Séance du 29 juin

Présidents : MM. Émile DARD et PETIT-DUTAILLIS

Présents : MM. André, Brunel, Celier, Dard, Desmars, François, Marot, Petit-Dutaillis, Samaran, Tessier.

M. Michel-Dansac, membre de la Société, assiste à la séance.

Excusés : MM. de Boislisle, Bourgin, Celier, de Lacombe, Michel de Pierredon, Mirot.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale du 25 mai est lu et adopté.

M. le Président fait part du décès du comte Xavier de Florian, membre de la Société depuis près de quarante ans. Il fait ensuite l'éloge funèbre du comte Henri de Manneville, décédé le 5 juin, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, après une courte maladie. Il était des nôtres depuis 1924 et membre du Conseil depuis 1928. En 1935-1936, il avait été président de la Société.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3157. M^{lle} Yvonne LANHERS, archiviste aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, n° 141 (vii^e) ; présentée par MM. Brunel et Samaran.

3158. M. Pierre DU PLESSIS DE GRENÉDAN, étudiant, rue de Vaugirard, n° 104 (v^e) ; présenté par MM. l'amiral de Spitz et Tessier.

3159. M^{me} Guy NICOLAS, née Jacqueline Auza-neau, quai Louis-Blériot, n° 17 (xvi^e) ; présentée par MM. Charles Nicolas et Tessier.

3160. M. François DE VAUX DE FOLETIER, archiviste en chef de la Seine et de la ville de Paris, rue Jacob, n° 12 (vi^e) ; présenté par MM. Brunel et Samaran.

3161. M. René GROUSSET, conservateur du Musée Cernuschi, avenue Velasquez, n° 7 (viii^e) ; présenté par MM. Dard et Deschamps.

3162. M^{me} la comtesse Aymar DE DAMPIERRE, rue de Longchamp, n° 75 (xvi^e) ; présentée par MM. le duc de La Force et Dard.

3163. M. Pierre GUERLET, ministre plénipotentiaire, avenue Marceau, n° 74 (viii^e) ; présenté par MM. Dard et Samaran.

3164. M. Paul BOÛET, ancien préfet, conseiller d'État, rue Pergolèse, n° 12 bis (xvi^e) ; présenté par MM. Desmars et Samaran.

3165. M. J. CONAN, instituteur public, diplômé de l'École pratique des Hautes-Études, boulevard Thiers, n° 26, à Nanterre (Seine) ; présenté par MM. Bourgin et Samaran.

3166. M. Robert DAUVERGNE, professeur agrégé d'histoire au lycée Henri-IV, rue Lagrange, n° 19 (v^e) ; présenté par MM. Léon et Albert Mirot.

Publications adressées à la Société.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Société d'émulation d'Abbeville*, 3^e et 4^e trimestres 1943. — *XII^e assemblée à Noyon* (12 juillet 1942), *Société de l'histoire du protestantisme français*, 78^e assemblée générale (20 juin 1943). — *Revue belge de philologie et d'histoire*, table des matières du tome XXII, 1943.

L'ordre du jour appelle le vote pour l'élection des membres du Bureau et des Comités.

Sont élus :

Président : M. DE LACOMBE.

1^{er} vice-président : M. PETIT-DUTAILLIS.

2^e vice-président : M. BRUNEL.

Secrétaire adjoint : M. DE BOISLISLE.

Trésorier-archiviste-bibliothécaire : M. TESSIER, que voudra bien seconder comme précédemment M. MICHEL-DANSAC.

Sont réélus membres du Comité de publication :

MM. CARON.

DUPONT-FERRIER.

MM. DE LACOMBE.

LEVILLAIN.

PETIT-DUTAILLIS.

BRUNEL.

Sont réélus membres du Comité des fonds :

MM. CELIER.

LAVOLLÉE.

MARTIN-CHABOT.

MORANVILLÉ.

M. Dard fait alors l'éloge de son successeur, M. de Lacombe, en rappelant les éminents services rendus par lui à l'histoire. Il lui exprime les regrets du Bureau et du Conseil pour son absence forcée et il invite M. Petit-Dutaillis, 1^{er} vice-président, à monter au fauteuil de la présidence à la place de M. de Lacombe.

M. Petit-Dutaillis s'associe aux éloges dont M. de Lacombe vient d'être l'objet. Il félicite aussi le président sortant M. Émile Dard, qui a obtenu récemment un fauteuil à l'Académie des sciences morales et politiques, en même temps que le grand prix Gobert à l'Académie française, pour l'ensemble de ses travaux historiques, et le remercie du dévouement qu'il a mis au service de la Société.

Publications de la Société.

Les circonstances ne sont favorables ni aux impressions ni aux distributions. Il ne pourra vraisemblablement pas être procédé cette année à l'envoi du tome II du *Comte de Modène*, qui doit former l'exercice 1944 avec le *Bulletin* de 1943. Tous les placards de ce *Bulletin*, comprenant à la fois les procès-verbaux et les articles de MM. François et Jouanne, ont été adressés le 20 juin en lettre recommandée à M. Daupeley, qui n'en a pas encore accusé réception.

Don.

M. le comte Robert de Billy, membre de la Société,

demeurant 14, rue de l'Élysée, a fait don à la Société, pour les travaux que nous jugerons « le plus intéressant d'encourager », d'une somme de 3.000 francs. Le secrétaire l'en a chaleureusement remercié au nom du Bureau et du Conseil.

Succession Champion.

Par décret du 18 mars 1944, la Société a été autorisée à accepter le legs universel. Par ordonnance du 12 juin, le Président du Tribunal de la Seine a envoyé la Société en possession. En conséquence, le Conseil prend diverses mesures pour commencer tout au moins à réaliser la partie immédiatement réalisable de la succession, de façon à pouvoir régler diverses notes en souffrance et délivrer ceux des legs particuliers qui présentent un caractère d'urgence.

Questions diverses.

Le Conseil renouvelle à M. Tessier, réélu trésorier, les pouvoirs qui lui ont été donnés, il y a un an, pour procéder à toutes les opérations financières de la Société.

La séance est levée à dix-huit heures trente.

Séance du 12 septembre

(Séance exceptionnelle)

Président : M. PETIT-DUTAILLIS, vice-président

Présents : MM. André, Caron, Dard, Desmars, M^{lle} Droz, MM. Dupont-Ferrier, Marot, Petit-Dutaillis, Pouthas, Samaran, Tessier.

Excusé : M. Brunel.

Dès le début de la séance, M. le Président rappelle les événements, si glorieux pour notre histoire, qui viennent de se dérouler à Paris. Sur sa proposition, le Conseil

vote à l'unanimité la motion suivante : « Le Conseil de la Société, au sortir de journées qui compteront glorieusement dans les annales parisiennes, exprime sa joie de la libération de la capitale, et adresse ses félicitations aux braves qui l'ont assurée. »

Le procès-verbal de la séance du 29 juin est lu et adopté.

M. le Président annonce le décès du comte Alexandre de Laborde, survenu à Paris le 16 juillet, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Fils du marquis de Laborde, directeur général des Archives de l'Empire, membre de l'Institut comme son père et son grand-père, M. de Laborde avait été élu en 1920 membre du Conseil de la Société.

M. le Président proclame membre de la Société, après avoir soumis son admission à l'approbation du Conseil :

3167. M. Raymond DELOUCHE, rue d'Orléans, n° 20, à Neuilly-sur-Seine ; présenté par MM. Michel-Dansac et Samaran.

MM. Pierre Guerlet, François de Vaux, Paul Boüet ont envoyé des lettres de remerciement au sujet de leur élection.

Le secrétaire donne des nouvelles, reçues peu de temps après notre dernière séance, de M. Ernest Lyon, qui était trésorier de la Société avant la présente guerre et qui, pour échapper aux poursuites allemandes, avait été obligé de se cacher loin de Paris, chez sa dévouée gouvernante.

Publications de la Société.

Le secrétaire annonce que l'*Annuaire-Bulletin* de 1943, complété par la liste des membres de la Société, qui n'avait pu paraître par ordre de l'autorité allemande depuis trois ans, pourra vraisemblablement être distribué avant la fin de l'année, en même temps que le tome II de la *Correspondance du comte de Modène*.

Succession Champion.

M^e Robert Morel d'Arleux, notaire de la famille Champion, expose les conditions dans lesquelles la succession se trouve actuellement en voie de liquidation et les difficultés qui restent à surmonter pour parvenir à la liquidation complète.

Il soumet au Conseil, qui le vote à l'unanimité, un projet de délibération aux termes duquel délégation spéciale est donnée à M. Tessier, trésorier, et à M. Samaran, secrétaire, pour procéder à la délivrance des legs particuliers, à la vente de la maison d'Aulnay, introduire toute instance ayant pour objet la liquidation de la communauté ayant existé entre M. et M^{me} Champion-Smith et souscrire toutes déclarations pour régler tout ou partie des droits de mutation exigibles sur le montant du legs universel fait à la Société.

La séance est levée à dix-huit heures.

Séance du 16 novembre

Président : M. DE LACOMBE

Présents : MM. Carrière, Celier, Desmars, M^{lle} Droz, MM. François, de Lacombe, Marot, Petit-Dutaillis, Pannier, Samaran, Tessier.

Excusés : MM. de Boislisle, Perrat.

Le procès-verbal de la séance exceptionnelle du 12 septembre est lu et approuvé.

M. le Président annonce le décès 1^o de M. Robert Lavollée, membre du Conseil et du Comité des fonds, tué, ainsi que M^{me} Lavollée, à Saint-Servan, au mois d'août, au cours des bombardements qui ont précédé la reprise de Saint-Malo ; 2^o de M. André Neuburger, membre de la Société depuis 1924.

M. le Président proclame membre de la Société, après avoir soumis son admission à l'approbation du Conseil :

3168. M. F. BERNARD-BEAUMAINÉ, avocat à la Cour, rue des Vignes, n° 34 (xvi^e) ; présenté par MM. André et Samaran.

M. Raymond Delouche, élu à la dernière séance, adresse ses remerciements.

Publications adressées à la Société.

SOCIÉTÉS SAVANTES. — *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. VIII. Première livraison, juillet 1942-juin 1943. — *Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, 5^e série, t. XXIX, 1943, 6-9.

Ouvrages offerts par les auteurs ou par les éditeurs.

Actes relatifs à l'administration des revenus domaniaux du duc de Brabant (1271-1408), par Mina Martens. Bruxelles, 1943. In-8, 355 p. Palais des Académies (Commission royale d'histoire).

Succession Champion.

Le secrétaire et M. Michel François donnent des renseignements sur la succession Champion : délivrance des legs particuliers, acceptation par l'État de la maison de Nogent-sur-Marne pour y installer un musée, vente des meubles d'Aulnay et de Paris, projet de catalogue de la bibliothèque par l'expert Andrieux, réquisition de l'appartement de la rue Michelet par les services du ministère de l'Air, au bénéfice d'un ingénieur de l'Aéronautique.

Questions diverses.

Le Conseil autorise le trésorier à souscrire à l'emprunt de Libération pour 10.000 francs d'argent frais.

Le secrétaire fait connaître qu'une subvention de 20.000 francs a été accordée à la Société par le Centre

national de la Recherche scientifique pour assurer en 1944 nos publications.

La séance est levée à dix-sept heures.

Séance du 14 décembre

Président : M. DE LACOMBE

Présents : MM. André, Celier, Dard, Desmars, François, de Lacombe, Marot, Michel de Pierredon, Pannier, Perrat, Petit-Dutaillis, Samaran, Tessier.

Excusés : MM. de Boislisle, Bourgin.

Le procès-verbal de la séance du 16 novembre est lu et approuvé.

M. le Président annonce le décès de M. Émile Van Moé, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, membre de la Société depuis 1938.

M. le Président proclame membres de la Société, après avoir soumis leur admission à l'approbation du Conseil :

3169. Comte Yves MICHEL DE PIERREDON, rue Copernic, n° 9 (xvi^e) ; présenté par MM. Michel de Pierredon et Samaran :

3170. M. Robert BRUN, rue de Bonnel, n° 7, à Lyon ; présenté par MM. Jacques Permezel et Samaran.

3171. M. François VILLARET, avocat à la Cour, avenue du Parc-Monceau, n° 8 (viii^e) ; présenté par MM. Roger Grand et Samaran.

Publications adressées à la Société.

Néant.

Publications de la Société.

Les épreuves de la Liste des membres, qui va paraître pour la première fois depuis 1940, ont été renvoyées pour deuxième épreuve à M. Daupeley.

La distribution de l'*Annuaire-Bulletin* 1943 et du tome II de la *Correspondance du comte de Modène* doit pouvoir commencer incessamment, vu l'amélioration progressive des relations postales.

Le Conseil autorise le secrétaire à envoyer à la composition la première partie (Procès-verbaux) de l'*Annuaire-Bulletin* de 1944. En ce qui concerne la deuxième partie, le secrétaire soumet au Conseil une proposition de M^{lle} Chaumié, archiviste aux Archives nationales. Il s'agirait de publier en traduction française les lettres adressées de Paris en juin, juillet et août 1792 au ministre espagnol des Affaires étrangères par don Domingo de Iriarte, chargé d'affaires d'Espagne auprès de la cour de France en remplacement de l'ambassadeur Fernan-Núñez.

M. Dard est désigné pour prendre connaissance de cette correspondance et donner son avis sur sa publication.

En ce qui concerne les Mémoires, le secrétaire indique qu'à son avis les deux publications qui doivent être poussées sont le tome X et dernier des *Grandes Chroniques de France* et le *Journal de Creuzé-Latouche*, dont la composition est déjà assez avancée.

La copie du tome IV de *Paris pendant la Terreur* sera envoyée à l'imprimeur dès qu'elle aura été livrée par M. Caron.

Le Conseil approuve ces suggestions.

Bibliothèque municipale de Caen.

Le secrétaire communique une lettre de M. Paul Jubert, conservateur, se recommandant à la bienveillance du Conseil pour reconstituer dans la mesure du possible la collection de la Société (série antérieure et série postérieure à 1789) entièrement détruite de juin à août 1944, ainsi que tous les livres de cette bibliothèque.

Le Conseil accueille favorablement cette requête, mais dans le cadre d'un travail d'ensemble que la nouvelle Direction des Bibliothèques a pris d'ores et déjà à son compte.

Statuts, cotisation, rachat.

L'urgence d'une révision générale s'imposant de plus en plus, le Conseil nomme, pour élaborer de nouveaux statuts, une commission composée du Bureau et de MM. Celier, Desmars et Marot, qui préparera les propositions à présenter à l'Assemblée générale ordinaire de 1945.

Succession Champion.

Divers membres du Conseil, qui ont assisté à l'hôtel des ventes aux dernières vacations pour le mobilier et les livres, font connaître que la liquidation de cette partie de l'actif se poursuit dans des conditions favorables, sous la direction de notre confrère M^e Giard, commissaire-priseur.

Ouverture d'un compte spécial.

Des pouvoirs spéciaux sont donnés au trésorier, afin de faire ouvrir au Crédit foncier de France un deuxième compte de dépôt de fonds pour les besoins de la Société.

Épuration.

La question de l'épuration ayant été évoquée par le secrétaire, le Conseil émet l'avis qu'il convient d'attendre que le Bureau soit saisi de tel ou tel cas particulier, sur lequel il pourra être alors statué dans les formes habituelles.

La séance est levée à dix-sept heures.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

SECONDE PARTIE

DOCUMENTS ET NOTICES HISTORIQUES

LETTRES DE DOMINGO DE IRIARTE

CHARGÉ D'AFFAIRES D'ESPAGNE EN FRANCE

AU PREMIER MINISTRE

COMTE D'ARANDA

(JUIN-AOÛT 1792)

Durant les années 1934-1936 que nous avons passées à la Casa Velazquez, nous avons entrepris une enquête dans les Archives de Madrid sur les documents concernant la Révolution française¹. Parmi ces documents, il faut mettre au premier rang les correspondances des ambassadeurs espagnols en France, conservées à l'Archivo historico nacional, dans la section de Estado. M. Albert Mousset avait déjà publié en 1924 la correspondance de Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris de 1787 à 1791². Nous avons donc

1. Flammermont, d'après sa *Correspondance diplomatique avec l'étranger pendant la Révolution* (Paris, 1896), n'aurait connu que la correspondance de Fernan Nuñez, et avant 1789.

2. Albert Mousset, *Un témoin ignoré de la Révolution, le comte de Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris (1787-1791)*. Paris, Champion, 1904, et compte-rendu par Braesch, *Révolution française*, t. LXXVIII, p. 171.

commencé notre travail en septembre 1791, date à laquelle Don Domingo de Iriarte succéda à Fernan Nuñez. Mais nous avons conçu notre travail sous une autre forme que celle suivie par M. Albert Mousset. Cet historien a résumé la correspondance de Fernan Nuñez, en publiant les passages les plus remarquables, sans en faire d'ailleurs une traduction toujours littérale. Nous avons cru devoir analyser pièce par pièce la correspondance d'Iriarte. Le commencement de cet inventaire, de septembre 1791 à janvier 1792, a été publié dans le *Bulletin hispanique* de 1935. La publication en aurait été continuée si la Révolution espagnole, en juillet 1936, ne nous avait empêchée de revenir à Madrid ¹.

Iriarte fut chargé d'affaires en remplacement de Fernan Nuñez de septembre 1791 au 14 août 1792. La durée de son mandat correspond approximativement à celle de la Législative. L'ensemble de la correspondance d'Iriarte présente un réel intérêt historique, mais, pour les derniers mois de sa mission (juin-août 1792), elle offre une telle richesse documentaire, tout en étant d'une lecture si attrayante, qu'elle nous a paru mériter une publication *in extenso*. Sur le conseil de M. Samaran, directeur des Archives de France, nous publions toutes les lettres de Don Domingo de Iriarte écrites pendant cette période, même celles ne présentant pas un intérêt historique de premier ordre. Il nous a semblé, en effet, que cette correspondance formait un tout et que des coupures nuiraient à la vérité historique et à la valeur émotionnelle du récit.

* * *

Parmi les diverses sources historiques, les mémoires et les correspondances des étrangers occupent une place particulière. Taine citait, parmi les observateurs ayant le mieux

1. L'inventaire était terminé, mais nécessitait pour l'impression quelques vérifications à faire sur place. A la suite de la correspondance d'Iriarte est analysée celle d'Ocariz, qui succéda à Iriarte du 24 août 1792 à mars 1793, date de la déclaration de guerre entre l'Espagne et la France. C'est Ocariz qui fut chargé par Charles IV de tenter de sauver Louis XVI en achetant certains membres de l'Assemblée. Voir, sur l'intervention

compris le caractère et la portée de la Révolution française, Gouverneur Morris¹ et Mallet du Pan². A ces noms, il faudrait ajouter celui de Burke³ et, dans une certaine mesure, ceux de Fernan Nuñez et d'Iriarte. Ces étrangers, moins engagés dans l'action que leurs contemporains français, portent sur les événements un regard plus impartial et plus désintéressé⁴. Parmi les témoignages d'étrangers, les rapports des agents diplomatiques ont toujours attiré spécialement l'attention des historiens. Nous savons l'importance que présentent, parmi les sources de la Révolution française, les correspondances de Gouverneur Morris, ambassadeur des États-Unis à Paris, du baron de Staël-Holstein⁵, ambassadeur de Suède, et du comte de Mercy-Argenteau⁶,

d'Ocariz, les *Mémoires de Barbaroux*, publiés par Alfred-Chabaud. Paris, Colin, 1936, p. 291-294.

1. *Journal de Gouverneur Morris, ministre plénipotentiaire des États-Unis en France (1789-1792)*. Paris, Plon, 1907, et compte-rendu de l'ouvrage par Waltersen Y. M. dans *Révolution française*, 1932, t. LXXXV, p. 280-284.

2. *Mémoires et correspondances de Mallet du Pan pour servir à l'histoire de la Révolution française*. Paris, 1851, 2 vol. in-8°.

3. Burke, *Réflexions sur la Révolution française*. Paris, Lib. de la Soc. bibliogr., 1882.

4. Nous ne pouvons pas prétendre donner la bibliographie des mémoires et correspondances d'étrangers ayant séjourné à Paris pendant la Révolution. Notons cependant : Alfred Stern, *Charles Engelbert Ælsner : fragments de ses mémoires relatifs à l'histoire de la Révolution française* (*Revue historique*, 1902-1905) ; John Moore, *Journal d'un Anglais à Paris*, août-décembre 1792 (*Revue de la Révolution*, t. IV et V) ; voir aussi Augustin Thierry, *La journée du 10 août 1792, journal d'un officier aux gardes suisses* (*Revue des Deux Mondes*, 1928, t. XLVI, p. 522-556). — Nous ne citons pas les Souvenirs de William Cart (*Révolution française*, 1910, t. LVIII, p. 31-51, 91-116), ni ceux d'Achille Bioves (*Feuilles d'histoire*, 1911, t. VI, p. 397-402), ni ceux du Dr Rigby (*Nouvelle Revue*, Paris, 1910), ni ceux de Ch. Schmidt (*Revue d'histoire moderne*, 1901-1902, t. III, p. 282-290, 627-636), car ces souvenirs sont antérieurs à 1792, ni ceux de Henri Sharwood (*Nouvelle Revue rétrospective*, 1900, t. XII, p. 389-412, 485-508), parce qu'ils ne sont intéressants qu'après 1793.

5. *Correspondance diplomatique du baron de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède en France, et de son successeur, comme chargé d'affaires, le baron de Bruckmann. Documents inédits sur la Révolution (1783-1799), recueillis aux Archives royales de Suède*. Paris, Hachette, 1881. Le baron de Staël quitta Paris en février 1792. Cette publication ne contient aucune lettre de juin-août 1792. Voir, cependant, les papiers du comte de Fersen, publiés par Klinckwostrom, 1878.

6. *Correspondance secrète du comte de Mercy-Argenteau avec l'empereur*

ambassadeur d'Autriche, pour ne citer que ceux-là¹. Ces rapports des agents diplomatiques étant expédiés à leur cour aussitôt achevés retracent les événements dans l'ordre même où ils sont connus, sans aucune retouche postérieure. Les nombreux mémoires des contemporains ont presque tous été écrits plusieurs mois ou plusieurs années après l'été de 1792. Bertrand de Molleville et Malouet ont écrit leurs souvenirs sous l'Empire. Roederer juge la Révolution à la lumière de l'expérience de l'Empire et de la Restauration. Chaumette et Fournier l'Américain² décrivent leurs réactions et celles de leurs contemporains avant la

Joseph II et le prince de Kaunitz, publiée par A. d'Arneth et G. Flammermont. Paris, Impr. nationale, 1889-1891, 2 vol. in-8°. — Mercy-Argenteau était à Bruxelles en 1792. Sa correspondance ne peut donc être confrontée avec celle d'Iriarte.

1. Voir Massino Kovalewski, *I dispacci degli ambasciatori Veneti alla corte di Francia durante la Rivoluzione*. Torino, Bocca, 1895. — Comte Greppi, *La mission du comte Carletti à Paris (1794-1795)* (*Rev. d'hist. dipl.*, 1907, t. XV, p. 351-370. — Voir surtout, *La Révolution française racontée par un diplomate étranger*). *Correspondance du bailli de Virieu, ministre plénipotentiaire de Parme (1788-1793)*, publiée par le vicomte de Grouchy et Antoine Guillois. Paris, Flammarion, 1903. — Gower (Georges Granville Levison Duke of Sutherland), *The despatches of earl Gower, English Ambassador at Paris, from June 1790 to august 1792*. Cambridge, 1885. — Et, bien entendu, les correspondances de Gouverneur Morris et Fernan Núñez. — Voir aussi : *Le 14 juillet 1789, raconté par des diplomates étrangers* (le ministre de Saxe, l'ambassadeur de Sardaigne, l'ambassadeur des Provinces-Unies, l'envoyé de Russie, celui de l'évêque de Liège, les ambassadeurs de Venise et de Suède). *Nouvelle Revue rétrospective*, 1898, t. IX, p. 689-695, etc...

2. *Histoire de la Révolution de France pendant les dernières années du règne de Louis XVI*, par A.-F. Bertrand de Molleville. — *Mémoires de Malouet*, publiés par son petit-fils le baron de Malouet. Paris, Plon, 1874. — Roederer, *Chronique des 50 jours*. — *Mémoires de Chaumette sur la Révolution du 10 août 1792*, avec une introduction et des notes par A.-F. Aulard. Paris, 1893 (Société de l'Histoire de la Révolution française). — *Mémoires secrets de Fournier l'Américain*, publiés pour la première fois d'après le manuscrit des Archives nationales, avec introduction et notes par A.-F. Aulard. Paris, 1890 (Soc. de l'Histoire de la Révolution française). — Nous ne prétendons pas donner ici une bibliographie des Mémoires retraçant l'histoire des mois de juin-août 1792 à Paris, mais les Mémoires de Malouet, Roederer, B. de Molleville, Chaumette et Fournier l'Américain, ainsi que, bien entendu, les correspondances de Gouverneur Morris et de Fernan Núñez nous ont particulièrement aidé pour la publication des lettres d'Iriarte. Il faudrait ajouter les nombreux récits des journées du 20 juin et du 10 août, dont on trouvera l'indication plus loin.

chute du roi avec la psychologie d'un conventionnel. Or, il est permis de penser qu'en 1792 leur point de vue et celui des acteurs de ce drame n'était pas tout à fait le même qu'après la mort du roi. Iriarte, au contraire, nous fait vivre au jour le jour l'évolution de l'opinion publique qui, progressivement, s'habitue à l'idée de la déchéance du roi. Il faut d'ailleurs noter qu'Iriarte retrace les événements avec un grand souci de véracité, corrigeant d'une lettre à l'autre telle affirmation qu'il avait avancée prématurément et se refusant à donner une version de l'exactitude de laquelle il douterait. C'est ainsi que, le 30 juillet, il écrivait : « On rapporte beaucoup d'autres incidents, mais je ne suis pas sûr de leur authenticité ; aussi, je ne les communique pas à V. M. »

Les sources d'Iriarte sont de deux sortes : écrites et orales. Iriarte fait constamment allusion à des pièces justificatives imprimées qui accompagnent ses lettres, logographe, gazettes journaux, etc. Ces publications qu'il envoyait à Aranda ne se trouvent plus dans le fonds Estado. Elles ont sans doute été détruites. Elles formaient la source la plus importante de sa documentation. On reconstituerait facilement la bibliographie de ces publications périodiques : *Logographe*, *Gazette Universelle*, *Gazette de France*, *Postillon de la Guerre*, *Journal de Paris*, *Journal des Débats*, *Courrier Français*, etc.¹. Après le 10 août, quand la plupart de ces périodiques cessèrent de paraître, Iriarte s'excuse de la médiocrité de son information. Il ajoute, par ailleurs, que l'absence de réunions rend ses enquêtes très difficiles, mais sans préciser dans quel milieu il puisait ses renseignements. Il n'eut certainement aucun contact avec la Commune, les clubs révolutionnaires et les sections. Il n'était pas, comme Fernan Nuñez, un ami de la famille royale, et ses lettres ne nous feront pas pénétrer, comme celles de son prédécesseur, dans l'intimité du roi et de la reine. Il ne semble pas non plus qu'il ait eu, comme l'ambassadeur des États-Unis, Gouver-

1. Cf. Braesch, *La Commune du 10 août 1792. Étude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792*. Paris, Hachette, 1911, table des journaux, p. XIII-XVI.

neur Morris, des relations étroites avec l'aristocratie parisienne. Cependant, d'après le ton général de ses lettres, la manière dont il interprète les événements et dont il en tire les conséquences, il semble qu'il devait fréquenter le milieu des royalistes modérés qui gravitaient autour de Montmorin, Malouet, Bertrand de Molleville, car il en partage les idées et les espoirs¹. Il conservait cependant une grande indépendance de jugement² et ses réactions sont très personnelles et souvent même originales³. Iriarte avait un tempérament optimiste qui lui permit, au milieu des événements les plus graves, de maintenir son sang-froid et sa confiance, sans que son scepticisme souriant perdît jamais ses droits⁴. La tournure d'esprit et la position politique d'Iriarte contribuent, sinon à l'impartialité, du moins à la pondération de son témoignage. Ce diplomate devait être du groupe des Espagnols « éclairés », partisans de l'influence française, qui rêvaient à la fin du XVIII^e siècle de moderniser l'Espagne⁵. Il semble avoir partagé les mêmes opinions qu'Aranda⁶, premier ministre en remplacement de Floridablanca depuis février 1792. Ce grand d'Espagne voltairien, qui, pendant son ambassade en France, s'était lié avec les encyclopédistes, a été souvent comparé aux ministres philosophes du XVIII^e siècle, Pombal, Bernstorff, Choiseul, etc. Alors que Floridablanca hésitait entre l'alliance anglaise et l'alliance française et aidait de ses subventions les émigrés de Cata-

1. Voir, en particulier, les lettres de Malouet à Mallet du Pan, publiées dans le t. II des *Mémoires* de Malouet. — Voir aussi la *Correspondance* et le *Journal de Gouverneur Morris*.

2. C'est ainsi qu'il ne partage pas leur espoir dans l'intervention des armées étrangères.

3. Voir, en particulier, son interprétation de l'incident du Baiser Lamourette et du discours de Brissot à l'Assemblée le 26 juillet.

4. On retrouve cet heureux équilibre dans les fables de son frère, le célèbre fabuliste don Tomas de Iriarte (1750-1791).

5. Voir Morel-Fatio, *Études sur l'Espagne* ; 2^e série : *Grands d'Espagne et petits princes allemands au XVIII^e siècle, d'après la correspondance inédite du comte Fernan Nuñez avec le prince Emmanuel de Salm-Salm et la duchesse de Bejar*. Paris, 1890, in-8^o.

6. Aranda (don Pedro Pablo Abarca de Bolla, comte d'). Ambassadeur extraordinaire en France de 1775 à 1786. Succéda à Floridablanca le 1^{er} février 1792. Fut remplacé par Godoy le 15 novembre 1792. Il mourut en exil en Aragon, 1797.

logne, Aranda fut résolument francophile et suspendit les secours aux émigrés en affirmant sa volonté de ne pas associer sa politique à la leur¹. Il patronait les écrivains influencés par la pensée française, comme Don Tomas de Iriarte², le célèbre fabuliste, frère de notre diplomate. Il suffit de lire les correspondances de Zinoviev³, ambassadeur de Russie à Madrid, et de Las Casas⁴, ambassadeur de Madrid à Venise, tous deux ardemment attachés à l'ancien régime, pour comprendre la violence des haines que suscita Aranda, haines qui n'épargnèrent point Iriarte, de la même famille d'esprit et de la même école politique que son ministre. Beaucoup moins attaché aux prérogatives de la royauté que Fernan Nuñez, n'ayant aucun lien avec le parti des princes, comme Las Casas, ni aucune hostilité contre les constitutionnels, comme Lacy⁵, il sera tout désigné trois ans plus tard pour négocier le traité de Bâle avec la République française⁶, mis-

1. Pour la politique espagnole à la fin du XVIII^e siècle, voir Geoffroy de Grandmaison, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution (1789-1804)*. Paris, Plon, 1892. — Albert Sorel, *La diplomatie française et l'Espagne de 1792 à 1797* (*Revue historique*, t. XI, XII, XIII et XIV). — Juan Perez de Guzman y Gallo, *Las relaciones politicas de España con la demas potencias de Europa al caer el conde de Floridablanca en 1792*. Madrid, 1906 (*Revista de derecho internacional y politica exterior*). — Juan Perez de Guzman y Gallo, *La Embajada de España en Paris en los conuenzos de la Revolucion francesa (España moderna, 1907, t. CCXXVIII, p. 5-22, et 1908, t. CCXXIX, p. 59-71, 85-101)*.

2. Iriarte (don Tomas de), 1750-1791. Fabuliste célèbre. Il traduisit des œuvres de Chamfort, Molière, Voltaire.

3. Cf. Alex. Tratchewski, *L'Espagne et la Révolution française* (*Revue historique*, 1886, t. XXXI, p. 1-55).

4. Las Casas, ambassadeur d'Espagne à Venise. Très représentatif de l'Espagnol intransigeant, partisan de l'ancien régime. Il détestait Aranda et se méfiait d'Iriarte, qu'il soupçonnait d'être acquis aux constitutionnels. Voir, sur Las Casas, Léonce Pingaud, *Le comte d'Antraigues*. Paris, 1893. — Las Casas servait d'intermédiaire entre Coblenz et Madrid par Turin, Gênes et Barcelone. Nous avons transcrit et traduit la plus grande partie de la correspondance adressée par Las Casas à Floridablanca et à Aranda, qui est conservée à l'Archivo Historico Nacional de Madrid ; cette correspondance est d'un grand intérêt pour l'histoire de l'émigration.

5. Nous nous proposons aussi de publier des extraits de la correspondance de Lacy qui contiennent des indications de premier ordre sur les émigrés français en Catalogne et leurs relations avec les royalistes du midi de la France.

6. Voir Sorel, *La diplomatie française et l'Espagne de 1792 à 1796*

sion qui sera considérablement simplifiée par son amitié avec les ministres français Barthélemy¹ et Bourgoing².

Mais, en 1792, Iriarte n'oubliait pas qu'il représentait un ambassadeur de famille et était attaché à la cause de Louis XVI³. Il ne partageait cependant pas les espoirs du Roi Très Chrétien en la constitution d'un Congrès des puissances et encore moins la confiance de Marie-Antoinette dans l'intervention des armées étrangères, et en cela il se sépare non seulement du parti des Princes, mais encore des conseillers du Roi et de la Reine comme Mercy-Argenteau, Bertrand de Molleville, Mallet du Pan, Gouverneur Morris⁴. Dès le mois de juin, il exprime son sentiment que l'entrée en France des armées de l'Europe ferait courir au Roi et à la famille royale un très grand danger⁵. Ses pronostics étaient

(*Revue historique*, t. XIII, 1880, p. 41). Très intéressant article qui contient de nombreux détails sur la conduite d'Iriarte pendant les négociations du traité de Bâle. Il y apparaît comme un diplomate habile et modéré, joignant la courtoisie à la fermeté, et qui se montrait plein de confiance dans l'avenir de la France.

1. Barthélemy (François, marquis de), 1747-1830. Ministre en Suisse de 1792 à 1793. Négocia la paix de Bâle. Il déclare dans ses rapports s'être intimement lié avec Iriarte à Vienne, Londres et Paris. Cf. *Mémoires de Barthélemy* (1768-1813), publiés par Jacques de Dampierre. Paris, Plon, 1914. Chap. VII sur le traité de Bâle et le rôle d'Iriarte.

2. Bourgoing (Jean-François, baron de), 1748-1811. Secrétaire de l'ambassade d'Espagne (1777-1785) et ministre plénipotentiaire de France à Madrid en 1791. Il fut parmi les négociateurs du traité de Bâle. Barthélemy écrivait dans un rapport de 1795 : « Le cit. Bourgoing qui est aussi très particulièrement lié avec lui (Iriarte) se réunira certainement avec moi pour vous rendre les meilleurs témoignages des qualités de cœur et d'esprit de M. d'Iriarte et de ses sentiments d'attachement pour la France. »

3. Dans les négociations du traité de Bâle, Iriarte soutint avec énergie la cause des Enfants de France et demanda la mise en liberté de Louis XVI et de Madame Royale.

4. Bertrand de Molleville et son groupe faisaient une subtile distinction entre un congrès armé des puissances qui aurait intimidé les Révolutionnaires et l'entrée en France des armées étrangères qu'ils ne désiraient pas.

5. Virieu, autre ambassadeur de famille, attendait avec impatience l'arrivée des troupes étrangères en France. L'Espagne, que la médiocrité de ses armées écartait de tout conflit, envisageait avec inquiétude l'agrandissement des autres puissances aux dépens d'une France dont elle ne pouvait pas partager les dépouilles. Ce point de vue ne devait pas être étranger à la position d'Iriarte à ce sujet.

justes et il ne manque pas de donner comme cause principale à la journée du 10 août les réactions populaires devant les menaces du manifeste de Brunswick.

Iriarte se méfie de la politique intransigeante des aristocrates, non par conviction idéologique, mais parce qu'il la juge inopportune et dangereuse. Il fait remarquer au début de juillet 1792 que les émigrés désiraient le désordre autant que les républicains. Il a le sens des réalités concrètes au milieu desquelles le Roi se débat et admet que Louis XVI soit tenu à des concessions. C'est ainsi qu'il attribue l'émeute du 20 juin au renvoi du ministère girondin. Mais il ne s'abandonnera pas pour cela à une confiance naïve envers l'Assemblée et les Clubs. En Espagnol qui ne croit pas au bienfait d'un régime parlementaire et démocratique, il n'attribue aucune influence profonde aux efforts conciliateurs de certains membres de l'Assemblée et sera plutôt tenté de leur donner une explication tendancieuse. C'est ainsi qu'il interprète l'incident du baiser Lamourette comme une manœuvre des révolutionnaires pour empêcher les Indépendants de se séparer d'eux, alors qu'ils allaient voter contre Pétion avec les Constitutionnels. De même, l'intervention de Brissot à l'Assemblée le 26 juillet, contre la suspension de Louis XVI, aurait été inspirée, d'après Iriarte, par le désir de perdre davantage ce souverain. Rœderer, sans doute mieux renseigné, croyait en la volonté sincère de certains chefs de la Gironde d'enrayer le mouvement populaire et d'empêcher la déchéance du Roi.

Iriarte est demeuré étranger à la mystique révolutionnaire et n'a pas senti la force et la grandeur du peuple de Paris. Il est persuadé que les émeutes sont conduites par une poignée de factieux et que le peuple des faubourgs, qu'il qualifie de « populace », est payé par les meneurs pour manifester. Envers les fédérés, il n'éprouve que dégoût et crainte.

Iriarte est un modéré qui redoute la violence des partis extrêmes. Il met toute sa confiance dans ce qu'il appelle « la partie saine de la nation ¹ », c'est-à-dire les royalistes modé-

1. Cette expression est aussi employée par Virieu, ministre plénipo-

rés qui désiraient une monarchie constitutionnelle ou s'y résignaient.

Il n'a cependant aucun attachement pour la constitution de 1791 et d'ailleurs ne semble pas avoir eu, comme Gouverneur Morris, des idées sur la forme de gouvernement qui conviendrait à la France. Toutes ses sympathies vont au ministère feuillant et, en particulier, à Terrier de Monciel, ministre de l'Intérieur et membre du comité Malouet-Molleville. Il voit avec bienveillance, sans en sentir la maladresse, les tentatives de La Fayette pour sauver Louis XVI, et note que « M. de La Fayette a contre lui le parti intérieur de la violence et le parti extérieur des princes ». Il met sa confiance dans le département qui luttait à la fois contre les Jacobins et Coblenz, dans la Garde nationale, la bourgeoisie commerçante de Paris, qu'il oppose à la « populace » des faubourgs, et l'armée qu'il croit demeurée fidèle à la royauté.

Tout en partageant la plupart des sympathies et des convictions du comité Malouet-Molleville, Iriarte n'en a certainement pas fait partie, car il n'a connu ni la correspondance de Bertrand de Molleville avec Mallet du Pan, ni les projets d'évasion de Louis XVI que formèrent, fin juillet-début août, les membres de ce comité. Mais l'optimisme raisonné¹ qu'Iriarte conserve jusqu'à la veille du 10 août permet de déduire qu'il était au courant de l'action qu'entreprenait, pour sauver Louis XVI et la constitution, ce groupe de royalistes modérés, action que rendit stérile la maladresse de la Reine et le manque de bonne foi du Roi qui ne sut ni ne voulut se créer un parti national.

Si Iriarte a observé l'extraordinaire tragédie de l'été 1792 d'un regard à la fois optimiste et sceptique, il a cependant

tentiaire de Parme. Elle devait être chère au milieu « bien pensant » de l'époque.

1. Cf. lettre du 6 août : « il pourrait très bien arriver que s'ils (les jacobins) se déterminaient à déposer le souverain, les Constitutionnels s'unissent, sortent de l'inaction où ils se trouvent et atterrent ceux qui maintenant les oppriment ». Le 25 juin, il écrivait, en parlant du projet de renverser Louis XVI : « l'acte inique et sacrilège que quelques malfaiteurs tiennent tout préparé et que l'on essaie d'éviter avec les expédients que suggère la connaissance intime de cette horrible trame ». Gouverneur Morris partageait le même optimisme qu'Iriarte à la veille du 10 août.

été pris par l'angoisse de l'heure, et son récit nous fait vivre d'une manière poignante la montée du drame révolutionnaire qui se dénouera par la chute de la royauté.

Nous suivons avec Iriarte la courbe des émotions populaires pendant cet été de 1792 qui vit le renversement de l'ancien régime. Avant le 20 juin, l'atmosphère était déjà très troublée. Le veto de Louis XVI à la constitution d'un camp de 20.000 fédérés sous les murs de Paris soulevait la colère populaire. Le renvoi du ministère girondin le 18 juin fait éclater l'émeute deux jours plus tard. Iriarte nous décrit dans le détail l'envahissement des Tuileries par le peuple des faubourgs¹. Après le 20 juin, suit une courte période de calme causée par le regain de popularité de Louis XVI, dont le sang-froid pendant l'émeute avait impressionné la foule ; mais la suspension de Pétion et Manuel, le voyage de La Fayette à Paris provoquent de nouveaux troubles. Les 24 juin et 2 juillet, Iriarte note que l'effervescence est telle que l'on ne peut répondre de rien. En ces premières semaines de juillet 1792, le peuple de Paris vivait dans l'attente angoissée des Fédérés et, avec eux, de la guerre civile. Mais, le 7 juillet, c'est la détente causée par l'incident à l'Assemblée du baiser Lamourette, détente superficielle, mais qui permet de passer l'anniversaire de la Fédération dans le calme. A partir du 20 juillet, « les affaires s'assombrissent et se compliquent au fur et à mesure qu'approchent les armées étrangères ». Le désordre s'accroît chaque jour. Iriarte signale la fermeture des boutiques, les sonneries du tocsin, les rassemblements au Palais-Royal et dans les lieux publics, l'influence grandissante des Tribunes sur l'Assemblée et sur-

1. Iriarte n'était pas dans les Tuileries le 20 juin ; mais il a entendu les récits de témoins oculaires, et sa lettre est écrite le 23 juin. Elle insiste surtout sur le sang-froid de Louis XVI pendant le défilé et corrobore les renseignements donnés par les contemporains. Voir, en particulier, Jules Flammermont, *Une relation de la journée du 20 juin 1792 (Révolution française, 1889, t. XVII, p. 72-78)* ; Camille Bloch, *Les journées du 20 juin et du 10 août 1792 racontées par Azéma, député de l'Aude à la Législative (Révolution française, 1894, t. XXVII, p. 170-182)*. — Les récits de Mosmersch et de Bigot de Piedmeneu, publiés par Caron dans la *Revue d'histoire moderne*, 1909, t. XI, sont de 1814 et 1817. Pour la bibliographie de la journée du 20 juin : Pfeiffer, *The Unrising of Juni 20*. Lincoln, 1923.

tout l'arrivée des Fédérés de Marseille et de Brest. Cependant, Iriarte ne perd pas confiance. Il met tout son espoir dans la Garde nationale, dans les Suisses. Il écrit le 27 juillet : « Il y a beaucoup de troupes dans les Tuileries et toutes bien disposées, de sorte que les personnes royales dormiront tranquilles cette nuit. » Il reconnaît cependant, le 3 août, que « les desseins de ceux qui dirigent à leur gré les mouvements du peuple sont impénétrables ». Mais, les premiers jours d'août, le manifeste de Brunswick est connu à Paris et soulève la colère du peuple. Paris rejette dès lors toute solution conciliatrice pour ne pas se soumettre aux lois dictées par l'étranger. Les pétitions demandant la déchéance du Roi se multiplient. On crut, le 4 août au soir, que la Révolution éclaterait le lendemain. Et pourtant Iriarte croit encore que « les Constitutionnels pourront s'unir et sortir de l'inaction ». Mais avec le 10 août aucun espoir n'est plus permis. La description de la journée du 10 août¹, moins détaillée que celle du 20 juin, émeut par sa puissance d'évocation. Iriarte écrit son récit à 2 h. 1/2 de l'après-midi, le jour même du 10 août.

Mais les lettres peut-être les plus intéressantes par les détails concrets qu'elles contiennent sont celles écrites pendant les deux dernières semaines de sa mission, du 10 au 24 août. Iriarte nous décrit Paris après la chute du Roi. La nuit, les rues sont illuminées et visitées par les patrouilles ;

1. Il existe de nombreux récits de la journée du 10 août. Les plus intéressants sont ceux de Roederer, Pétion, Carra, Fournier l'Américain, Chaumette et M^{me} de Tourzel. Diverses relations d'officiers aux gardes suisses, comme celle publiée par A. Augustin-Thierry dans la *Revue des Deux Mondes*, 1928, t. XLVI, p. 522-556 ; le récit d'Azéma, député de l'Aude, publié par Camille Bloch dans la *Révolution française*, 1894, t. XXVII, p. 170-182 ; les *Souvenirs de Nicolas Ruault* (cf. Sagnac, *Une relation inédite de la journée du 10 août 1792*, *Revue d'histoire moderne*, 1909, p. 274-282) et les *Relations d'un bourgeois de Paris*, 1822, ont été écrites longtemps après les événements. De même Sergent-Marceau, *Notice historique sur les événements du 10 août 1792 et des 20-21 juin précédents* (*Revue rétrospective*, 2^e série, t. III, 1885), a été écrit quarante ou cinquante ans après les événements ; Peltier, *Dernier tableau de Paris*. Londres, 1792, n'était pas témoin oculaire. — Nous renvoyons aux Répertoires de bibliographie (Caron et Stein) pour une bibliographie plus complète.

les théâtres sont presque tous fermés ; les visites domiciliaires et les arrestations se multiplient ; aucun moyen d'avoir des nouvelles, les journaux ne paraissent plus, le courrier de l'étranger et de la province se fait rare ; les amis d'Iriarte ne se réunissent plus, mais se cachent et n'habitent plus chez eux. Les barrières de Paris se ferment et le personnel diplomatique part l'un après l'autre. Iriarte suivra son exemple le 24 août, avant les massacres de Septembre, dont il avait pressenti l'horreur dès le 17 août, journée où le peuple des faubourgs tenta de forcer les portes des prisons.

Ce rapide exposé ne donne qu'un faible aperçu de l'intérêt que présente la correspondance d'Iriarte, mais, s'il a inspiré le désir d'en entreprendre la lecture, il a atteint son but.

Nous ne prétendons pas donner ici la bibliographie de tous les ouvrages que nous avons consultés. On trouvera dans les notes de l'introduction et du texte les références des correspondances et mémoires des contemporains français et étrangers que nous avons particulièrement utilisés. Rappelons seulement que les écrits de Roederer, Bertrand de Molleville, Malouet, Chaumette, Fournier l'Américain, Fernan Nuñez, Gouverneur Morris, Virieu et Mallet du Pan nous ont été particulièrement précieux. Nous renvoyons de même aux notes de l'introduction et du texte pour la bibliographie des récits contemporains des journées du 20 juin et du 10 août, dont nous nous sommes servis, et pour les ouvrages essentiels à une étude de cette période, à ceux de Braesch, Sagnac, Tourneux et Tuetey, etc.

Nous concluons en exprimant notre gratitude envers tous ceux sans les conseils et l'aide de qui nous n'aurions pu accomplir ce travail.

Tout d'abord M. le Directeur et les archivistes de l'Archivo historico de Madrid ; MM. Dumas et Legendre, directeurs de la Casa Velázquez ; le regretté Henri Courteault, directeur des Archives de France, qui, le premier, nous conseilla cette enquête dans les Archives de Madrid ; M. Cirot, alors doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux, qui publia dans le *Bulletin hispanique* le début de l'inventaire de la correspondance d'Iriarte et encouragea très vivement nos travaux

dans les archives madrilénes ; MM. Caron et Dard qui ont bien voulu donner un avis favorable à la publication intégrale de notre travail.

Jacqueline CHAUMIÉ.

I

Estado 4015, n° 264¹.

1^{er} juin 1792.

Cher Monsieur²,

Le mardi 28 du mois dernier à 10 h. du matin, au moment d'envoyer ma lettre à la poste, je disais à V. E. que cette capitale était alors dans le calme. A 11 h. je me rendis à la cour avec plusieurs membres du corps diplomatique et je remarquais en entrant un rassemblement. A midi en traversant les salons du palais à la suite des personnes royales qui se rendaient à la chapelle, je vis les cours et les places du carrousel remplies de gens qui criaient tous à la fois. Il était impossible de distinguer ni de savoir ce qu'ils voulaient. Cependant à leur manière d'agir, on comprenait immédiatement qu'ils étaient hostiles à la Garde Royale, car ils l'insultaient, la repoussaient et lui faisaient perdre sa formation. Peu de temps avant, 3.000 hommes, femmes et enfants du faubourg Saint-Marcel étaient passés, mêlés aux gardes nationaux et armés de fusils, de piques et de faucilles, de toutes formes, et précédés de tambours et de drapeaux. Ils entrèrent dans la salle de l'Assemblée Nationale pour protester de leur obéissance à la constitution et de leur amour de la liberté dont ils avaient arboré l'insigne sur une lance. Pendant la messe, le peuple fixa au milieu de la porte des Tuileries la cocarde nationale en tissant des rubans de mêmes couleurs dans le haut de la grille.

En sortant de la chapelle leurs majestés et altesses se retirèrent dans leurs appartements et les ministres étrangers restèrent à attendre le moment propice pour sortir. Ne sachant pas quand ce

1. Toutes ces lettres publiées (juin-août 1792) sont conservées à l'Archivo historico Nacional de Madrid, dans la liasse cotée *Estado 4015*. Le numéro qui est en tête de chaque lettre est de la main d'Iriarte. On pourra juger d'après cette numérotation que presque toutes les lettres nous sont parvenues.

2. *Su Ex. querido señor* dans le texte original.

serait possible (car l'émeute était jusque dans le jardin), je leur proposais de sortir en voiture en formant une file. C'est ce que nous fîmes à 1 h. 1/2. Nous traversâmes la foule sans le moindre incident, en nous dirigeant dans ce même ordre vers la maison du ministre des Affaires étrangères, car c'était jour de conférence.

A 4 h. du soir, le peuple s'était déjà retiré de lui-même et par la suite il ne s'est pas réuni en nombre suffisant pour inspirer de l'inquiétude. Pendant quatre nuits les fenêtres ont été illuminées et les patrouilles n'ont pas cessé de parcourir les rues. Dans les jardins des Tuileries et dans d'autres parages il y eut quelques attentats contre des particuliers qui ne méritent pas d'être cités. Il semble en général, qu'à moins de quelque nouvel incident, il n'y aura pas maintenant d'émeute grave, mais ces mêmes précautions que l'on prend pour maintenir la sécurité remplissent de crainte les personnes timides qui y voient le signe d'un danger imminent. Certes elles ont quelque excuse, car il est certain qu'actuellement tous les partis s'agitent avec plus d'activité que jamais, et comme s'ils se trouvaient à la veille de décider de leur sort. Je n'ose pas dire à quel point ces apparences peuvent être fondées. A tout examiner (sans rien assurer), je crois que nous ne sommes pas encore arrivés au terme du dénouement de ce drame politique.

Quelques sections de Paris, dont l'exemple sera suivi par d'autres, ont déclaré qu'elles siègeraient en séance permanente et publique¹. Elles ont exhorté les citoyens à assister à leurs séances, à s'armer de piques (que l'on est en train de forger très activement) et à se joindre à la Garde Nationale pour la défense de la constitution. L'Assemblée continue à siéger en permanence², jour et nuit, comme à l'époque de la fuite du Roi à Montmédy; ces circonstances contribuent à augmenter la crainte qu'ont de nombreuses personnes de voir éclater une émeute.

Ce que je viens de rapporter me semble suffisant pour que Votre Excellence ait une idée de l'état de cette capitale, aussi passerai-je à d'autres questions.

J'ai dit à Votre Excellence que l'Assemblée s'était probablement mise en permanence dans l'intention d'expédier des décrets

1. Cf. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. IV, p. 452-486 (permanence de l'Assemblée et des sections, 28-31 mai 1792).

2. *Idem*.

importants qui, autrement, ne passeraient pas. Et je vois que je ne me suis pas trompé. Il convient que Votre Excellence ait présent à l'esprit le post-scriptum de ma lettre du n° 263, afin qu'elle ne perde pas le fil qui relie cette lettre aux suivantes. Il y était question d'une tentative d'enlever le Roi dont on soupçonnait le parti de la Contre-Révolution, des Mémoires de Madame de la Motte qui avaient été brûlés, de la façon de penser de la Garde du Roi, et des cocardes blanches.

J'ajouterai deux incidents, dont je n'ai pas encore parlé : l'un concerne 12 Suisses de Courbevoie¹ qui arborèrent la cocarde blanche et déclarèrent ne vouloir reconnaître personne hors le Roi (il s'en suivit une rixe, dont ils seront punis par leurs supérieurs), l'autre est l'ordre donné par le Gouverneur de la maison des Invalides d'en permettre l'accès à toute troupe armée, y compris la nationale. Il n'est pas possible de déterminer exactement si ces incidents ont motivé entièrement ou en partie la permanence de l'Assemblée ou s'ils ne servent que de prétexte. Un député a fait un rapport à l'Assemblée sur la Garde Royale² où il a déclaré qu'elle est composée en grande partie d'individus ne répondant pas aux conditions prescrites par la Constitution et qu'elle renferme parmi ses membres des émigrés, des parents d'émigrés, et même des prêtres qui manifestent des principes anti-révolutionnaires. A la suite de ce discours, l'Assemblée décida de renvoyer la Garde Royale et de confier aux gardes nationaux et aux Suisses la garde de Sa Majesté, en attendant qu'une nouvelle garde soit constituée à bref délai³. Bien que les papiers publics assurent que le Souverain a sanctionné le décret, je crois qu'on ne le lui a pas encore présenté. Mais dès que Sa Majesté sût ce qui avait été résolu, elle ordonna à sa garde de suspendre son service et de se retirer jusqu'à nouvel ordre à l'École Militaire, où elle se trouve au complet⁴.

Il semble que l'on s'efforce d'en conserver la plus grande partie, tout en remplaçant les autres et en changeant l'État-Major. Le duc de Brissac⁵, chef et commandant général, a été décrété en

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 455.

2. Cf., sur le licenciement de la garde du Roi, Tuetey, t. IV, n°s 487-512, et les *Mémoires* de Bertrand de Molleville, t. II, p. 221 et suiv.

3. Cf. Tuetey, t. VI, n°s 497 et 505.

4. Cf. Braesch, *La Commune du 10 août*, p. 42-43.

5. Brissac (Louis-Hercule Timoléon Cossé, duc de), 1734. Mort en septembre 1792. Capitaine-colonel des 100 suisses et gouverneur de Paris. Commandant de la garde constitutionnelle. — Cf. Tuetey, t. IV, n°s 511 et 512.

état d'accusation et il est parti avant-hier pour le tribunal d'Orléans. Ce changement a eu sans doute pour origine les soupçons que l'on avait eus ici sur l'existence d'un parti qui aurait médité d'encercler la famille royale et de l'emmener dans quelque province (peut-être même en dehors du Royaume), où il aurait été sûr de trouver des adeptes au plan qu'il se proposait.

D'autre part, les personnes les mieux informées croient que si les troupes étrangères parvenaient à gagner des places et des batailles d'importance et s'approchaient de Paris, la première mesure prise serait de transporter la famille royale et l'assemblée dans des lieux plus éloignés des armées. Il n'est donc pas étonnant que les personnes royales devant servir à l'occasion d'otages ou de garantie à la Nation et à l'Assemblée l'on prenne tant de précautions pour qu'elles ne s'éloignent pas.

Il est très probable que l'Assemblée continuera à expédier d'autres décrets importants. Le député M. Gensonné¹ a proposé un *Règlement de police général*² pour la vérification et même le châtimement des « délits de haute trahison », et il proposa aussi d'en confier la charge au *Comité de surveillance*, lequel serait constitué sous le nom de Comité de sûreté générale. On a fait imprimer ce décret et il sera débattu à l'Assemblée. Votre Excellence le verra in extenso dans le *Journal des Débats*, n° 248, pages 495 et suivantes, et elle observera que si l'Assemblée décrète son exécution, ce comité aura un pouvoir illimité sur le plus ou moins de liberté des personnes, sur leurs actions et sur leurs opinions relatives aux événements du jour. De même l'examen des dépositions et preuves concernant le Comité autrichien est encore pendant³. Le retard apporté à la conclusion d'une affaire aussi grave et qui a été la cause principale des événements actuels, nous est une garantie qu'elle n'aura pas des conséquences aussi désagréables qu'on pouvait le craindre, car on a laissé le temps à la réflexion, et les animosités générales et personnelles se sont beaucoup calmées. Au sujet de cette affaire et des autres en cours, je dirai à Votre Excellence ce qui me semble le plus probable, sans rien

1. Gensonné (Armand), 1758. Guillotiné le 31 octobre 1793. Député de la Gironde à la Législative. — Les attaques violentes de Gensonné et de Brissot contre le Comité autrichien contribuèrent à exciter la foule contre le Roi dans les semaines qui précédèrent le 20 juin.

2. Sauf indication contraire, les passages ou mots en italique ont été soulignés par Iriarte lui-même.

3. Voir, sur l'affaire du Comité autrichien, Tuetey, t. IV, n° 412-440.

assurer de positif, car il ne m'est pas possible de prévoir ce que le plus léger incident peut produire ; il existe en effet un tel enchevêtrement de causes, d'intérêts et de passions qu'il est très difficile de les débrouiller, pour autant qu'on s'y applique.

L'Assemblée a décrété la levée de 54 compagnies franches et d'une légion de 18 compagnies d'infanterie et de 8 de cavalerie ; et l'examen du projet du ministre de la guerre, où il est proposé que chacun des 83 départements contribue à la levée susdite par la levée de mille hommes et que tout officier étranger qui sollicite ce service y soit admis.

Il a été question au Club des Jacobins de l'opportunité qu'il y aurait à licencier les 18 ou 19.000 Suisses qui servent en France. Comme les circonstances redonnent de l'importance à ce club, il ne serait pas étonnant que cette idée se réalisât, s'il la maintenant. Les nouvelles des armées se réduisent à une rencontre de 600 hussards et d'un détachement de chasseurs autrichiens, avec des volontaires de Paris qui étaient sortis de Valenciennes pour protéger la ville de Condé. Dans cette action les premiers se retirèrent, comme le rapporte la *Gazette universelle* cotée A. Le maréchal Luckner¹ s'occupe avec la plus grande ardeur à mettre ses troupes en bon état et il n'entreprendra aucune attaque sérieuse avant d'y avoir réussi, malgré le désir qu'il en ait, et les encouragements dont il est ici l'objet.

M. le Duc d'Orléans a été à Valenciennes, bien qu'il ait été averti, à ce que je crois, que les généraux ne lui confieraient aucune « occupation »².

Les dernières lettres de St.-Domingue sont du 14 avril et contiennent le nouvel accord passé entre les Blancs et les Mulâtres, que votre Excellence trouvera inséré dans le *Logographe*, n° 242, page 1.

Hier on a lu à l'Assemblée la déclaration du Roi de Hongrie (p. 502 du *Journal des Débats*) octroyant à tout bateau de commerce français le droit d'entrée et de sortie dans le port d'Ostende. Les négociations avec les puissances étrangères au sujet de l'abolition du Corso avaient déjà été décrétées ici. Votre Excellence verra aux pages 503 et 504 que l'Angleterre l'abolit

1. Luckner (Nicolas, baron de), 1722. Maréchal de France. Guillotiné le 3 janvier 1794.

2. En français dans le texte. — Le duc d'Orléans était à l'armée du Nord avec ses deux fils, Chartres et Montpensier. Mais la cour redouta qu'il se fît un parti dans l'armée et le rappela bientôt à Paris.

aussi, et elle trouvera un extrait de la réponse que le ministère britannique a faite à cette Cour, en lui donnant l'assurance qu'elle fera observer le traité de commerce et qu'elle désire vivre en bonne harmonie avec la France.

J'ai déjà exprimé à Votre Excellence ma conviction que l'Angleterre répondrait, à peu de chose près, dans ces termes.

C'est tout ce qui me semble digne d'être communiqué aujourd'hui à Sa Majesté. Si Votre Excellence désire voir les décrets in-extenso, elle les trouvera dans les journaux des Débats ci-joints. Et si elle a le temps et la curiosité de lire d'autres détails relatifs soit à ce que je viens de rapporter, soit à des incidents de peu d'importance, elle les trouvera dans ces mêmes imprimés et dans les autres qui partent chaque semaine, mais il me semble impossible que ses occupations le permettent à Votre Excellence, car les miennes sont infiniment moindres et cependant à peine puis-je lire le nécessaire pour n'être pris de court par les événements.

P.-S. — La *Gazette de Paris* cotée B contient littéralement la réponse de la Cour de Londres à celle de Paris.

L'Assemblée a décrété de cesser sa permanence parce que la capitale est maintenant tranquille¹. Par conséquent, la permanence de l'Assemblée des sections cessera aussi. Et cette nuit les rues ne sont pas illuminées, du reste ce n'e serait pas nécessaire. On a décidé de remercier la Garde Nationale du zèle et de l'activité qu'elle a déployée pour rétablir le calme².

Ce matin le Roi a sanctionné le décret du changement de sa garde et lui a envoyé l'ordre d'abandonner les armes, qui sont déposées pour être remises à la garde que l'on va former.

Le ministre de la Marine³ a fait savoir qu'une frégate napolitaine avait combattu trois corsaires algériens sur les côtes de France, que les Maures avaient sauté à terre, et que le capitaine napolitain auquel on avait fait demander pour quelle raison il attaquait les Algériens en France répondit qu'il avait l'ordre de les poursuivre sur les côtes et même de les suivre, s'ils débarquaient. Le ministre de la Marine a ajouté que le Conseil du Roi

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 480. — Le décret est du 31 mai.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 481.

3. Bertrand de Molleville (Antoine-François, marquis de), 1744-1818. Ministre de la Marine en octobre 1791. Décrété d'accusation après le 10 août. Se réfugia en Angleterre. Ses mémoires sont fort intéressants pour l'époque qui précède le 10 août.

considérerait cette conduite comme une infraction aux traités et qu'elle méritait une satisfaction authentique. L'assemblée envoya le rapport du ministre à l'examen du Comité diplomatique.

Le traitement de tous les ministres a été réduit à 50,000 livres, à l'exception du ministre des Affaires étrangères, qui aura 75,000.

Je joins à cette lettre un exemplaire de la réponse que Mr. le Comte de Montmorin¹ a envoyée à l'Assemblée au sujet de l'accusation du député Mr. Gensonné² et un des exemplaires de la réponse de M. Bertrand³, ancien ministre de la Marine, à l'accusation portée contre lui.

II

265.

1^{er} Juin 1792.

Cher Monsieur. Votre Excellence trouvera ci-jointe la liste habituelle des passeports délivrés par cette ambassade pendant le mois de mai dernier et je prie Dieu qu'il ait Votre Excellence en sa sainte garde.

III

266.

4 Juin 1792.

Cher Monsieur. Votre Excellence a bien voulu insérer dans une de ses trois lettres du 21 Mai le papier que remit M. le Duc d'Harv^ré le 18 Mai au sujet des secours que concédait le Roi N. S. aux Comtes de Provence et d'Artois, à la famille de ce dernier et aux différents Français qui s'étaient réfugiés en Espagne.

J'ai toutes les informations nécessaires et j'en ferai usage sans le moindre changement quand l'occasion s'en présentera, ainsi que S. M. me l'ordonne.

IV

267.

4 Juin 1792.

Cher Monsieur. Par une autre lettre de Votre Excellence du 21 mai, je vois que le Roi a bien voulu approuver le relevé des dépenses extraordinaires de cette ambassade pendant les quatre derniers mois de l'année passée 1791.

1. Montmorin-Saint-Herem (Armand-Marc, comte de). Né en 1745. Massacré le 2 septembre 1792. Ministre des Affaires étrangères jusqu'en novembre 1791.

2. Gensonné. Né en 1758. Girondin célèbre. Guillotiné le 31 octobre 1793.

3. Bertrand de Molleville.

Dès que j'aurai réglé quelques affaires domestiques avec M. l'Ambassadeur, je répondrai à la seconde partie de cette même lettre qui traite de la gratification de 18,000 livres annuelles que Sa Majesté veut bien m'accorder pour les frais de table, écurie et domestiques.

Quelles que soient les dispositions que l'on prenne, je resterai toujours reconnaissant de la bonté du Roi N. S. et de la bienveillance dont Votre Excellence veut bien me favoriser.

V

268.

4 Juin 1792.

Cher Monsieur. Dans son appréciable lettre du 21 Mai, Votre Excellence a bien voulu m'accuser réception des miennes du n^o 236 au n^o 250, et me faire savoir que « L. L. M. M. et A. A. jouissaient d'une parfaite santé ». J'y réponds en l'assurant que ces personnes royales se maintiennent en bonne santé.

Hier on célébra la cérémonie en l'honneur du maire d'Étampes¹, assassiné pour avoir voulu maintenir l'ordre et l'obéissance aux lois. La procession ou cortège sortit à 9 h. du matin du boulevard St.-Antoine, elle passa par le Champ de Mars (de la Fédération) et entra à Ste.-Geneviève (Panthéon français) à 7 h. du soir. A la description que donnait l'imprimé ci-joint côté A, j'ajouterai seulement que le plus grand calme a régné et qu'il n'y a pas eu de malheurs ni d'incidents à déplorer, à l'occasion de cette cérémonie. Parce que c'était un dimanche, l'Assemblée ne s'est pas réunie. Aussi n'aurai-je pas grand chose à dire aujourd'hui à Votre Excellence, d'autant que je l'ai déjà mise au courant de la séance de vendredi.

Dans cette séance le député Mr. Merlin² proposa de faire rendre compte à Mr. Dumouriez de l'inversion des six millions qui lui avaient été remis pour *les fonds secrets de son département*. Plusieurs furent d'avis que ces dépenses étant secrètes, il n'avait pas à en rendre compte, mais en examinant les actes ou procès-verbal de l'assemblée, on s'aperçut que, soit négligence, soit malice, le mot « secrets » avait été omis, en sorte que malgré l'absence de décision prise à ce sujet, si le texte était interprété littéralement, Mr. Dumouriez serait obligé de répondre de cette somme par des

1. Simonneau, maire d'Étampes. Voir, au sujet de la cérémonie funèbre en son honneur (3 juin 1792), Tuetey, t. IV, n^{os} 513 à 552.

2. Merlin de Thionville (Antoine-Christophe), 1762-1833. Député de la Moselle à la Législative.

pièces justificatives, ce qui pourrait présenter des inconvénients soulever des difficultés ou s'avérer impossible.

Ce ministre, dont Votre Excellence connaît le caractère résolu et ferme, fut sur le point d'offrir sa démission au Roi, tout disposé à servir dans l'armée. Il ne put pas parler à Sa Majesté. Il retourna chez lui et rencontra un grand nombre de députés qui le prièrent instamment en leur nom et au nom d'autres collègues de ne pas donner sa démission. Le ministre céda à leurs prières, mais sous l'expresse condition que l'assemblée rectifierait le décret primitif en y insérant le mot « secret » qui avait été omis. Il retourna au palais et soumit à Sa Majesté la détermination qu'il voulait prendre. Le Souverain lui demanda de ne pas abandonner le ministère et lui offrit d'y mettre la condition exposée ci-dessus. Il me paraît que l'Assemblée ne peut pas s'y opposer sans manquer à la bonne foi, car en effet elle a concédé les 6 millions pour *des fonds secrets*.

J'ai signalé dans la gazette B. la relation de l'incident de la frégate napolitaine qui poursuivait deux corsaires algériens sur les côtes de France, dans le journal coté C. quelques nouvelles de St.-Domingue et dans le journal coté D. la résolution qu'ont prise les cantons suisses de se déclarer neutres.

Je crois que Votre Excellence ne trouvera pas d'autres renseignements importants dans les imprimés du jour.

Je commence à me demander si Sa Majesté voudra reformer sa garde ou préférera conserver seulement la Garde Nationale.

Hier, Monsieur Maurice¹ (*sic*), ministre des États-Unis d'Amérique, a présenté ses lettres de créances. Monsieur Bergstedt², chargé d'affaires de Suède, partira demain de Paris pour l'Angleterre, la Hollande et les Pays-Bas autrichiens, utilisant l'autorisation de voyager pendant quelques mois qu'il avait demandée à sa Cour et qu'elle lui a concédée. Il a dit de vive voix à Mr. Dumouriez que, comme les affaires en cours étaient purement commerciales, les consuls continueraient à les expédier.

P.-S. — L'Assemblée a décrété la ratification du décret con-

1. Gouverneur Morris, 1752-1815. Vint en France en 1788. Ministre des États-Unis en France en février 1792. Il ne fut remplacé qu'en 1794 par Monroë.

2. Bergstedt. — Le baron de Staël, ambassadeur de Suède en France, avait quitté Paris le 5 février 1792. Bergstedt, son secrétaire d'ambassade, demeura à Paris jusqu'en juin 1792. — Cf. *Correspondance diplomatique du baron de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède en France...* Paris, 1881, p. 255.

cernant les six millions mis à la disposition de Mr. Dumouriez, avec la mention qu'ils sont destinés aux dépenses extraordinaires et *secrètes*. Par conséquent, il est maintenant positif que ce ministre n'abandonnera pas son Portefeuille.

Les autres affaires qui ont été traitées dans la séance de cette soirée sont contenues dans l'imprimé coté E. Presque tout se réduit à la dénonciation du Comité autrichien qui est un tissu de suppositions vagues et absurdes. L'Assemblée a décrété la remise des papiers ou lettres, sur lesquels se fonde cette dénonciation, aux trois Comités réunis de Diplomatie, de Surveillance et des Douze, qui auront peu à dire quand ils donneront leur avis, si toutefois ils le donnent. Il est plus que probable que cette affaire, qui avait tant inquiété, se terminera ainsi.

Une députation de gens des deux sexes de la section de l'Oratoire et du faubourg St.-Marcel se présente à l'Assemblée avec des armes de toute nature et des tambours. Votre Excellence verra, dans le même imprimé, que ces pétitions ont été de peu d'importance. Il est donc permis de croire que cette foule venait dans l'intention de s'ameuter si les dénonciations dont on faisait la lecture à la tribune avaient révélé des faits graves.

VI

269. (*Déchiffrée.*)

4 Juin 1792.

Cher Monsieur. Le Chargé d'affaires de Suède¹ a reçu l'ordre exprès de s'en aller.

VII

270.

8 Juin 1792.

Cher Monsieur. Par l'intermédiaire de Don Nicolas Balze, orfèvre du Roi N. S., qui part de Paris aujourd'hui, j'envoie deux paquets qui en contiennent un pour Votre Excellence et trois pour des particuliers.

VIII

271.

8 Juin 1792.

Cher Monsieur. Notre Vice-Consul à Bayonne, Don Calixte Roby, écrit que Don Clément Sauvigny, secrétaire du comte de Fernan Nuñez, lui a envoyé de Paris diverses caisses pour Ma-

1. Bergstedt, secrétaire d'ambassade, en remplacement du baron de Staël.

drid, l'une avec une *adresse* erronée et l'autre sans adresse. Comme Sauvigny, à son départ de Paris, n'a laissé aucune note qui puisse me servir de guide pour vérifier à qui appartiennent ces paquets, je fais prévenir Roby pour qu'il les adresse tous à Votre Excellence, car l'essentiel est qu'aucun envoi relatif au service de Sa Majesté ne souffre de retard. Votre Excellence pourra ordonner de les faire tous ouvrir et il sera facile de découvrir à qui appartiennent les objets qui y seront contenus. Les épreuves d'eau-forte de la galerie d'Espagne que cherche Mr. le Duc d'Osuna doivent se trouver dans les caisses, ainsi que plusieurs cartes de géographie pour Votre Excellence et une lunette astronomique pour D. Antolin de Villafañe. S'il y a quelque doute sur les destinataires de certains de ces objets, Votre Excellence pourra m'en envoyer la liste et j'en ferai la vérification ici. Il me semble que j'ai pris le meilleur parti et j'espère que Votre Excellence voudra bien l'approuver.

IX

272.

8 Juin 1792.

Cher Monsieur. Mr. Dumouriez m'a dit qu'il savait que Mr. Béon¹, exempt des gardes du corps, en partance pour Coblenz, était arrivé à Madrid, qu'il avait été introduit ou présenté par le duc d'Havré et semblait être chargé de demander des secours d'argent en faveur des princes et émigrés français. J'ai mis au courant Mr. Dumouriez de la réponse de Votre Excellence à ce même duc d'Havré le 18 mai dernier, il en est demeuré parfaitement satisfait et il me l'a exprimé en termes nullement équivoques.

Votre Excellence peut lire ce que dit sur le voyage de Mr. Béon la *Gazette de France* ci-jointe qui s'imprime par ordre de ce secrétariat d'état.

X

273.

8 Juin 1792.

Cher Monsieur. Je disais à Votre Excellence dans ma lettre n° 268 que l'incident des déclarations contre le soi-disant *Comité autrichien*² n'aurait probablement pas de suite. Et comme c'est

1. Béon (comte de). Voir, sur la mission de Béon en Espagne, Pingaud, *Correspondance intime du comte de Vaudreuil et du comte d'Artois*, t. II, p. 97-98 et 102.

2. Voir, sur le Comité autrichien, Tuéty, t. IV, n°s 442 à 440.

une affaire très sérieuse, je ne négligerai pas de dire à Votre Excellence que le peu de cas que l'on a fait des rapports des députés qui montèrent à la tribune pour pérorer me confirme davantage dans mon opinion. Les quatre cahiers ci-joints du *Logographe* insèrent la suite des discours qui sont très diffus. Parmi les nombreux accusés, on compte Mr. Dumouriez. J'ai signalé à la page 116^{ce} que le député Mr. Ribes¹ a dit sur l'Espagne, bien que je doive répéter que ces propos et les autres de même nature ont été généralement méprisés.

L'assemblée a voté, outre l'augmentation des troupes qui a été décrétée, la formation d'un camp de 20.000 hommes² recrutés dans tous les cantons du Royaume et qui se rassembleront à Paris avant le 14 juillet prochain, jour anniversaire de la Fédération. Les conséquences qu'entraînerait l'exécution de ce décret, qui n'a pas encore été sanctionné, peuvent être considérables, car jusqu'à présent on n'en a expédié aucun qui ait donné autant à penser et à craindre.

D'après tout ce que j'ai lu et entendu, voici le plan d'action des promoteurs de ce projet : « Ceux qui désirent transporter le Roi dans les provinces du centre, choisiront les 20,000 hommes parmi ceux de leur parti. Ceux-ci s'uniront aux hommes armés de piques, aux vagabonds de Paris et à une partie de la garde nationale, et réaliseront leur projet à tout prix. »

L'on suppose qu'une telle détermination s'appuie sur les considérations suivantes, que si les armées allemandes gagnaient des victoires décisives, elles entreraient dans cette capitale ; que la possession du Roi est l'unique gage de la sécurité de l'Assemblée actuelle et que certains membres de cette Assemblée voudraient

1. Ribes (Raymond). Né en 1743, mort à une date inconnue. Député de l'Aude à la Législative. — Cf. Archives parlementaires, t. 44, p. 569. Séance du 4 juin 1792. Voici le passage du discours de Ribes concernant l'Espagne : « Le sieur Dumouriez nous a encore trompés sur les véritables dispositions de l'Espagne, car dès que l'Espagne n'a pas approuvé formellement notre nouvelle constitution, dès qu'elle n'a pas encore promis les secours qu'elle nous doit suivant les traités, dès qu'elle recrute pour porter au complet le nombre de ses troupes, dès qu'elle a formé sur toute la ligne de nos frontières un cordon de troupes, dès qu'elle accorde protection à M^r d'Havré et aux autres émigrés, tandis qu'elle n'ignore pas qu'ils reçoivent souvent des courriers d'Allemagne et qu'ils ont tous les jours des conférences secrètes, on ne peut regarder les réponses du cabinet de Madrid, et le renvoi du comte de Floridablanca, et la nomination du comte d'Aranda que comme un jeu de sa politique sombre et défavorable à la nation française. »

2. Voir Tuetey, t. IV, n^o 555.

être plus près de Bordeaux, afin de s'embarquer pour l'Île de St.-Domingue quand ils n'auront pas d'autres refuges.

J'ai indiqué à Votre Excellence quelques points relatifs à cette question au paragraphe 3 de ma lettre n° 264. Sans avoir la témérité ou la légèreté d'exposer une opinion contraire à celle presque unanime que je viens de rapporter, je soumettrai à la prudence consommée de Votre Excellence quelques réflexions purement personnelles qui permettent d'espérer que ce projet ne se réalisera pas. On ignore encore si sa Majesté Très Chrétienne sanctionnera le décret ; on ignore si les commerçants de Paris, qui perdraient tout à l'absence du Roi et la plus grande partie de la Garde Nationale, qui s'offenseraient qu'on en fit venir une autre de province, ne mettront pas opposition à ce décret en demandant son annulation ou l'exercice du droit de veto. Tous sont d'accord pour déclarer que si cette intervention n'a pas lieu on peut pronostiquer les plus grands malheurs. J'en déduis que le décret ne sera pas exécuté où s'il l'est, il le sera avec tant de modifications (faites insensiblement) que la tranquillité publique ne sera pas troublée et que la famille royale ne sortira pas de Paris, car le plus grand nombre n'a aucun intérêt à la ruine générale. J'ai dit à Votre Excellence que ce sont de simples réflexions. La connaissance que j'ai de cette machine compliquée et de la partie historique de la Révolution me l'a suggéré, mais cela même me rend prudent, et m'oblige à ne rien affirmer, me bornant, à ne répondre que de la vérité des faits que je rapporte.

L'Assemblée n'a pas assisté hier à la procession de la Fête Dieu, pour la raison qu'il n'y a pas de religion dominante en France, mais il n'y a pas eu non plus de séance pour laisser libres les membres de l'Assemblée qui désiraient y assister en particulier. Le seul bon résultat de ce décret a été de dispenser ainsi la famille royale d'aller à la procession de sa paroisse, dont le curé a prêté serment à la constitution civile du clergé. On a donné la liberté de suspendre ou non des tapisseries sur le passage et de tenir ouverts ou fermés les ateliers et les boutiques. Mais cependant l'on n'a pas noté le moindre changement et les processions se sont déroulées, comme Votre Excellence les a vues de son temps¹.

Pour l'armée, rien de nouveau et je ne vois rien d'essentiel à

1. Aranda avait été ambassadeur en France de 1773 à 1786, date à laquelle il avait été remplacé par Fernan Nuñez. Il prit congé de Louis XVI en septembre 1787.

rapporter à Votre Excellence. Je m'en réfère aux périodiques imprimés pour tout ce qui est de pure curiosité. Si j'apprends un fait digne de l'attention du Roi N. S., je le mettrai en postdata, comme j'ai l'habitude de le faire contraint par les circonstances actuelles où des incidents nouveaux et imprévisibles surgissent d'un instant à l'autre.

XI

274. (*Déchiffrée.*)

8 Juin 1792.

Cher Monsieur. La première nuit où la Garde royale quitta son service, les personnes royales restèrent habillées et éveillées. M. Dumouriez assure qu'il pourra maintenir l'autorité de Sa Majesté Très Chrétienne contre les factieux. Si on emmène le Souverain, devrais-je le suivre, rester ou m'en aller de ce Royaume?

XII

276.

11 Juin 1792.

Cher Monsieur. Le 28 février de cette année j'ai demandé satisfaction à Mr. de Lessart¹, ministre des Affaires étrangères, du mauvais traitement que firent subir deux marseillais au patron catalan, du nom de Cotepuig, parce qu'il ne portait pas la cocarde nationale. Mr. Dumouriez me répond maintenant que les démarches faites par cette municipalité pour découvrir les agresseurs ont été sans résultat et que notre vice-consul n'a pas non plus trouvé de traces des faits sur lesquels le patron catalan a fondé sa plainte. Je joins à cette lettre une copie de la note de Mr. Dumouriez et de la lettre de la Municipalité de Marseille, à laquelle il se réfère.

Ci-joint copies

a) De la lettre écrite par la municipalité de Marseille à MM. les administrateurs du département des Bouches-du-Rhône le 2 mai 1792.

b) De la lettre de Dumouriez à ce sujet du 8 juin 1792.

1. Lessart (Antoine de Valdec de), 1742-9 septembre 1792. — 1790. Contrôleur général des Finances, en remplacement de Lambert. — 30 novembre 1791. Ministre des Affaires étrangères. — 9 mars 1792. Sa mise en jugement réclamée par Brissot. Il fut conduit au tribunal de la Haute-Cour nationale à Orléans. Ramené vers Paris, il fut assassiné dans les rues de Versailles, le 9 septembre 1792.

XIII

277.

11 Juin 1792.

Cher Monsieur. La lettre de Votre Excellence du 28 du mois dernier se réduit à m'accuser réception de mes lettres nos 251 et 252 et à me faire savoir que « L. L. M. M. et A. A. » jouissent d'une parfaite santé ». Celle de ces personnes royales se maintient sans changement.

Pour autant que je m'efforce d'être concis afin de ne pas fatiguer inutilement l'attention de Sa Majesté ni dérober à Votre Excellence un temps qui lui est si précieux, je me vois presque toujours dans l'obligation de m'étendre plus que je ne le désirerais. J'espère que Votre Excellence se rendra compte que si les imprimés contiennent un amoncellement de faits, il me reste à désigner ceux qui paraissent être d'une importance capitale. Tel est le projet soumis par le ministre de la Guerre de faire camper 20.000 hommes dans les environs immédiats de Paris et que l'Assemblée a décrété.

Les réflexions que j'ai exposées à Votre Excellence sur ce décret dans ma lettre n° 273 n'étaient pas erronées, comme Votre Excellence le verra, et avant d'entrer en matière j'en ajouterai une autre que beaucoup ont faites : c'est qu'il n'est pas possible que les 20.000 hommes des provinces se trouvent ici dans les premiers jours de juillet, comme on l'a décidé, aussi a-t-on de sérieuses raisons de soupçonner que ce corps se trouve déjà dans cette capitale et que par conséquent il se composerait d'éléments choisis par un parti peu favorable à la tranquillité et à l'ordre.

Le décret a été porté au Roi sans perdre un instant. Les membres du conseil votèrent en faveur de son exécution immédiate. Mr. Dumouriez fut le seul qui s'y opposa. Sa Majesté suivit l'avis de Dumouriez et dit qu'il l'ajournait, parce qu'une résolution qui déplaisait à la Garde Nationale de Paris en qui il mettait toute sa confiance, méritait une sérieuse réflexion. Entre temps, le bataillon des Augustins ayant appris que la Garde Nationale dressait une pétition contre le décret, envoya une députation à l'Assemblée pour le soutenir. Puis d'autres députations, composées de citoyens de diverses sections, l'ont imité, ils y furent excités, comme l'avaient été les habitants des faubourgs St.-Marcel et St.-Antoine. Hier, en effet, de nombreux Gardes Nationaux apportèrent leur pétition contre le décret du camp. Le *Journal de Paris* (coté A) l'insère et il mérite d'être lu avec attention, surtout les phrases que l'orateur qui était un grenadier coupait par des si-

lences qui exprimaient avec éloquence sa pensée. L'Assemblée l'écouta avec impatience et déplaisir et peut-être même non sans quelque crainte, et elle décréta que l'affaire serait confiée à l'examen des Comités de Surveillance et de Législation¹. Je m'en rapporte pour tout ceci au même *Journal* et à celui des *Débats*, n° 257, qui donne le compte rendu des séances d'hier et d'avant-hier.

En résumé, pendant que les Comités dressent leur rapport, le Roi n'est ni tenu, ni obligé, de sanctionner ou d'appliquer le veto. Durant cet intervalle, les gardes nationaux dont les signatures s'élevaient hier à 8.000 s'emploieront à amener ce nombre à 20, 30 ou 40.000, tandis que le parti adverse tâchera d'échauffer le peuple et d'accroître aussi le nombre de ses adeptes, en attirant à lui une partie de la garde. Si, par suite du rapport des Comités, l'Assemblée annule le décret, il n'y aura pas le moindre trouble dans Paris. Si ce décret est maintenu, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la plus grande partie de la Garde Nationale, renforcée par des membres de *toutes les classes*, qui perdraient à un changement, présente une pétition armée, qui mériterait une plus grande attention que la première. Nous ne tarderons pas à voir les conséquences incalculables d'une affaire qui a divisé cette capitale en deux partis bien décidés et qui peut exciter la haine des gardes nationales de tout le royaume contre celle de Paris.

Il n'est pas vain de dire à Votre Excellence que la division générale s'étend au Club des Jacobins, et, par conséquent, au Conseil du Roi, puisqu'il est composé de membres du Club. Ainsi Mr. Dumouriez et Mr. de Lacoste², ministre de la marine, sont d'un parti et les autres (favorables au décret) d'un autre.

Les lettres que copie le *Journal* A cité plus haut méritent d'être lues ; car elles témoignent du peu d'effet que produisirent sur le public les affiches de Mr. Manuel³, procureur de la Commune, incitant le peuple à ne pas suspendre de tapis dans les rues et à ne pas interrompre la circulation pendant les processions de la Fête-Dieu. Le *Logographe* B contient la fin de la délation du Comité autrichien et le *Journal des Débats*, n° 255, page 82, une lettre de la municipalité de St.-Denis, dans laquelle elle assure qu'il n'y a pas eu de réunions de gens suspects à St.-Denis, la Briche, Epinay,

1. Tuetey, t. IV, n°s 556 et 559, et Braesch, p. 43-44.

2. Lacoste (baron de), 1730-1820. Ministre de la Marine, du 16 mars au 10 juillet 1792.

3. Manuel (Pierre-Louis), 1751. Guillotiné le 14 novembre 1793.

Auteuil et Bagatelle. On ne parle pas encore de rétablir la Garde du Roi. L'on attend sans doute la fin des agitations actuelles.

Mr. de Custine¹ a été nommé général de l'armée du Rhin.

Mr. de La Fayette s'est mis en marche avec une partie de son armée pour se réunir à celle du Nord, et il est arrivé le 7 à Maubeuge avec 12.000 hommes. On dit qu'ils vont attaquer Mons et Namur avec 60.000 hommes et que les Autrichiens seront 35.000 hommes.

Le prince évêque de Liège est décédé et peut-être que l'Électeur de Cologne lui succédera. Le supplément C publie l'ordonnance de neutralité du Grand-Duc de Toscane.

Mr. Makau² va partir pour Naples avec le caractère de ministre plénipotentiaire.

Votre Excellence trouvera ci-joint une copie littérale d'une lettre que le prince de Hesse Rheinfels³ écrit à son frère le Landgrave, avec qui il est fâché, Votre Excellence aura une nouvelle preuve de l'extraordinaire vigueur de son caractère.

Ci-joint la copie suivante :

« Strasbourg le 26 avril, l'An 4^e de la Liberté.

« Le règne des tirans et des oppresseurs est passé. Celui de l'Égalité et de la justice est à l'ordre du jour.

« J'ai l'honneur en conséquence, Monsieur, de vous prévenir que j'ai besoin de cent mille écus et je vous prie de me les faire parvenir sur le champ, sur Tourson et Ratel ou sur Girardot et Halles. Vous avez trop d'esprit et de justesse pour ne pas comprendre qu'un refus de votre part ou un retard indiscret pourrait compromettre vos intérêts les plus chers. J'attends votre réponse avec impatience et vous prie de me croire très parfaitement, Monsieur, votre très obéissant serviteur.

Charles prince de Hesse Rheinfels

lieutenant-général sous les ordres de Luckner et membre de la Société des Jacobins.

XIV

278.

15 Juin 1792.

Cher Monsieur. Ce n'est pas en vain que je parlais à Votre

1. Custine (Adam-Philippe, comte de), 1740-1793. Général français. Lieutenant général à l'armée du Rhin en 1792.

2. Mackau (baron de). Ministre de France à Stuttgart en 1790, à Florence en 1791 et à Naples en 1792.

3. Hesse-Rheinfels Rottenbourg (Charles-Constantin, prince de), 1752-1821. Général français. Il commandait la place de Perpignan en 1792.

Excellence dans ma lettre précédente de la division qui régnait dans le conseil du Roi. Ce mercredi, Mr. Duranthon¹, ministre de la Justice, s'est présenté à l'assemblée et a remis une lettre de Sa Majesté, dans laquelle elle avisait des changements des ministres de la Guerre, de l'Intérieur et des Contributions publiques : Mr. Dumouriez a remplacé le ministre de la Guerre, Mr. Mourgues² celui de l'Intérieur, quant au ministère des Contributions il n'a pas encore été pourvu. Le Souverain donnait avis aussi de la nomination au ministère des Affaires étrangères de Mr. Naillac³, ministre aux Deux-Ponts.

La plus grande partie de l'Assemblée n'approuva pas ce changement et exprima tout d'abord son mécontentement par le silence et des gestes, mais sa désapprobation devint plus positive quand Mr. Dumouriez lut un mémoire sur l'administration de la guerre, où il assurait que ni l'armée n'était prête, ni les places n'étaient en état de défense. Plusieurs députés prirent la parole contre lui et il fut décrété qu'une commission particulière composée de 12 membres serait constituée pour vérifier toutes les assertions des ministres de la Guerre (en commençant par Mr. Du Portail) avec charge d'examiner les pièces justificatives et de contraindre le ministre actuel de la Guerre à présenter dans un délai de 24 heures les pièces relatives aux faits qu'il avait exposés et à rendre compte dans les huit jours de tout ce qui concerne le ravitaillement de l'armée et l'état des places. Il est probable qu'il sera facile au nouveau ministre de la Guerre de prouver qu'il ne peut pas présenter dans un délai si bref les preuves qu'on lui demande. Les motifs qu'a eus le Souverain pour changer les trois susdits ministres qui formaient un parti dans le conseil ne sont pas difficiles à deviner.

Le ministre de l'Intérieur (Mr. Roland de La Platière)⁴ a écrit à Sa Majesté le 10 courant une lettre cotée A que l'Assemblée a ordonné d'imprimer, sans doute pour manifester sa désapprobation de ce changement. L'auteur l'a fait distribuer dans une intention qu'il est facile de déduire du contexte. Si cette lettre n'était pas assez explicite, le fait d'avoir proposé la réunion au

1. Duranton, 1736. Homme politique français. Exécuté le 20 décembre 1793. Ministre de la Justice en remplacement de Duport-Dutertre.

2. Mourgues (Jacques-Augustin), 1734-1818. Ministre de l'Intérieur le 13 juin 1792. Il donna sa démission cinq jours après.

3. Naillac (Pierre-Paul de Mérédiou, baron de). Ministre des Affaires étrangères en remplacement de Dumouriez.

4. Roland de la Platière (Jean-Marie), 1734-1793.

camp de 20.000 hommes près de Paris qui a mis Sa Majesté dans l'alternative de s'exposer ou à la critique d'un parti en ne le sanctionnant pas, ou à des risques et à des désordres redoutables si elle le sanctionne, suffirait à lui seul à éclairer sur les mobiles du Roi.

Ni les Comités chargés de rapporter sur cette affaire n'ont encore rien fait, ni le décret n'a été sanctionné, et il est très probable qu'il ne sera exécuté qu'avec des modifications essentielles, comme je l'indiquais à Votre Excellence.

Il semble qu'il n'y ait pas d'autre expédient pour tout concilier que de décider que le campement serait fixé à 15 ou 20 lieues de Paris, dans les environs de Compiègne. Ainsi le Roi et l'Assemblée céderaient chacun de leur côté et on éviterait, au moins pour l'instant, les inconvénients les plus graves.

Mr. Dumouriez a accepté le ministère de la Guerre, à la prière du Roi, qui le croit non seulement apte à remplir cette charge dans les circonstances présentes, mais le seul homme qui puisse être choisi actuellement. M. de Nailhac (qui est encore aux Deux-Ponts et que Votre Excellence a peut-être connu ici et à Madrid il y a 25 ans) est un ami et un parent de Mr. Dumouriez. D'après les conversations que j'ai eues avec lui, il m'a semblé un homme instruit, sensé et modéré. Jè ne connais pas personnellement Mr. Mourgues (nommé ministre de l'Intérieur), mais je sais qu'il a été directeur de travaux à Cherbourg sous les ordres de Mr. Dumouriez lui-même.

Voici les faits essentiels du jour, et comme des déterminations et des événements importants doivent en sortir, Votre Excellence pourra, si cela lui convient, lire la séance du mercredi 13 dans le *Journal des Débats*¹, n° 260, qui lui donnera quelque idée de l'esprit qui règne à l'Assemblée. Je ne conseille pas à Votre Excellence de la lire dans le *Logographe*, car il est trop diffus. Cet imprimé contient aux pages 165 et 166 les seules nouvelles que l'on sache de l'armée, insérées dans une lettre de Mr. de La Fayette. Elles se réduisent à une escarmouche où moururent le maréchal de camp Mr. Gouvion² et 25 ou 30 hommes. Mais le supplément ci-joint de la *Gazette des Pays-Bas* rapporte cet inci-

1. *Journal des Débats et des Décrets*. Compte-rendu des séances de l'Assemblée nationale, fondé le 29 août 1789 par Baudouin, quotidien in-8°.

2. Gouvion (Jean-Baptiste). Général français, tué d'un coup de canon, le 11 juin 1792, près du village de Grisuelle, en avant de Maubeuge.

dent d'une autre manière. Le général lui-même se serait emparé de la Ville de Beaumont qui était sans défense.

Depuis quelque temps on observe à Paris le plus grand secret sur tout ce qui concerne les opérations militaires. On donne seulement comme probable que Mrs. Luckner et La Fayette concertant leurs efforts se disposeraient à entreprendre le siège de Mons. Le *Journal de Paris* n° 166 contient quelques détails sur ce point.

La suppression, sans indemnité, des droits féodaux dits casuels a été décrétée.

Dans l'assemblée de mardi, un député a dénoncé les orateurs que l'on rencontre dans tous les lieux publics et principalement dans le jardin des Tuileries et l'on a décrété que cette question serait soumise au pouvoir exécutif. Les opinions qu'ils profèrent sont atroces et je préfère citer le paragraphe souligné dans le *Journal de Paris* n° 165 à les répéter ici.

P.-S. — J'envoie ci-joint à Votre Excellence la lettre que le Directoire du Département de Paris a écrit le 12 juin à l'ancien ministre de l'Intérieur, Mr. Roland de la Platière, où le club des Jacobins est rendu le principal coupable de l'état actuel de la France. On enverra des exemplaires de cette lettre à tous les départements.

XV

279. (*Déchiffrée.*)

15 Juin 1792.

Cher Monsieur, Dumouriez aura tous les autres ministres sous ses ordres. Il est résolu à soutenir le Roi en s'exposant à tout et Sa Majesté a confiance en lui. La difficulté est qu'on l'enverra à Orléans quand il se croira plus sûr.

XVI

280.

18 Juin 1792.

Cher Monsieur, J'apprends par la lettre de Votre Excellence du 4 courant qu'avis a été transmis par le ministère des Finances à la Direction de la Banque de donner à ma signature le même crédit qu'à celle du comte de Fernan Nuñez. Je rends grâce à Votre Excellence pour la promptitude avec laquelle cet ordre a été envoyé.

XVII

281.

18 Juin 1792.

Cher Monsieur. Bien que j'aie toujours éprouvé de la réputation à manier de l'argent, j'ai cru cependant me rendre utile au service du Roi en me chargeant de garder les fonds que je réserve aux dépenses extraordinaires de cette Ambassade et de payer moi-même les pensionnés, courriers, chargés d'affaires, etc... Pour aller chercher l'argent à la maison de Mrs. Lecouteux, le compter et tenir les comptes en règle, j'ai besoin d'un aide, et je me sers du concierge de cette Ambassade, dn. Francisco Garcia qui sait s'adapter à toutes les circonstances.

A ma demande, Sa Majesté lui a concédé une gratification annuelle de 1,500 réaux, les 4,800 de son traitement ne pouvant lui suffire, d'autant plus qu'il use beaucoup de vêtements à cause de son emploi qui l'oblige à sortir par le mauvais temps et à toute heure. En égard au nouveau travail qui lui incombe, il me semble qu'il serait juste de l'augmenter de 1,700 réaux, ce qui constituerait le traitement global de 8,000 réaux ou 2,000 livres à l'année, ce qui, je crois, correspond à son travail. Si Sa Majesté le juge bon, on pourra lui verser la totalité de son traitement sur la Banque Nationale, afin de ne pas dresser deux comptes.

XVIII

284.

18 Juin 1792.

Cher Monsieur. J'ai lu avec le plaisir accoutumé la nouvelle que Votre Excellence a bien voulu me donner dans son estimable lettre du 4 courant du parfait état de santé de LL. MM. et AA. Et je répondrai en assurant Votre Excellence que ces personnes royales jouissent d'un égal bienfait.

Dans cette même lettre, Votre Excellence m'accuse réception de mes lettres n^{os} 253 et 259 et m'informe que la Cour a pris le deuil 3 mois en raison du décès de l'Infante impératrice veuve.

Il arrive chaque jour ici de nouveaux incidents inattendus. Le dernier courrier a fait part à Votre Excellence du changement de ministère et aujourd'hui je dois annoncer à Votre Excellence qu'aucun des ministres que l'on vient de nommer n'est au pouvoir ! Les ministres actuels sont depuis avant-hier *pour les Affaires étrangères*. Mr de Chambonas¹, maire de la ville de Sens et

1. Chambonas (marquis de). Général et homme d'État français, mort

commandant de la garde nationale de cette ville et ancien commandant de la garde nationale de Paris sous les ordres de Mr. de La Fayette. Pour la *Guerre* Mr. de La Jard¹, ex-lieutenant de Mr. de La Fayette et actuellement lieutenant général de l'armée du nord. Pour la *Marine* Mr. du Bouchage², officier d'artillerie, pour l'*Intérieur* Mr. Monciel³, ex-intendant des finances et ministre en titre à Mayence. Pour les *Finances* Mr. d'Ormesson, ex-contrôleur et officier de la garde Nationale. Pour la *Justice* on n'a encore nommé personne. De ces nominations les deux premières sont positives et quant aux autres je n'en suis pas aussi sûr, bien que je les crois certaines. Toutes proviennent de la démission de Mr. Dumouriez. Aussi il importerait que Votre Excellence sache le motif qu'il a eu de la donner. Mais jusqu'à présent c'est un mystère impénétrable. En attendant qu'il soit découvert, je me bornerai à rapporter les différentes raisons auxquelles le public l'attribue. Les uns disent que c'est parce que le Roi n'a pas voulu suivre le conseil de Mr. Dumouriez de se présenter à l'Assemblée et d'y parler avec fermeté de l'anarchie actuelle. D'autres pensent que Mr. Dumouriez proposa au Roi de sanctionner le décret d'expatriation des ecclésiastiques non assermentés, afin qu'on accueillît moins mal le veto contre le camp des 20.000 hommes, d'autres au contraire croient qu'il lui proposa de les sanctionner tous les deux, en disant que s'il ne le faisait pas il lui serait impossible de rester au ministère, à quoi Sa Majesté se serait constamment refusé.

Cette dernière explication (qui semble la plus probable) est en contradiction avec l'assurance où l'on est que Mr. Dumouriez fut le seul à s'opposer à la sanction, qui entraîna l'exclusion au conseil de ses collègues. On peut aussi donner à sa démission une seule interprétation, que voici : Mr. Dumouriez s'opposa au décret dans la conviction qu'il pouvait compter sur un parti populaire suffisant pour soutenir son plan. Il s'aperçut ou s'imagina qu'il s'était trompé et par conséquent qu'il allait être mis en accusation et envoyé à Orléans, ou, ce qui aurait été plus redoutable, attaqué

en 1807. En 1792, maréchal de camp de la garnison de Paris et ministre des Affaires étrangères. Le 9 juillet 1792, il fut dénoncé par Brissot et donna le même jour sa démission.

1. Lajard (Pierre-Auguste de), 1757-1837. Ministre de la Guerre, du 18 juin au 24 juillet 1792.

2. Bouchage (François-Joseph du Gratet, vicomte du), 1749-1821.

3. Terrier de Monciel (Antoine-Marie-René), 1757-1831. Ministre de l'Intérieur en juin 1792. Il donna bientôt sa démission.

par le peuple, alors pour se maintenir il voulut faire sanctionner à lui tout seul les deux décrets, dissimulant ainsi sa première opinion. Et pour que Sa Majesté ne l'accusât pas d'inconséquence il lui aurait dit, sans doute, qu'il avait trouvé un moyen terme pour que le corps de 20.000 hommes fut composé d'individu bien intentionnés, qui, loin de troubler la tranquillité, contribuerait à l'établir d'accord avec la garde nationale.

Je ne peux pas interpréter d'une autre façon cet étrange procédé. Je négligerai les probabilités pour faire une seule réflexion d'ordre général et indispensable. Le Comte de Montmorin passait pour hostile à la Constitution et pour cette raison son ministère prit fin. Mr. de Lessart, au début de son mandat, avait la réputation (bien fondée) d'être constitutionnel. Il la perdit et Sa Majesté le renvoya. Mr. Dumouriez entra en fonction comme ministre plus que populaire. On commença à soupçonner qu'il ne l'était pas autant qu'on l'avait cru. Et on a été obligé de le changer. Le ministre actuel a été choisi, semble-t-il, dans la Garde Nationale dont la meilleure et la plus grande partie reste très attachée à Mr. de La Fayette. Nous verrons si cet essai réussit, car après celui-ci je ne vois pas lequel pourrait être tenté¹.

Pour que Votre Excellence puisse porter un jugement sur l'avenir, il convient d'observer que le *Département* de Paris et la plus grande et la plus saine partie de la garde nationale désirent l'ordre et le calme et qu'à la tête du parti contraire se trouve la *Commune*. Personne ne peut prévoir les résultats de cette lutte. Sa Majesté s'est déclarée en faveur du Département dans la conduite qu'il a adoptée. Elle n'a pas encore nommé sa nouvelle garde et par cela elle témoigne de sa confiance envers la Garde Nationale, et elle a fait appeler le Directoire du Département pour le remercier de la lettre qu'il écrivit le 12 à l'ancien ministre de l'Intérieur, Mr. Roland de la Platière, où il attribuait l'état actuel de la France au Club des Jacobins. J'ai envoyé à Votre Excellence un ou deux exemplaires de cette lettre dans ma lettre n° 278.

Plusieurs députations des sections de Paris ont exprimé à l'Assemblée leur approbation du décret de campement. Mais elle n'en conclut pas que les sections pensent entièrement de la même manière. Celle de la *Croix-Rouge* s'est présentée hier à l'Assemblée dans la même intention. Elle demande que les citoyens riches montent la garde comme les pauvres, ce qui fut décrété. Elle

1. Voir, sur la chute du ministère girondin, Tuetey, t. IV, nos 674-739.

déclara n'avoir aucune confiance dans l'état-major de la garde nationale. Et finalement elle imputa au pouvoir exécutif la désunion et la fermentation des esprits. Et l'Assemblée nomma un comité ou commission composée de 12 députés pour examiner la *situation actuelle du Royaume*.

Les mesures qu'avait prises la garde nationale prévinrent hier quelque bagarre que l'on s'efforçait sans aucun doute de susciter, car entre autres signes inquiétants, on voyait des gens avec des bonnets rouges, qui fichaient dans différents endroits un mai avec le bonnet de la liberté et des inscriptions allégoriques sur ce sujet.

Dans les trois premières pages du *Journal des Débats* n° 262 j'ai souligné quelques faits remarquables. Je ne parle pas de la querelle entre 2 députés qui se sont donnés des coups de bâtons, ni d'autres incidents que l'on trouve dans les imprimés du jour, car je ne peux pas y fixer mon attention (et il n'est pas juste que j'y fixe celle de Votre Excellence), car nous nous trouvons dans des circonstances qui ne laissent pas place à la distraction.

L'armée de Luckner est à Lille et dans ses environs. Celle de La Fayette entre à Maubeuge et à Valenciennes. Les deux menacent Tournai et Mons. Mais on ignore si c'est leur intention et quand ils pourront attaquer formellement.

Les événements de St.-Domingue vont prendre ou peuvent prendre une nouvelle tournure. Les commissaires civils envoyés pour pacifier ces colonies firent savoir qu'ils avaient besoin de plus grands pouvoirs. L'Assemblée décréta en conséquence qu'ils auraient le pouvoir non seulement de suspendre les assemblées coloniales, provinciales et de toute nature, mais de rétablir les anciens tribunaux. Il est digne d'étonnement que l'Assemblée ait décrété des articles si opposés à ceux qu'elle a soutenus avec tant de persévérance et on peut attribuer cette attitude aux nouvelles annonçant que les troupes seraient divisées et mêlées aux divers partis de l'Île, ce qui a rendu indispensable l'octroi des pouvoirs de *dictateurs* aux commissaires, avec l'autorisation de prendre les mesures commandées par les circonstances.

P.-S. — Votre Excellence trouvera ci-joint le *Postillon de la guerre*¹ où j'ai signalé l'essentiel de ce qui a été traité aujourd'hui à l'Assemblée. Votre Excellence trouvera dans cet imprimé la

1. *Postillon de la guerre* ou *Gazette générale de l'Europe*, par Is. Langlois, Lunier et autres, 26 avril-12 août 1792, 125 numéros in-4°.

lettre du Roi faisant part de la nomination des ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de l'Intérieur. Il semble que Mr. de Lacoste se maintiendra quelque temps au ministère de la Marine et que Mr. d'Ormesson¹ ne soit pas encore décidé à accepter celui des Contributions. Mr. Duranthon attend la nomination de son successeur pour laisser le ministère de la Justice ou des Sceaux, dont il est encore pourvu.

La lettre de Mr. de La Fayette² dont Votre Excellence lira l'extrait à la page 2, a fait très grande sensation à l'Assemblée. Les députés, qui en l'entendant lire demeurèrent tout surpris, se ressaisirent et recoururent au subterfuge de la supposer apocryphe. Mais je sais de bonne part, qu'elle est véridique. C'est très important de savoir l'effet que produira sur le public et sur la garde nationale l'assurance qu'elle est authentique.

Ce soir il y a eu des rassemblements, des emprisonnements et quelque mouvement dans le peuple, qui n'ont pas eu de conséquences. Il est à désirer que demain et après-demain l'orage ne grondera plus autant, car on dit que les habitants armés de piques des faubourgs St.-Antoine et St.-Marcel iront demander au Roi pour quelle raison il ne sanctionne pas les décrets du camp (de 20,000 hommes) et de déportation des ecclésiastiques. J'espère que cette manifestation n'aura pas lieu, ainsi que cela se passe d'habitude, quand on fait des pronostics.

Aujourd'hui le nouveau ministre des Affaires étrangères devait porter à l'Assemblée le veto de Sa Majesté contre lesdits décrets, mais le hasard l'en a empêché. Il était en train de lire la nuit dans son lit, il s'est endormi, le feu s'est pris aux rideaux de son lit, la chaleur l'a réveillé, il s'est brûlé et s'est tordu le pied.

XIX

285.

22 Juin 1792.

Cher Monsieur. Ayant l'intention d'envoyer demain le courrier D. Felipe Nascimbene, j'écris cette lettre pour ne pas rompre la régularité de ma correspondance. Pour le cas où l'extraordinaire souffrirait d'un retard imprévu, je joins à ma lettre deux

1. Ormesson (Le Fèvre d'), 1757-1831. Ministre de l'Intérieur en juin 1792. Il donna bientôt sa démission.

2. Cf., sur la lettre de La Fayette, ce qu'en dit Roederer dans la *Chronique des 50 jours*. Cette lettre du 16 juillet aurait eu le plus mauvais effet sur l'opinion et serait une des causes de la journée du 20 juin.

gazettes universelles et d'autres imprimés qui relatent les événements du 20. J'ajoute chose, importante et particulièrement ces jours-ci que toutes les personnes royales jouissent d'une parfaite santé.

XX

286.

23 Juin 1792.

Cher Monsieur, J'envoie le courrier D. Philippe Nascimbene dans la crainte que quelque lettre particulière (d'ici) ne parvienne à Madrid avant la valise diplomatique et ne donne de l'inquiétude à Sa Majesté Notre Roi. Pour la tranquilliser je dirai de suite que toutes les personnes royales jouissent d'une parfaite santé (que Dieu les protège)¹.

Avant de rendre compte à Votre Excellence des événements survenus dans cette capitale et de sa situation actuelle, il convient de dire que le 19 à l'Assemblée S. M. opposa son veto au décret du camp de 20,000 hommes et à celui du bannissement des ecclésiastiques non assermentés.

Les habitants des faubourgs St.-Antoine et St.-Marcel avaient demandé l'autorisation au conseil général de la Commune de se réunir armés avec des piques et d'aller présenter des pétitions à l'Assemblée Nationale et au Roi. Bien qu'ils ne les aient pas formulées on croyait qu'elles avaient pour objet l'exécution des deux décrets. La municipalité demeura sourde à la démarche de la Députation, mais en instruisit le Directoire du Département de Paris. Celui-ci afficha un placard défendant la réunion armée des dits faubourgs. Mais cependant, ils se rassemblèrent le 20 au matin sur le terrain de la Bastille et se dirigèrent par la rue *Saint-Honoré* vers les Tuileries et l'Assemblée Nationale dont la salle est dans le Manège contigu aux jardins.

Ils avançaient armés avec des piques de différentes formes, des pioches, des faucilles, des sabres, des fusils et 6 canons : et il y avait parmi eux quelques pelotons de gardes nationaux. Il y

1. Pour la journée du 20 juin, voir Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris, 1894, t. I, nos 3226-3284, et Tuetey, t. IV, nos 740 à 1168. — Mellié, *Les sections de Paris* (Soc. d'histoire de la Révolution française). — Voir aussi Braesch, *La Commune du 10 août*, p. 42-51. — Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*. Paris, 1862, t. I, p. 113-216. — Pollio et Marcel, *Le bataillon du 10 août*. Paris, Charpentier, 1881. — Pfeiffer, *The Uprising of Juni 20*. Lincoln, 1923. — Cf. aussi les quelques indications bibliographiques que nous donnons dans notre introduction.

avait aussi des femmes armées et le nombre total que quelques uns font monter à 40,000 devait s'élever à 20,000.

Celui qui les menait était un certain Mr. de Santerre¹, Commandant du Bataillon du Quartier de St.-Antoine, qui a toujours figuré dans les expéditions de cette sorte.

A 9 heures du matin le Ministre de l'Intérieur avait déjà sommé le Département et la Municipalité d'envoyer des troupes au Palais. En effet ils mirent sous les armes 8,000 Gardes Nationaux au moins, les trois régiments de la Garnison ; deux compagnies de Suisses, et la Gendarmerie ou guet à cheval : ils se formèrent en carré sur la place du Carrousel et sur deux rangs de quatre files qui occupaient toute la façade du Palais du côté du jardin. Chaque soldat avait 16 cartouches : les canons étaient à mitrailles et braqués sur les avenues et la place Louis XV. Sur la place Vendôme et dans tous les environs il y avait des troupes à pied ou des patrouilles.

On laissa tout dans cet état depuis 10 h. du matin jusqu'à 1 h. dans la conviction que le peuple à la vue de ces dispositions se retirerait, ou que s'il persistait à vouloir entrer armé dans l'Assemblée, ou de quelque manière dans le Palais, on serait à même de l'en empêcher ; mais ni l'un ni l'autre ne se produisit, sinon ce que je vais rapporter.

Mr Roederer², Procureur général syndic du Département, se présenta à l'Assemblée pour leur rendre compte du rassemblement de tant de gens armés : et dit que malgré les intentions patriotiques dont ils étaient animés, il était à craindre que tout cet appareil ne servît de prétexte à renforcer quelque pétition auprès du Roi. Il ajouta que les mal intentionnés pouvaient dans une autre circonstance invoquer cet exemple pour troubler la sécurité du corps législatif.

Tandis que l'Assemblée délibérait pour décider si elle les laisserait entrer armés, elle reçut une lettre de Mr. de Santerre dans laquelle il disait que les habitants du faubourg St.-Antoine célébraient l'anniversaire du *Jeu de Paume* et qu'ils désiraient présenter leurs respects à l'Assemblée, démentir les calomniateurs et défilér dans la salle. (Je ne sais si Votre Excellence aura présent à la mémoire que le Jeu de Paume de Versailles est le lieu où

1. Santerre (Antoine-Joseph), 1752-1809. Dans la journée du 10 août, il fut nommé Commandant général de la Garde nationale de Paris.

2. Roederer (Pierre-Louis, comte), 1754-1835. Nommé Procureur général syndic de la Seine, le 11 novembre 1791.

se réunirent pour la première fois les *États Généraux* sous la dénomination d'*Assemblée Nationale* le 20 juin 1789 ; et que le 20 juin de l'année dernière la famille royale partit de cet endroit pour Montmédy.)

Les membres de l'Assemblée continuèrent à discuter vivement sur l'entrée à autoriser ou non, et à la fin, soit par crainte, soit qu'ils se fussent mis d'accord, ils décidèrent de les laisser entrer.

Venait à leur tête un jeune homme qui fit le discours qu'insère le *Logographe*, coté C, où l'on remarque les expressions suivantes : *que le Roi est d'accord avec l'Assemblée ; que cela se déduit du renvoi des ministres patriotes ; que la volonté d'un seul ne doit pas prévaloir sur celle de 25 Millions d'hommes*¹, et autres expressions non moins fortes. La réponse du Président se réduisit à des phrases banales où il les exhortait à se conformer aux lois. Ils défilèrent alors en sortant par la porte qui donne sur le jardin des Tuileries et en faisant le tour du Pavillon de Flore qui regarde le pont royal, et après avoir essayé en vain d'entrer au palais par les fenêtres qui donnent sur le même jardin, ils passèrent sous les arcs ou *guichets* du Louvre et s'arrêtèrent sur le Carrousel au milieu de la troupe. Celle-ci au lieu de les faire circuler ne bougea pas, ce qui eut pour résultat de permettre l'entassement de la foule qui en se mêlant avec la troupe, ôta à celle-ci l'avantage d'agir en bonne formation et aisance.

Mr. de Romainvilliers², Commandant de la Garde Nationale, ne fit pas cas de la sommation du Département de Paris qui lui ordonnait de s'opposer à l'entrée de la foule. Il donna la mauvaise excuse qu'il n'en n'avait pas reçu l'ordre de la Municipalité. A 3 h. moins le quart on entendit des coups sur la porte de la première salle du Palais et des cris du peuple qui remplissait l'antichambre. Le Roi sans se troubler fit retirer quelque 30 ou 40 gentilshommes qui se trouvaient là en leur disant qu'il ne voulait pas les exposer.

Il ordonna à deux officiers et à deux grenadiers de le suivre ; il s'en fut droit à la porte qui était déjà à moitié enfoncée, la fit ouvrir, se mit dans l'embrasure d'une fenêtre et se laissa entourer de piques, de faucilles et autres armes. Cependant il fut nécessaire d'arrêter par la force la Reine qui disait qu'elle voulait mourir aux côtés du Roi. Mais Madame Élizabeth traversa la foule

1. Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 416-417.

2. Romainvilliers (marquis de). Commandant général de la Garde Nationale.

et se mit près de Sa Majesté. Le Dauphin et Madame restèrent dans une autre pièce. Un des grenadiers qui étaient à côté du Roi lui dit *de ne pas craindre*. — S. M. lui répondit : « je n'ai pas la moindre crainte », et en lui prenant la main il l'appliqua sur son cœur et ajouta : « *Voyez Monsieur je ne tremble pas*¹. »

On ne pouvait pas savoir ce que voulait le peuple. Ce n'était que tumulte. Les uns réclamaient le renvoi du dernier veto, les autres le rétablissement de l'ancien ministère, d'autres disaient : « *Vive la Nation !* » et d'autres encore éclataient en injures. Le Roi répondait avec opportunité et fermeté. On lui présenta un bonnet rouge à la pointe d'une lance et S. M. l'accepta en le mettant. Ils entrèrent aussi dans le cabinet où était la Reine : ils l'accusèrent de ne pas aimer la Nation, elle répondit en assurant qu'elle l'avait toujours aimée ; elle avait une contenance si pleine de dignité et en même temps un air si souriant que les poissonnières qui avaient commencé par lui parler sur un ton très dur et menaçant finirent par des expressions d'affection et même les larmes vinrent aux yeux de quelques-unes. Mr. le Dauphin lui aussi accepta le bonnet qu'on lui offrit à la pointe d'une épée. Il le mit et comme un enfant qu'il est, il commença à rire et à danser sur une table.

Mr. Santerre se plaça à côté de S. A. en répondant de sa sécurité. Les personnes royales demeurèrent dans cette pénible situation jusqu'à 7 h., c'est-à-dire 3 h. 1/4. Tout ce temps fut nécessaire pour que 15 à 20.000 personnes armées défilassent et fissent le tour de toutes les pièces du palais, sans ordre et sans chef, au moins apparent. Le susdit Ct. Santerre avait quelque pouvoir et en effet le peuple lui obéissait bien qu'avec lenteur.

L'Assemblée envoya au Palais chaque demie-heure une députation composée de 24 Membres (ce sont les faits particuliers que m'ont racontés les personnes qui se trouvèrent présentes). On en rapporte beaucoup d'autres de peu d'importance, comme par

1. En français dans le texte. — D'après Roederer, le Roi aurait dit : « Je n'ai pas peur, mettez la main sur mon cœur. Il est pur et tranquille », et d'après Bertrand de Molleville : « l'homme de Bien ne connaît point la peur, mettez votre main là, voyez si ce sont là les battements d'un cœur agité par la crainte ». La version d'Iriarte, écrite trois jours après les événements, plus sobre, est sans doute la vraie. De même, d'après le récit d'un garde national, publié par Flammermont, *Révolution française* (1889), t. XVII, p. 72-78, Louis XVI aurait dit : « mettez la main sur mon cœur et vous verrez si je tremble ». Cet incident semble avoir beaucoup frappé les contemporains. Voir aussi *Charles-Engelbert Elsner : fragments de ses mémoires*, publiés par Stern (*Revue historique*, t. LXXXVII (1905), p. 83).

exemple que le Roi a accepté et bu un verre de vin que lui présentait une poissonnière. Le peuple brisa quelques portes et niches et finalement à 7 h, 1/2 du soir Paris était aussi calme que si rien ne s'était passé. Ainsi se termina la terrible journée du 20. En somme, il ressort de tout cela que le peuple ne savait pas ce qu'il voulait. Qu'il y avait beaucoup de gens payés et de la province, que ceux qui payèrent n'osèrent pas leur confier leurs mauvaises intentions, se fiant au hasard d'un grand désordre ; mais que le peuple, grâce à l'absence de résistance et à la tranquillité avec laquelle le Roi le reçut, n'eut pas de motif de se livrer à des actions encore plus coupables et se contenta de s'agiter et de crier, ainsi que cela se passe dans de pareilles circonstances, surtout après qu'on lui eut distribué beaucoup de vin le matin de très bonne heure. Il ressort aussi de tout cela que le Département de Paris (comme les autres du Royaume) a de bonnes intentions et que cette Municipalité, comme toutes les autres, n'en a pas d'aussi bonnes.

Que Votre Excellence excuse le style et le peu de méthode de ce récit, qu'elle se représente l'agitation avec laquelle il est naturel que j'écrive et l'accumulation des renseignements que j'ai entendus et que j'ai dû trier pour me limiter aux faits les plus certains et les plus importants.

Je continuerai cette lettre et j'y ajouterai au fur et à mesure ce qui arrive ou ce qui m'arrive jusqu'au moment où je croirai devoir faire partir le courrier extraordinaire.

La Garde Nationale qui était dans l'antichambre du Roi et qui alla garder les portes des pièces où étaient la Reine et le Dauphin manifesta la plus grande fidélité : le premier mouvement d'un des deux grenadiers qui accompagnaient S. M. fut de se jeter sur un des piquiers et de l'obliger à crier *Vive le Roi*. Un Commandant de Bataillon appelé Aclo¹, un fabricant de bière, très riche, très honnête et très dévoué à ce souverain se mit devant S. M. et dit à haute voix que personne ne le toucherait sans qu'on ne le tue auparavant.

Les paroles qu'il ajouta et l'influence qu'il a sur le peuple contribuèrent à arrêter leur élan. Mais plus que tout la résolution et la sérénité véritablement héroïques du Roi. Sa Majesté avait fait son testament depuis peu de jours, et elle en avait si bien pris son

1. Acloque, représentant de la Commune après la prise de la Bastille, président de son district et commandant d'un des soixante bataillons de la Garde nationale. Brasseur de son métier, fut toujours dévoué au Roi.

parti que personne ne remarqua la moindre altération sur son visage.

Ce que je vais dire semble un paradoxe, aussi je ne m'expose à l'exprimer que parce que beaucoup de personnes de jugement droit sont de mon avis.

Je me réjouirais beaucoup de ne pas me tromper, pour le bonheur de ces dignes souverains et la satisfaction de S. M. notre Roi. Je crois que ce monarque (une fois le danger passé) a beaucoup gagné lors des événements du 20. En premier lieu la preuve du courage qu'il a donné et sa sérénité (circonstances que l'on a admirées aussi chez la Reine et encore plus chez Madame Élisabeth) sont un signe certain que dans n'importe quelle autre circonstance, il saura employer ces mêmes armes qui sont les plus puissantes pour combattre les partis et pour arrêter le peuple (on commence à vérifier l'exactitude de cette opinion), car l'on constate que toutes sortes de gens parlent de S. M. avec respect et que les esprits sont beaucoup mieux disposés en sa faveur. Les gardes nationaux surtout sont mortifiés : ils disent que la Municipalité est composée d'ennemis de la patrie ; qu'en négligeant de donner l'ordre de défendre l'entrée du Palais, ils avaient perdu leur honneur ; et qu'ils désirent que se présente l'occasion de le recouvrer. Quelquesuns ont brisé leurs armes disant qu'ils ne les voulaient plus puisqu'ils ne les avaient pas employées et ils pleuraient de colère et de honte. Ils ont donné des coups de poing à un officier municipal revêtu de ses insignes. Ils ont traité de la même manière le Maire Péthion, en l'appelant traître et en le menaçant de mort s'il ne changeait pas à l'instant de conduite.

Le Département accuse aussi Péthion et cette accusation a été accueillie favorablement par l'Assemblée (bien que la Municipalité ait été déclarée coupable), ce qui est arrivé rarement.

Enfin on commence à espérer que le Roi, le Département, le nouveau ministère, la partie saine de la nation et de l'Assemblée, et la Garde Nationale honteuse des incidents du 20 et encouragée par la lettre de Mr. de La Fayette, formeront une union indissoluble. Ils commenceront par faire changer les membres de la municipalité, affaiblissant ainsi le pouvoir du parti des Jacobins et contenant par cela même les députés qui y sont affiliés. Par ce moyen ils rétabliront l'ordre et feront respecter le Souverain.

Je répète que cela semble le plus probable, mais en suivant les règles que m'impose la prudence, je ne réponds pas que cela se

passé ainsi. Chaque instant nous apportera plus de lumière et nous permettra de juger avec plus de certitude.

Comme presque tout ce qui est arrivé est digne d'être lu, et ne contient pas dans les limites d'une lettre, je m'en rapporte aux Logographes indiqués par la lettre C.

A la cote C. Votre Excellence verra plusieurs particularités sur ce qui s'est passé au Palais, et que chaque membre des Députations envoyées a rapporté selon sa façon de penser. Vous trouverez : la lettre dans laquelle le Roi en parle à l'Assemblée avec une dignité et une noblesse extrême ; le discours du ministre de l'Intérieur relatif à la même question, et le décret de l'Assemblée *défendant toute pétition ou réunion armée*, qui a déjà été affiché et publié à son de trompette¹.

Le Jeudi 21 sont venus quelque 1,000 habitants de Versailles : ils entrèrent sans armes dans l'Assemblée et parlèrent en faveur du camp de 20,000 hommes et contre la lettre de Mr. de La Fayette. Il y eut un grand mouvement dans tout Paris. On craignait une tentative de retour aux Tuileries ; mais elle eut pas lieu et il semble que la Garde Nationale ne l'aurait pas permis. Elle était concentrée dans les mêmes parages que la veille et chargeait les fusils et les canons devant beaucoup de curieux qui s'approchaient.

Ambassadeurs, ministres et chargés d'Affaires, nous sommes allés faire notre cour ce même jour 21 à L. L. M. M. et A. A. et nous eûmes la satisfaction de voir que ce qu'ils avaient souffert ne se remarquait pas sur leurs visages.

On dit que S. M. hésite à mettre ou non l'uniforme de la Garde Nationale à Mr. le Dauphin, car dans ce cas tous les courtisans le porteraient. Quelques uns l'ont déjà mis. L'idée que l'héritier de la couronne le porte semble très conforme au système du jour ; mais le fait que les gentilshommes le portent comme de simples soldats pourrait donner motif à ceux du parti contraire (qui enveniment tout) de dire que la Garde se composait d'aristocrates et indisposer le corps entier, ce qui serait le dernier des malheurs, car la Garde Nationale, malgré sa médiocrité est maintenant l'ancre de l'espérance, car dès le début de la révolution c'est elle qui nous a préservé d'un plus grand danger. Cependant comme l'Assemblée a décrété dernièrement que tous les citoyens doivent faire le service *personnel*, les nobles ont ce prétexte naturel pour prendre l'uniforme.

1. Cf. Tuetey, t. IV, n^o 1042-1043.

J'ai su que le Directoire du Département de Paris est en train de recueillir des déclarations privées sur l'argent que la Municipalité distribue pour fomentier les troubles ; et que lorsqu'il en aura les preuves suffisantes, il les portera à l'Assemblée Nationale et demandera le changement du Maire Péthion et des autres membres de la Municipalité. S'il l'obtient, il n'y aura pas de moyen plus efficace pour rétablir solidement la tranquillité.

Dans le *Journal de Paris* coté D.¹, j'ai signalé deux choses remarquables et positives. L'une d'elles est la conversation du Roi avec le Maire dans laquelle il l'a traité comme il le mérite. L'autre est la pétition que des citoyens bien intentionnés sont disposés à présenter demain à l'Assemblée. Il faut désirer que le nombre des signatures sera assez important pour qu'on les écoute avec respect.

J'ai souligné dans le même imprimé le Décret qui ordonne aux ministres d'aller aujourd'hui à l'Assemblée pour rendre compte des moyens employés pour contenir les ecclésiastiques (que l'on appelle) perturbateurs, et de l'établissement d'une armée de réserve entre les frontières et la capitale. Ils y sont allés et on les a interpellés. J'ai signalé également dans le *Postillon de la guerre*² quelques articles dignes d'attention et entre autres l'extrait d'une lettre du Roi où il propose la création de 42 bataillons de volontaires nationaux qui comprendraient 36.000 hommes et camperaient dans les plaines de Soissons. La proposition a été envoyée au Comité des Affaires militaires et il n'y aura pas de raison valable pour insister sur la venue de 20.000 hommes à Paris.

J'envoie ci-inclus à Votre Excellence trois exemplaires de la proclamation du Roi sur les événements du 20. Elle est parfaitement écrite. Malgré cela on ne peut pas prévoir quand on obtiendra la tranquillité.

Je vais fermer ce pli, mais l'on me dit que demain ou après-demain les hommes armés de piques reviendront renforcé par d'autres des environs de Paris où semble-t-il cette municipalité a envoyé des émissaires pour entraîner les gens de la campagne. Dieu veuille que si cela a lieu, ou si l'armée de Marseille vient

1. *Journal de Paris*, 1^{er} janvier 1777-30 septembre 1811, in-4°. — Il fut d'abord considéré par les « Patriotes » comme un organe de la Contre-Révolution. Il fut arrêté quelque temps autour du 10 août, puis il reprit avec une couleur politique beaucoup plus révolutionnaire.

2. *Le Postillon de la guerre* ou *Gazette générale de l'Europe*, par Isid. Langlois, Lunier et autres, 26 avril-12 août 1792, 125 numéros in-4°.

ensuite (comme on le dit aussi) la Garde Nationale agisse avec fermeté. Si elle le fait il n'y a pas de raison de craindre. Dans le cas contraire le *peuple payé* sera maître des personnes royales que seule la Providence pourra alors sauver une fois de plus. Dans la situation actuelle je crois que l'entrée même simultanée de toutes les armées d'Europe, loin de les sortir du péril imminent où elles se trouvent, *favoriserait* au contraire l'acte inique et sacrilège que quelques malfaiteurs tiennent tout préparé et que l'on essaie d'éviter avec les expédients que suggère la connaissance intime de cette horrible trame.

Si je me suis permis d'exprimer aussi clairement ma manière de penser c'est que ma conscience, mon honneur et l'amour que je professe pour ces si malheureux souverains m'en font un devoir, et surtout l'obligation sacrée de dire exactement ce que j'en pense à S. M. notre Roi dans des circonstances aussi pénibles. Je vois ce qui se passe ici, je crois que je vois juste, mes intentions sont pures, puisqu'elles naissent de mon ardent désir d'éviter à ces personnes royales, ou tout au moins d'éloigner d'elles autant que possible, le suprême malheur.

Mais je peux me tromper et je soumets mon point de vue comme de juste à la très haute prudence et à la pénétration de S. M. et de Votre Excellence. Il me semble indispensable que Votre Excellence ait l'obligeance de m'envoyer un courrier, car ici je n'en n'ai aucun.

Dieu conserve Votre Excellence de nombreuses années.

Paris, 23 Juin 1792.

XXI

287.

23 Juin 1792.

Cher Monsieur. Je ne veux pas interrompre la relation des principaux événements de ces jours-ci, que j'adresse à Votre Excellence en lettre particulière, aussi je consacrerai celle-ci, à diverses nouvelles indépendantes qui ont quelque rapport avec ma lettre précédente n° 284.

Je joins trois exemplaires de la lettre qu'a écrite Mr. de La Fayette au Roi, ainsi que la copie de celle que ce général avait écrite à l'Assemblée, et que j'ai signalée dans le post-scriptum de ma lettre n° 284 ¹. Les insinuations de quelques députés sur leur caractère apocryphe n'ont pas atténué l'impression qu'avait pro-

1. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 338.

duite leur lecture. Comme les derniers événements semblent justifier les principes qui y sont exprimés dans un style énergique, on attend avec curiosité le rapport que fera sur son contenu la Commission des Douze¹ joint à un comité de surveillance, auquel il a été confié.

Si Votre Excellence désire connaître les intentions qu'on lui attribue, elle pourra lire le *Journal des Jacobins* n° 216.

La nomination de Mr. Chambonas au ministère des Affaires étrangères, de Mr. de La Jarre² à celui de la Guerre et de Mr. Terrier de Montciel³ à l'Intérieur, que j'annonçais dans ma précédente lettre, a été confirmée par une lettre du Roi adressée à l'Assemblée. Ensuite Sa Majesté a nommé Mr. de Beaulieu⁴ au ministère des Contributions publiques. Tous ces ministres sont bien qualifiés et les personnes les plus au courant et les mieux intentionnées croient que dans les circonstances actuelles on ne pouvait pas faire un meilleur choix. Mr. Terrier de Montciel et Mr. de La Jarre ont, en particulier, la réputation d'être des hommes éclairés, intègres et énergiques. On espère qu'avec l'appui de la Constitution ils pourront soutenir l'autorité royale et se maintenir au ministère, bien qu'ils n'aient pas la popularité de leurs prédécesseurs.

Mr. Dumouriez, qui a été ministre de la Guerre 2 jours seulement, s'est absenté de Paris, après avoir obtenu de l'Assemblée l'autorisation d'aller servir comme lieutenant-général sous les ordres du maréchal Luckner.

Quelques volontaires d'une des sections de Paris se présentèrent à l'Assemblée le 19, pour demander l'autorisation de planter un mai devant la porte avec le bonnet de la liberté. Ils demandèrent aussi que l'Assemblée assistât à cette cérémonie, ce qu'elle s'empressa de décréter en désignant quatre députés pour la représenter.

Depuis ce jour on a vu d'autres mais ornés de bonnets et de rubans dans presque tous les corps de garde, et la première nuit on a entendu jusqu'à une heure très avancée des salves des pétards

1. Commission extraordinaire des douze.

2. La Jarre (Pierre-Auguste de), 1757-1837. Fut ministre de la Guerre du 16 juin au 24 juillet 1792.

3. Terrier de Montciel, ministre de l'Intérieur du 18 juin au 9 juillet 1792.

4. Beaulieu. Commissaire au bureau de comptabilité. Voir Tuetey, t. IV, p. 89.

et des cris de réjouissance pour célébrer ce qu'ils appellent l'apothéose du *Bonnet qui va effacer les couronnes*¹.

Ces incidents qui sont la suite ou la conséquence d'autres plus importants donnent une idée de l'état de fermentation générale et continuelle dans lequel se trouve cette capitale. Le mardi 19 on a brûlé sur la place Vendôme, en vertu d'un décret sanctionné le 10, six cents volumes qui faisaient partie des titres des ordres militaires et de la noblesse déposés au couvent des Augustins. Le Département a nommé une commission de magistrats de la ville et de prud'hommes pour examiner les papiers qui restent et pour voir ceux qu'il convient de conserver. Mr. Condorcet, peignant à l'Assemblée l'incendie des papiers de noblesse comme un holocauste rendu au principe d'égalité, a proposé et obtenu un décret ordonnant de brûler tous les papiers de cette nature qui se trouveraient à la Bibliothèque du Roi et dans d'autres bibliothèques, à l'exception, d'après le décret, de tout ce qui concerne les titres de propriété.

Dans le *Journal de Paris* n° 173, Votre Excellence verra, si elle le désire, le récit de la prise de Courtray par les troupes qui sont sous les ordres du général Luckner et qui avaient occupé Menin peu de jours auparavant. Bien que cette petite place, peu importante en elle-même, ne fut défendue que par 800 hommes, il semble que l'on avait amené pour cette expédition des forces très considérables afin d'agir à coup sûr. Ce général tient sans doute à ce que ses premières opérations répondent aux espérances que l'on fonde sur son courage et son talent.

Mr. Carles, qui, ainsi que j'en ai avisé Votre Excellence, avait été nommé secrétaire de la légation de France à Madrid, va partir pour occuper son poste. C'est un jeune homme qui a été envoyé dans les provinces méridionales pour y organiser les clubs ou sociétés des Jacobins, affiliés à celui de Paris. Je ne lui connais point d'autres mérites, et la seule fois que je l'ai vu chez moi, je n'ai pu découvrir en lui aucun talent, ni aucun usage du monde.

Dieu Garde Votre Excellence.

XXII

288.

23 Juin 1792.

Cher Monsieur. Un employé au département des Affaires étrangères, avec qui j'ai été très souvent en rapport en raison des nom-

1. En français dans le texte.

breuses occupations de Mr. Dumouriez, me parla il y a quelques jours de la Cour de Londres dans des termes qui laissaient voir que les agents de ce ministère avaient perdu leur ancien espoir de s'attirer cette Cour.

Après avoir peint la politique des Anglais comme la plus insidieuse, il me dit qu'un jour il me montrerait une preuve de leur perfidie. Mais qu'il ne le pouvait pas alors. Je menais la conversation de la manière que je crus la plus propre à savoir quelque chose de son secret. Et enfin, après bien des protestations et mystères, il sortit de son secrétaire un cahier d'environ 30 pages in-folio, et examinant ce qu'il voulait me taire ou me communiquer, il m'en lut quelques paragraphes. Je vais en réunir la substance, car ils sont tous étroitement liés entre eux. Au début de nos démêlés au sujet de l'incident de Nootka six hommes vinrent en Angleterre qui se disaient de ces régions, mais que l'on découvrit être Européens, trois d'entre eux étaient originaires de nos Amériques et les trois autres Français de l'Ile de St.-Domingue. Tous parlaient français et anglais, connaissaient parfaitement la partie française de St.-Domingue et ils étaient porteurs d'un projet de soulèvement dont l'exécution dépendait entièrement de l'aide du gouvernement britannique. Dans la partie première du projet étaient indiqués les moyens de susciter le soulèvement. Il s'agissait de semer la discorde et le mécontentement et de gagner des votes à l'Assemblée Nationale, afin que fussent expédiés les décrets contribuant à cette même fin. Entre-temps le gouverneur de la Jamaïque devait secourir la colonie française, suffisamment pour s'attirer de la reconnaissance, mais pas assez pour rétablir le calme.

Dans la seconde partie on présentait les avantages que l'Angleterre pouvait se promettre. Une fois la partie française de St.-Domingue dévastée, les Anglais y enverraient le nombre de nègres nécessaire pour y rétablir l'agriculture, et ils avanceraient de l'argent, à la condition d'être maîtres de la colonie, jusqu'au jour où la France les rembourserait, ce qui n'aurait pas lieu avant de nombreuses années. Ils s'empareraient ainsi de presque tout le commerce des Iles, profitant des occasions qui se présenteraient pour faire d'autres tentatives dans nos possessions. Il semble qu'ils aient découverts ce projet à Paris tout dernièrement et à force de beaucoup d'argent, par le moyen d'un espion de Londres.

Cet employé du ministère accompagna cette révélation de tous les commentaires et corollaires possibles pour expliquer les motifs qu'il avait eus à me faire cette confidence. Il n'était pas difficile

de comprendre qu'il était dans le regret de ne pas pouvoir compter sur l'Angleterre et qu'il craignait notre union avec elle, d'où son insistance à me faire observer que nous nous trouverions dans le cas des Français, si nous donnions notre confiance à l'Angleterre. Il ne manqua pas de m'insinuer qu'il conviendrait que je fisse savoir quelque chose de cela à Votre Excellence.

Je pris le parti de manifester de l'indifférence et je conclus en lui disant : *vous voyez bien maintenant avec quelle injustice on attribue aux Espagnols les désordres de vos colonies.*

Je rapporte à Votre Excellence cette conversation tout simplement. Votre Excellence lui donnera la valeur qu'elle mérite. Mais pour ma part je crois réellement que le papier dont il m'a lu des fragments venait d'Angleterre, car de penser qu'il l'ait imaginé et tenu prêt pour le montrer, ce serait le croire trop rusé. Il me semble impossible que dans ce cas il n'ait pas laissé apparaître quelque contradiction, geste ou dissimulation qui aurait éveillé le soupçon.

XXIII

289.

23 Juin 1792.

Cher Monsieur. L'Ambassade que la Cour de Londres a envoyée en Chine a causé de vives inquiétudes au ministère des Affaires étrangères de France, en raison du préjudice que porterait au commerce français le développement du commerce anglais. Mr. Dumouriez pensait se mettre d'accord avec nous pour s'opposer aux opérations anglaises. Il semble que les États-Unis d'Amérique feraient cause commune avec la France. Je ne sais pas quelles mesures on pourrait adopter qui ne froisseraient pas les Anglais, et ne nous exposeraient pas à une guerre contre eux. Mais votre Excellence réfléchira sur cette question si on lui en parle. Il m'appartient seulement de soumettre cet avis à Votre Excellence afin qu'elle soit prévenue.

XXIV

290.

23 Juin 1792.

Cher Monsieur. Quand je verrai le nouveau ministre des Affaires étrangères, je le préviendrai que les deux Français arrêtés et jugés à Figueras¹ ont été mis en liberté, à la nouvelle que le

1. Figueras, province de Gérone (Espagne), place forte gardant la frontière.

commandant de Perpignan avait aussi libéré les deux hommes que l'on avait arrachés violemment à notre territoire.

XXV

292.

24 Juin 1792.

Cher Monsieur. Dès aujourd'hui j'ai commencé à adresser à D. Eugenio Llaguno quelques-uns des imprimés que Votre Excellence m'a envoyés par ordre du 11 courant. Les gazettes de Leyde et du Bas-Rhin ne pourront pas partir avant le 1^{er} Juillet. Le *Logographe* est le document le plus impartial en ce qui concerne l'assemblée, car l'on transcrit au fur et à mesure que l'on parle tout ce qui se dit, sans y rien ajouter ni enlever. Le *Logographe* ne dit pas grand chose des affaires intérieures du Royaume, aussi enverrai-je en plus un exemplaire du *Journal de Paris*, tant qu'il demeurera impartial.

XXVI

293.

24 Juin 1792.

Cher Monsieur. Dans une lettre du 11 de ce mois, Votre Excellence veut bien m'accuser réception de mes lettres des 25 et 28 mai et me donner l'agréable nouvelle que leurs Majestés et Altesses demeurent en parfaite santé.

Ce matin et cette nuit j'ai été faire ma cour à la famille royale qui, Dieu merci, se maintient en bonne santé.

A 11 h. le Roi sortit du palais à cheval avec le vêtement grenat brodé qu'il a toujours porté dans les revues, la cocarde nationale et la plume de trois couleurs au chapeau. La Reine, le Dauphin, Madame Élisabeth et Madame le suivaient en voiture. Tous se dirigèrent vers les Champs Élysées pour passer en revue l'une des six légions qui composent la garde nationale de Paris. Ils furent assez généralement applaudis. Les uns disaient : *Vive le Roi*, les autres *Vive la Reine*, d'autres *vive la nation*, et les plus nombreux *Vive le Roi et la nation* ou *vive la nation et le Roi*.

Les officiers s'approchèrent de ce Souverain et lui demandèrent de mettre l'uniforme de la garde nationale¹. Sa Majesté leur répondit : « je ne sais pas si je peux le faire sans manquer à la Constitution, si je le peux et si tous les bataillons le désirent, je le ferai avec plaisir, la preuve en est que je l'ai mis à mon fils ».

1. Cf. Chaumette, *Mémoires sur la Révolution du 10 août 1792*, p. 19. — Chaumette raconte qu'on avait prié Louis XVI de prendre lui-même l'uniforme de la Garde nationale. « Je verrai auparavant, répondit l'hypocrite Louis, si la constitution le permet. »

En effet, Monsieur le Dauphin portait déjà l'uniforme, avec lequel je l'ai vu à la Cour. Quelques gentilhommes, bien que peu nombreux, avaient suivi son exemple et parmi eux Mr. de La Live¹, introducteur des ambassadeurs, qui nous précéda ainsi vêtu pour nous accompagner aux chambres de leurs Majestés et Altesses. Les portes du palais et des jardins des Tuileries sont fermées, comme quand le Roi retourna de Montmédy, et on n'y entre qu'avec un billet.

Ce jour s'est passé dans le calme sans que l'on n'ait noté aucune agitation. Mais l'inquiétude règne, car l'on craint que demain le peuple ne retourne armé.

Il est minuit. Il y a vingt heures que j'ai envoyé le courrier Nascimbene. Tout ce qui s'est passé ici dans ce court intervalle se réduit à ce que je viens d'exposer. Dans une lettre particulière je dirai demain à Votre Excellence ce qui sera arrivé.

Les imprimés qui portent le numéro de cette lettre-ci contiennent divers incidents qui sont vrais, et que je ne connaissais pas hier. Quelques-uns et les articles que j'ai soulignés méritent d'être lus.

Dans de telles circonstances j'espère que Votre Excellence ne s'étonnera pas que je me limite à lui rapporter l'essentiel, car le temps me manque matériellement et surtout je ne peux pas prêter attention aux incidents de moindre importance.

XXVII

294.

25 Juin 1792.

Cher Monsieur. On était tellement persuadé que les habitants des faubourgs retourneraient aujourd'hui au palais, qu'à 4 h. du matin on a renforcé la garde du palais par 2 régiments de troupe réglée (mise sur pied).

De 4 h. jusqu'à 10 h. on a battu la générale dans toutes les rues et un grand nombre de gardes nationales occupèrent les alentours du palais depuis la place Louis XV jusqu'à la colonnade du Louvre. Des canons furent postés aux avenues². Les Suisses étaient également sous les armes. Toutes étaient chargées et les mèches allumées. On lut à l'Assemblée une lettre de Mr. Santerre,

1. La Live (de). Les ouvrages de bibliographie citent un Ange-Laurent de Lalive de Jully, amateur et peintre français, introducteur des ambassadeurs, né en 1725 et mort en 1775. Le sieur de La Live cité ici était probablement son fils.

2. Cf. Braesch, p. 58. — On s'attendait le 25 juin à une répétition armée des événements du 20 juin.

commandant d'un des bataillons du faubourg St.-Antoine, dans laquelle il répondait de la tranquillité des habitants de ce faubourg. Le ministre de l'Intérieur fit savoir aussi que la capitale était calme, et qu'il espérait voir la paix intérieure parfaitement rétablie et l'ordre public assuré. Une députation de ce faubourg composée de 20 membres est arrivée ensuite. Elle a assuré qu'ils n'avaient pas l'intention de venir, qu'ils maintiendraient la Constitution, et qu'un jour de cette semaine ils porteraient une pétition, qu'ils voulaient envoyer auparavant aux autres sections. L'Assemblée ordonna d'imprimer le discours (qui paraîtra dans les journaux de demain) et de l'adresser aux 83 départements.

Les craintes étant ainsi dissipées, les troupes se retirèrent à midi. Tout a repris un aspect tranquille, sans doute grâce aux bonnes dispositions que l'on remarque chez la Garde Nationale. Si celles-ci s'affermissent comme on le croit, il est fort peu probable qu'on les arme à nouveau, ou pour mieux dire, que les habitants des faubourgs reprennent les armes. Mais le moment n'est pas venu de faire des pronostics et il est préférable d'attendre quelques jours, surtout qu'il est indéniable qu'il existe deux partis à Paris, le bon restant toutefois supérieur à l'autre.

Le Roi était descendu dans les cours du palais et dans le jardin. Il y demeura un long moment et parla familièrement avec les officiers et les soldats et fut très applaudi. Tous sont d'accord pour dire que Sa Majesté, depuis la journée du 20 juin, où elle s'est vue dans l'obligation de prendre un parti, témoigne dans les incidents qui se présentent maintenant fréquemment, d'une grande franchise et de beaucoup de résolution. Je ne peux manquer de rapporter ce qu'on vient de m'assurer. Dans la revue d'hier, un homme de mauvaise mine commença à crier : *rétractez le veto ou la mort*. Le Roi alla *seul* vers lui, demanda sur quoi il se fondait et le convainquit à force de raisonnements.

Le département de Paris poursuit les enquêtes les plus actives pour réunir les preuves contre les fomentateurs actuels et ne pas s'exposer à les accuser sans preuves suffisantes. Même s'il n'y parvient pas cela produira toujours bon effet que l'on sache l'ardeur avec laquelle on s'efforce de découvrir les délits.

XXVIII

295. (Déchiffrée.)

25 juin 1792.

Cher Monsieur. La malade¹ m'a demandé si j'avais envoyé le

1. C'est probablement la Reine qui est désignée sous ce surnom.

courrier. Je lui ai répondu que oui et elle m'a répliqué : « Je m'en réjouis car ainsi ils sauront la vérité. » Je compris qu'elle voulait m'en dire davantage mais ne le pouvait pas.

XXIX

296.

29 juin 1792.

Cher Monsieur. Dn Juan Ignacio Gardoqui s'est présenté avec la lettre de Votre Excellence du 23 mars dernier où elle me le recommande par ordre de Sa Majesté. J'aurai pour lui toute les distinctions et attentions qui sont en mon pouvoir.

XXX

298.

29 juin 1792.

Cher Monsieur. Mr. Chambonas, ministre des Affaires étrangères, a reçu pour la première fois le corps diplomatique le mardi 26 courant. Nous l'avons tous trouvé très courtois, et il a manifesté, dans une sorte de discours qu'il nous fit, son intention de se conformer à la Constitution et de soutenir les droits actuels du Souverain. Il rappela dans la conversation qu'il avait été un de ceux qui se maintinrent aux côtés du Roi, de la Reine et des autres personnes royales. Nous savions en effet qu'il avait fait preuve de courage et de présence d'esprit.

Le même jour je le prévins, comme Votre Excellence m'en avait avisé dans sa lettre du 4 juin, que les deux Français, arrêtés et mis en accusation à Figuères, avaient été libérés par le commandant général de Catalogne, aussitôt qu'on sût que le commandant de Perpignan avait agi de même envers les deux hommes arrachés par la violence de notre territoire, Mr. Chambonas s'en réjouit vivement.

XXXI

299.

29 juin 1792.

Cher Monsieur. Dans ma lettre n° 286 qu'a emportée le courrier Nascimbene, il y a un paragraphe qui commence par ces mots : « cela semble un paradoxe », où j'exposais les motifs permettant de croire que ce Souverain avait beaucoup gagné à la suite des événements de la journée du 20 juin. Et dans ma lettre n° 294 je disais qu'il y avait deux partis à Paris et que le bon était supérieur à l'autre. Ces deux assertions sont en train de s'avérer exactes, je m'en remets aux imprimés ci-joints cotés F, qui comprennent les pétitions de divers départements, favorables à Sa

Majesté et au bon ordre. Les pétitionnaires réprouvent les événements de cette mémorable journée, s'offrent à défendre la sécurité de sa Majesté et la Constitution et ils se déclarent les ennemis des factieux. Il arrive beaucoup d'autres pétitions au Directoire du Département de la même teneur. Celles qui sont écrites dans un sens contraire sont en très petit nombre et je les signalerai par la lettre C, en y joignant le discours de la députation du faubourg St.-Antoine que j'ai rapporté dans ma lettre n° 294¹.

L'arrivée de Mr. de La Fayette à Paris hier à 7 h. du matin corrobore aussi cette opinion. Il est venu accompagné seulement de deux lieutenants, en quoi il fait preuve de courage, car il n'ignorait pas ce qui se disait ici contre lui depuis qu'il a écrit la lettre² sur laquelle le Comité des Douze ne s'est pas encore prononcé. Il se présenta quelques heures après à la barre de l'Assemblée. Il commença par dire qu'il avait pris les dispositions nécessaires, d'accord avec le maréchal Luckner, pour que son absence ne portât pas préjudice aux armées. Il s'éleva contre la croyance que l'on avait eue ici de la fausseté de sa lettre et assura de son authenticité. Il exprima ensuite l'indignation et l'inquiétude qu'avaient causées aux bons citoyens et particulièrement aux armées, les violences commises aux Tuileries. Il présenta des copies de deux ordres qu'il avait adressés à ses soldats, dans lesquels il leur interdisait d'exposer collectivement leur manière de penser et où il leur promettait de venir lui-même l'exposer à l'Assemblée et au Roi. Il conclut en demandant à l'Assemblée : 1° de poursuivre et de châtier ceux qui commirent les violences de la journée du 20 ; 2° de détruire le Club des Jacobins ; 3° de prendre les mesures efficaces pour faire respecter les autorités constituées, particulièrement celles de l'Assemblée et du Roi, et de promettre à l'armée que la Constitution serait intégralement respectée. Le Président lui assura que l'Assemblée maintiendrait la Constitution. On l'invita à prendre un siège. Il s'assit au milieu d'innombrables applaudissements. En sa présence de nombreux débats se poursuivirent, qui demeurèrent sans suite, sur la question de savoir s'il pouvait oui ou non s'absenter de son armée et finalement sa pétition fut envoyée au Comité des Douze³.

1. Cf. Braesch, p. 65. — Iriarte fait ici sans doute allusion à la fameuse pétition des 20.000 contre la journée du 20 juin. Cf. la pétition du faubourg Saint-Antoine (Tuetey, t. IV, n° 809) ou des Quinze-Vingts.

2. Lettre du 16 juin dénonçant la faction jacobine. — *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 338.

3. Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 653. — Iriarte juge avec

Votre Excellence verra tout cela plus en détail dans le *Journal de Paris* n° 181 et dans l'imprimé ci-joint.

Le général de La Fayette se rendit de l'Assemblée au Palais où il fut très bien reçu par L. L. M. M., puis il se retira dans sa maison en voiture, accompagné de nombreux soldats et officiers des Gardes Nationaux et des troupes de ligne qui l'entouraient à pied et sans armes. Ce matin il est retourné à la Cour. Il a ensuite reçu dans sa maison des députations de presque tous les bataillons des Gardes Nationaux composés de 10 hommes armés et d'un tambour. Il semble qu'il rentrera cette nuit à l'armée. On assure que la Garde Nationale de Paris adhèrera par une pétition formelle à celle de M. Lafayette. On m'assure aussi que ce matin est arrivé un courrier du maréchal Luckner portant une pétition en tous points conforme à celle de La Fayette et qu'on attend d'un moment à l'autre celle de l'armée du Rhin. Si ces conjectures se vérifient, comme je le crois, le parti qui désire la tranquillité du Roi et de la Reine se fortifiera considérablement, et par conséquent l'influence des clubs s'affaiblira et peut-être les verrons-nous disparaître. Nous sommes en un moment qui pourrait être décisif, mais d'autres se sont présentés, dont on n'a pas su profiter par manque de résolutions.

Ce matin, le Roi serait allé aux Champs Élysées à une revue de la Garde Nationale si, le maire n'avait pas donné l'ordre aux troupes de ne pas se réunir. Il a donné comme raison que les troupes du faubourg St-Marcel s'y refusaient, que ce faubourg était inquiet et qu'il ne convenait pas de dégarnir les sections. Il est vraisemblable que cela n'a été qu'un prétexte pour éviter l'enthousiasme qu'auraient éprouvé les Gardes Nationales en revoyant leur premier commandant au côté du Souverain qui a mis sa confiance en elles.

Il est cependant certain que dans ce faubourg s'est constituée ces jours-ci une société, ou groupement, ne portant pas le nom de club et destinée, apparemment, à répandre avec plus de facilité les maximes des Jacobins. Si ces derniers tombent, toutes ces sociétés affiliées seront aisément disséminées, elles ont commencé à disparaître à Montargis et dans d'autres villes, d'après ce que disent les papiers publics.

sympathie l'intervention de La Fayette. Voir le jugement sévère que porte sur la conduite de La Fayette, après le 20 juin, un autre étranger vivant à Paris en 1792. Cf. Alfred Stern, *Charles-Engelbert Ælsner : fragments de ses mémoires relatifs à l'histoire de la Révolution française (Revue historique, t. LXXXVII (1905), p. 85 et suiv.)*.

Bien que dans les imprimés périodiques on trouve tous les renseignements sur les derniers événements, je joins en dehors de ceux côtés A, un périodique coté B, qui contient la relation la plus complète de la journée du 20 juin qui ait été jusqu'à présent publiée.

Le lundi soir le ministre de la guerre a écrit à l'Assemblée que le Roi, persuadé que les opérations militaires ne pourraient pas être dirigées avec succès depuis son cabinet, avait donné d'amples pouvoirs au maréchal Luckner pour qu'il prenne les décisions nécessaires en se mettant d'accord autant que possible avec M. de La Fayette.

Hier tous les ministres se rendirent à l'Assemblée pour rendre compte des mesures qu'ils avaient prises pour la tranquillité intérieure du Royaume. Mais l'arrivée imprévue de M. de La Fayette ne laissa pas le temps de les entendre.

On n'a aucune nouvelle importante des armées. Le *Journal de Paris* n° 180 donne le compte rendu de ce qui s'y passe.

Mr. de Joly¹, secrétaire de la municipalité, a été nommé par Sa Majesté secrétaire de son Conseil, fonction que l'Assemblée a créée par un décret.

Le Marquis de Noailles² et Mr. de Custine³ sont ici, de retour de Vienne et de Berlin, où le premier remplissait la charge d'ambassadeur et le second de ministre. Mr. de Nailhac est aussi dans cette capitale ; il avait été nommé ministre des Affaires étrangères pour succéder à Mr. Dumouriez, et maintenant il va partir comme ministre à Genève, en remplacement de Mr. de Semonville⁴, envoyé à Constantinople.

Les cantons suisses ont déclaré leur neutralité aux puissances belligérantes, dans des termes que Votre Excellence verra sur la copie ci-jointe et que probablement elle connaîtra déjà par le ministre d'Espagne à Lucerne.

1. Joly (Étienne-Louis-Hector de), 1756-1837. Secrétaire de la Commune de Paris, puis secrétaire du Conseil du Roi. Et, le 3 juillet 1792, ministre de la Justice en remplacement de Duranthon.

2. Noailles (Emmanuel-Marie-Louis, marquis de), 1743-1822. Diplomate français. Nommé, en 1783, ambassadeur de France auprès de l'Empereur, il sollicita son rappel le 24 mars 1792.

3. Custine (Renaud-Philippe de), 1760-1794. Diplomate et général français. Il n'était pas ministre de France auprès de la cour de Berlin, mais fut chargé par Narbonne, ministre des Affaires étrangères, d'une mission délicate auprès du duc de Brunswick. Cf. Sorel, *Revue historique*, 1876, t. I.

4. Semonville (Charles-Louis-Huguet, marquis de), 1759-1839.

P.-S. — Le journal de la seconde législature coté H, contient en détail le débat d'aujourd'hui à l'Assemblée. Votre Excellence verra qu'effectivement le maréchal Luckner a écrit sur les événements de la journée du 20 dans les mêmes termes que Mr. de La Fayette, que l'avant-garde de ce dernier a eu quelque avantage sur les Autrichiens, que les ministres se sont rendus à l'Assemblée et ont répondu aux questions qui leur ont été posées, et que le ministre des Affaires étrangères promet de communiquer demain une déclaration authentique de Sa Majesté Très Chrétienne adressée à toutes les puissances, qui ratifie sa persévérance à maintenir la Constitution. On dit aussi qu'il rendra compte de l'état actuel des relations politiques de cette Cour avec les autres Cours d'Europe.

XXXII

300.

2 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Votre Excellence trouvera ci-joint la liste habituelle des passeports délivrés par cette Ambassade dans le courant du mois de Juin dernier.

XXXIII

301.

2 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Le Chevalier Florian¹ que Votre Excellence connaît personnellement et qui s'intéresse beaucoup à la Nation espagnole et à notre littérature m'a remis trois exemplaires de son œuvre intitulée *Gonzalve de Cordoue*, deux pour le Roi et la Reine nos Seigneurs, et un pour Votre Excellence avec une lettre qu'elle trouvera ci-joint.

Don Manuel Muñoz et Goosens qui se rend dans cette ville s'est chargé de les apporter et je profite de cette occasion pour faire parvenir aux mains de Votre Excellence l'ouvrage de Mr. Goetz² sur la vérole accompagné d'une lettre de l'Auteur, auxquels je joins l'oraison funèbre de l'Empereur Leopold II et de Gustave III que son auteur m'a donnée pour Votre Excellence.

Tous ces livres sont envoyés dans quatre plis.

1. Florian (Jean-Pierre Claris de), 1755-1794. — Son *Gonzalve de Cordoue* est précédé d'une introduction destinée à former un chapitre d'histoire d'Espagne que Florian avait le dessein d'écrire.

2. Goetz (Franz Ignaz), 1728-1818. *Traité complet de la petite vérole et de l'inoculation*. Paris, 1790.

XXXIV

303.

2 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Je reçois par le dernier ordinaire deux lettres de Votre Excellence. A l'une d'elles je réponds séparément. Dans l'autre Votre Excellence veut bien répondre aux miennes du n° 264 au n° 269 et me faire savoir que L. L. M. M. et A. A. se maintiennent en parfaite santé. Ces personnes royales jouissent d'un égal bienfait.

Chaque jour s'affirment davantage les deux partis qui « en gros » se divisent ce Royaume, sans que l'on puisse calculer avec certitude lequel des deux triomphera. Je dis « en gros » parce que chacun des deux partis est lui-même subdivisé. Cette subdivision s'explique comme Votre Excellence le sait par la différence d'opinions sur la nécessité de conserver, détruire, modérer ou étendre la Constitution ; mais selon toutes les apparences la situation est si tendue qu'on ne tardera pas à en connaître l'issue. Si l'on veut avoir une notion exacte de l'état actuel de ce Royaume il faut à mon avis considérer deux facteurs principaux : d'une part les efforts du Roi, pour maintenir la tranquillité (avec l'aide des membres de son ministère, des Départements, d'une grande partie de la Garde Nationale, et de l'Armée et des citoyens qui perdraient à un changement de régime) et, d'autre part, les efforts de tous ceux qui pensent différemment et qui, pour des motifs divers, cherchent à fomentier le désordre.

Cet exorde servira à Votre Excellence à classer selon leur degré d'importance les renseignements et les nouvelles que je lui donnerai dorénavant. Je l'ai cru nécessaire, car nous sommes entrés dans une époque nouvelle.

Au Club des Jacobins Mr. de La Fayette a été traité d'ennemi de l'État. Plusieurs écrits le qualifient de la même manière et le peuple a voulu brûler son effigie au Palais-Royal. Mais la Garde Nationale l'en a empêché. Samedi à 3 h. du matin, ce Général est parti pour l'armée après avoir reçu de la part de la Garde de nombreuses marques de distinctions et laissé une lettre adressée à l'Assemblée se référant au contenu de son discours. Elle fut remise au Comité des Douze, qui l'examina avec celles du Maréchal Luckner et la pétition des 30.000 citoyens actifs de Paris (insérées et signalées dans les journaux des Débats ci-joints), et les autres pièces du même genre (envoyées dans ma lettre n° 299 sous la cote F) et celles que je joins maintenant à cette lettre-ci

(cotée F). Pendant l'examen de ces pièces on faisait l'éloge des documents où sont exprimées des opinions contraires (que j'adresse à Votre Excellence sous la cote C). L'on s'efforce de les faire prévaloir ; c'est ainsi que l'on affiche des placards demandant d'envoyer Mr. de La Fayette au Tribunal d'Orléans, que dimanche dans l'après-midi un assez grand nombre de gens du peuple se réunissait devant l'Hôtel de Ville, faisait l'éloge du Maire Mr. Péthion, et proposait même de lui mettre une couronne civique, ce qui n'eut pas de suite.

Mr. Péthion a rendu l'avis, que rapporte le courrier français n° 184, p. 12, où il exhorte à la tranquillité. S'il se proposait de calmer le peuple, il s'est trompé sur le moyen qu'il a choisi, car il donne crédit aux bruits qui courent qu'avant le 15 courant il y aura de grands troubles. Il aurait pu s'aviser qu'en exhortant les gens à *se tenir tranquilles le 20* il les invitait à se réunir ce jour-là. On craint beaucoup le rassemblement du 14 pour le renouvellement du serment du Camp de la fédération ou Champ de Mars, et ces craintes seront encore plus fondées si d'autres municipalités suivent l'exemple de celle de Toulouse, qui sans attendre la ratification du décret du camp de 20.000 hommes, peut être dans la certitude qu'il ne serait pas ratifié, a envoyé dans cette capitale deux bataillons qui sont en marche. Bien que l'on ignore le contenu d'une autre lettre du Maréchal Luckner, lue en Conseil de guerre, je crois qu'elle se borne à démontrer la nécessité où se trouvent son armée et celle de Mr. de La Fayette de laisser leur position actuelle, d'abandonner Courtray et Menin ¹ et de revenir à leur ancienne position plus conforme au plan de défense qui devient indispensable surtout la veille de l'arrivée des troupes prussiennes. La Gazette universelle ² et celle de France ³ contiennent les quelques nouvelles qui sont venues des frontières.

On aurait voulu aussi que le rapport de Mr Chambonas, ministre des Affaires étrangères, et qui a été déposé au Comité diplomatique ne fût pas rendu public. L'on ignore également les termes de la nouvelle déclaration qu'enverra ce Souverain à toutes les Cours, sur son engagement à maintenir la Constitution.

Paris, 2 Juillet 1792.

1. Courtrai et Menin, Belgique, Flandre-Occidentale.

2. *Gazette universelle ou papier. Nouvelles de tous les pays et de tous les jours* (1^{er} décembre 1789-10 août 1792), fondée par Pascal Boyer. Quotidien in-4°.

3. *Gazette de France* (1^{er} janvier 1762-10 août 1792). Quotidien in-4°.

P.-S. — L'on a lu aujourd'hui à l'Assemblée la lettre du Maréchal Luckner dans laquelle il dit qu'on l'avait trompé en assurant que les habitants des Pays-Bas Autrichiens étaient disposés en faveur des Français. Il ajoute que ayant reçu la nouvelle du départ de deux nouveaux corps de troupes d'Autriche et de Prusse, susceptibles de lui couper la retraite, il avait donné l'ordre au camp de Maulde de se transporter à Maubeuge et à son armée de retourner à Valenciennes. Il conclut en avertissant qu'il ne pourra pas dorénavant maintenir son commandement si le Conseil du Roi ne lui donne ses directives. L'Assemblée en fut mécontente, car elle se flattait que Sa Majesté lui eut remis des pouvoirs illimités.

On sait par une lettre particulière que Courtray était déjà évacuée, et qu'en se retirant l'avant-garde dudit Maréchal a mis le feu aux faubourgs.

XXXV

304. (*Déchiffrée.*)

2 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Dans le rapport du Ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée il est dit au chapitre de l'Espagne que si à dater du ministère de Votre Excellence les Espagnols ne se sont plus montrés injustes à l'égard des Français et si la correspondance a été rétablie entre les deux nations, nous n'avons cependant pas voulu nous déclarer neutres dans les affaires relatives à la France et que nous agirons d'accord avec Vienne quand cela nous conviendra, aussi est-il conseillé de nous traiter avec une grande circonspection. Quant à la déclaration, Louis XVI demandera à tous les autres souverains de ne pas porter secours à ses frères, ni aux émigrés et les déclarera rebelles.

XXXVI

305.

4 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Dn. Manuel de Munoz et Goosens va partir, il porte deux lettres en plus des quatre plis contenant les livres pour Votre Excellence que je lui ai confiés et que je mentionnais dans ma lettre n° 301. Les lettres qui partiront par la prochaine valise arriveront à Madrid avant celle-ci et Votre Excellence y verra le décret qu'a expédié l'Assemblée sur la réforme ou le renvoi de l'état-major de la garde nationale. C'est un des moyens dont se servent les Républicains pour la désorganiser et pour s'en

rendre maîtres. Il faut espérer qu'ils n'y parviendront pas, car dans ce cas ils réussiraient à isoler entièrement le Roi. Votre Excellence n'aura pas oublié que j'ai dit dans une de mes précédentes lettres, que *la garde nationale était l'Ancre de l'espérance de ces personnes royales*, je le rappelle à Votre Excellence et elle observera l'art qu'ils déployaient pour ôter à ces Souverains tous les moyens de se défendre. Je répète aussi qu'il y a beaucoup de gens bien intentionnés, et que ceux qui désirent le désordre rencontreront des difficultés dans la réussite complète de leurs intentions. Il n'échappera pas à la pénétration du Roi N. S. que les émigrés le désirent autant que les Républicains, et les motifs en sont si clairs qu'ils ne demandent pas d'explications.

C'est à quoi se réduit tout ce que je peux exposer aujourd'hui à Votre Excellence dont la vie...

XXXVII

306.

4 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Le chiffre de cette ambassade est très ancien, il a des défauts, et je n'en suis pas sûr. Ces raisons ne suffiraient pas à justifier la création d'un nouveau chiffre, s'il n'y en avait une autre de premier ordre et que je vais exposer à Votre Excellence : depuis la Révolution les choses ont beaucoup changé et pour les exprimer des mots nouveaux sont entrés en usage ou ont été inventés. On pourrait en faire un dictionnaire et il serait même nécessaire d'en fixer la version espagnole de la manière la plus conforme au génie de notre langue, mais ceci demanderait quelque temps et surtout de la tranquillité pour s'y consacrer.

Dans le cas où Votre Excellence voudrait bien donner l'ordre de créer un chiffre nouveau, voici ci-joint une liste de mots qui, me semble-t-il, devrait être ajoutée à l'ancienne.

Dieu garde Votre Excellence.

Liste de quelques mots qu'il conviendrait d'ajouter au chiffre :
Abbé — avoué — camper — campement — acclamer — accuser
— Albitte¹ — Arles — Alsace — amener — Anti — appel nomi-

1. Albitte (Antoine-Louis). Député à la Législative et la Convention.

Averhould (Jean-Antoine d'), 1756-1792 (26 août). Député à la Législative. Protesta contre la journée du 20 juin et donna sa démission de député le 26 juillet 1792.

Bailly (Jean-Sylvain), 1736-1793. Premier maire de Paris. Remit ses pouvoirs entre les mains de Péthion, le 18 novembre 1791.

Beauharnais (Alexandre, vicomte de). Général. Commandait au camp

nal (ou vote individuel) — faubourg — de St.-Antoine, de Saint-Marcel — Artois — Artilleurs — haranguer — aristocratique — pendre — assemblées — Assemblée de district, électorale, primaire, coloniale, législative — assignats — assassin — assesseur

de Soissons sous les ordres de Custine. Député à l'Assemblée législative.

Bazire ou Basire (Claude), 1764-1794. Député de la Côte-d'Or à la Législative. Coopéra activement aux journées du 20 juin et du 10 août.

Bouillé (François-Claude-Amour, marquis de), 1739-1800.

Brissac (Louis-Hercule-Timoléon, duc de Cossé-), 1734. Massacré en septembre 1792 à Versailles. Refusa d'émigrer et resta auprès du Roi, qui le nomma commandant de sa garde constitutionnelle en 1791.

Brissot de Warville (Jean-Pierre), 1754-1793. Député à la Législative et à la Convention. Célèbre girondin.

Calonne (Charles-Alexandre de), 1734-1802.

Carra (Jean-Louis), 1743-1793. Un des chefs de l'insurrection du 10 août. Fut député à la Convention.

Chabot (François), 1759-1794. Révolutionnaire français.

Chauvelin (François-Bernard de), 1766-1832.

Condorcet (Marie-Jean-Antoine-Nic. Caritat, marquis de), 1743-1794. Député à l'Assemblée législative. Joua un rôle important pendant les semaines qui précédèrent le 10 août.

Dumouriez (Charles-François), 1739-1823. Appelé, le 15 mars 1792, au ministère des Affaires étrangères, en remplacement de Lessart. Lors du renvoi de ses collègues, le 12 juin 1792, il quitta le portefeuille des Affaires étrangères pour celui de la Guerre, et donna sa démission le 16 juin 1792.

Fauchet (Claude), 1744. Décapité le 31 octobre 1793. Évêque constitutionnel du Calvados. Député à la Législative et à la Convention. Girondin.

Fox (Charles-James), 1749-1806. Ministre anglais. Ardent partisan de la Révolution française.

Grangeneuve (Jacques-Antoine), 1750-21 décembre 1793. Girondin. Député à la Législative et à la Convention.

Guadet (Marguerite-Élie), 1758-1795. Girondin. Député à la Législative et à la Convention.

Isnard, 1751-1830. Député de Marseille à la Législative et à la Convention.

Koch (Christian-Guillaume de), 1737-1813. Publiciste et historien français. Député du Bas-Rhin à la Législative.

La Source (Marie-David-Albin), 1762-1793. Député à la Législative et à la Convention.

Le Cointre (Laurent), 1750-1805. Député à la Législative et à la Convention.

Mailhe (Jean-Baptiste), 1754-1839. Député à la Législative et à la Convention. Fit partie du Comité diplomatique.

Narbonne-Lara (comte Louis de), 1755-1814. Ministre de la Guerre de décembre 1791 au 10 mars 1792.

Pastoret (Claude-Emmanuel-Jos.-P., marquis de), 1755-1840. Député à la Législative.

Péthion de Villeneuve (Jérôme), 1753-juin 1794. Élu maire de Paris, en remplacement de Bailly, le 14 novembre 1791.

— Averhoul — Autun — absent — Beauharnais — Bazire —
 Brissot — bandits — Bailli — Bailly — Barre de l'Assemblée —
 Bouillé — Brisac — Calonne — Carra — café — champ de la
 Fédération — Champs Élysées — canton — chevaliers — Cha-
 bot — Chambres — Chauvelin — Chambonas — Cavalerie —
 citoyen actif — club — canon — conseil d'état, du Roi, de la
 Commune — Condorcet — conduire — Confédération — confu-
 sion — convoquer — convoqué — congrès — constitution civile
 du clergé — composition — Coblenz — commandant — contra-
 diction — les groupes — Débat — Dauphin — décret, de cir-
 constance, d'urgence — département — directoire de départe-
 ment — district — député — députation — journal — journa-
 liste — Dumouriez — Duranthon — Delessart — discussion —
 division — Duprat — Duc d'Orléans — de Bourbon, Condé,
 électeur du département de — électeurs — élections — éditeur
 — greffier — Élisabeth (Madame) — ecclésiastique — cocarde
 nationale, blanche — état-major — émissaire — émigrant —
 émigré — émotion — assigner — assignez — La Fayette — fron-
 tière — se fortifier — faction — factieux — Fauchet — fana-
 tique — fédération — Feuillant — Forts de la Halle — Fox —
 Gensonné
 Grangeneuve { — de Bordeaux —
 Guadet

garde nationale — gendarmerie nationale — de Paris ; garde —
 générale (la) — gazette universelle — gardes suisses — grands
 juges — grands Procureurs de la Nation — foule — gens armés
 — bonnet de la liberté, rouge — Hôpital des Invalides — impri-
 mer — illumination — incendie — Isnard — impôt — insurrec-
 tion — inciter — inviolabilité — Jacobin — Jardin des Tuile-
 ries — coupe-têtes — Joly (secrétaire du Conseil d'État) — co-
 mité autrichien ou comité des monnaies, militaire, de la marine,
 colonial, diplomatique, de législation, de commerce, d'agricul-
 ture, de division du Royaume, de secours public, des domaines,
 de l'instruction publique, des douze, de vigilance — assemblée —
 jurer — serment, civique — Koch, président du comité diploma-
 tique — La Queille (Mis. de la) — Lamballe (Madame de) —
 lance — La Source — Le Cointre de Versailles — Liberté — Liste
 civile — Louis XVI — Luckner — Mailhe — maire — Maréchal,
 de France, de camp — tuer — Martinique — Merlin — Mirabeau
 — Militaire — ministre — des affaires étrangères, de la marine,
 de la guerre, de l'intérieur, de la Justice, des contributions pu-

bliques — motions — mendiants — Montagne (à l'Assemblée on appelle ainsi le côté où s'asseyent les factieux) — mulâtres — notables de la commune — notaires de Paris — Nation — Nationaux — Nantes — Narbonne — affaires étrangères — noirs — officiers municipaux — opposition officielle — ouvriers — orateurs — observation — Orléans — Pastoret — Palais des Tuileries — Palais Royal — Paris — Places — Place du Carrousel — Place Louis XV — papiers publics — parti — passer à l'ordre du jour — Péthion — Péril — pétition — armée — poissonnières — Perpignan — persécution — poursuivre — pouvoir, exécutif, judiciaire, législatif — piques — pistolet — procès-verbal (les actes) — police — prud'homme — Président de l'Assemblée — proposition — Prisons d'Orléans — permanence — porte — plainte — question préalable — Quatremère — calme — Roederer — République — Republicain — Robespierre — Santerre — sans-culotte — sanction — séance — tribune — tribunal d'Orléans — de district, de cassation — Veto, suspensif, absolu — Vienne.

Nota. — Dans le chiffre ancien il manque le point à la ligne, idem les nombres, idem diverses syllabes très en usage.

XXXVIII

307.

6 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Un voyageur s'est chargé de deux lettres nos 305 et 306, dans lesquelles je mentionnai différents livres que je lui ai remis pour Votre Excellence.

Un grand nombre de Gardes Nationaux des départements se dirigent vers Paris pour se rendre soit aux frontières, soit au camp de réserve de Soissons, à la proposition du Roi. En conséquence l'Assemblée a décrété dans la séance du lundi 2¹ que la Municipalité de Paris logerait les gardes Municipaux jusqu'au 18 et les autoriserait à se réunir le 14 dans le Camp de la Fédération avec les gardes de la Capitale. Cette détermination fait naître de grandes craintes, et Votre Excellence qui est au courant de la situation intérieure du Royaume et des motifs qui animèrent le Roi Très Chrétien à s'opposer à la venue de ces 20,000 hommes, comprendra les raisons de ces craintes, qui s'accroissent à mesure que ce terme approche. Beaucoup de gens s'en vont en province

1. Tuetey, t. IV, n° 1267.

et surtout à Rouen, qui est une des villes les plus tranquilles. Différents bruits entretiennent cette peur générale. Les uns croient qu'on mettra à sac les maisons riches, les autres que les troupes autrichiennes et prussiennes, qui s'avancent vers les Pays-Bas viendront à Paris ; d'autres que de toutes manières les gardes nationaux du royaume emmèneront la famille royale et l'Assemblée dans quelque province du centre ou du Midi ; et finalement que la guerre civile va commencer ce qui permet à l'imagination de chacun de se donner libre cours et de se représenter des scènes plus ou moins tragiques.

Malgré tout cela, sans laisser d'admettre que l'époque actuelle est la plus dangereuse et la plus décisive de la Révolution, il ne semble pas possible que les habitants aisés de Paris n'aient pas prévu le moyen de défendre leurs personnes et leurs biens, ni que les chefs d'une nouvelle insurrection (si toutefois ils l'ont préméditée) se soient exposés à la faire de manière à les irriter et à les exciter à la vengeance.

J'ai exposé ainsi à Votre Excellence, dans les grandes lignes, le pour et le contre et, bien que je sois porté à croire que les malheurs que l'on nous annonce ne se réaliseront pas, l'effervescence est telle que l'on ne peut répondre de rien.

Mr. de La Fayette a maintenant contre lui le parti intérieur de la violence et le parti extérieur (les princes). Quant à l'arrivée des Gardes Nationaux, Votre Excellence pourra lire les questions ou les réflexions que fait le *Journal de Paris*¹ n° 185, car elles sont brèves et sans répliques.

Sa Majesté a sanctionné le soir même le décret qui a été envoyé par des courriers extraordinaires aux 83 départements.

Poussées par des insinuations en sous ordre, les Gardes Nationaux s'étaient mis en mouvement ; il n'était déjà plus possible de les arrêter, ni de leur faire prendre le chemin des frontières sans passer par ici. L'Assemblée était munie d'un grand nombre de dénonciations contre l'État-Major de la Garde Nationale. En se servant de ces dénonciations, elle décréta le renvoi de l'actuel État-Major qui doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un autre soit nommé. Sa nomination se faisait au moyen d'électeurs élus à la pluralité des votes par les bataillons. Maintenant elle s'effectuera probablement dans les sections, qui sont sous la dépendance de la Municipalité.

1. *Journal de Paris*, fondé le 1^{er} janvier 1777. Quotidien in-4°.

Le député Mr. Vergniaud¹ parla à l'Assemblée durant une heure avec une éloquence impétueuse. Son discours contient des phrases propres à entraîner la suspension de l'exercice du pouvoir exécutif. Il conclut en proposant d'adresser un message au Roi qui soit un message de ralliement et non un manifeste ; il proposa aussi de déclarer les Ministres responsables en cas d'invasion, de faire une représentation au peuple français et de faire renouveler le serment civique aux députés, au Roi et au peuple. Il fut ordonné d'envoyer le discours aux 83 départements. Rien n'a été résolu à ce sujet, et Votre Excellence le trouvera ci-joint coté A.

L'Assemblée a décrété la création d'autres compagnies de Gendarmerie Nationale et l'admission dans ce corps des gardes françaises. La Municipalité l'avait sollicité et le désirait beaucoup. Le décret mérite qu'on y prête attention. Mais un autre décret, voté d'urgence, sur les dispositions à prendre dès que le corps législatif jugera indispensable de déclarer la *patrie en danger*, appelle encore davantage notre attention. Le *Journal de Paris* n° 187 insère les articles déjà décrétés. Ce sont, avec peu de différence, ceux mêmes que proposa M. le député de Bry² dans son rapport B. déposé au nom de la commission des Douze. Je remets également à Votre Excellence (coté C) le discours tenu par le député Mr. Pastoret sur la situation actuelle du Royaume, dans lequel il s'oppose à ce que les Sociétés populaires s'arrogent le droit de prendre des délibérations.

Mr. Torné³, évêque et député, après avoir attribué au Roi avec la plus grande violence tous les malheurs de ce Royaume, proposa de déclarer *sur le champ* que la Patrie était en danger. Non content de cela, il exposa sa manière de penser en laissant entendre que, si la Constitution ne leur permettait pas de prendre des mesures suffisantes pour arrêter le mal, ils *pourraient s'en écarter*, puis il finit par le dire ouvertement. Alors (malgré les tribunes) quelques députés parlèrent contre ceux qui étaient partisans de se séparer de la constitution. Puis l'on passa à l'ordre du jour.

L'on redoute par dessus tout une nouvelle Révolution qui aurait plus de chance de réussir si ceux qui considèrent la consti-

1. Vergniaud (Pierre-Victorien), 1753. Guillotiné le 31 octobre 1793. Député à la Législative et à la Convention.

2. De Bry (Jean-Antoine-Joseph, baron), 1760-1834. Député à l'Assemblée législative.

3. Torné (Pierre-Athanase), 1727-1797. Député à l'Assemblée législative. Évêque constitutionnel du Cher.

tution comme une chose sacrée en venaient à être persuadés qu'elle ne l'est pas.

C'est sans doute à cause de cela que le Roi a écrit hier matin à l'Assemblée la lettre que copie le *Logographe* (p. 774), où il dit qu'il assistera le 14 à la cérémonie du Camp de la Fédération. Dans la nuit de mercredi le bruit se répandit que Sa Majesté était partie de Paris. Ce Souverain le sut le lendemain matin. Il alla à la salle des Gardes Nationaux, se présenta à eux et leur dit : « *On veut faire croire que je suis parti, veuillez dire si je suis parti ou non : j'ai affirmé que je ne m'absenterai pas, et je ne manquerai pas à ma promesse.* »

Hier dans l'après-midi les ministres se rendirent à l'Assemblée et le ministre des Affaires étrangères communiqua la note que ce Souverain a adressée ou adressera à toutes les cours d'Europe en désapprouvant la conduite des princes français et des autres expatriés. J'ai donné avis à Votre Excellence de cette note avec anticipation. Je l'ai signalée dans la *Gazette de Paris* n° 101.

Le ministre de l'Intérieur Mr. Terrier de Monciel a été très mal traité dans une des séances de l'Assemblée sous le seul soupçon d'avoir fait réimprimer et envoyer aux Départements la pétition ou lettre du département de la Somme, l'un des plus favorables à ce Souverain ; cet acte passe pour une injustice notoire alors que la pétition n'a pas été dénoncée, et que la liberté de la presse est sans limites. Le ministre s'est justifié le lendemain par une lettre envoyée à l'Assemblée dans laquelle il dit que la pétition avait été réimprimée à l'imprimerie royale, mais qu'elle n'avait pas été envoyée aux autres Départements, et qu'il n'avait pas donné l'ordre de le faire, tandis que certains partis font éclater leur ressentiment en voyant que les représentations des Départements au Roi sont rédigées dans un sens favorable à ce Souverain ; leur nombre va en augmentant, à la satisfaction de ceux qui désirent la félicité personnelle du monarque.

Bien que j'ai déjà mis au courant Votre Excellence dans mon P. S. du n° 303 de l'essentiel de la lettre du Maréchal Luckner où il expose la cause de sa retraite, j'envoie ci-joint la *Gazette de France* n° 100 qui la contient in extenso ; et je signale dans la *Gazette Universelle* un paragraphe qui parle des différences d'opinions dans l'armée sur l'évacuation des places de Flandres.

Mr. Duranthon a donné sa démission de ministre de la Justice et Mr. de Joly secrétaire du Conseil a été nommé à sa place.

Mr. de la Gravière a été nommé ministre auprès des Deux-Ponts.

Dans la dernière page du journal 187 déjà cité, Votre Excellence verra les dernières nouvelles de Saint-Domingue où les désordres continuent.

P.-S. — Mr. Chambonas ministre des Affaires étrangères a communiqué à l'Assemblée deux écrits venus de La Haye. L'un est relatif à un emprunt de 6 millions que Mrs. les Comtes de Provence et d'Artois prélèvent pour l'achat du blé et les dépenses de la guerre. Ils disent que la guerre étant faite pour le bien du Royaume et du Roi, le dit emprunt s'effectue au nom de S. M. en hypothéquant toutes les rentes du Royaume. L'autre est une lettre de Mr. de Calonne sur la même question. Le ministre dit que le Roi démentait cet acte dans l'adresse aux Puissances étrangères que j'ai déjà citée, et il en fit la lecture. Il communiqua aussi à l'Assemblée un ordre, expédié dans notre Cour, annulant l'interdiction du transport des nègres français aux états du Roi N. S. en Amérique.

L'Assemblée l'envoya au Comité Diplomatique. Le *Journal de la 2^e Législature* qui vient de sortir de la presse rapporte plus au long ce que je viens de relater et tous les paragraphes que j'ai signalés par deux traits méritent l'attention de Votre Excellence.

XXXIX

308.

9 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Je reçois deux lettres de Votre Excellence du 25 du mois dernier. L'une d'elles ne demande pas de réponse. L'autre est une simple réponse aux miennes du n^o 270 à 277 et Votre Excellence laisse en suspens la réponse à ma lettre n^o 275 jusqu'à ce que soit constituée la documentation nécessaire.

Finalement Votre Excellence veut bien me faire savoir que L. L. M. M. et A. A. se maintiennent en parfaite santé, à quoi je m'empresse d'ajouter que les personnes Royales jouissent d'un égal bienfait.

Si de tout ce qui s'est passé dans la séance de l'Assemblée nationale d'avant hier on avait pu déduire *avec fondement* que le moment était venu de voir l'anarchie abolie et l'ordre rétabli, j'aurais envoyé un extraordinaire à Votre Excellence pour qu'elle s'en trouvât informée le plus rapidement possible, mais c'eût été une légèreté de ma part que de me laisser emporter par mon premier mouvement.

J'exposerai l'incident à Votre Excellence et passerai ensuite

aux réflexions que je croirai indispensables pour que Votre Excellence lui donne sa juste valeur. Je conclurai par les décrets de l'Assemblée et les résolutions du Département et de la Commune, qui doivent servir en quelque sorte de thermomètre pour graduer l'importance plus ou moins grande ou nulle de cette séance.

On devait traiter à l'Assemblée de la situation intérieure du Royaume, examiner si le pouvoir exécutif avait été négligent ou coupable et voter si l'on décréterait ou non que la *Patrie était en danger*.

L'on craignait qu'à la suite de tous ces débats on en vînt à décréter la suspension du Roi. Tout ceci allait être examiné et décidé au moment même où les Gardes Nationaux du Royaume s'avançaient pour renouveler leur serment, et les circonstances étaient critiques comme Votre Excellence l'aura vu dans mes lettres antérieures et surtout dans ma dernière n° 307. Je disais en effet que j'étais porté à croire que les malheurs annoncés pour le jour de la Fédération ne se réaliseraient pas, mais que cependant on ne pouvait répondre des résultats de l'effervescence qui régnait. La parole fut accordée à Mr. Lamourette¹, évêque de Lyon : il se présenta à la tribune et sans analyser les points qui devaient être débattus, il prononça un discours où il exposa l'unique mesure qu'il fallait prendre pour rétablir la prospérité publique : *c'était que les deux partis de l'Assemblée se réunissent et jurent de s'opposer au projet de la République et à celui des deux Chambres*. Et il proposa l'exécution de son idée dans ces termes : *que tous ceux qui abjurent et exécrent et la République et les deux Chambres se lèvent*². A peine eut-il prononcé ces mots que tous les députés à la fois s'embrassèrent et levèrent les mains, en répétant maintes fois oui, oui nous le jurons. Ils descendirent de l'hémicycle. Ceux du côté droit et du côté gauche se mêlèrent dans la salle, s'embrassèrent indistinctement et même les pires ennemis se recherchaient exprès en témoignage d'une réconciliation complète, au milieu des applaudissements des tribunes du Peuple. Il fut proposé et décrété que l'on dresserait le procès-verbal de cette séance et qu'il serait envoyé aux 83 départements avec des courriers extraordinaires, et au Roi avec une députation de 24 membres

1. Lamourette (Adrien), 1742-1794. Prélat français. Il prêta le serment constitutionnel et fut évêque de Lyon en 1791. Élu député en septembre 1791.

2. En français dans le texte.

présidée par Mr. Lamourette. S. M. la reçut avec la plus grande joie et ne pouvant se contenir, elle se rendit, accompagnée de la même députation, à l'Assemblée où elle fut très acclamée. Le Souverain exprima la satisfaction que lui causait la réunion de tous les suffrages ; le Président répondit ; le Roi ajouta qu'il avait regretté d'avoir à attendre la Députation, parce qu'il était impatient d'aller à l'Assemblée ; et il se retira au milieu d'applaudissements réitérés. En vertu d'une insinuation qu'on lui fit, il ordonna en passant d'ouvrir toutes les portes des jardins des Tuileries qui avaient été fermées depuis le 20 Juin sans interruption. Voici la relation succincte de ce qui s'est passé dans la séance de Samedi. Votre Excellence la trouvera in extenso aux pages 3 et 4 du *Logographe* n° 281.

La joie qu'avait causé la réconciliation inespérée du parti de la Constitution et du parti de la République (puisqu'il faut les appeler par leur nom) se lisait sur presque tous les visages des gens que l'on rencontrait dans les rues ou dans les maisons. Mais l'observateur le moins averti y aurait vu peinte non la joie de l'homme qui se sent vraiment heureux, mais la joie de celui qui foule la terre ferme après un naufrage.

En effet il semble que l'on soit parvenu à sortir d'un danger imminent et que nous pouvons espérer que le 14 et les quelques jours suivants seront tranquilles. Ce qui arrivera ensuite seul le temps peut le dire.

Le Département a suspendu de ses fonctions le Maire Mr. Péthion, et Mr. Manuel Procureur de la Commune, à la suite de l'examen des documents sur la violation du palais des Tuileries et autres excès commis le 20 Juin, et a nommé le Médecin Mr. Borie¹ (homme de bien) maire interim comme on le lit à la page 4 du *Journal de Paris* n° 190. Cette détermination a été envoyée au Roi pour qu'il la ratifie ou l'annule. Et (d'après la Constitution) les deux déterminations doivent être transmises à l'Assemblée qui décrètera en dernier ressort. Sa Majesté ne voulait pas donner son avis, considérant la question comme personnelle, mais l'Assemblée a décidé qu'elle doit nécessairement la donner, et aujourd'hui même, après avoir examiné les pièces du procès dont le ministre de la Justice Mr. de Joly sera le rapporteur.

Ce point est assez délicat, car si le Roi Très Chrétien, soit par générosité, soit par mesure de prudence annule ce qu'a fait le

1. Borie (Philibert). Officier municipal. Nommé par intérim maire de Paris, le 7 juillet 1792. — Cf. Tuetey, t. IV, n° 1171.

Département, il ne pourra pas compter sur lui et il indisposera les autres départements du Royaume qui lui sont favorables ; et s'il le confirme, en plus de l'agitation que préparent dans ce cas les amis de Mr. Péthion, l'Assemblée décrètera probablement la réintégration de Mr. Péthion et de Mr. Manuel dans leur fonction ¹.

Il y a quelque 200 députés, qui depuis peu ont l'étiquette d'*Indépendants*, par allusion à leur système de vote libre en faveur de la *Montagne* ou de la *Plaine* (c'est à dire la droite et la gauche) selon qu'ils croient juste ou non ce qu'on leur propose. L'idée était bonne en soi : mais on a remarqué qu'ils se sont toujours mis du côté du plus grand nombre et qu'ils n'avaient d'autre fin, semble-t-il, que de se mettre à couvert sous le manteau de l'*Indépendance* ou de l'*Impartialité* dans toutes les occasions dangereuses.

D'après l'avis de personnes bien renseignées, les « *indépendants* » étaient décidés à donner en bloc leur suffrage à ceux qui voteraient en faveur du Département et contre Mr. Péthion. Ils assuraient ainsi infailliblement la majorité à ce parti qui obtenait la supériorité sur le parti contraire, c'est-à-dire celui de la Municipalité et des Jacobins. Ceux-ci ont découvert le secret. Ils firent préparer le discours de Mr. Lamourette. Ils préparèrent les esprits et obtinrent la réunion de l'Assemblée au moment où la désunion cessait de leur être favorable. Votre Excellence verra maintenant le motif (que je crois véritable) de la paix célébrée entre les deux partis, et combien j'ai eu raison de ne pas me décider à en donner l'avis à Votre Excellence, par un extraordinaire, malgré les premières apparences d'union. Si celle-ci avait été véritable, nous en aurions déjà éprouvé les effets favorables, car il dépendait de l'Assemblée de rétablir en une heure la tranquillité et l'ordre ; mais on ne remarque pas encore le moindre changement. A peine les portes du jardin des Tuileries furent-elles ouvertes que les rassemblements se reformèrent et les cris de *Vive Péthion !* se firent entendre à nouveau. Une fois refermées, des gens voulurent entrer par force, bien qu'on les en empêchât facilement. L'Assemblée a accordé l'honneur d'assister à la séance à plusieurs pétitionnaires et à la Députation de la municipalité qui parlèrent en faveur du Maire, de même qu'au Département qui parla contre lui. Celui-ci fut reçu plus froidement, injurié par les tribunes où l'on criait *Péthion ou la mort, A bas le Département, etc.*, et injurié par le peuple en se retirant. En même temps les clubs continuent

1. Voir, sur la suspension de Péthion et de Manuel, Tuetey, t. IV, n° 1169 à 1218.

leurs réunions comme auparavant ; et en somme pour ne pas abuser de l'attention de S. M. avec des détails inutiles je résumerai tout ce que je viens de dire et ce que j'ai omis en disant que (à mon avis) « l'état des choses n'est pas changé, et que l'on a seulement obtenu de calmer la fermentation suffisamment pour que l'on puisse espérer que les gens qui viendront à la Fédération du 14, s'en iront d'ici sans causer les désordres que l'on craignait ».

On ne sait pas encore si le Roi conviera le Corps Diplomatique pour assister à cette cérémonie, comme il l'a fait la 1^{re} fois. Il y assistera au milieu du corps législatif, et il fera ou renouvellera le serment, selon le décret.

Rien n'a été résolu au sujet d'une proposition de S. M. d'admettre une légion hollandaise au service de la France.

On a décrété d'indemniser les habitants de Courtray des dommages causés par le Maréchal de Camp Mr. Jarry¹ qui en se retirant incendia les faubourgs.

On a prévenu que l'on a découvert quelques 2.000 hommes réunis à Jalés² qui essayaient d'amorcer la Contre-Révolution. Et le dossier a été envoyé au comité des Douze. Le *Journal de Paris* n° 191 et les autres périodiques exposent plus au long le contenu de ces trois derniers paragraphes.

Dans le *Logographe* (n° 280) Votre Excellence trouvera : une lettre de Mr. de Chambonas³ rendant compte de l'autorisation accordée par le Roi N. S. aux Maires français de transporter des noirs aux possessions espagnoles d'Amérique, et de la communication du Roi Très Chrétien à l'Assemblée sur les hostilités que va commencer la Cour de Berlin, et la liste des troupes qui sont en marche.

En ce qui concerne les armées de France on ne sait rien d'important, si ce n'est d'une manière générale que l'on prend des mesures purement défensives.

Votre Excellence trouvera ci-joint l'arrêté du Département

1. Jarry. Aide de camp général de Rochambeau. D'après Mercy-Argenteau, Jarry aurait été entièrement livré à M. de La Marck et « se serait engagé à l'instruire de tout ce qu'il voudrait savoir ». Cf. Pimodan, *Le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur impérial à Paris sous Louis XV et sous Louis XVI*. Paris, Plon, 1911, p. 342 et 347.

2. Jalès (Ardèche).

3. Chambonas (V. Sc. L. J. de Lagarde, marquis de). Mort en 1807. Ministre des Affaires étrangères du 17 juin 1792 au 31 juillet 1792. Il partit après le 10 août pour Londres.

sur le maire, Procureur de la Commune¹ et autres impliqués dans les événements du 20 Juin.

XL

309.

9 Juillet 1792.

Cher Monsieur, Monsieur Chambonas, ministre des Affaires étrangères, m'a fait remettre avec le papier dont Votre Excellence trouvera ci-joint deux exemplaires de la *Notification aux Puissances d'Europe*² relative aux préparatifs et aux emprunts que font dans les cours étrangères Messieurs les Comtes de Provence et d'Artois et autres émigrés. Je n'ai pas donné de réponse, car l'affaire ne l'exige pas ; mais si ce ministre s'explique avec moi j'ai des arguments suffisants pour le satisfaire, ne serait-ce qu'en lui répétant ce que j'ai dit à son prédécesseur par ordre de S. M.

XLI

310.

9 Juillet 1792.

Cher Monsieur, Je réponds maintenant à l'appréciable lettre de Votre Excellence du 21 Mai où elle veut bien me faire savoir que le Roi a daigné me concéder 18.000 livres tournois par an recouvrables par mensualités, afin de satisfaire à toutes les dépenses auxquelles je n'étais pas tenu comme secrétaire d'Ambassade, à savoir : celles de la table, de l'écurie, et des domestiques en surplus qui relevaient du compte de Mr. le comte de Fernan-Nuñez. Je supplie Votre Excellence de me mettre pour ce motif aux pieds du Roi, notre Seigneur, afin de lui exprimer ma profonde reconnaissance, car j'y vois une nouvelle preuve de la volonté de Sa Majesté de m'honorer ainsi que la propension de Votre Excellence à me favoriser.

Pour éviter à Votre Excellence une répétition ennuyeuse, je me réfère à ce que dit sur la question Monsieur l'Ambassadeur, et j'ajouterai seulement, que je considère comme une heureuse fortune le fait d'avoir eu à traiter avec une personne d'un caractère aussi noble et aussi juste que Votre Excellence. En effet si Votre Excellence ne s'était pas offert (comme elle l'a fait immédiatement) pour ajouter à mon traitement, ce qu'elle savait par expé-

1. Manuel (Pierre-Louis), 1751-1793. Nommé procureur de la Commune en 1791.

2. *Notification aux puissances de l'Europe*. Impr. royale, 1792, in-4°.

rience devoir me manquer pour vivre avec la décence habituelle, je me serais vu dans la nécessité de demander à Votre Excellence comme une grâce spéciale de me laisser dans mes fonctions précédentes. La dépense que je fais peut paraître excessive, mais Votre Excellence peut croire qu'elle est indispensable et c'est seulement pour ne pas fatiguer l'attention de Votre Excellence par des calculs de cette nature, que nous nous abstenons Monsieur l'Ambassadeur et moi de lui envoyer la copie des comptes.

J'offre à Votre Excellence...

XLII

311.

13 Juillet 1792.

Cher Monsieur. Mes doutes sur la sincérité de la réconciliation des membres de l'Assemblée et sur la possibilité d'en déduire avec fondement que l'ordre allait être rétabli, sont en train de s'avérer, ou pour mieux dire, se sont déjà avérés exacts. En effet les propositions faites à l'Assemblée (les unes décrétées, les autres confiées à l'examen des Comités) et l'audace avec laquelle les tribunes les ont soutenues ont rendu les séances de ces jours-ci extrêmement tumultueuses. Les incidents ont été si nombreux et les discours si confus que je suis obligé d'en référer aux imprimés et de me contenter d'exposer ici à Votre Excellence l'essentiel et ce que je crois suffisant pour qu'elle ne perde pas le fil de ces questions.

Le 9 courant le député Mr. Brissot exposa trois heures durant les raisons pour lesquelles la *Patrie était en danger* et les mesures que l'on devait prendre. Votre Excellence, ci-inclus, trouvera son discours coté A. Bien que dans ce discours Brissot attribue au Roi tous les malheurs du Royaume, l'Assemblée le fit imprimer. Depuis le début jusqu'à la fin, il est plein de phrases violentes non seulement contraires à l'autorité de ce Souverain, mais capables d'exciter les esprits à lui ôter la couronne et à la donner à un autre. A la suite de ce discours et du rapport de la Commission extraordinaire et des Comités militaire et politique, l'Assemblée décréta le 11 *que la Patrie était en danger*¹, et promulgua ce décret en un acte formel, par un avis aux *Français* et un autre à l'*Armée*. Votre Excellence les trouvera ci-joints sous la lettre B et aussi les articles décrétés antérieurement, et modifiés ensuite, relatifs aux

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1436. — *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 342.

mesures qui devront être prises, au cas échéant, dans tout le Royaume. On assure que ces mesures coûteront à l'État la somme de un million et demie de livres par jour. Même en admettant qu'il y ait exagération, il n'y a pas de doute que la dépense sera très élevée. S'ils ont voulu exalter les esprits au moyen de cette déclaration, il semble qu'ils se soient trompés, car elle n'a produit aucune sensation dans le public ; et s'ils se sont proposés d'inciter les gens à accourir en plus grand nombre pour compléter les armées des frontières, il est probable qu'ils iront encore à un échec.

Tous les ministres (excepté celui des Affaires étrangères qui se trouvait malade) se rendirent à l'Assemblée par ordre de celle-ci, avant que ne fut expédié le décret déclarant la *Patrie en danger*. Chacun dans sa sphère respective fit un compte rendu de l'état actuel du Royaume. Celui des Affaires étrangères avait déjà envoyé aux comités Diplomatiques et des Douze, le rapport sur la situation politique des puissances d'Europe vis à vis de la France. C'était un résumé succinct des lettres de leurs envoyés et ministres. Il avait envoyé également un rapport plus circonstancié avec l'avertissement qu'il convenait de le tenir secret. Mr. Koch lut la première relation et ordre fut donné de l'imprimer. Votre Excellence la trouvera in-extenso dans le *Logographe* n° 285 (où se trouve aussi les rapports des autres ministres). A la page 799 j'ai signalé l'article concernant l'Espagne. J'ai déjà renseigné Votre Excellence sur tout ceci avec anticipation.

Aujourd'hui même le comité des Douze déposera son rapport sur cette question délicate qui doit être conclue, et en P. S. j'informe-
rai votre Excellence des résultats, bien que je puisse dès maintenant les prévoir. J'ajoute sous la lettre C, les actes de la Municipalité sur les événements du 20 Juin qui ont motivé la suspension du Maire et du Procureur syndic. Ils sont dressés dans des termes bien différents de ceux de l'arrêté du Département, et trop diffus pour que Votre Excellence ait le temps de les lire.

Il a été décrété hier que l'Assemblée se rendrait demain matin au camp de la Fédération pour prêter le *Serment Constitutionnel*, et que le Roi se mettrait à la gauche du Président, comme cela s'est toujours fait dans les actes publics. On m'assure que 1,200 grenadiers, parmi les meilleurs, accompagneront volontairement Sa Majesté et l'entoureront. On ignore encore s'il ira en voiture, comme la première fois, et si les autres personnes royales y assisteront. On a décrété également qu'une députation de 60 membres de l'Assemblée irait mettre sur l'emplacement de la

Bastille, la première pierre de l'obélisque ou de *la colonne de la Liberté*¹.

Il avait été question à l'Assemblée, et il est probable qu'on l'eût décrété, de rendre les ministres responsables *in solidum* des conséquences fâcheuses que pourrait entraîner le veto royal. Les ministres ne pouvaient pas se charger d'une si dangereuse responsabilité n'étant pas inviolables comme le Roi. Ceci, ajouté à ce qui a été dit contre eux dans diverses séances, les a déterminés à se démettre de leurs fonctions. Le ministre de la Justice en fit part à l'Assemblée au nom de tous. Sa Majesté le fit aussi savoir par une lettre où elle signifiait qu'elle avait demandé aux ministres de demeurer en fonction pendant le temps où elle en nommerait d'autres.

Nous allons par conséquent avoir un autre nouveau ministère ! et je ne peux même pas dire à Votre Excellence de quel parti sera celui que l'on formera. Ces jours-ci diverses bandes de gens sont allées à l'Assemblée pour demander que Mr. le maire Péthion soit réintégré dans ses fonctions. Ils ont toujours été bien reçus. On a remarqué en même temps dans Paris des rassemblements en faveur de Péthion. Malgré cela Sa Majesté a écrit hier à l'Assemblée en confirmant le décret de suspension voté par le Département. La lettre fut écoutée avec calme. Le maire comparut ensuite pour se défendre, et bien qu'il vint en accusé l'Assemblée lui concéda l'honneur d'assister à la séance ce qui est sans précédent.

Mardi à une heure du matin le bruit se répandit, sans savoir comment, dans la garde nationale des Tuileries, que L. L. M. M. étaient parties. Le commandant se vit dans la nécessité de réveiller le Roi. Il le fit avec le plus grand respect. Sa Majesté ne voulut pas que l'on réveillât la Reine. Le lendemain le Roi dit à quelques uns des officiers : *qu'il était fatigué par toutes les calomnies que l'on semait ; mais qu'il répétait qu'il ne pensait pas à s'absenter d'ici.*

Dans le *Journal de Paris* n° 195 j'ai signalé l'extrait d'une représentation de la Municipalité de Marseille qui entre autres choses demande l'abolition du trône héréditaire, de la prérogative du veto, et de la dignité royale dans la lignée régnante, le droit de nommer le pouvoir exécutif étant confié au peuple. J'ai signalé dans le même imprimé la notice sur la façon dont on avait obligé

1. Tuetey, t. IV, n° 1264.

Mr. Saillant¹ à faire capituler la garnison de Bonne² où il était resté avec les gens armés du Camp de Jalez. On ignore encore l'importance que peuvent avoir ces tentatives.

Mr de la Morlière³ commandant de l'armée du Rhin prévient que les Autrichiens se sont retranchés à Kehl en face de Strasbourg, que les chefs de cette dernière place ont fait couper le pont et qu'il a mis des batteries dans les îles des Epis situées entre les deux camps, et que ses troupes étaient en bonne disposition. Les Prussiens poursuivent leur avance et à mesure qu'ils s'approchent l'on voit s'augmenter les craintes, qui ont une répercussion immédiate sur les désordres de ce Royaume. Les uns redoutent l'arrivée sur Paris des Prussiens unis aux Autrichiens, les autres celle des armées de Luckner et de La Fayette qui auraient opté pour une trêve. En prévision de ces deux éventualités les gens ont pris la précaution de se faire délivrer des passeports de vendre leurs biens et d'en envoyer le produit aux pays étrangers, afin de s'évader quand ils se croiront dans un danger imminent ; mais tout en vivant ici leurs dernières heures, ils s'efforcent de faire le plus de mal possible pour laisser tout dans un désordre tel qu'il sera très difficile d'apporter quelque arrangement.

Les Jacobins essaient aussi de faire décréter Mr. de La Fayette en état d'accusation. S'ils l'obtiennent, je ne sais pas quels moyens ils emploieront pour le faire venir, car il n'est pas normal qu'il s'expose à se présenter ici seul.

P.-S. — L'Assemblée a décidé de réintégrer Mr. Péthion dans ses fonctions de maire et de ne pas se prononcer sur la décision du Département touchant le Procureur de la Commune Mr. Manuel⁴, jusqu'à ce qu'il ait été entendu et de vérifier quels ont été les promoteurs du désordre du 20 Juin. Par ce dernier correctif, elle désapprouve les excès et elle ménage la Municipalité.

1. Saillant (comte de). Lieutenant-colonel des chasseurs de Roussillon. Émigré, fut désigné par les princes pour accompagner comme second le comte de Conway, nommé chef de l'armée royale du Midi, pour y préparer l'insurrection de Jalez. Cette expédition se termina tragiquement par le massacre de Saillant et de certains de ses compagnons.

2. Bonne, Ardèche.

3. La Morlière (Alexis-Magallen, comte de), 1707-1799. Nommé provisoirement commandant en chef de l'armée du Rhin, le 7 mai 1792. Il quitta ce commandement le 20 juillet pour celui de Strasbourg.

4. Voir, sur la rentrée de Péthion et Manuel dans la Commune, Braesch, p. 107-109.

Ce soir il y a beaucoup de gens au Palais Royal et parmi eux un assez grand nombre de *Fédérés* ou Gardes Nationaux des provinces qui crient : *Vive Péthion*.

Je remets à Votre Excellence (coté D) le programme de la fête du Serment Civique qui aura lieu demain. Jusqu'à ce qu'elle se termine, les voitures ne circuleront pas dans les rues. Le corps diplomatique n'a pas reçu d'invitation et ainsi il ne s'y rendra pas.

Mr. de Talleyrand, évêque d'Autun, se trouve ici depuis quelques jours, il retournera sous peu à Londres.

XLIII

312.

16 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Dans sa lettre du 2 courant Votre Excellence veut bien m'aviser qu'elle a reçu les miennes du n° 278 à 290 et me donner l'importante nouvelle que LL. MM. et AA. se maintiennent en parfaite santé. Cette lettre ne demande pas d'autre réponse que d'assurer pour ma part à Votre Excellence que les personnes royales jouissent d'un égal bienfait.

La cérémonie du Serment Civique s'est déroulée avant hier dans le calme, et il ne s'est pas produit le moindre incident fâcheux. A 11 heures le Roi sortit avec toute la famille royale dans une même voiture escortée par 500 volontaires choisis et quatre compagnies de Suisses, et accompagné par tous les ministres qui allaient à pied. Ils descendirent de voiture à l'École Militaire où était préparé le repas. Puis arrivèrent successivement l'Assemblée, le Département, et la Municipalité présidée par le Maire Mr. Péthion. Finalement entrèrent les troupes de ligne, les Gardes Nationaux de Paris divisés en sections de la capitale et celles des Provinces, ou Fédérés par départements. Le Roi, l'Assemblée et le Commandant de la Garde Nationale de Paris montèrent à l'autel dressé au milieu du Champ de Mars et prêtèrent serment¹.

A 5 h. de l'après-midi LL. MM. et AA. retournèrent au Palais et furent applaudis sur tout le parcours, quelques fois au cri de *Vive le Roi, Vive la Reine, Vive le Prince Royal*, et d'autres fois avec leurs noms mêlés à ceux de *Liberté, Nation, Constitution*.

1. Bertrand de Molleville raconte que le Roi fut fort applaudi pour être monté jusqu'à l'autel pour prêter le serment, au lieu de rester à sa place comme en 1790.

Parmi les divisions de troupes il y en avait plusieurs composées de femmes, hommes et enfants armés de piques qui portaient écrit sur leur chapeau : *Vive Péthion*¹ ! Mais ces vivats étaient peu nombreux et sans vigueur, et il semble que d'une manière générale le Roi soit resté satisfait de la façon dont s'est passé un jour qui promettait des désordres plus ou moins grands, selon l'habileté des meneurs du peuple à exploiter tout événement fortuit, faute de fondement solide où établir un plan qui serve à leurs fins. Le *Journal de Paris* n° 197 contient un récit plus circonstancié, bien que concis, de toute la cérémonie et elle est relatée in extenso dans l'imprimé B. plus exact que le Rapport que Votre Excellence trouvera ci-joint sous la rubrique de la lettre D. dans ma lettre déjà citée n° 311. Les membres de l'Assemblée qui mirent une telle obstination à faire venir des Gardes Nationaux de tout le Royaume ont dû être fortement impressionnés de voir que 30,000 hommes tout au plus étaient arrivés pour prêter serment et qu'ils n'ont pas manifesté d'idées extravagantes ou exaltées.

Les Gardes Nationaux qui ont l'intention de continuer leur marche vers les Frontières, partiront le 18. Ceux qui arriveront ensuite s'y rendront également, de sorte qu'il n'y a pas d'apparence que l'affluence à Paris augmente extraordinairement.

L'Assemblée a décrété que les trois régiments de ligne sortiraient d'ici dans le délai de trois jours, s'éloigneraient de 30,000 toises et se rendraient ensuite à l'Armée.

L'attention est concentrée maintenant sur l'ouverture des hostilités officielles des armées autrichiennes et prusiennes qui pourront avoir lieu à la fin de ce mois, ou au début d'août, car ces armées s'approchent et augmentent progressivement. Il semble décidé que Mr. de La Fayette commandera l'armée du Nord de Dunkerque à Montmédy ; Mr. de Biron² celle du Rhin, et celle du centre le Maréchal Luckner avec le titre et les pouvoirs de Généralissime. Celui-ci est arrivé avant hier à 5 heures de l'après-midi, le peuple l'a su, il l'a fait venir à la fenêtre pour l'applaudir et savoir le motif de sa venue, et le Maréchal leur fit cette réponse : « Je suis venu pour demander du renfort ; je verserai jusqu'à la

1. D'après Virieu, il y eut quelques cris de « vive le Roi », il n'y eut qu'un cri de « vive la Nation » et davantage de « vive Pétion ». Cf. *La Révolution française racontée par un diplomate étranger. Correspondance du bailli de Virieu, ministre plénipotentiaire de Parme (1788-1793)*, p. 360.

2. Biron (Armand-Louis Gontaut, duc de), 1747-1793. Nommé général en chef de l'armée du Rhin, le 9 juillet 1792.

dernière goutte de mon sang pour la nation, pour la Constitution et pour le Roi (ce qui est tout un). Mes troupes sont animées de bonne volonté. Mais il leur manque un peu de discipline. J'espère malgré tout me défendre. » Après avoir entendu cette harangue les gens se retirèrent, ils n'étaient pas très nombreux parce que la foule s'était portée aux environs du camp de la Fédération et des Invalides. On assure que Mr. Luckner demandera un renfort de 50,000 hommes, et qu'il le lui faut tout de suite.

Le député Mr. Dumolard¹ a dit hier à l'Assemblée que 12,000 Autrichiens unis aux troupes sardes étaient prêts à rentrer en Provence dès que les Prussiens passeraient le Rhin. Un autre Député a lu une lettre de la ville de Joyeuse² relative aux gens armés que Mr. Dusaillant³ commande à Jalès. Ils ont dispersé et ont évacué le château de Bonne et les troupes ont incendié le village de *Saint-André* dont les habitants s'étaient réunis autour du Chef Mr. Dusaillant. Ces nouvelles sont parvenues avec quelque confusion.

A la suite de tout ce que je viens de dire l'Assemblée a décrété 1^o que le ministre de la Guerre rendra public aujourd'hui le véritable état de toutes les troupes en activité; 2^o qu'il dira si celles qui devaient se transporter du midi au Rhin avaient exécuté ce mouvement et dans le cas contraire, en expliquer le motif; 3^o qu'il rendra compte des motifs de la venue de Mr. Luckner à Paris et 4^o que l'Assemblée débattrà la nécessité ou non de se déclarer en permanence.

L'examen de la conduite de Mr. de La Fayette, autre point assez important sera peut-être traité aujourd'hui. La sentence contre le Procureur de la Commune Mr. Manuel et autres inculpés dans les incidents du 20 juin restera ensuite en suspens. Il est à craindre qu'elle ne soit rejetée ou tout au moins affaiblie.

Sa Majesté n'a pas encore nommé le nouveau ministère et l'ancien continue à expédier les affaires par intérim, toujours sous le coup de la responsabilité.

Mr. de Chambonas a communiqué à l'Assemblée une lettre que lui a écrit le premier Secrétaire d'État de Naples en l'assurant (il s'agit d'une plainte déposée, motivée par deux frégates napolé-

1. Dumolard (Joseph-Vincent), 1766-1820. Député à l'Assemblée législative pour le département de l'Isère.

2. Joyeuse, Ardèche.

3. Saillant (de). — Le comte de Saillant avait été envoyé par les princes pour soulever le sud-est de la France sous les ordres du comte de Conway.

taines qui bombardèrent les Algériens dans un port de France) que Sa Majesté Silicienne n'avait jamais eu l'intention de rompre avec cette Cour.

Il n'est pas arrivé d'autres nouvelles de la partie française de l'île Saint-Domingue que celles que j'ai signalées dans la *Gazette Universelle* n° 785.

XLIV

313. (Déchiffrée.)

16 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Je commence à soupçonner que l'Angleterre et la Prusse aient le projet de mettre sur le trône de France le duc de Brunswick¹. Si celui-ci obtenait la victoire, il ne lui manquerait pas de partisans.

XLV

314.

20 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Le courrier D. Martin Estenoz est arrivé ici le 17 à quatre heures de l'après-midi avec son compagnon D. Antonio Barrisano et il m'a remis les plis de Votre Excellence. J'ai fait parvenir à leurs destinations ceux qui étaient adressés à diverses personnes et j'ai pris connaissance des dix lettres de Votre Excellence datées du 9 courant. Cinq de celles-ci ne demandent pas de réponse et se réduisent elles-mêmes à des réponses. Je répondrai séparément aux cinq autres et je consacrerai celle-ci à communiquer à Votre Excellence les dernières nouvelles. Je dirai de suite à Votre Excellence que LL. MM. Très Chrésiennes et les autres personnes royales se maintiennent en parfaite santé et que je forme des vœux pour que le Roi, la Reine et le Prince, nos seigneurs et messieurs les infants et les infantes jouissent d'un égal bienfait.

Les affaires de ce Royaume se compliquent et s'assombrissent au fur et à mesure que s'approchent les armées étrangères et avec elles le moment où nous verrons, sans doute brusquement les événements emprunter des voies nouvelles². Je dis des voies nou-

1. Brunswick-Lunebourg (Charles-Guillaume-Ferdinand, duc de), 1735-1806. Auteur du fameux manifeste (15 juillet 1792). Chargé du commandement général des armées autrichiennes et prussiennes en 1792.

2. Virieu, le ministre de Parme, écrit le 22 juillet : « Il règne une grande effervescence dans Paris. Toute la canaille du Royaume et des États voisins s'est réunie. »

velles parce qu'il me semble très probable que les affaires vont se compliquer d'une autre manière, soit que les partis de l'intérieur aient un rôle actif dans une guerre civile, soit que quelques puissances d'Europe y prennent part.

Je négligerai les innombrables incidents qui rendraient ma relation confuse et je mettrai dorénavant tout mon soin à exposer à Votre Excellence les événements principaux en essayant de les rendre aussi clairs que possible.

Mr. de Chambonas qui (comme les autres ministres) expédie les affaires par intérim avec le Roi, a fait communiquer à l'Assemblée une lettre du ministre de France à Stuttgart où il rend compte des ordres que le roi de Hongrie a envoyé à ses troupes pour qu'elles hâtent leur marche vers les frontières de France.

Presque en même temps sont arrivées des nouvelles de l'armée du Nord annonçant que 6.000 Autrichiens avaient investi le 15 la ville d'Orchies¹ entre Lille et Valenciennes à courte distance de Tournai, s'en étaient emparés et que la garnison de 550 hommes s'étaient retirés après une grande résistance et avait finalement abandonné Orchies après avoir incendié quelques maisons. Hier l'on a su aussi, par une lettre de Mr. Dumouriez du camp de Maulde que les Autrichiens avaient pris Bavay² sans beaucoup de résistance et qu'ils se fortifiaient entre Maubeuge et Valenciennes. Cette opération est importante car l'on a résolu ici de faire passer l'armée du Nord au centre et l'armée du centre commandée par Mr. de La Fayette au Nord et cette manœuvre pourrait être empêchée ou entravée par les troupes autrichiennes si un renfort suffisant leur arrive à temps.

Mr. Dumouriez se refuse à obéir aux ordres de Mr. de La Fayette. Il ne veut pas abandonner la position de son camp de Maulde et écrit à l'Assemblée en alléguant que s'il s'en allait il ne resterait que 7,300 hommes pour s'opposer aux 25 ou 30,000 hommes qui se trouvaient devant les places françaises dépourvues de troupes, de vivres et de munitions. On peut voir cela in extenso dans le *Logographe* n° 293, p. 4.

Hier à 4 heures du matin le maréchal Luckner est parti. Il avait été appelé par Sa Majesté ainsi que Mr. de La Fayette pour rendre un compte exact de l'état des armées et de leur place de campagne.

Mr. de La Fayette voulait venir, mais le maréchal l'en empêcha

1. Orchies, chef-lieu de canton, arrondissement de Douai (Nord).

2. Bavay, ch.-l. de canton, arr. d'Avesnes (Nord).

en lui représentant le mauvais accueil qu'on lui ferait à Paris. Je dirai en passant que l'Assemblée décidera si on doit le déclarer coupable ou non sur sa première venue et le contenu de sa lettre relative aux évènements du 20 juin.

Mr. Luckner a été injurié ici par quelques personnes payées et traité en général avec froideur à cause des vérités amères qu'il a dites à l'Assemblée. Dans le *Logographe* n° 291, p. 3, Votre Excellence pourra voir les termes dans lesquels il s'est expliqué et dans le même (p. 2) le décret que l'Assemblée a expédié à la suite de son discours. Ils ont voté l'augmentation d'un effectif de 5.000 hommes, auquel ils ont ajouté (à ce qu'on dit) 440 à 450 soldats de lignes et nationaux.

On ignore où se trouve actuellement Mr. de La Fayette, ce qui permettrait d'expliquer les bruits qui courent sur lui. On le dit gravement malade, blessé dans un duel par Mr. Dumouriez, mort, parti en Amérique, etc...

C'est tout ce que l'on sait aujourd'hui en ce qui concerne les armées et les généraux. Je vais maintenant mettre Votre Excellence au courant des évènements proprement intérieurs du Royaume.

Mr. du Saillant qui, comme Votre Excellence le sait, était armé dans le camp de Jalez et prêt à commencer la Contre-Révolution du midi a été pris par les troupes des Départements de l'Ardèche et du Gard, à la suite d'un combat où il s'exposa à la tête de 200 hommes. Les soldats lui donnèrent la mort sans attendre qu'il soit jugé et trouvèrent sur lui plusieurs ordres et lettres des frères de Sa Majesté Très Chrétienne, parmi lesquelles une où il était dit de ne rien entreprendre avant d'avoir l'assurance du débarquement des troupes qui devaient venir d'Espagne avec l'un des Princes. Votre Excellence trouvera l'extrait du récit de cet événement dans le *Journal de Paris* n° 202, et dans le *Journal du Soir* n° 290. Mais je dois prévenir Votre Excellence que toutes les lettres lues à l'Assemblée sont de simples copies et qu'il serait fort possible que les originaux de certaines n'existent même pas.

Avant hier les cinq régiments de troupe régulière, qui se trouvaient à Paris, partirent pour le camp de Soissons. Leur absence a causé une notable satisfaction dans une certaine partie du peuple. Mr. d'Affry¹, commandant de la garde Suisse, a fait savoir

1. Affry (d'). Voir, sur le comte d'Affry et les capitulations, Kaulek, *Papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, 1792-1797*. Paris, Alcan, 1886.

que d'après les capitulations, les deux tiers de son régiment peuvent être employés à la défense du Royaume, mais que l'autre tiers doit rester dans la garde du Roi ; et il déclara que si l'ordre de partir englobait tout le régiment, il se verrait dans l'obligation d'en rendre compte au corps Helvétique, ne pouvant pas prendre sur lui cette détermination.

En attendant que le rapport du Comité Diplomatique sur les traités avec les Suisses soit rédigé, l'Assemblée a décrété que deux bataillons partiraient immédiatement, ce qu'ils vont exécuter. Par conséquent il ne restera dans cette capitale qu'environ 600 Suisses, sans autres troupes régulières et la sécurité publique est entièrement confiée à la Garde Nationale, ce qui serait amplement suffisant s'il y régnait la même union que lorsqu'elle s'est constituée. Mais on y constate la même diversité de principes que chez les autres habitants. Il reste l'espérance que si l'on en vient à piller les maisons, l'intérêt de chacun suffira à grouper la majeure partie des individus pour se défendre contre la minorité et les fédérés qui restent ici en arrière. Ceux-ci ne sont pas très nombreux, car le jour de la Fédération ils étaient à peine 3.000 et il ne semble pas qu'ils augmentent bien qu'ils continuent à arriver. Cela tient à ce que les uns arrivent de leurs provinces, les autres y retournent, ou se dirigent vers les frontières. Ceux qui prennent ce dernier parti sont peu nombreux, de sorte qu'il y aura quelque difficulté à réunir les 50.000 hommes décrétés et qu'ils ne seront au complet que tardivement.

Si le duc de Brunswick exécutant le dessein qu'on lui attribue d'entrer par Montmédy et de se diriger rapidement (en laissant les places de Verdun et de Metz) sur Paris, ici l'on exécuterait le projet d'emmener toute la famille royale dans les provinces méridionales ou à Bordeaux, et il n'y a pas de doute que les mesures les plus propres à l'exécuter ont été prises. La seule opposition est celle que peuvent faire les habitants de Paris intéressés à ne pas laisser les personnes royales s'absenter, mais cette opposition ou répugnance serait facilement vaincue en représentant le danger auquel s'exposeraient les personnes royales de tomber au pouvoir de l'armée ennemie. L'on pourrait encore recourir à un autre moyen : ce serait que l'Assemblée se retire loin d'ici. Dans ce cas sans avoir à faire la moindre insinuation au Roi, S. M. serait obligée de suivre l'Assemblée, d'après la Constitution qui décrète que le Roi ne peut fixer sa résidence à plus de 20 lieues de l'endroit où se trouve le corps législatif. Et le peuple de Paris n'aurait rien à répliquer.

Presque tous les membres du Département de Paris ont donné leur démission en voyant la prépondérance de la Municipalité¹.

Monsieur Monciel, ministre de l'Intérieur, n'a pas voulu se maintenir à son poste ni même par intérim ; et Mr. de Joly, ministre de la Justice, exerce maintenant ses fonctions.

L'Assemblée a décrété que le pouvoir exécutif considérerait et traiterait en ennemis les électeurs et les Princes de l'Empire qui s'uniraient à la Prusse et à l'Autriche pour faire cause commune avec les émigrés.

Il me reste seulement à citer quatre notes ministérielles de Copenhague et de Londres que j'ai signalées dans les *Gazettes de France* nos 113 et 114, dans le cas où Votre Excellence ne les aurait pas encore reçues, directement ; l'une est de l'envoyé de l'Empereur et du chargé d'affaires de Prusse au Danemark invitant cette cour à entrer en coalition, une autre est la réponse de S. M. danoise se refusant. Une autre celle du Ministre de France demandant à S. M. britannique d'employer ses bons offices à empêcher ses alliés d'apporter aucune aide aux ennemis de la France, et la dernière, la réponse de lord Grenville² qui s'y refuse et insinue que l'Angleterre serait médiatrice si toutes les parties intéressées le désiraient.

Le samedi 14 courant le Roi de Hongrie et de Bohême a reçu la couronne impériale à Francfort.

J'adresse à Votre Excellence un ouvrage en deux volumes de Mr. Necker sur le pouvoir exécutif.

P.-S. — L'Assemblée n'a pu conclure dans la séance d'aujourd'hui l'affaire de Mr. de La Fayette. Elle sera encore débattue demain et il y a quelque apparence qu'elle se termine favorablement.

S. M. a nommé ministre de la Marine Mr. Du Bouchage, intendant à cette même section, et ministre de l'Intérieur Mr. Champion³, avocat et commissaire royal à Avignon. Tous les deux

1. Voir, sur la désorganisation du Département, Braesch, p. 109, et Sigismond Lacroix, *Le département de Paris et de la Seine pendant la Révolution (février 1791-ventôse an VIII)* (Soc. de l'histoire de la Révolution française). — Iriarte ne semble pas avoir compris toute l'importance de la victoire remportée par les Jacobins dans le fait que le Département se dissolvait.

2. Grenville (William-Wyndham, lord), 1759-1834. Était ministre des Affaires étrangères en Angleterre en 1792. Après le 10 août, il rappela de Paris son ambassadeur.

3. Champion de Villeneuve (Aimé-Clément-Félix), 1758-1844. Ministre de l'Intérieur le 21 juillet 1792. Il quitta le ministère après le 10 août.

passent pour des hommes bien intentionnés et instruits. Il semble que Mr. Joly demeurera au ministère de la Justice et il restera seulement à pourvoir les ministères des Affaires étrangères et de la Guerre.

XLVI

315.

20 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

J'apprends par une des lettres de Votre Excellence du 9 courant que Sa Majesté a bien voulu approuver le compte des dépenses extraordinaires de cette Ambassade pendant les mois de Janvier, Février, Mars et Avril de cette année, qui s'élevait à quarante trois mille deux cent trente-six livres neuf sous et six deniers¹.

XLVII

316.

20 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Je suis très satisfait que le Roi ait approuvé la proposition, par moi faite, de continuer à gérer les fonds servant aux dépenses extraordinaires de cette Ambassade. J'espère que le trésor royal en tirera quelque avantage.

Le portier don Francisco Garcia demeure profondément reconnaissant de l'augmentation de traitement de huit mille réaux annuels, concédés par S. M., et moi je suis très reconnaissant à Votre Excellence d'avoir fait droit à ma demande.

XLVIII

317.

20 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Le Suisse Pierre Frossard, portier de messieurs les Ambassadeurs d'Espagne à Paris, a reçu avec la plus grande joie la nouvelle que S. M. lui avait octroyé quatre cent livres tournois annuelles de pension viagère, et il n'ignore pas la part que Votre Excellence (en égard à ses bons services) a bien voulu prendre dans la concession de cette grâce. Je m'en suis réjoui parce que je connais aussi l'honnêteté de cet homme et parce que de tels

1. L'ambassadeur d'Espagne à Paris devait tenir grand train et disposer d'un budget très important. Comme ambassadeur de famille, il devait tenir un rang très élevé. Cf. Morel-Patio, *Études sur l'Espagne*, 2^e partie, p. 131.

exemples quand ils tombent sur d'anciens et fidèles serviteurs, en exhortent d'autres à se rendre dignes d'être un jour récompensés.

XLIX

319.

20 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Votre Excellence me charge dans son autre lettre du 9 courant d'acheter plusieurs bijoux. Je tâcherai d'en faire l'achat promptement et à bon compte.

Votre Excellence peut être assurée qu'à la première occasion sûre j'enverrai les bijoux, en tenant compte que le temps presse.

Au dos de la lettre : « Il tâchera d'acheter et de remettre les bijoux dont on l'a chargé par ordre du 9 à destination d'Alger et de Tunis. »

L

320.

23 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

L'appréciable lettre de Votre Excellence du 9 courant ne demande pas de réponse. Elle se borne à m'accuser réception de plusieurs de mes lettres auxquelles Votre Excellence a déjà répondu par l'extraordinaire.

Avant-hier l'affaire de Mr. de La Fayette¹ fut débattue à l'Assemblée. Après des débats très agités, l'Assemblée allait se prononcer favorablement par le vote plural, ainsi que je le prédisais à Votre Excellence dans ma lettre n° 314, mais les tribunes qui avaient interrompu les orateurs chaque fois qu'ils parlaient en sa faveur, voyant qu'un non lieu allait être déclaré se levèrent très bruyamment. Un Fédéré qui s'y trouvait menaçait du poing les Députés et le désordre et la confusion durèrent quelques minutes.

Le député Fauchet se servit de cet incident pour faire différer la sentence, en communiquant que Mr. de La Source accusait Mr. de La Fayette d'avoir proposé au Maréchal Luckner (lorsqu'il sut les incidents du 20 Juin) de venir à Paris avec son armée ; le député Guadet assura aussi que le Maréchal avait dit que cette proposition lui avait été faite par l'intermédiaire de l'ex-président de l'Assemblée Constituante Mr. Bureaux de Pusy² et qu'il

1. Voir, sur le débat à l'Assemblée sur La Fayette, ce qu'en dit Roederer, *Chronique des 50 jours*, livre III, chap. 1.

2. Bureaux de Pusy (Jean-Xavier), 1750-1805. Député à la Constituante. Il partagea la captivité de La Fayette à Olmütz jusqu'en 1797.

avait répondu que si Mr. de La Fayette se mettait en marche avec son armée contre Paris, il marcherait contre Mr. de La Fayette, à quoi Mr. de Pusy avait répliqué : *que la vie du Roi était en danger*¹. Ce motif ou prétexte suffit à décréter l'ajournement jusqu'à ce que les deux Généraux puissent apporter des éclaircissements sur le fait. On leur dépêchera un courrier extraordinaire qui devra rapporter la réponse de tous les deux.

Voici l'essentiel de la séance du Samedi, interrompue par des nouvelles tendancieuses sur ce qui se passait en même temps dans la Capitale. Le bruit s'y répandit que les gens des tribunes étaient descendus dans l'hémicycle et le parterre, et que mêlés aux députés ils avaient échangé des coups de couteau. La paroisse de Saint-Roch et d'autres églises sonnèrent le tocsin. Les boutiques de la rue Saint-Honoré fermèrent. Quelques émissaires excitaient le peuple à prendre les armes. Environ 200 personnes voulurent jeter à bas la porte du jardin des Tuileries en face du Pont Royal. Mais un piquet de Gardes Nationaux suffit à les disperser et la présence du Maire Mr. Péthion à faire retirer le peuple qui venant d'autres lieux s'approchaient du Palais et de l'Assemblée. Finalement le Maire s'est présenté à l'Assemblée et a annoncé que tout était calme. Ce mouvement n'était pas bien préparé, aussi resta-t-il sans effet et ne causa-t-il de crainte réelle à personne. L'unique conséquence que l'on puisse retirer de ce que je viens de rapporter c'est que chaque jour les tribunes influenceront davantage sur les délibérations de l'Assemblée et il est évident que la décision que vient de prendre l'Assemblée de réimprimer le décret antérieur sur la défense au public d'applaudir ou de désapprouver sera de peu d'effet.

La proclamation A de la *Patrie en Danger* a été publiée hier dans les formalités qu'expose l'imprimé B. on y explique aussi les cérémonies que l'on a pu observer hier et aujourd'hui dont le but est de recruter à Paris des soldats pour aller aux frontières. Quant à la proclamation et à l'apparat qui l'a entourée, elle a produit si peu de sensation que les promenades ont été plus fréquentées que jamais et les guinguettes pleines de gens qui dansaient et mangeaient. Pour ce qui est de recrues nous voyons bien quelques listes qui arrive à 10 ou 15.000 hommes, mais ce sont en majeure partie des garçons de 12 à 14 ans et peut être que pas même mille ne parviendront aux frontières.

1. En français dans le texte.

Il est impossible de savoir l'état véritable des armées, car on a relevé beaucoup de contradictions dans ce qu'a dit le Maréchal Luckner à l'Assemblée et au Comité Diplomatique et de la Guerre, au peuple et à ses amis intimes. Il ne serait pas juste de l'accuser d'avoir voulu flatter ainsi tous les partis et il semble plus équitable d'attribuer ces contradictions à la difficulté avec laquelle il s'explique dans la langue française.

On dit que Mr. de La Fayette est malade. Il est étrange que l'on ne sache pas positivement où il se trouve.

Mr. de Montesquiou¹ est venu à Paris, sans doute pour se plaindre que l'on ait affaibli son armée du Midi en retirant des troupes, pour renforcer celle du Nord, au moment même où l'on s'efforce ici de faire augmenter les troupes du Roi de Sardaigne.

Le duc d'Orléans se trouve aussi à Paris depuis trois jours.

L'on croit que les Fédérés de Brest et ceux de Marseille arriveront ici d'un moment à l'autre. Dans l'imprimé C, Votre Excellence verra la pétition de quelques uns de ceux qui se trouvaient à Paris, et j'ai signalé le paragraphe relatif à la suspension provisionnelle du pouvoir exécutif qui réside dans la personne du Roi. Quelques uns croient qu'il n'y aura pas d'autres pétitions semblables et j'ai entendu dire à des personnes dévouées à S. M. que peut être c'est ce qui pourrait lui arriver de mieux en ces jours de troubles, car ainsi il ne pourrait être rendu responsable des conséquences inévitables de l'anarchie et des désordres actuels. Mais il n'est pas facile de décider ce qui peut convenir, dans l'ignorance où l'on est des desseins des meneurs du peuple, des desseins qui changeront selon les circonstances.

Le projet d'offrir la couronne au duc de Brunswick commence à se répandre dans le public par quelques imprimés que Votre Excellence trouvera ci-joints coté D.

En négligeant les obstacles que ce projet extraordinaire trouvera dans les intérêts heurtés des puissances européennes, dans la majeure et la meilleure partie de la nation française, et peut-être auprès du duc lui-même (mais rien de tout cela ne peut échapper à la pénétration du Roi N. S.), je dirai seulement que ce projet ne sera soutenu que par ceux qui craignent de perdre un jour la vie sur l'échafaud et voudraient la racheter au prix d'une perfidie et sans doute obtenir les premiers emplois sous un autre règne.

Les Autrichiens se fortifient dans Bavière².

1. Montesquiou-Fézensac (Anne-Pierre, marquis de), 1739-1798.

2. Bavière, ch.-l. de canton, arr. d'Avesnes (Nord).

PS. — Ce matin les Fédérés des 83 départements (qu'ils en fussent ou non) ont présenté à l'Assemblée une pétition dans laquelle ils proposent de suspendre le Roi du pouvoir exécutif, de convoquer les Assemblées primaires, pour connaître de suite les desiderata du peuple, de décréter une *Convention Nationale* pour se prononcer sur les articles constitutionnels relatifs à S. M. Ils conclurent en disant que si les députés *ne le faisaient pas, il leur resterait le recours de faire valoir la force et d'abattre leurs tyrans.*

L'assemblée leur concéda les honneurs de la séance. Ils furent applaudis par les tribunes, et la pétition fut envoyée au Comité de Sûreté Générale en vertu d'un règlement général. On m'assure qu'il y a eu une pétition pareille à celle-ci cette nuit, et je ne serais pas étonné que ce fut vrai.

Un corps de 10.000 Autrichiens est déjà établi entre Bavay, Taisnières et Malplaquet¹ et une lettre particulière dit qu'il s'est emparé d'Avesnes de sorte qu'ils ont presque déjà coupé la communication des armées du Nord et du centre.

S. M. a nommé ministre de la Guerre Mr. d'Abancourt², officier général et a confié l'interim du ministère des Affaires étrangères à Mr. Champion³ ministre de l'Intérieur.

L'Assemblée a décrété la responsabilité de tous les ministres *in solidum*, autant pour les mauvaises actions qu'ils peuvent commettre que pour n'importe quelle négligence.

LI

322.

27 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Un voyageur s'est chargé de ma lettre du 24 courant n° 321 qui accompagnait les bijoux que Votre Excellence m'ordonna d'acheter. Votre Excellence la recevra à peu près en même temps que celle-ci.

Dans ma lettre n° 320 je disais à Votre Excellence par erreur que le Ministère des Affaires étrangères était confié par interim

1. Taisnières-en-Thiérache, arr. et canton d'Avesnes (Nord). — Malplaquet (Nord).

2. Abancourt (Charles-Xavier-Joseph Franqueville d'), 1758-9 septembre 1792. Ministre de la Guerre après la journée du 20 juin 1792. Décrété d'accusation le 10 août, il fut arrêté et tué à Versailles, avec les autres prisonniers de la Haute-Cour, le 9 septembre 1792.

3. Champion de Villeneuve (Aimé-Clément-Félix), 1758-1844.

au Ministre de l'Intérieur, or c'est Mr. Dubouchage¹ ministre de la Marine qui s'en charge. Votre Excellence peut s'en référer aux périodiques pour les détails particuliers concernant les séances de l'Assemblée, je me bornerai à exposer à Votre Excellence l'essentiel de ce qui s'est passé.

Les pétitions des fédérés, des sections et des particuliers ont continué². Ils sollicitent la suspension du Roi et même le vote d'un décret de *déchéance* qui le dépouillerait de sa dignité royale. Cette question agitée déjà plusieurs fois ces jours-ci, a été débattue hier pour la première fois et très probablement elle aurait été décrétée sans l'étrange incident de l'intervention du Député Mr. Brissot³ qui para le coup. Il fit voir le danger de la division du Royaume en deux partis, l'inconvénient de nommer des dictateurs, de convoquer des assemblées primaires ; la nécessité de se soumettre à la constitution et combien il serait hasardeux d'agir précipitamment. Il demanda 1° que la Commission extraordinaire examinât quels sont les actes capables d'entraîner la *déchéance* et si le Roi les avait commis ; 2° que l'on fit une représentation au peuple pour qu'il ne se laisse pas entraîner à des actes anticonstitutionnels et impolitiques que l'on pourrait lui suggérer.

Ces deux choses furent décrétées ainsi que l'impression du discours qui fut applaudi par toute l'Assemblée à l'exception de quelques 12 députés de la gauche et des tribunes. Ceux-ci traitèrent l'orateur de traître, de vendu à la liste civile, etc... Les maximes de Mr. Brissot ont été si constantes et sont si connues qu'il doit exister des motifs très puissants pour qu'il ait prêché la circonspection et la prudence en empêchant sans doute ainsi le vote du décret contre le souverain, qu'il ne sera pas si facile maintenant d'expédier.

Dans ma lettre du dernier courrier je disais à Votre Excellence que quelques personnes dévouées à S. M. croyaient que rien ne pouvait arriver de mieux à S. M. que de la suspendre car ainsi elle serait dégagée de toute responsabilité, etc.

1. Du Bouchage (François-Joseph de Gratet, vicomte), 1749-1821. Avait été nommé, le 21 juillet 1792, ministre de la Marine.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1968 et suiv., et Braesch, p. 117 et suiv.

3. Roederer ne donne pas la même interprétation qu'Iriarte à l'intervention de Brissot. D'après Roederer, les députés de la Gironde étaient effrayés de la rapidité du mouvement populaire et tentèrent une action semblable à celle de La Fayette. Cf. *Chronique des 50 jours*, t. III, chap. ix.

Si Mr. Brissot a retourné l'argument, il ne faut pas s'étonner de son changement de style ; et encore moins si l'on sait ce que je vais rapporter. Dans le comité des Douze (qui maintenant est de Vingt-et-un et que l'on appelle *Commission Extraordinaire*), Mr. de Montesquiou commandant de l'armée du Midi a dit que si l'on suspendait le Roi de l'exercice du pouvoir exécutif, pas un officier ne voudrait servir et les deux tiers de l'armée se mettraient du côté de S. M. Cette affirmation laissa le Comité tout interdit. Cependant on ne lui avait pas caché que toutes les mesures que l'on a prises peu à peu avec tant d'art depuis le renvoi de la Garde du Roi pour emmener toute la Famille Royale dans les provinces méridionales ou du centre, ne pouvaient pas s'effectuer si l'Assemblée n'était pas sûre de trouver des troupes adhérant à leur plan. Maintenant les affiches que l'on pose (comme par exemple celle que je signale à la page 214 du *Courrier Français* n° 208) s'emploient à représenter au peuple les inconvénients de la venue du Roi dans les Provinces. Mais toute cette intrigue est menée avec un art si subtil que, malgré ce que je viens de dire, je ne serais pas surpris que le départ de la famille royale et de l'Assemblée s'effectuât par surprise ou décret.

Il a été décidé que la *terrasse des Feuillants*¹ relèvera de la juridiction de l'Assemblée. Par ce moyen indirect on oblige le Roi à tenir ouverte une des portes des jardins des Tuileries. En effet il y en a déjà une ouverte et l'on a pris seulement la précaution de mettre des patrouilles pour empêcher que les gens ne s'introduisent dans tout le jardin.

Le bruit s'est répandu que le palais est plein d'armes et d'uniformes² ; et S. M. a demandé au Maire d'aller faire la visite du palais. Cela ne se fera pas sans la décision du Corps municipal.

Il y a eu hier des diners publiques sur la place de la Bastille et dans d'autres lieux, auxquels assistèrent les Fédérés, mais pas en aussi grand nombre qu'on le croyait. Toute l'après-midi ils circulèrent en grand désordre dans les rues ; depuis une heure du matin jusqu'après trois heures ils ont crié en face du Pont Royal, sous les fenêtres du Palais : *à bas le veto, vive Pétion, etc...*

On a battu la générale dans tout Paris à la nouvelle que le faubourg Saint-Antoine allait se mettre aussi en marche, mais par fortune celui de Saint-Marcel n'a pas voulu suivre son exemple, aussi renoncèrent-ils à s'ameuter. A 8 heures du matin le calme

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1354.

2. Cf. Tuetey, t. IV, nos 1359 et 1360, et Tourneux, t. I, n° 3312.

était rétabli dans cette capitale. Grâce à tout cela les cours du Palais ont été garnies de quelques troupes¹. Le Procureur de la Commune Mr. Manuel a été réintégré dans son emploi et la permanence des comités des sections de Paris a été décrétée.

Je vais reparler à Votre Excellence de Mr. de Montesquiou. Il s'est présenté à l'Assemblée et après avoir assuré (je ne sais sur quel fondement) que l'armée du Roi de Sardaigne se composera de 60.000 hommes dès qu'arriveront en Savoie les 12.000 Autrichiens qu'ils attendent, il se plaignit que l'on eût affaibli l'armée sous ses ordres pour renforcer celle du Nord, et il proposa de former en bataillons les compagnies de grenadiers et de chasseurs des Gardes Nationales, tout en laissant aux généraux la faculté de s'entendre avec les Départements pour faire marcher contre les ennemis le nombre de gardes nationales qu'il serait nécessaire.

L'Assemblée l'a décrété sur le champ dans les termes que Votre Excellence verra dans le *Journal de Paris* n° 207. Elle a décrété aussi la formation à Dunkerque d'une Légion étrangère de 2.822 hommes.

Le ministre de la Guerre a communiqué à l'Assemblée que Mr. Arthur Dillon² occupait la région entre Valenciennes et Givet ; que Mr. de La Fayette (remis d'une indisposition qu'il avait eue) se trouvait à Montmédy ; que le Maréchal Luckner était à Metz, et qu'il n'avait pas de nouvelles récentes de Mr. Dumouriez. (Dans la *Gazette de France* n° 122 je signalai la proposition que fit un membre de l'Assemblée d'armer 30 navires en raison des armements maritimes de l'Angleterre et de la Russie. Le Ministre des Affaires étrangères a dit que ces craintes étaient sans fondement.)

Ce matin j'avais écrit jusqu'ici. Cet après-midi Mr. d'Espresmenil³, député de l'Assemblée Constituante qui est venu depuis peu de Coblenz, se trouvait sur la terrasse des Feuillants, il a incité le Peuple à voix basse à forcer la garde et à descendre se promener dans le jardin. Ils le reconnurent, commencèrent à se répéter son nom ; ils lui donnèrent des coups de poing, lui déchi-

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1361, et Tournoux, t. I, p. 273. — Braesch donne, p. 177, une version un peu différente des incidents de la journée du 27 juillet. Le tocsin aurait sonné, ainsi que la générale. Les ouvriers n'auraient pas bougé, parce qu'étant en semaine ils n'auraient pas quitté leur travail. A six heures, il y aurait eu un rassemblement considérable à Saint-Marcel et à Saint-Marceau. Pétion aurait rétabli l'ordre.

2. Dillon (Édouard, comte), 1751-1839. Général.

3. Épremesnil (Jean-Jacques Duval d'), 1746. Guillotiné en 1794. — Cf. Michaud, où se trouve le récit de ce qui est ici raconté.

rèrent son costume et sa chemise, et le portèrent presque nu au Palais Royal, où un Fédéré lui donna deux coups de couteau de quelque gravité au cou et à la tête.

Six grenadiers nationaux l'entourèrent et le portèrent dans la maison du trésor. Sans leur aide il aurait péri.

Il y a eu beaucoup de petits rassemblements autour du palais, qui ont été dispersés vers 7 heures par une forte averse, remède qui est toujours efficace, quand les gens commencent à se rassembler. Il y a beaucoup de troupes dans les Tuileries, et toutes bien disposées, de sorte que les personnes Royales dormiront tranquilles cette nuit.

LII

323.

30 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

La lettre de Votre Excellence du 16 courant se réduit à accuser réception de mes lettres du n° 300 au n° 304 et à me donner l'importance nouvelle que L. M. et A. A. se maintiennent en parfaite santé, à quoi je m'empresse de répondre en assurant à Votre Excellence que l'état de ces personnes royales demeure sans changement.

Pendant ces trois jours il n'y a pas eu de troubles très notables, malgré les apparences du contraire. Tout s'est réduit à de petits rassemblements au Palais Royal et autres lieux publics. Mr. d'Epresmenil guérira des blessures qu'il a reçues. On assure qu'il n'a pas donné le moindre motif aux insultes et qu'il n'avait pas été à Coblenz ; mais que quelqu'un se servit de ce prétexte pour exciter le peuple contre lui. Il se trouve à l'abbaye de Saint-Germain où il a demandé de se rendre pour être moins en danger pendant qu'il se soigne.

Le maire Mr. Péthion alla le voir, et Mr. d'Epresmenil en lui montrant ses blessures lui dit seulement ces mots : *« moi aussi j'ai été en 1788 l'idole du peuple comme vous l'êtes maintenant »*. Mr. Péthion en entendant ces mots et à la vue du sang s'est évanoui.

Mr. Champion qui s'est rendu vendredi dernier sur l'emplacement de la Bastille pour contribuer à maintenir l'ordre a été reconnu, il a reçu un coup de sabre mais l'on dit que la blessure n'est pas grave.

La Terrasse des Feuillants est restée à la disposition du public comme une dépendance de l'Assemblée Nationale. Sur les escaliers et les autres entrées qui vont de l'Assemblée au jardin des Tuileries il n'y a plus de troupes qui défendent le passage et il a

suffi pour arrêter les gens de tendre un ruban très étroit au lieu d'une barrière, avec diverses inscriptions où la terrasse est appelée : *terre de la liberté* et le reste *Jardin de Coblentz*. Il est à souhaiter que le Peuple ne passe pas ces limites. Ceux qui ont des billets pour traverser le jardin n'osent pas en user de crainte des insultes¹.

Les Fédérés de Marseille dont le nombre joint à celui des Bretois ne dépassera pas mille, finiront d'arriver à Paris cette nuit. La majeure partie des sections de la Capitale sollicite la formation d'un camp de 20.000 hommes sur les Barrières de Paris. On ignore qu'elles seront les dispositions prises.

L'Assemblée a décrété de ne pas donner de passeports pour sortir du Royaume tant que la « Patrie est en danger », avec les exceptions exprimées aux articles que je signale à la page 399 du *Journal des Débats* n° 305.

Mr. Bureaux de Pussy a défendu hier à l'Assemblée Mr. de La Fayette, sur le projet qu'on lui attribuait de venir avec son armée et celle du Maréchal Luckner assiéger Paris. Le *Journal* n° 212 contient un extrait de cette affaire dont l'information a été confiée à la Commission extraordinaire.

Depuis hier, le bruit court que le manifeste de l'Empereur et du Roi de Prusse se trouve ici ; mais, que je sache, personne ne l'a vu. D'après les lettres d'Allemagne il semble que l'entrée des Armées en France s'effectuera du 14 au 15 août.

Cet après-midi les Marseillais ont fini d'arriver. Divers Gardes Nationaux étaient en train de manger dans une des barraques des Champs Élysées. Mr. Santerre, Ct. du Bataillon de St.-Antoine mena les nouveaux arrivés manger dans une autre baraque presque contigüe. En se levant de table les uns et les autres échangeaient des mots désagréables, puis ils en vinrent aux mains. Il y eut des Gardes Nationaux blessés et un tué. On les transporta au Palais Royal qui est depuis longtemps le lieu destiné à des spectacles de cette nature².

Pendant ce temps dans la rue la persécution continuait contre ceux qui portaient une cocarde en soie pour les obliger à en mettre de laine³.

1. Cf. Chaumette, *Mémoires sur la Révolution du 10 août*, p. 37-38. — D'après Chaumette, il y avait écrit d'un côté terre de France et de l'autre terre de Coblentz.

2. Cf. Pollio et Marcel, *Le bataillon du 10 août*, p. 178. — Tourneux, t. I, p. 273. — Tuetey, t. IV, nos 1377-1378.

3. D'après Braesch, p. 180, les Fédérés poursuivaient les gardes natio-

Cette nouveauté a commencé hier, et je n'en n'ai pas parlé dans ma lettre parce que je n'ai pas cru que cette obstination deviendrait si sérieuse. Quelques uns ont été blessés et un Chevalier de Saint-Louis a été tué. Ce sont les Marseillais et les Brestois qui sont causes de ces désordres et les fomentent encore au moment où j'écris. Ils veulent, disent-ils, mettre le feu à des maisons.

Le plus terrible c'est que la Plèbe s'est unie à eux contre la Garde Nationale ce qui a été cause qu'on a fait battre la Générale. La Garde Nationale se trouve toute sous les armes, fait de continuelles patrouilles et est allée en grand nombre et avec des canons entourer les Tuileries, décidée à bien les défendre. D'après les bonnes intentions que l'on y remarque il semble que les personnes royales ne doivent pas avoir de motif de crainte, même si le peuple avait le projet de tenter une incursion dans le Palais. Cependant les gens sont assez effrayés car ils ignorent jusqu'où pourrait aller les excès.

On dit que le Maire est en pourparler avec les Fédérés pour qu'ils rendent deux Gardes Nationaux qu'ils avaient en leur pouvoir et remettent six des leurs en otage et comme garantie qu'ils ne troubleront pas le calme public. On rapporte beaucoup d'autres incidents. Mais je ne suis pas sûr de leur authenticité, ainsi je ne les communique pas à Votre Excellence. Il est minuit et s'il se passait quelque chose d'essentiel je l'ajouterais demain avant le départ du courrier.

Mr. de La Fayette a répondu dans les termes suivants à l'Assemblée : « Si on me demande si j'ai eu l'intention ou si j'ai essayé de laisser les frontières pour aller assiéger Paris, je répondrai en deux mots : *« c'est faux »*.

Mardi 31 à 10 1/2 du matin.

Le reste de la nuit s'est passé sans désordre grâce aux nombreuses patrouilles et au zèle infatigable de la Garde Nationale et le calme continu. Votre Excellence trouvera ci-joint le journal d'aujourd'hui qui vient d'être imprimé et qui contient avec peu de différence ce qu'il y a dans cette lettre.

LIII

324.

30 Juillet 1792.

Cher Monsieur,

Le 13 juin dernier j'ai envoyé à Berlin à D. Miguel de Galvez

naux qui portaient des cocardes de rubans, qu'ils jugeaient trop aristocratiques.

(comme il m'en avisa) les passeports nécessaires pour voyager dans ce Royaume. N'ayant pas eu depuis lors de nouvelles de son lieu de résidence, je lui ai envoyé sous pli à l'adresse de D. Oracio Borguese quelques lettres qui me sont arrivées pour lui ; et je ferai de même avec le pli ouvert que Votre Excellence a bien voulu inclure dans son appréciable lettre du 19 courant, où elle lui fait savoir que le Roi a nommé D. Joseph de Onis Ministre en Russie.

Je remercie Votre Excellence, comme je le dois, de l'attention dont elle a usé avec moi en m'informant de cette résolution et je prie N. S...

LIV

325.

3 août 1792.

Cher Monsieur,

L'état de cette capitale est tel que je vous le signalais dans le post-scriptum de ma lettre du 31 du mois dernier n° 323. C'est-à-dire qu'en général la tranquillité se maintient, mais que tout le monde craint quelque grave désordre, et qu'il ne se passe pas de jour sans que les Fédérés de Marseille ne se rendent coupables de quelque insulte ou de quelque attentat. Ils se promènent toujours dans les rues le sabre à la main avec des gestes et des maintiens provocateurs et à leur seule vue, chacun s'empresse de s'éloigner.

L'Assemblée a décrété que toutes les « cocardes » étaient autorisées à condition qu'elles fussent des trois couleurs nationales, mais presque tout le monde (y compris S. M) la porte en laine et ceux qui se sont obstinés à conserver la ceinture de soie ont été soit légèrement soit fortement attaqués et maltraités.

Il fut question dans l'Assemblée, à la suite d'une pétition de la garde nationale, que les Marseillais ou pour mieux dire les gens inconnus venus de Marseille poursuivent leur marche vers le camp de Soissons. Ce projet souleva une opposition sous le prétexte que les dispositions nécessaires à leur campement n'avaient point été prises à Soissons. Ils n'ont pas voulu réfléchir que ce qui manquait le plus là-bas étaient les armes et que ceux-ci en sont pourvus. Leur départ n'a pas été décidé et même il semble qu'ils vont le faire différer. D'autre part, l'on travaille en secret et avec un assez grand succès à indisposer le peuple contre la Garde Nationale ; plusieurs prennent des mesures qui entraîneraient par la suite la suppression de son actuel état-major comme cela avait été décrété et son remplacement par un personnel à leur convenance, insistant à nouveau sur le départ de la moitié des troupes suisses.

Il y aurait sur cette question une infinité de circonstances à rapporter. Mais ce que j'ai exposé est plus que suffisant pour que Sa Majesté sache que le but qu'on continue à poursuivre, est l'affaiblissement de la Garde Nationale qui maintient la sécurité publique et l'état actuel des choses. On ne doit cependant pas perdre l'espoir que cette même Garde Nationale serve malgré tout de défense à la famille royale et aux habitants pacifiques, car on observe chez elle les meilleures dispositions. Mais si ces espérances viennent à disparaître, je ne prévois pas qu'il puisse nous en rester d'autres. Il semble invraisemblable que ceux qui essaient de se procurer dans cette capitale des forces suffisantes pour s'en rendre maîtres soient animés de l'intention qu'on leur prête de saccager les maisons et de lâcher la bride aux malfaiteurs pour laisser commettre toutes sortes d'attentats, car on ne voit pas le profit qu'ils en tireraient. Aussi je serai plutôt porté à croire qu'ils se proposent, par des moyens d'ordre général, d'enlever de Paris le Roi et l'Assemblée sans avoir à redouter une opposition capable de les en empêcher. Ils mettraient ce plan à exécution au moment même où les troupes allemandes s'approcheraient de Paris. Bien que cela me paraisse le plus probable, je n'ai pas la moindre assurance que cela se passera ainsi, car les desseins de ceux qui dirigent à leur gré les mouvements du peuple sont impénétrables.

Comme preuve de cette vérité, je dirai à Votre Excellence que la Société des Jacobins, bien qu'actuellement divisée en deux bandes, diffère seulement sur la question de savoir si le Roi sera suspendu du pouvoir exécutif ou s'il sera déposé. En même temps le député Mr. Merlin a proposé à l'Assemblée qu'au lieu de déposer Louis XVI on lui donne une escorte pour le conduire aux frontières, ainsi que le désirait le duc de Brunswick, ce qui fut extraordinairement applaudi par les tribunes. Il n'est pas étranger à ce chapitre de dire à Votre Excellence que l'Assemblée a décrété que l'on forge en un mois, au compte du trésor national, les piques nécessaires pour armer tous les habitants du royaume, excepté seulement ceux qui pourraient en faire un mauvais usage, chose difficile à vérifier et que chacun peut interpréter à sa manière.

Un entrepreneur a déjà offert à l'Assemblée de livrer en un mois un million de ces armes au prix de 50 sous chacune.

Le roi a fait afficher aux coins des rues¹ la proclamation A ci-jointe qui est un appel au calme. C'est dans ce même but que le

1. Cf. Duvergier, t. IV, p. 327, et Pollio et Marcel, *Le bataillon du 10 août*, p. 224.

ministère de la Justice a affiché aussi la lettre B. Sa Majesté a fait écrire au Commandant de la Garde Nationale pour le remercier du zèle infatigable dont il faisait preuve dans toutes les circonstances dangereuses¹.

On a annoncé que l'Armée Autrichienne avait entièrement évacué Bavay et avait pris le chemin de Sars. Pendant leur séjour là-bas 700 hommes ont déserté et l'on dit que la disposition où se trouvaient 3.000 autres de suivre le même exemple a été la cause principale de leur retraite. Ici l'on est persuadé que si les troupes étrangères s'avancent dans ce Royaume elles désertent en totalité ou en partie. Et pour les y encourager l'Assemblée a décrété la cession de 100 livres annuelles de pension viagère, à chaque déserteur, réversible sur leurs femmes et leurs enfants, et l'augmentation de cette pension jusqu'à 300 livres dans la mesure où les pensionnés mourraient ; elle a décrété en outre que les prisonniers, simples soldats, seraient traités selon les règles de la guerre et les officiers de la même manière que le seront les citoyens français, les officiers, les soldats des Gardes Nationales et les soldats de ligne. Cette distinction a été faite aussi pour gagner la volonté des soldats étrangers en les traitant mieux que leurs chefs. Le camp de Soissons se compose déjà de 10.000 hommes et l'on dit qu'il atteindra en peu de jours le chiffre de 30.000 hommes surtout si le Roi a nommé Mr. de Custine Commandant Général et Mrs. Charton² et Servan³ Maréchaux de Camp sous ses ordres.

Avant-hier le Président de l'Assemblée Nationale a reçu un pli avec le timbre de Bruxelles et le sceau du duc régnant de Brunswick qui contenait une déclaration de celui-ci (ci-joint cotée C.) en qualité de commandant des armées réunies de l'Empereur et du roi de Prusse, adressée aux habitants de France. L'Assemblée, la considérant apocryphe, passa, sans la lire, à l'ordre du jour. Les députés étaient intimement convaincus de son authenticité, car beaucoup l'avaient reçue de divers côtés et l'avaient lue insérée dans des gazettes étrangères. D'après ce que j'ai pu observer jusqu'à présent, cette déclaration n'a inspiré aucune crainte, et les gens de tous les partis et de celui de la Constitution qui sont

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2006.

2. Charton (Charles-François), 1765-1796. Général. Fit partie de la garde nationale de Versailles de 1789 à 1792.

3. Servan de Gerbey (Joseph), 1741-1808. Il donna sa démission de ministre de la Guerre le 3 octobre 1792 et reçut le 6 octobre le commandement de l'armée des Pyrénées occidentales.

les plus nombreux et qui avant de lire la déclaration étaient assez bien disposés à accepter les propositions conciliatrices, pensant qu'elles conserveraient les bases de la Constitution, disent maintenant qu'il vaut mieux périr que de se soumettre aux lois que veulent leur imposer des étrangers.

En général tous (à l'exception de très peu) sont mécontents de la déclaration¹. Ils n'y voient aucune porte de sortie permettant de concilier les diverses opinions sans blesser leur amour propre qu'ils croient offensé, car il n'y figure aucune disposition tant soit peu en accord avec les points essentiels de la Constitution et avec l'opinion publique qui a déjà poussé de trop nombreuses racines pour qu'on puisse la changer d'un coup. Nous verrons l'impression que produiront les armées étrangères, si ayant gagné la victoire elles s'approchent de Paris.

Votre Excellence trouvera la copie de *l'Exposé des raisons qui ont déterminé le Roi de Prusse à prendre les armes contre la France*. Quelques exemplaires manuscrits en sont arrivés et commencent à être insérés dans les périodiques. J'ai envoyé à Votre Excellence deux courriers avec la contre déclaration de la Cour de Vienne (cotée D) et je ne l'ai pas mentionnée parce que personne ne la croyait authentique. Tous s'étonnent que les trois actes en question et principalement celui du duc de Brunswick aient été envoyés sans formalité; l'on admet qu'il leur était impossible de les adresser d'office au Roi ou à l'Assemblée, mais l'on estime qu'ils auraient dû les envoyer avec une trompette aux Généraux français. C'est pour cette raison que plus d'un doute de leur authenticité.

Le ministre des Affaires étrangères a informé l'Assemblée que les troupes piémontaises cismontanes se réduisaient à 11.000 hommes sans compter celles qui se trouvaient dans le Comté de Nice dont on ignorait le nombre.

S. M. Très Chrétienne a nommé ministre des Affaires étrangères, Mr. Bigot de Sainte-Croix² qui fut envoyé par la Cour de

1. Bertrand de Molleville constate dans ses mémoires que le manifeste produisit l'effet tout contraire à celui qu'il s'en était promis. — John Moore (*Journal d'un Anglais à Paris, août-décembre 1792, Revue de la Révolution*, t. IV et V), qui se mêla au peuple de Paris dans les jours qui précédèrent le 10 août, remarqua que le manifeste fut très préjudiciable au Roi.

2. Bigot de Sainte-Croix (Louis-Claude), 1744-1803. Diplomate et ministre français. Nommé ministre des Affaires étrangères en remplacement de Chambonas. Il avait été envoyé en 1791 ministre auprès de l'électeur de Trèves.

France auprès de celle de Coblenz et qui a résidé auparavant auprès d'autres cours, en qualité de secrétaire d'Ambassade et de chargé d'affaires. C'est un homme instruit et son système est purement constitutionnel. Le ministère des Contributions publiques est confié à Mr. Leroux Delaville, membre de la Commune de Paris¹.

L'affaire de Mr. de La Fayette n'a pas encore été jugée. Le Maréchal Luckner assure que ce Général ne lui a pas fait la moindre proposition de venir à Paris avec son armée. Tous les détails particuliers de cette affaire sont rapportés dans l'imprimé ci-joint E. que Votre Excellence peut négliger de lire, puisqu'elle est déjà suffisamment renseignée.

Les décrets les plus notables qu'ait expédiés l'Assemblée, en dehors de ceux que j'ai rapportés, portent sur l'ordre de vente des biens meubles et immeubles des émigrés ; sur l'émission de 300 millions d'assignats ; la charge qui devra incombier aux prêtres de monter la garde en personne tant que la patrie est en danger ; et le projet de former une légion de Savoyards sous la dénomination d'Allobroges.

J'ai signalé dans le *Courrier Français* n° 213 et dans le *Journal de Paris* n° 216 les nouvelles reçues ici sur les désordres actuels de Marseille. Leurs causes principales viennent des déterminations que prend la Commune d'elle même sans compter avec le pouvoir supérieur, et les excès que le peuple commet librement, sans se soumettre à la Commune.

J'ai également souligné dans la page 4 du *Logographe* 307 la lettre dans laquelle le duc d'Orléans demande à l'Assemblée de prendre du service sans qu'il ait pu l'obtenir encore.

Une lettre particulière de Nantes dit que les troupes espagnoles de Saint-Domingue ont porté secours aux Blancs de la partie française et que dès lors le calme se rétablit peu à peu. Cette nouvelle, véritable ou fausse, ne s'est pas encore beaucoup répandue dans le public.

Je viens de savoir par une lettre particulière de Berlin du 21 juillet que Dn. Miguel de Galvez était mort à Gotha.

Dieu Garde...

Ci-joint « L'Exposé succinct des raisons qui ont déterminé S.

1. Leroux-Delaville, ancien administrateur de la Commune de Paris. Ministre des Contributions publiques du 30 juillet au 10 août 1792. — Cf. Tuetey, t. IV, nos 1256 et 1257.

M. le Roi de Prusse à prendre les armes contre la France¹ ». (Berlin 26 Juin 1792.)

LV

326.

3 Août 1792.

Cher Monsieur,

Je joins à cette lettre la liste habituelle des passeports expédiés par cette ambassade dans le courant du mois de juillet dernier.

Je prie Dieu...

Ci-joint la liste des passeports.

LVI

327.

4 Août 1792.

Cher Monsieur,

Les Marseillais² ont présenté avant-hier soir à l'Assemblée la pétition que je signale dans l'imprimé F., page 2, où ils demandaient que le Roi fût privé de la couronne. Le bruit courait déjà que les sections de Paris feraient demain une pétition pareille à celle-ci.

Ces rumeurs n'étant pas assez fondées pour que j'en parlasse hier à Votre Excellence dans ma lettre ci-jointe n° 325, aussi je me proposai d'écrire spécialement à ce sujet à Votre Excellence si ces rumeurs étaient confirmées. Votre Excellence verra dans l'imprimé G., page 36 qu'on ne les considérait pas très fondées, mais que sans attendre un jour de plus, le maire Péthion s'est présenté hier à l'Assemblée au nom des 48 sections de Paris pour demander que S. M. soit privée de la dignité royale, ainsi que sa lignée regnante et que l'inter règne soit confié à des ministres responsables *in solidum*, jusqu'à l'élection d'un Roi faite par une Convention Nationale³.

1. Le manifeste de Brunswick ne fut réellement connu à Paris que le 1^{er} août ; mais, dès le 28 juillet, certaines personnes en eurent connaissance. Il fut inséré dans le *Moniteur* le 3 août. Cf. *Moniteur*, t. XIII, p. 305-306. Puis le manifeste fut complété par l'*Exposé succinct des raisons qui ont déterminé S. M. le Roi de Prusse à prendre les armes contre la France*, qui fut publié dans le *Moniteur* le 4 août. Enfin, le 8 août, le *Moniteur* inséra la *Déclaration additionnelle de S. A. S. le duc régnant de Brunswick et de Lunebourg à celle que S. A. S. a adressée le 25 de ce mois (juillet) aux habitants de France*.

2. Adresse des *Fédérés de Marseille* à l'Assemblée législative le 2 août au soir... Cf. *Moniteur*, 4 août, t. XIII, p. 317-318, et Tuetey, t. IV, n° 1391.

3. Cf. Tourneux, t. I, nos 3353 et 3354 ; Tuetey, t. IV, n° 1975, et *Moniteur*, 5 août, t. XIII, p. 324-325.

Les tribunes applaudirent et le président prit le parti de terminer la séance ce qui était véritablement la mesure la plus prudente pour gagner du temps. On dit que demain les habitants des faubourgs, les Marseillais et beaucoup d'autres se présenteront armés pour aller demander une réponse et que dans le cas où elle ne serait pas favorable, ils se livreront à tous les excès¹.

Quel que soit le résultat de ce si grave incident personne ne peut oser faire de pronostic et je m'abstiens d'ajouter des commentaires parce que S. M. et Votre Excellence les feront tous sans nécessité des miens.

J'expédierai à Votre Excellence un courrier extraordinaire si l'on décide quelque chose de positif, soit favorable soit contraire et si les circonstances permettent que l'on m'accorde une licence de chevaux.

J'ai signalé aussi dans l'imprimé coté G., p. 33, le message du Roi, porté par les ministres à l'Assemblée avant que ne parlât le Maire, message relatif au manifeste du duc de Brunswick et aux intentions de S. M. de maintenir la Constitution.

LVII

328.

6 Août 1792.

Cher Monsieur,

Dans son appréciable lettre du 23 juillet Votre Excellence répond aux miennes n° 307, 8 et 9. Votre Excellence veut bien me faire savoir que LL. MM. et AA. se maintiennent en parfaite santé. Ces personnes royales jouissent d'un égal bienfait.

Avant hier samedi dans la lettre n° 327 je rendais compte à Votre Excellence de la pétition des sections de Paris présentée par le Maire Mr. Péthion² à l'Assemblée, en vue de déposer le Roi, et des intentions que l'on remarquait dans les faubourgs chez les Marseillais et autres gens de la Plèbe, d'aller à main armée demander une réponse.

Ce même samedi à minuit il y eut une grande agitation dans le faubourg Poissonnière provoquée par un groupe d'hommes armés qui portaient des canons et se dirigeaient, semblait-il, vers les Tuileries³.

En même temps de fausses patrouilles faisaient la ronde dans les rues et répandaient le bruit que le Roi avait fui avec sa fa-

1. On crut, le 4 août au soir, que la Révolution éclaterait le lendemain.

2. Cf. Tourneux, t. I, n°s 3353 et 3354.

3. Cf. Braesch, p. 184.

mille¹. Les serviteurs de ce souverain le réveillèrent pour l'informer de ce qui se passait ; il se leva et ne voulut pas que l'on réveillât la Reine ; il fit venir tous ses ministres et se maintint debout jusqu'à 4 heures du matin, heure à laquelle il sut que toute cette agitation provenait de l'ordre que le Maire avait donné aux Marseillais de prendre leur quartier dans le couvent des Franciscains où ils se trouvent actuellement. Il avait été imprudent d'ordonner ce transfert à cette heure indue et sans en aviser le ministre de la Guerre. S. M. retourna se coucher et à midi le corps diplomatique lui fit sa cour comme de coutume.

Le reste du jour s'est passé dans le calme. Car la réunion du Champ de Mars que l'on redoutait n'eut pas lieu. On devait y faire une pétition analogue à celle des sections et y recueillir un grand nombre de signatures.

La section de la Bibliothèque s'est présentée à l'Assemblée pour démentir la pétition faite en son nom². Celle de Mauconseil³ est allée ratifier la sienne et bien qu'elle fût envoyée au comité des Vingt-et-Un, elle fut très mal accueillie par la majeure partie de l'Assemblée et seuls applaudirent quelques députés de la gauche et les tribunes comme il fallait s'y attendre. On avait déjà résolu la veille de l'annuler, comme Votre Excellence le verra à la p. 56 du *Journal des Débats* et le Directoire du Département a ordonné de publier ce décret de l'Assemblée au son de la trompette.

Il est décrété que cette grave question sera examinée jeudi prochain bien que l'on suppose qu'elle sera différée de quelques jours encore car on commence à calculer de sang-froid les terribles conséquences que pourrait avoir une détermination de cette nature.

Ceux là mêmes qui ont inspiré la pétition des sections savent même que les huit dixièmes de la Nation sont partisans de conserver la couronne au Roi, et que presque toute l'Assemblée pense de la même manière ; aussi ne sont-ils pas exempts de crainte, bien qu'ils se flattent — je ne sais si c'est à tort ou à raison — que les dispositions prises pour réduire la défense du Palais et pour s'assurer un parti dans les tribunes leur permettront de faire passer le décret et de le maintenir en terrifiant les citoyens bien intentionnés. Il pourrait très bien arriver que s'ils se déterminaient à déposer le souverain, les Constitutionnels s'unissent, sortent de

1. Tuetey, t. IV, n° 2024.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1976.

3. Cf. Tuetey, t. IV, n°s 1969, 1977, 1978, 1980.

l'inaction où ils se trouvent et atterrent ceux qui maintenant les oppriment¹.

De ce qui précède on peut déduire avec quelque fondement que le décret contre le souverain ne sera pas expédié, auquel cas il sera inutile que j'envoie un courrier extraordinaire à Votre Excellence puisque le fait même de ne pas l'envoyer sera la preuve que les pétitions illégales de Paris ont été rejetées. Je désire qu'il en soit ainsi. Le *Logographe* n° 309 contient in extenso le discours du maire², sur cette question, Votre Excellence en trouvera ci-joint l'extrait dans mon numéro déjà cité.

Le Commandant des Gardes Suisses a exposé les obstacles qu'opposaient les cantons au renvoi de France de deux bataillons de leur corps, on ignore ce que l'Assemblée décidera.

Après s'être informée que l'armement de l'Angleterre se réduisait à 405 vaisseaux et que celui de la Russie était peu considérable, l'Assemblée a décrété de ne pas effectuer l'armement de 30 navires. Elle a décrété aussi l'augmentation de la pension des religieuses et l'évacuation des monastères par celles-ci.

Le Ministère des Affaires étrangères a porté un message du Roi où il dit que dorénavant l'on ne pourra pas compter sur la neutralité des princes de l'Empire et que les Électeurs de Cologne et de Trèves³, le margrave de Baden⁴ et le Duc de Wurtemberg avaient déjà manifesté leurs intentions hostiles.

On attend d'un instant à l'autre des nouvelles importantes des armées étrangères. Entre temps celles que l'on a des frontières sont assez vagues et la seule chose qui en ressorte confusément, c'est que les Autrichiens ont à nouveau occupé Bavay et l'ont abandonné une 3^e fois. Quelques lettres assurent aussi que la désertion des Allemands se poursuit avec l'apparence qu'elle augmentera s'ils s'avancent dans le Royaume. Mais on ne peut donner crédit à rien de tout cela, car on sait bien dans quelle intention se répandent de tels bruits.

Dieu garde Votre Excellence.

1. Ce passage serait à rapprocher du *Journal* de John Moore (*Revue de la Révolution*, t. IV, p. 422-423). Une personne très renseignée aurait dit à Moore que la majorité de Paris était contre la déchéance du Roi et pour le maintien de la constitution. « Je suis porté à croire, ajoute Moore, que plusieurs des citoyens qui étaient d'ardents patriotes au début de la Révolution sont aujourd'hui dégoûtés du gâchis des affaires... »

2. Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 425.

3. Électeur de Trèves. Clément Wenceslas de Saxe, frère de la Dauphine, mère de Louis XVI.

4. Baden (Charles-Frédéric, margrave de), 1728-1811.

P.-S. — La pétition du Champ de Mars ou de la Fédération dont j'ai parlé a été présenté hier à l'Assemblée. Son président a répondu qu'elle serait examinée. Elle est insérée à la p. 2 du *Postillon de la Guerre*¹ ci-joint. Les signatures mises au bas n'ont pas été toutes apposées dans le Champ de Mars mais dans divers lieux de Paris et quelques unes n'ont coûté que deux sous.

LVIII

329.

6 Août 1792.

Cher Monsieur,

D. Leandro Fernandez Moratin² m'a remis la lettre de Votre Excellence du 9 avril dans laquelle Votre Excellence me le recommande par ordre de S. M.

Je me mettrai à son entière disposition et lui communiquerai, autant qu'il sera en mon pouvoir, tous les renseignements dont il aura besoin pour sa plus grande instruction.

LIX

330.

6 Août 1792.

Cher Monsieur,

Par l'appréciable lettre de Votre Excellence du 23 du mois dernier, j'apprends que le Roi a bien voulu élever à cinquante mille Livres annuelles les 18,000 livres qu'il m'a concédées à titre extraordinaire en dehors de mon traitement.

Seul le logement relève des comptes de Mr. le Comte de Fernan-Nuñez à qui j'ai envoyé le pli que Votre Excellence joint à sa lettre.

Je reste profondément reconnaissant à S. M. de cette nouvelle grâce et avec le plus vif désir que mon dévouement corresponde à l'honneur que je dois à Sa bienfaisance royale et à la protection avec laquelle Votre Excellence a bien voulu me distinguer.

1. *Le Postillon de la guerre* ou *Gazette générale de l'Europe*, par Isid. Langlois-Lunier et autres, 26 avril-12 août 1792, 125 numéros in-4°.

2. Moratin (don Leandro Fernandez), 1760-1823. Célèbre poète dramatique espagnol. Dans une querelle littéraire qui s'éleva entre Moratin et Ramon de la Cruz, don Tomas de Iriarte, le célèbre fabuliste, frère de don Domingo de Iriarte, prit partie pour Moratin.

LX

331.

10-11 août 92.

Cher Monsieur,

Je vais exposer à Votre Excellence l'état critique dans lequel nous trouvons cette capitale¹. Je ne sais pas encore si je pourrai envoyer cette lettre par un courrier extraordinaire ou si je devrai vous l'adresser par la valise diplomatique. Votre Excellence voudra bien en excuser le mauvais style car je l'écris avec mille interruptions, à mesure que les événements me sont connus et au milieu du plus grand désordre.

Le débat sur l'affaire de Mr. de La Fayette qui avait toujours été renvoyé, eut lieu enfin et fut terminé dans la séance de mercredi.

Votre Excellence se trouvant suffisamment informée à ce sujet, je m'abstiendrai maintenant d'en donner des explications et je rappellerai seulement à Votre Excellence en quelques mots qu'on lui attribuait essentiellement le projet de venir à Paris avec son armée et qu'on l'accusait d'avoir demandé au Maréchal Luckner de l'accompagner avec la sienne. Quelques députés parlèrent contre La Fayette, d'autres en sa faveur ; on ne sait pas exactement le nombre total des votes : on eut recours à l'appel *nominal* ou au vote individuel, ce qui donna 224 voix contre et 406 en sa faveur, moyennant quoi l'Assemblée déclara qu'il n'y avait pas lieu d'accuser Mr. de La Fayette².

Les tribunes furent plus calmes qu'on ne l'attendait, mais à la sortie, quelques députés, parmi ceux qui opinèrent favorablement, furent insultés et maltraités. Dans la crainte de quelque agitation sérieuse, les commerçants commencèrent à fermer leurs magasins. Cette précaution fut inutile car tout rentra dans le calme bien que la populace demeurât très mécontente du décret.

Il ne s'est pas passé de nuit cette semaine sans qu'il n'y eût quelque crainte de désordre dû aux agitations que l'on a remarquées dans les faubourgs ou aux diverses sorties qu'ont faites les

1. Voir, pour la journée du 10 août, Tuetey, t. IV, nos 249 à 489, et bibliographie dans l'Introduction. — Ph. Sagnac, *La Révolution du 10 août 1792. La chute de la royauté*, Paris, Hachette, 1909. Ce dernier ouvrage est d'ailleurs à consulter, non seulement pour la journée du 10 août, mais pour l'histoire des semaines qui ont précédé la chute de la royauté.

2. Roederer (*Chronique des 50 jours*, livre IV, chap. 1) pense que l'acquiescement de La Fayette accrût encore le danger du Roi.

Marseillais, mêlés à d'autres et à des heures indues de la nuit, leur unique but étant sans doute d'inquiéter ou de fatiguer la Garde Nationale qui dès qu'elle reçoit une de ces nouvelles se dirige vers les points qu'il y a lieu de protéger et surtout aux Tuileries. Il y a même des Gardes Nationaux irrités qui provoquent en duel individuellement les Marseillais. Comme ils sont plus habiles qu'eux dans l'escrime, ils en ont tué déjà 8 ou 9. Ils les exposent ensuite dans l'endroit habituel de la *morgue* au Châtelet avec le dos nu pour que l'on voit la marque qu'ils portent pour avoir été aux galères.

Étant donné les circonstances, le roi a fait la proclamation ci-jointe (A) dans laquelle après avoir déclaré la sincérité de sa conduite, il exhorte les Français à l'ordre, au calme et au maintien des lois. En général, elle a été approuvée, mais il n'a pas manqué de gens assez mal intentionnés pour la critiquer, et plusieurs supposant fausses les intentions du souverain l'ont arrachée des quelques endroits où elle se trouvait affichée¹.

Des pétitions de quelques sections de Paris ont été présentées à l'Assemblée ; quelques-unes confirmaient les premières qui sollicitaient la déchéance du roi, d'autres se rétractaient, toutes furent envoyées au Comité des Vingt-et-un².

Hier jeudi était le jour désigné pour examiner une si importante question et je ne me trompais pas quand je disais à Votre Excellence dans ma lettre n° 328 que je présumais que la détermination à prendre serait différée de quelques jours encore. Dans les imprimés B. Votre Excellence verra tout ce qui s'est passé dans cette séance. Ils se sont bornés à gagner du temps tout en laissant en suspens les points essentiels de manière à pouvoir les reprendre quand cela leur conviendrait.

Le peuple avait les mêmes soupçons. Les meneurs eux-mêmes avaient déjà donné au peuple une telle impulsion qu'ils ne pouvaient pas prévoir s'ils pourraient le contenir à leur volonté. On entendait dire dans les couloirs et on lisait sur de nombreux placards que si l'Assemblée ne décrétait pas à l'instant la déchéance du Roi, le peuple sonnerait le tocsin, mettrait le feu à la ville, les maisons à sac, se réunirait en armes et ferait justice lui-même. Le Ministre de l'Intérieur a écrit à l'Assemblée pour l'informer que des émeutes étaient à craindre. L'Assemblée a appelé le Procureur syndic du Département Mr. Roederer et le Maire Mr. Pé-

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2035.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 1983 et suiv.

thion pour prendre des informations¹. Le premier a assuré qu'il emploierait tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour maintenir la tranquillité ; le second s'est contenté de dire que l'effervescence était due aux bruits qui couraient sur l'intention d'enlever le Roi et il a demandé à l'Assemblée d'employer des moyens doux pour rétablir le calme.

A 11 h. de la nuit, les Tuileries se trouvaient déjà garnies de tous les Suisses et de beaucoup de Gardes Nationaux, de canons, etc... A minuit, les patrouilles étaient augmentées et on illuminait les rues. A une heure on battait la générale et on sonnait le tocsin², et ainsi toute la nuit. A 6 heures du matin des gens armés de piques et les Fédérés avec des canons commençaient à arriver au grand carrousel. A 9 h. leur nombre augmenta tellement que le roi décida de se rendre avec toute la famille royale à l'Assemblée escorté par une nombreuse troupe.

C'est maintenant 2 h. 1/2 de l'après-midi et je dirai à Votre Excellence les nouvelles qui me sont parvenues durant cet intervalle. Il est possible qu'elles soient quelque peu inexactes, cependant elles ne peuvent s'écarter beaucoup de la vérité dans l'essentiel, et il y aura seulement des variations dans les circonstances que l'on saura ensuite. ,

D'après ce qu'on assure, à peine le peuple armé de piques et mêlé à la garde nationale et aux Fédérés se présentèrent-ils sur la place du Carrousel, que les Suisses ouvraient la porte principale de la cour du Palais et faisaient une décharge à la mitraille. Dès ce moment jusqu'à présent, j'ai entendu les décharges de canons ou de la fusillade avec fréquence ou par intermitence. Le peuple joint en partie à la Garde Nationale a attaqué les Suisses, les a désarmés, en a tué déjà 50 ou 60 et continue à les chercher pour les exterminer tous. Ils sont montés et se trouvent dans les chambres du palais : ils ont brisé et jeté dans la rue tous les meubles ; ils ont incendié les casernes de Suisses contigues au palais et ils ont conduit à l'Abbaye de Saint-Germain les dames de la Reine et d'autres du palais, sans doute pour les mettre en sûreté. Il est inutile que je réfère à Votre Excellence quelques particularités relatives au genre de mort qu'ils ont infligé aux Suisses, car il suffit que je dise qu'ils leur infligent la plus expéditive comme par exemple de les jeter par les fenêtres quand ils les trouvent cachés dans les

1. Voir Roederer, *Chronique des 50 jours*, t. IV, chap. II.

2. D'après Roederer, le tocsin commença à sonner vers minuit trois quart. Cf. Braesch, p. 194. — D'après Virieu, le tocsin sonnait à minuit.

chambres. Le Roi et toute la famille royale demeurent dans un cabinet de l'Assemblée nationale. Celle-ci se trouve entourée d'une garde très nombreuse qui se montre disposée à se défendre. Mais jusqu'à maintenant on ne sait pas s'ils se verront dans cette nécessité.

A mesure que je vois ce qui se passe, j'ajouterai ce que je viens de savoir. La Garde Nationale a rencontré à l'aube, dans les Champs Élysées, une patrouille qui ignorait le mot d'ordre. Ils l'ont amenée à la section pour l'examiner, et ils ont reconnu qu'elle se composait d'individus non autorisés à faire le service public et qui portaient dissimulés des poignards et des pistolets. A mesure que se terminait l'examen, ils les remettaient au peuple et celui-ci les tuait et donnait les têtes à ceux qui voulaient les mettre à la pointe des lances et les promener dans les rues.

Le nombre des Suisses morts dépasse déjà 150 et je les ai vus sur le sol et dans des charrettes. Celui des Gardes Nationaux et des civils, je ne sais pas à combien il monte, mais il est très élevé.

Tout le monde est d'accord sur le fait que les Suisses tirèrent les premiers et qu'ils auraient pu s'en abstenir¹. Ils auraient dû penser qu'ils étaient seulement 500 et réfléchir que la famille royale se trouvant à ce moment-là à l'Assemblée, il n'importait pas tellement que le peuple entrât dans les Tuileries et ils auraient pu se contenter d'aller renforcer la garde de l'Assemblée. On assure que la majeure partie de la Garde Nationale, dès qu'elle vit que les Suisses tiraient, fit feu sur eux. Ce fut donc une bien grande chance que la famille royale eût pris le parti de se mettre à l'abri dans l'Assemblée, car de toute manière le peuple serait entré et (pour le moins) les personnes qui se trouvaient là-bas et qui se sont enfuies quand s'en alla S. M., auraient probablement péri. Ce sont les députés du parti populaire qui se trouvent à l'Assemblée. Les autres n'ont pas paru craignant de s'exposer ou ne voulant pas voter sur des questions si graves. Mr. de Santerre² a été nommé commandant général provisoire de la Garde Nationale de Paris. La Commune³ n'exerce déjà plus maintenant ses fonctions et elle est supplée par trois membres de chacune des 48 sec-

1. Dans la version de Virieu, ce ne seraient pas les Suisses qui auraient tiré les premiers. Mais Virieu est partial. Il se contredit cependant le 13 août et écrit : « on assure que c'est un Suisse qui a tiré le premier ».

2. Santerre (Antoine-Joseph), 1752-1809. Nommé le 10 août par la Commune commandant provisoire de la Garde nationale de Paris.

3. Cf. Braesch, *La Commune du 10 août*. — Tourneux, *Procès-verbaux de la Commune de Paris (10 août 1792-1^{er} juin 1793)*.

tions de Paris, réunies à l'Hôtel de Ville. Ce sont ces 144 personnes qui ont actuellement le pouvoir municipal et leurs déterminations se publient au nom *de la Nation, de la loi et de la liberté*. Aucun des imprimés habituels n'étant sorti aujourd'hui, j'informerai Votre Excellence de ce qu'on assure qu'a décrété l'Assemblée laissant pour demain matin le soin de dire à Votre Excellence (dans le cas où je le saurai) si c'est certain ou non.

Les clauses du décret se réduisent à *suspendre* le Roi¹ dans l'exercice de toutes ses fonctions et à le surveiller avec toutes les personnes royales dans le palais du Luxembourg qu'occupait Mr. le Comte de Provence, en lui donnant les aliments nécessaires et en l'effaçant de la liste civile, et à déposer le ministère central.

On ajoute qu'un député a dit que la famille royale reste en otage et que si les troupes étrangères entrent on la livrera immédiatement au peuple.

On ne permet à personne de sortir de Paris, d'aucune manière ; c'est pourquoi je ne peux envoyer à Votre Excellence cette lettre par un courrier extraordinaire².

Je sais que quelques ministres étrangers pensaient partir de France si se réalisait la déchéance ou la suspension du Roi bien qu'ils n'aient ni ne puissent avoir des instructions de leurs gouvernements pour un cas aussi extraordinaire, mais je ne pense pas m'éloigner d'ici jusqu'à ce que je reçoive les ordres que S. M. jugera opportun de me donner.

L'Ambassadeur de Venise³ a demandé une garde pour sa maison alléguant que quelques personnes y sont entrées croyant trouver des Suisses cachés. Comme je ne me trouve pas dans le même cas, je la demanderai seulement si les autres membres du corps diplomatique le font. En attendant j'essaierai d'agir avec toute la prudence possible pour ne pas compromettre la maison de l'Ambassadeur ni mon caractère.

P.-S. — Ce samedi 11 à 10 h. 1/2.

Le décret de suspension provisoire du Roi et tout ce que j'ai dit à Votre Excellence est confirmé, les imprimés C. informeront Votre Excellence à ce sujet et il sera nécessaire que Votre Excellence prenne la peine de les lire parce qu'ils contiennent des ren-

1. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2154.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2172.

3. Pisani (Ch. de), ambassadeur de Venise. Il donna asile dans son hôtel, le 10 août, à des défenseurs du château des Tuileries et en fit évader sous des déguisements. Il fut arrêté le 20 août.

seignements que je n'ai pas sus hier et que le départ de la valise ne me laisse pas le temps de rapporter dans cette lettre.

La famille royale a dormi dans la maison du Maréchal de Noailles contigüe à l'Assemblée et elle ne s'est pas encore transportée au palais du Luxembourg¹.

LXI

332. (*Déchiffrée.*)

10 Août 1792.

Cher Monsieur,

Il peut naître des circonstances telles que le corps diplomatique quitte la France et que je me voie dans l'obligation de suivre leur exemple. Je regretterais d'y être contraint avant de recevoir des ordres de S. M. Il semble positif que si les armées s'avancent la famille royale sera sacrifiée.

LXII

333.

10 Août 1792.

Cher Monsieur,

D. Oracio Borghese me remet de Berlin la dépêche officielle ci-jointe qu'on lui avait envoyé pour Mr. D. Miguel de Galvez. Ce Ministre étant mort à Gotha, comme je l'ai fait savoir à Votre Excellence dans ma lettre n° 325, je la renvoie à Votre Excellence.

LXIII

334.

13 Août 1792.

Cher Monsieur,

La lettre courante de Votre Excellence du 30 du mois dernier se réduit à répondre à mes lettres du 13 et du 16 et à me donner l'agréable nouvelle que L. L. M. M. et A. A. se maintiennent en parfaite santé. Avant hier je communiquai à Votre Excellence dans la lettre n° 331 les graves événements survenus la journée du 10 août, et ils sont d'une telle importance que j'ai essayé par tous les moyens d'envoyer à Votre Excellence un extraordinaire. Jusqu'à présent il n'a été permis à aucun courrier étranger de sortir et il n'a pas été délivré de passeport aux voyageurs. Je viens

1. C'est par suite d'une erreur, reconnue, du reste, dans la lettre suivante qu'Iriarte dit que la famille royale avait dormi dans la maison de Noailles. Pour le projet de la transporter au Palais du Luxembourg, voir Tuetey, t. IV, nos 2170 et 2171.

de savoir que je pourrai l'obtenir. J'enverrai le courrier D. Antonio Barrisano non pas tellement pour que la nouvelle de la suspension du Roi parvienne à Votre Excellence avant mon pli de la valise, que parce que je crains que ce pli n'ait été égaré ou n'ait subi quelque retard, tant était grande la confusion du jour où je l'ai envoyé.

Plusieurs des imprimés que j'ai adressé à Votre Excellence publiaient une addition du duc de Brunswick à sa première déclaration contre la France que par oubli je n'ai pas cité et qui se réduit à menacer les villes et les sujets de ce royaume s'ils insultaient la famille royale ou la faisaient sortir de Paris. Cette déclaration et son addition n'ont pas peu contribué à précipiter les événements.

Le roi et la famille royale n'ont pas dormi dans la maison du Maréchal de Noailles comme on l'avait dit, mais dans trois cellules des *Feuillants* qui servaient de logement à un architecte. On a mis deux lits dans chacune d'elles. Ils y demeurent encore. On ne veut pas les transporter au Luxembourg, car on le croit un lieu peu sûr¹. Il est question de les loger au *Temple* qui appartenait à Mr. le Comte d'Artois ; dans le palais épiscopal, ou dans la maison qu'occupe le ministre de la Justice place Vendôme. L. L. M. M. et A. A. passent la majeure partie du temps dans la tribune de l'Assemblée qu'occupait le rédacteur du *Logographe*, car il n'y a pas d'inconvénient à ce que le Roi assiste aux délibérations, puisqu'il est dépourvu de tout pouvoir.

On n'imprime déjà plus quelques uns des périodiques qui donnaient une idée rapide et ponctuelle de toutes les questions actuelles et Votre Excellence en regrettera plus d'un. Cette circonstance et le fait que les réunions sont peu fréquentées ne permettent pas de s'informer aussi facilement des événements, mais j'essaierai de donner à Votre Excellence une idée concise et claire de la situation actuelle de cette capitale ce qui revient au même que d'en donner de tout le Royaume car presque tous les départements l'ont prise et probablement continuent à la prendre pour modèle.

L'Assemblée Nationale se compose encore des députés qui ont assisté à la séance du 10 août ; ceux du parti contraire qui viennent à l'Assemblée pourraient être comptés et ne prennent pas la parole. Après le décret de suspension du Roi, le plus important fut celui qui décida de former une *Convention Nationale*², puisque

1. Cf. Buchez et Roux, t. XVI, p. 430.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2154.

cette Assemblée peut non seulement reviser, mais annuler la constitution et par conséquent établir la forme de Gouvernement qu'elle veut. Quelle sera celle qu'ils préféreront? seul le temps le dira et les circonstances qui changeront, selon la bonne ou mauvaise issue de la guerre. Les Assemblées électorales seront convoquées pour le 20 de ce mois; elles se réuniront dans les chefs-lieux des départements le 2 septembre. Les membres élus dans ces Assemblées pour siéger à la Convention Nationale se trouveront à Paris le 20 Septembre et dès que leur nombre s'élèvera à 200, l'Assemblée ou législature actuelle se dissoudra en leur cédant la place. Un autre décret aussi très important est celui qui annule la distinction entre citoyen actif et citoyen passif. Est déclaré apte à être élu député tout Français sous la seule obligation d'avoir un domicile et d'être âgé de 21 ans et de ne pas exercer la fonction de domestique. C'est une conséquence du serment qu'ils ont également décrété et qu'ils ont fait *de maintenir la liberté et l'égalité et de mourir en les défendant*.

Je ne ferai à cela aucuns commentaires car ils s'imposent d'eux mêmes. Ce que je viens de rapporter donne une idée suffisante de la partie législative. Quant au pouvoir exécutif l'Assemblée l'a confié aux ministres qu'elle a nommés à l'unanimité et qui sont : Mrs. Servan¹ pour la Guerre, Roland pour l'Intérieur, Clavière² pour les Contributions publiques (ce sont les trois que le Roi avait renvoyés), Monge³ pour la Marine, Danton (qui a beaucoup figuré dans les affaires populaires) pour la Justice; et Le Brun⁴ (que je ne connais pas) pour les Affaires étrangères. Tous ceux-ci sont partisans du système actuel et ne s'écarteront pas d'un point des intentions de l'Assemblée. En somme malgré tous leurs discours contre la réunion des pouvoirs on peut la considérer comme réalisée.

La Commune se compose maintenant des trois Commissaires de chacune des 48 sections⁵ (comme je le dis à Votre Excellence

1. Servan de Gerbey (Joseph), 1741-1808. Il donna sa démission de ministre de la Guerre le 3 octobre 1792 et reçut le 6 octobre le commandement en chef de l'armée des Pyrénées occidentales.

2. Clavière (Étienne), 1735-1793.

3. Monge (Gaspard), 1746-1818. Célèbre géomètre français. Ministre de la Marine du 11 août 1792 au 2 avril 1793.

4. Le Brun (Pierre-Henri-Hélène-Marie Tondou), 1763. Homme d'État et publiciste français. Guillotiné le 27 décembre 1793. Nommé ministre des Affaires étrangères après le 10 août.

5. Cf. Braesch, p. 230, n. 5, et 235 et suiv.

dans la copie de lettre ci-jointe) et conserve à sa tête le Maire Mr. Péthion. La Commune a un pouvoir si vaste qu'elle peut même suspendre les membres du Département, qu'elle remplacera à son gré. Elle conservera facilement sa puissance ayant de son côté le Commandant Général de la Garde Nationale Mr. Santerre qui est l'arbitre de presque toute sa troupe, et des habitants des faubourgs auxquels s'unissent toujours le reste du peuple et les Marseillais. Aussi bien la Commune que le Commandant sont entièrement acquis aux maximes des députés qui assistent maintenant à l'Assemblée. Par conséquent l'on ne connaît plus en ce jour qu'un seul parti, ou tout au moins celui-ci est si puissant que l'on ne s'aperçoit pas qu'il y en ait un autre.

L'Assemblée tient en son pouvoir tous les papiers trouvés dans les armoires de LL. MM. et on va les examiner soigneusement. Avant de les avoir vus, les gens disent déjà que des choses de grande importance vont y être découvertes et des personnes compromises.

Les perquisitions que l'on a faites sur toutes les personnes que l'on croit suspectes sont menées très activement.

Dans cette lettre et dans la copie déjà citée j'ai dit à Votre Excellence l'essentiel des événements du jour.

Pour plus de clarté je rapporterai dans une lettre séparée quelques faits isolés.

Monsieur le Duc d'Orléans reste à Paris et le bruit court (qui ne semble pas digne de foi) que le Prince de Galles se trouve ici lui aussi et qu'il pense se marier avec la fille du dit duc d'Orléans.

Je répète à Votre Excellence qu'à la suite de cette nouvelle révolution il n'est pas possible de prévoir le tour que prendront ici les affaires.

P.-S. — L'Assemblée envoie le Roi et la famille royale au Temple ; on leur concède 500.000 livres pour leur entretien jusqu'au jour où se réunira l'Assemblée de la Convention Nationale et où la commune se chargera de leur garde. Votre Excellence le verra in extenso dans le *Journal de la Deuxième Législature* n° 81.

LXIV

335.

13 août 1792.

Cher Monsieur,

Je vais consacrer cette lettre à informer Votre Excellence des événements particuliers qui se déroulent.

Les quelques 200 soldats suisses qui sont restés saufs et qui s'étaient réfugiés dans différents endroits de Paris et dans ses environs ont été arrêtés et protégés par la Garde Nationale qui les a préservés de la fureur populaire.

En vertu du décret de l'Assemblée ils ont été conduits et accompagnés au Palais Bourbon et à l'Abbaye de Saint-Germain par la garde elle-même, plusieurs députés, le maire et le nouveau ministre de la Justice. Ils y sont gardés en compagnie de quelques-uns de leurs officiers, jusqu'à ce qu'ils soient jugés militairement. Ce ne fut pas un petit travail que d'empêcher le peuple de faire justice lui-même. Le nombre des morts de ces soldats suisses atteint environ 500. Le peuple a tiré 36 heures sur eux dans les rues, et après les avoir ramassés sur des chars, il les a jetés sur un bûcher alimenté par les meubles de la caserne, qui ont brûlés jusqu'à aujourd'hui.

Tout l'intérieur du palais est ruiné et criblé de balles. On ignore à combien s'élève le nombre des morts des Gardes Nationaux et des gens du peuple car on a pris soin de cacher leurs cadavres mais on croit que le total aura dépassé 4.000. Quand la famille royale s'est transportée à l'Assemblée, plusieurs gentils-hommes sont demeurés aux Tuileries. On ne sait pas combien parmi eux et parmi les domestiques du Palais ont péri, mais la plupart ont pu fuir à temps. Mr. de Clermont-Tonnerre¹ a été assassiné en entrant dans sa maison. On prétend que d'autres ont eu le même sort. Certains, comme Mr. de Rohan-Chabot² sont arrêtés parce qu'on a su qu'ils ont mis le feu aux Tuileries. Plusieurs officiers de la gendarmerie à cheval ont été dénoncés et ils seront jugés au même titre que les officiers suisses.

Toutes ces nuits-ci les rues ont été illuminées³ et des patrouilles de 400 hommes⁴ les ont parcourues avec piques et fusils mélangés, comme c'est l'habitude maintenant. Bien qu'il règne déjà une tranquillité apparente, à chaque instant on entend sonner

1. Clermont-Tonnerre (Stanislas, comte de), 1747. Massacré le 10 août 1792. Député aux États-Généraux, Vota pour l'abolition des privilèges la nuit du 4 août. Fonda avec Malouet le *Journal des impartiaux*. En opposition au club des Jacobins. Ses œuvres furent publiées en 1791 en trois volumes.

2. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2228.

3. C'est par mesure de sécurité que les rues furent illuminées. Cf. Braesch, p. 346.

4. C'est sans doute une erreur de plume. Iriarte voulait sans doute dire des patrouilles de quarante hommes.

l'alarme et publier des proclamations. Le peuple a aussi poursuivi les portiers suisses et en a tué un, mais il semble qu'il les oubliera. Il a poignardé de nombreux voleurs sans attendre la sentence des tribunaux. Il a renversé toutes les statues des rois en commençant par celle de Louis XIV et a effacé tous les écriteaux et enseignes des boutiques où se trouvaient les mots *Roi* ou *royal*. L'Assemblée a décrété que l'on fabriquerait de la monnaie ou que l'on forgerait des canons avec les statues brisées, et que des obélisques commémoratifs de la liberté seraient érigés sur leurs piédestaux.

Le maire de Paris qui avait été détenu dans sa maison le 10 août par le peuple est maintenant à nouveau détenu par la Commune (dans l'Hôtel de Ville, où il expédie les affaires), parce que le bruit avait couru qu'on voulait l'assassiner. Espérons que c'est là le véritable motif et non le désir de se libérer de toute responsabilité, car cela annoncerait de nouveaux événements¹.

Dans le *Moniteur* n° 225, Votre Excellence verra diverses nouvelles et plusieurs décrets qui ont été expédiés par exemple de constituer un camp près des murs de Paris, de fortifier les hauteurs, de payer 30 sous par jour aux fédérés, d'envoyer (comme on l'a fait) à tous les départements, les graves résolutions prises ces jours-ci, de déclarer la permanence de l'Assemblée, et de former, sur la proposition d'Anacharsis Clootz², une légion de Prussiens sous le nom de légion vandale.

P.-S. — L'Assemblée a décrété que 10 députés se rendraient aux armées (ils sont déjà en route) pour les mettre au courant des derniers événements. Ils ont plein pouvoir pour retirer de leurs fonctions des officiers et même des généraux, s'ils en avaient des motifs suffisants.

LXV

338.

13 Août 1792.

Cher Monsieur, .

Aujourd'hui à quatre heures de l'après-midi j'ai envoyé le courrier D. Antonio Barrisano. Je dirai à Votre Excellence ce qui s'est passé durant ces quelques heures.

1. Péthion fut consigné chez lui, à la mairie, par le Conseil général révolutionnaire qui lui donna une garde de 600 hommes. Cf. Braesch, p. 191 et 340.

2. Clootz (Jean-Baptiste, baron de), dit Anacharsis, 1755-1794. Député à la Convention.

A 6 h. de l'après-midi le Roi et toute la famille royale se rendirent des logements qu'ils occupaient aux *Feuillants*, à ceux du *Temple*.

Ils étaient dans une seule voiture accompagnés de quelques dames. Les cochers sans livrée, et la voiture entourée, suivie et précédée par une troupe nombreuse à pied et à cheval, sans compter celles qui se trouvaient en armes sur tout le parcours. Votre Excellence trouvera ci-joint un imprimé sur tout ceci. La foule a été très nombreuse. Le peuple a été calme. On n'a entendu que quelques cris et l'on n'a remarqué aucune altération sur les visages des personnes royales. Le Roi regardait de toute part avec la plus grande sérénité.

Pendant ce temps une autre partie du peuple se dirigea vers la maison de Mr. de La Fayette pour la brûler à cause des bruits qui courent sur son intelligence avec Sa Majesté ; mais la Garde Nationale mêlée aux hommes armés de piques l'en empêcha¹.

Je remets à Votre Excellence la liste qui a été publiée des députés qui votèrent contre ce Général et en sa faveur. Ces derniers peuvent craindre qu'il ne leur arrive quelque malheur.

On a amené du Palais Bourbon 60 Suisses de plus que l'on a trouvés égarés. On prend aussi les membres de la dernière Garde du Roi et on cherche également les prêtres qui n'ont pas prêté serment pour les expatrier.

On a incendié les maisons de quelques journalistes, et entre autres celle du journaliste de Paris, et celle du rédacteur de la *Gazette Universelle*, Mr. Boyer.

Votre Excellence trouvera ci-joints quatre imprimés de l'Assemblée Nationale relatifs aux événements de ces jours-ci.

LXVI

344.

17 août 1792.

Cher Monsieur,

Me doutant de la légitime inquiétude du Roi, Notre Seigneur, à l'égard de ces personnes royales, j'ai essayé journellement de prendre des informations. Je rapporterai à Votre Excellence les détails que j'ai pu recueillir et que je crois réels, bien que je ne puisse m'en porter garant puisque personne n'entre les voir ni n'utilise le décret autorisant les visites au moyen d'une licence de

1. Voir, sur les efforts de la Commune et de la Législative pour empêcher les incendies après le 10 août, Braesch, p. 349.

la Commune. En plus des difficultés qu'il y aurait à l'obtenir l'on redoute de faire naître des soupçons dont les conséquences pourraient être fâcheuses.

Le logement de ce Souverain est dans une des tours du *Temple*, il se compose de sept pièces assez spacieuses et bien aménagées à la hauteur de 126 marches. Au dessus habitent Madame et Madame Élisabeth. La chambre qui est au dessous a été laissée vide. La Reine habite le logement qui est sous celui-ci. On dit que l'on est entrain de construire un escalier de communication pour L. M. et Mr. le Dauphin qui est à l'étage de la cour.

Les gens de service se réduisent à un valet de chambre et un garçon de cabinet pour le Roi; une camériste et deux filles de cabinet pour la Reine, Madame et Madame Élisabeth, Madame de Lamballe¹ et Madame de Tourzel² la gouvernante de Mr. le Dauphin, avec sa fille qui l'accompagne, et une domestique pour S. A.

La Garde à l'intérieur et à l'extérieur se compose de 20 Gardes Nationaux de chaque section ce qui fait 960 hommes. Ils reçoivent les ordres du Maire Mr. Péthion et du Commandant Général Mr. Santerre.

Quand le Roi dort, sa porte est ouverte et dans la pièce extérieure il y a six sentinelles en face de son lit avec trois chaises pour que veillent alternativement trois hommes assis et trois hommes debout. Comme la Commune répond de la sécurité et de la conservation des personnes royales, il semble que ce soit Mr. Péthion qui se charge de commander les repas à des gens de confiance. On tient pour certain qu'il a dit au Roi qu'en le suspendant et en l'emmenant dans ces lieux, on lui avait rendu un grand service car on l'avait mis à l'abri de grands dangers. Il lui a dit aussi qu'il pouvait demander tout ce qu'il voulait pour sa plus grande commodité car il l'obtiendrait sur le champ. C'est à quoi se réduit ce que je sais de ces personnes royales qui (Grâce à Dieu) n'éprouvent pas de changement dans leur santé.

Outre l'imprimé A qui contient les décrets expédiés par l'Assemblée depuis le 10 jusqu'au 13 de ce mois, Votre Excellence trouvera ci-joints les journaux de la 2^e législature jusqu'à au-

1. Lamballe (Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan, princesse de), née en 1748. Massacrée à la prison de la Force le 3 septembre 1792.

2. Tourzel (Louise-Élisabeth-Félicité-Françoise de Croy d'Havré, marquise, puis duchesse de), 1749-1832. Gouvernante des enfants de France en juillet 1789, en remplacement de la duchesse de Polignac. Elle était avec la famille royale à la journée du 20 juin 1792 et la suivit au Temple.

jourd'hui. C'est l'unique publication qui rend compte de toutes les résolutions prises, car le *Logographe* (qui paraît à nouveau) est très en retard et il en est de même pour le *Moniteur*.

En voyant les titres Votre Excellence pourra facilement choisir les chapitres qu'elle voudra lire et qu'il serait inutile et fastidieux pour S. M. de transcrire dans cette lettre. Je donnerai à Votre Excellence une idée générale de la situation présente, car elle explique toutes les dispositions particulières que l'on prend. Il faut partir du principe que le Gouvernement actuel et le public croient que la Cour avait le projet de soumettre par les armes les habitants de la capitale, et de faire périr beaucoup de personnes connues pour leur popularité, et de se transporter ensuite dans une autre ville du royaume, Rouen paraît-il, C'est pour cette raison que les mesures les plus rigoureuses ont été prises pour arrêter tous les sujets que l'on tient pour suspects et le nombre des prisonniers a déjà beaucoup augmenté : on ne voit pas dans les rues de voitures, ni des gens bien vêtus, car ceux-ci sont cachés et changent continuellement de maison, sans être pour cela plus sûrs de ne pas être découverts. Presque tous les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté serment se trouvent enfermés dans deux ou trois couvents, d'où ils seront envoyés hors du Royaume.

L'Assemblée s'est emparée des papiers que gardait S. M. et elle en a examiné une partie. Il semble qu'elle ait trouvé une correspondance avec Coblenz et que Mr. de Lessart en avait connaissance ainsi que les autres ministres ses collaborateurs. C'est pourquoi ils sont accusés et arrêtés. Mr. le Comte de Montmorin devait se présenter à la barre et on ne l'a pas trouvé chez lui ; on a mis ses papiers sous scellés. Il a été découvert dans un autre endroit où il se cachait et fait prisonnier.

Selon l'opinion générale il y aura beaucoup d'exécutions et le peuple le désire et l'attend avec impatience. Il faut compter naturellement parmi eux les officiers suisses, mais probablement les simples soldats seront libérés. Le bruit commence déjà à se répandre qu'ils ne sont pas coupables parce qu'on les avait enivrés.

Le nombre des morts du 10 août n'a pas été vérifié et il ne le sera jamais.

Il est certain que l'on rencontrait beaucoup de charrettes chargées de cadavres et qu'il a fallu quatre jours pour les enterrer. Il ne semble pas qu'il y ait eu beaucoup de personnes connues.

A l'exception de quelques petits théâtres tous demeurent fer-

més. La nuit les rues sont illuminées et de nombreuses patrouilles circulent.

Personne ne peut sortir de la barrière de Paris sans passeport et pour sortir du Royaume on ne les délivrent, non sans difficultés, qu'aux étrangers et aux commerçants¹.

Il va se former un camp de 40,000 hommes dans les environs immédiats. Les chevaux du Roi et des émigrés sont pris pour le service des troupes ; il a été décrété que ni les femmes ni les enfants ni les proches parents des émigrés ne peuvent sortir d'ici. Ils sont gardés (comme la famille royale) en otage et rendus responsables des vicissitudes de la guerre. En un mot les mesures prises indiquent qu'ils sont décidés à se défendre jusqu'au bout si les armées étrangères approchent.

Toutes les statues des souverains sont abattues et les mots de *Roi* ou *Royal* effacés partout et sur tous les monuments ; on a proposé de mettre sur les monnaies l'effigie de la liberté au lieu de celle du Roi et ordonné de convertir en canons les bronzes dorés des palais, les statues des mausolées et les ornements des églises et les saints du même métal, de vendre les diamants et les bijoux de la couronne pour le compte de la Nation, etc...

La législature actuelle, soit qu'elle ne se croie pas compétente ou qu'elle ne veuille pas déposer le Roi, s'est bornée à réunir les papiers relatifs à la conduite de S. M. et à les remettre à la Convention Nationale pour qu'elle décide. Elle les a fait imprimer et en a envoyé beaucoup d'exemplaires aux 83 départements pour que les députés arrivent avec des renseignements indispensables.

Les municipalités envoient leur réponse ces jours-ci et approuvent les déterminations de l'assemblée. On assure qu'il en est de même aux armées, mais on ne le sait pas encore positivement.

Les Prussiens et les Autrichiens se sont avancés jusqu'aux approches de Thionville en passant par Sarbruck et Sierk et ils ont été repoussés.

Quelques particuliers ont reçu ici, avec un simple pli, le manifeste de S. M. impériale et prussienne. Si j'arrive à m'en procurer un exemplaire, je l'enverrai à Votre Excellence. Il se réduit à l'exposé de tout ce qui s'est passé en France depuis le début de la Révolution et il se termine exactement comme le manifeste du duc de Brunswick.

1. Cf. Braesch, p. 357-358, et Tuetey, t. IV, nos 2172 et 2272.

Le ministre des Affaires étrangères a fait savoir à l'Assemblée que l'Impératrice de Russie a déclaré la guerre à la France pour rétablir le Roi Très Chrétien dans toutes ses prérogatives et a donné l'ordre à Mr. Genest chargé d'affaires de France de sortir de ces états.

Demain le Chevalier Pisani, Ambassadeur de Venise partira d'ici pour Londres avec toute sa famille. Il a choisi Londres pour sortir par le chemin le plus court. Les Ministres de Pologne et de Genève s'en vont aussi, le Baron de Blome¹ Ministre du Danemark demande aujourd'hui ses passeports, et dans peu de jours semble-t-il, le corps diplomatique sera réduit aux ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande et au Ministre des États Unis d'Amérique. Le Bailly de Virieu² Ministre de Parme est indécis, bien que prêt à partir ; et le chargé d'affaires de Naples, qui était secrétaire particulier de l'Ambassadeur et qui n'avait pas été présenté à la Cour reste ici jusqu'à ce qu'il reçoive un ordre parce qu'il a la garde de la maison et des meubles de l'Ambassadeur et qu'il n'a personne à qui les confier.

Votre Excellence trouvera ci-joint l'exposé B. sur les motifs qui ont amené l'Assemblée Nationale à proclamer la convocation d'une Convention Nationale et à suspendre le Roi du pouvoir exécutif. Ils l'enverront aux Départements, aux armées et aux Cours étrangères.

Des bruits courent sur la présence du prince de Galles ici mais ils sont sans fondement.

P.-S. — Le Comte de Montmorin qui se trouve prisonnier est l'ex-gouverneur de Fontainebleau, et non l'ex-ministre des Affaires étrangères lequel est caché ou a trouvé moyen de s'en aller de Paris.

Le Maire de Sedan et le Département des Ardennes ont ordonné d'arrêter les trois commissaires qu'a envoyés l'Assemblée munis des décrets du 10 août en les désapprouvant et en les déclarant inconstitutionnels³. L'Assemblée a envoyé trois autres commis-

1. Blome (Otto de). Envoyé extraordinaire de Danemark à Paris, le 14 septembre 1770. Rappelé le 9 décembre 1796.

2. Jean-Louis de Virieu-Beauvoir, d'abord chevalier, puis bailli de Virieu, 1731-1803. Nommé ministre de Parme le 8 mars 1788, avec le même crédit que s'il était ambassadeur. Il demanda son passeport vers le 18 août, fut arrêté le 1^{er} septembre. Relâché le 7, il quitta Paris le 8 septembre. Il fut remplacé par le chevalier de Lama, qui fut chargé de la légation de Parme jusqu'au 27 octobre 1793.

3. Cf. Tuetey, t. IV, nos 3065, 3237, 3753, 3761, 3762, 3778 et 3779.

saïres pour qu'ils fassent mettre ces derniers en liberté et conduisent à la Barre ceux qui ont signé la résolution du département et le Maire. Ils sont investis de vastes pouvoirs. Selon les nouvelles qui commencent à transpercer il est possible que les Armées soient d'accord avec la Commune, mais c'est douteux.

On dit, et un commissaire de la Commune de Paris en a fait part à l'Assemblée, que cette nuit à minuit on battra le rappel et la générale dans la Capitale et que le peuple forcera les prisons pour égorger les Suisses et les autres prisonniers faits à la suite des événements du 10 août. Le peuple est furieux que l'on n'ait pas encore prononcé leur verdict ¹.

Il a été décidé par décret qu'un tribunal serait constitué à cet effet et que des commissaires seraient immédiatement envoyés aux sections pour calmer la fermentation.

Le Ministre de Parme, qui est en même temps chargé d'affaires de Malte, s'est déterminé à demander un passeport pour lui, son secrétaire et ses subordonnés.

IRIARTE (Signature).

Aujourd'hui 18 à 10 heures du matin.

La nuit s'est passée dans le calme. Dans les journaux nos 323 et 324, j'ai signalé les passages relatifs aux Généraux Luckner, Dumouriez et La Fayette. Il semble que les deux premiers ne s'opposent pas aux résolutions du 10 août et que le dernier pense s'y opposer, c'est pourquoi on l'a mis en accusation, à nouveau en le déclarant infâme et traître à la patrie. Il a été décrété que tout citoyen ou soldat pouvait le poursuivre et le tuer. Il a été résolu d'examiner aujourd'hui ses délits pour appliquer légalement le décret.

LXVII

342.

30 Août 1792.

Cher Monsieur,

Votre Excellence répond dans sa lettre du 6 courant aux miennes du n° 314 au n° 320. Elle veut bien m'aviser du reçu des nos 305 et 306 et me donner l'agréable nouvelle que L. M. se sont rendues à leur résidence de Saint-Ildefonse² où elles jouissent d'une parfaite santé, de même que L. A. à Madrid.

1. Dès le 11 août, on avait craint que le peuple, voulant faire justice lui-même, forçât les portes des prisons. Cf. Tuetey, t. IV, n° 2241.

2. La Granja, près de Ségovie.

Il semble que l'état de ces personnes royales demeure sans changement et je ne peux donner cette nouvelle à Votre Excellence en toute certitude parce que personne ne pénètre dans le lieu où elles se trouvent. On prend chaque jour les plus grandes précautions pour éviter les visites et pour empêcher que L. M. reçoivent des papiers. Actuellement on creuse un fossé de 30 pieds de large et autant de profondeur autour du Temple et l'on va garnir avec des canons les tours et les fenêtres de cet édifice. Si ces précautions ont pour but d'empêcher l'intrusion de quelque parti qui voudrait faire sortir du Temple L. MM. et AA. elles ne seront pas non plus inutiles pour contenir le peuple s'il tente d'y pénétrer par la violence, dans un moment d'effervescence. Ce qui n'aurait rien d'extraordinaire. Le Roi et toute la famille ont pris l'habitude de se promener dans le jardin bien que toujours gardés de très près.

Le nouveau Tribunal Criminel de Paris s'est présenté à l'Assemblée pour faire diverses questions sur le mode de jugement des personnes arrêtées depuis le 10 août jusqu'à ce jour. On s'est résolu au mode le plus expéditif ainsi qu'on peut le voir à la fin du *Journal* n° 327. On assure qu'elles seront condamnées très bientôt et que l'on commencera par les prisonniers les plus notables. On dit que les Suisses seront décimés et que les officiers que l'on a pu prendre seront exécutés. Quant aux prêtres qui n'ont pas prêté serment et qui bien que rassemblés dans un ou deux couvents, ne sont pas considérés comme prisonniers, il a été décrété de les déporter. Cette détermination s'étend à tous ceux qui se trouvent dans le même cas en province.

Vendredi prochain on célébrera dans le jardin des Tuileries un Office des défunts pour ceux qui sont morts le 10 août¹, et une pyramide en bois sera dressée pour cette cérémonie devant le grand bassin avec d'autres dispositifs de ce genre. Entre autres on en remarque un, dont tous ignore l'objet, et qui se compose d'une armature de grosses poutres qui s'étend sur toute la façade des Tuileries du côté du jardin et qui peut servir à former un tréteau ou un amphithéâtre avec une entrée par les fenêtres de cet édifice.

On continue à illuminer les rues toutes les nuits. On commence à ouvrir les théâtres bien qu'ils restent déserts. C'est à peine si dix voitures de particuliers circulent dans Paris.

1. Cf. Tuetey, t. IV, n°s 2959 et suiv.

La défense de sortir des barrières sans passeports est toujours aussi rigoureuse. On continue à faire des descentes dans diverses maisons pour découvrir les gens cachés, et d'après la disposition de quelques sections, que toutes imiteront probablement, tous les étrangers, sans distinction, recevront l'ordre de prendre les armes en cas de siège. On a changé l'organisation de la Garde Nationale qui s'appellera dorénavant *sections armées*. On a dressé des tréteaux dans diverses places pour recevoir les recrues qui ont formé le camp de 40.000 hommes décrété pour la défense de Paris et il est très probable qu'il ne tardera pas à être au complet.

C'est à quoi se réduit ce que je peux dire maintenant à Votre Excellence sur la Capitale, j'ajouterai seulement que l'Assemblée continue à recueillir, coordonner et examiner tous les papiers appartenant à Sa Majesté et aux personnes arrêtées. Ils seront remis à la Convention Nationale. C'est elle qui doit se prononcer sur leur contenu et qui trouvera les esprits tout disposés contre les accusés.

Le *Logographe* est à nouveau supprimé. Les autres papiers publics manquent. Les lettres de province arrivent avec retard ou ne contiennent pas de nouvelles. Dans les maisons des particuliers à peine trouve-t-on trois personnes réunies ; aussi est-il impossible de se renseigner avec promptitude et certitude sur les événements de ce Royaume.

Dans les journaux et les chroniques ci-joints on voit, bien que confusément, que les trois armées françaises et leurs généraux Luckner, Biron, Kellermann, Arthur Dillon, Dumouriez, approuvent les résolutions de l'Assemblée et que seul Mr. de La Fayette s'y oppose. Il s'est retranché dans Sedan avec ses troupes qui d'après quelques-uns s'élèvent à 15.000 hommes. Il garde en otage les trois députés commissaires qui allèrent notifier les décrets.

Le décret que l'Assemblée a expédié contre lui se borne à le mettre en accusation, à ordonner à tous les citoyens de s'assurer de sa personne par tous les moyens possibles et à défendre de lui porter aucun secours. Déjà le ministre de la Guerre avait annoncé qu'il lui avait enlevé le commandement en le conférant à Mr. Dumouriez, ce qui fut approuvé. Aujourd'hui le débat portera sur la manière de réprimer les officiers de l'État-Major qui ne se soumettent pas aux décisions actuelles.

D'après ce que l'on peut savoir les départements y adhèrent, à l'exception de celui du Bas-Rhin. C'est pourquoi le Maire de sa

Capitale, Strasbourg, a reçu l'ordre de venir à la Barre. Quant aux armées étrangères, on est persuadé qu'elles attaqueront d'un jour à l'autre.

Votre Excellence trouvera ci-joint un exemplaire venu par hasard dans mes mains, du manifeste de L. M. Impériale et prussienne contre la Révolution française.

Ce matin l'Ambassadeur de Venise est parti pour Londres avec sa famille et son secrétaire, et d'autres ministres étrangers ne tarderont pas à le suivre.

P.-S. — Dans le *Journal* de ce soir n° 328 Votre Excellence trouvera un décret proposé par Mr. Brissot et adopté par l'Assemblée concernant le renvoi des régiments suisses qui ont été jusqu'à présent au service de la France. On leur laisse la liberté de se rapatrier par détachements de 20 hommes sans armes et une récompense est offerte aux volontaires qui resteraient incorporés dans les troupes françaises. Des commissaires ont été envoyés à tous les régiments suisses en accomplissement de cet ordre et le pouvoir exécutif déclarera à la Diète des Cantons que la France désire conserver les rapports de bonne intelligence qui ont régné jusqu'à maintenant entre les deux nations.

La princesse de Lamballe, Madame de Tourzel et les deux caméristes de la Reine qui étaient au Temple, ont été conduites premièrement à la Commune où elles ont été interrogées et de là, à la prison appelée Hôtel de la Force, où elles sont demeurées.

LXVIII

344

24 Août 1792.

Cher Monsieur,

L'actuel ministre des Affaires étrangères Mr. Le Brun m'a passé la note n° 1 ci-jointe qui renferme le procès-verbal de l'incident de Saint-Tropez. Il s'agit d'Espagnols qui en débarquant d'une chaloupe, brûlèrent quelques affûts. J'ai répondu par la note 2 et j'envoie à Votre Excellence l'une et l'autre pour qu'elle soit bien informée sur toute la question.

Ci-joint : la copie de *a*) la lettre de Le Brun à Iriarte du 21 août, *b*) du procès-verbal du 6 juillet, *c*) la réponse d'Iriarte à Le Brun, 21 août.

LXIX

346.

24 Août 1792.

Cher Monsieur,

Je n'ai rien de particulier à dire aujourd'hui à Votre Excellence sur les personnes royales. Elles restent au Temple où elles se maintiennent en bonne santé et sont toujours gardées comme j'en ai avisé Votre Excellence. Maintenant elles se trouvent moins accompagnées parce qu'elles sont privées des dames et des caméristes qui sont à l'Hôtel de la Force ; mais il semble que celles-ci pourront retourner bientôt au Temple.

Le Général La Fayette a fui avec plusieurs officiers de son état-major, en terre d'Empire, dès qu'il sut qu'il était accusé. On dit qu'il passera en Angleterre pour s'embarquer pour l'Amérique et que sa femme et sa famille se trouvent maintenant aussi hors du Royaume.

Les députés commissaires aux armées envoyés avec pleins pouvoirs, ôtèrent le commandement au Maréchal Luckner à cause de quelques réflexions qu'ils lui ont entendu faire en faveur de Mr. de La Fayette et contre les dernières déterminations de l'Assemblée et ils ont mis à sa place le Général Kellermann ¹.

Le Général Arthur Dillon a été déposé pour les mêmes motifs et Mr. de Biron ² l'a remplacé.

Dans l'armée du Midi quelques officiers ont été également déposés et l'on a fait l'éloge du zèle du Général Montesquiou qui conservera son poste.

Des troupes étrangères on sait seulement que les Prussiens sont entrés en territoire français formés en deux colonnes. Aucun détail n'a été publié à ce sujet, parce que depuis quelques jours les gazettes étrangères sont interceptées. Aussi ignore-t-on ici s'il y a eu quelque rencontre d'importance.

L'ex-ministre Mr. de Montmorin a été trouvé dans le faubourg Saint-Antoine, caché chez une blanchisseuse. Il a été interrogé à la Barre. Il est résulté de ses réponses qu'on le confondait avec le Gouverneur de Fontainebleau qui porte le même nom et que par conséquent il n'est pas impliqué dans les affaires du moment. Il a été décidé que l'on examinerait seulement les antécédents de son

1. Kellermann (François-Christophe, duc de Valmy), 1735-1820. Maréchal de France. Cf. Tuetey, t. IV, n° 3910.

2. Biron (Armand-Louis Gontaut, duc de), 1747-1793. Il avait été nommé général en chef de l'armée du Rhin le 9 juillet.

ministère. On l'a envoyé à l'Abbaye pour le soustraire aux insultes en attendant d'être jugé définitivement ¹.

On trouve chaque jour d'autres personnes de distinction et on les interroge au nouveau tribunal constitué à cet effet.

Je rapporterai dans des lettres séparées les autres questions que j'ai encore à exposer à V. E. En ce qui concerne les décrets expédiés ces jours-ci, j'en réfère aux journaux ci-joints où ils sont insérés.

P.-S. — Dans le *Journal* n° 325, p. 1, j'ai souligné la nouvelle d'une attaque de Longwy par les troupes autrichiennes et prussiennes qui, semble-t-il, se disposent à se diriger sur Verdun.

Cette après-midi on a exécuté Mr. de La Porte ² intendant de la Liste civile, en lui coupant la tête sur l'échafaud dressé en face des Tuileries sur le Carrousel. Les trois imprimés ci-joints contiennent une partie des motifs sur lesquels s'appuie le verdict.

1. Montmorin fut massacré dans sa prison, le 2 septembre 1792.

2. La Porte (Arnaud de), 1744-1792. Nommé en 1790 intendant de la Liste civile.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE L'ANNÉE 1944

PREMIÈRE PARTIE

Décret reconnaissant la Société de l'Histoire de France comme établissement d'utilité publique, 5.
Règlement de la Société, 6.
Liste des membres de la Société, 9.
Bibliothèques associées, 43.
Sociétés correspondantes, 49.
Liste des membres du Conseil d'administration, 51.
Bureau de la Société nommé en juin 1944, 51.
Comité de publication, 52.
Comité des fonds, 52.
Jour des séances de la Société, 52.
Ordre de publication des ouvrages édités par la Société, 53.

Analyse des procès-verbaux.

Assemblée générale, 69-118.
BAUTIER (M. R.-H.). — Lecture à l'Assemblée générale, 88.
BILLY (M. le comte Robert DE). — Don à la Société, 121.
BOUCHER (M. Henry). — Legs de 5,000 fr. à la Société, 61.
Budget de la Société, 88.
Censeurs : MM. Pierre MAROT et Charles PERRAT. — Rapport à l'Assemblée générale, 85.
DARD (M. Émile), président. — Discours à l'Assemblée générale, 72. — Élu membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, 121. — Grand prix Gobert à l'Académie française, 121.
Épuration, 128.
Indemnité votée à une personne pour aider le Secrétaire et le Trésorier, 69.

- Nécrologie : M. Auguste PICARD, 59 ; M. Gabriel HANOTAUX, 67 ;
M. le comte Xavier DE FLORIAN, 119 ; M. le comte Alexandre
DE LABORDE, 123 ; M. Robert LAVOLLÉE, 124 ; M. André NEU-
BURGER, 124 ; M. Émile VAN MOÉ, 126.
- Ouvrages offerts, 62, 65, 68, 120, 125.
- Procès-verbaux des séances : 20 janvier 1944, 59 ; 17 février, 61 ;
16 mars, 64 ; 20 avril, 66 ; 25 mai, 69 ; 29 juin, 119 ; 12 sep-
tembre, 122 ; 16 novembre, 124 ; 14 décembre, 126.
- Publications de la Société :
- Projets : Annales de Saint-Bertin, 63. — Chronique du héraut
Berry, 63. — Grandes Chroniques, t. X, 63 ; Froissart,
t. XIII, 63.
- Annuaire-Bulletin, 1942, 65, 68 ; 1943, 60, 65, 68, 121, 123,
127 ; 1944, 127.
- Commentaires des guerres en la Gaule Belgique, t. II, 60, 62,
65, 68.
- Correspondants du comte de Modène, t. II, 60, 63, 65, 68, 121,
123, 127.
- Grandes Chroniques, t. X, 62, 63, 65, 68, 127.
- Journal de Creuzé-Latouche, 62, 65, 68, 127.
- Paris pendant la Terreur, t. III, 65 ; t. IV, 127.
- SAMARAN (M. Charles), secrétaire. — Rapport à l'Assemblée géné-
rale, 77-84.
- Souscription à l'emprunt de la Libération, 125.
- Statuts, Renouvellement, 69, 128.
- Subventions accordées par M. le Ministre des Affaires étrangères,
68-69 ; par le Centre national de la Recherche scientifique,
125-126.
- Successions : BOUCHER, 63, 66 ; CHAMPION, 61, 63, 66, 69, 122,
124, 125, 128.

SECONDE PARTIE

	Pages
Lettres de Domingo de Iriarte, chargé d'affaires d'Espagne en France au premier ministre comte d'Aranda (juin- août 1792), par M ^{lle} Jacqueline CHAUMIÉ.	129

26
3

London series

5 vols to Pott.

for balance & lettering
see sheet

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉE 1942



A PARIS
LIBRAIRIE HENRI DIDIER
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
4-6, RUE DE LA SORBONNE



*Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
depuis sa fondation en 1834*

L'YSTOIRE DE LI NORMANT. 1 vol.
LETTRES DE MAZARIN. 1 vol.
VILLEHARDOUIN. 1 vol.
HISTOIRE DES DUCS DE NORMANDIE. 1 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. HISTOIRE ECCLESIAST. DES FRANCS. 4 v.
BEAUMANOIR. COUTUMES DE BEAUVOISIS. 2 vol.
MÉM. DE COLIGNY-SALIGNY. 1 v.
MÉMOIRES ET LETTRES DE MARGUERITE DE VALOIS. 1 vol.
COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 v.
RICHER. HIST. DES FRANCS. 2 v.
MÉMOIRES DE COSNAC. 2 vol.
JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS FRANÇOIS I^{er}. 1 v.
CHRON. DES COMTES D'ANJOU. 1 v.
LETTRES DE MARGUERITE D'ANGOULÊME. 2 vol.
JOINVILLE. HIST. DE SAINT LOUIS. 1 vol.
JOURNAL DE J. DE ROYE. 2 vol.
CHRONIQUE DES QUATRE PREMIERS VALOIS. 1 vol.
GUILLAUME DE NANGIS. 2 vol.
MÉM. DE P. DE FENIN. 1 vol.
ŒUVRES DE SUGER. 1 vol.
HISTOIRE DE BAYART. 1 vol.
PROCES DE JEANNE D'ARC. 5 v.
MÉM. DE COMMYNES. 3 vol.
HISTOIRE DE LA LIGUE. T. I.
CHRONIQUE DE MORÉE. 1 vol.
MÉM. DU MAR. D'ESTRÉES. 1 vol.
MÉM. DU CARDINAL DE RICHELIEU. T. I à X.
ŒUVRES D'ENGUARD. 2 vol.
BARBIER. JOURNAL DU RÉGNE DE LOUIS XV. 4 vol.
CHOIX DE MAZARINADES. 2 vol.
BIBL. DES MAZARINADES. 3 vol.
HIST. DE CHARLES VII ET DE LOUIS XI, par TH. BASIN. 4 v.
MÉM. DE FLORANGE. 2 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol.
ORDERIC VITAL. 5 vol.
CORRESP. DE MAXIMILIEN ET DE MARGUERITE. 2 vol.
LE NAIN DE TILLEMONT. VIE DE SAINT LOUIS. 6 vol.
MÉM. DE MATHIEU MOLÉ. 4 v.
CHRON. DE MONSTRELET. 6 vol.
CHRON. DE J. DE WAVRIN. 3 vol.
MÉMOIRES D'ARGENSON. 9 vol.
ŒUVRES DE BRANTÔME. 11 v.
DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. 4 vol.
MÉM. ET LETTRES DE MONLUC. 5 vol.
MÉM. DE BASSOMPIERRE. 4 vol.
CHANSON DE LA CROISADE CONTRE LES ALBIGEOIS. 2 vol.
HIST. UNIV. D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. 10 vol.
CHRON. DE J. FROISSART. T. I-XII.

L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL. 3 vol.
MÉMOIRES DE GOURVILLE. 2 vol.
MÉMOIRES DE SOUVIGNY. 3 vol.
MÉM. DE M. ET G. DU BELLAY. 4 v.
ETABLISSEMENTS DE S^t LOUIS. 4 v.
MÉM. DU MAR. DE TURENNE. 2 v.
HISTORIA ALBIGENSIS. 3 vol.
REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE PENDANT LA FRONDE. 3 vol.
MIRACLES DE S. BENOÎT. 1 vol.
MÉM. DE BEAUVAIS-NANGIS. 1 v.
CHRONIQUE DE MATHIEU D'ESCOUCHY. 3 vol.
PIÈCES INÉDITES DU RÉGNE DE CHARLES VI. 2 vol.
COMPTES DE L'HÔTEL. 1 vol.
ROULEAUX DES MORTS. 1 vol.
MÉM. ET CORRESP. DE M^{me} DU PLESSIS-MORNAY. 2 vol.
CHON. DES ÉGLISES D'ANJOU. 1 v.
CHRONIQUES D'ERNOUL ET DE BERNARD LE TRÉSORIER. 1 v.
ANNALES DE S.-BERTIN ET DE S.-VAAST D'ARRAS. 1 vol.
HISTOIRE DE BÉARN ET DE NAVARRE. 1 vol.
CHRONIQUES DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES. 1 vol.
NOUVEAU RECUEIL DE COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
CHRONIQUE DU DUC LOUIS II DE BOURBON. 1 vol.
CHRONIQUE DE J. LE FÈVRE DE SAINT-REMY. 2 vol.
RÉCITS D'UN MÉNESTREL DE REIMS AU XIII^e SIÈCLE. 1 v.
LETTRES D'ANT. DE BOURBON ET DE JEANNE D'ALBERT. 1 vol.
MÉM. DE LA HUGUERYE. 3 vol.
ANECDOTES ET APOLOGUES D'ETIENNE DE BOURBON. 1 vol.
EXTRAITS DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES. 6 vol.
MÉMOIRES DE N. GOULAS. 3 v.
GESTES DES ÉVÊQUES DE CAMBRAI. 1 vol.
CHRON. NORMANDE DU XIV^e S. 1 v.
RELATION DE SPANHEIM. 1 vol.
ŒUVRES DE RIGORD ET DE GUILLAUME LE BRETON. 2 v.
MÉM. D'OL. DE LA MARCHE. 4 v.
LETTRES DE LOUIS XI. 11 vol.
MÉMOIRES DE VILLARS. 6 vol.
NOTICES ET DOC., 1884. 1 v.
JOURNAL DE NIC. DE BAYE. 2 v.
LA RÈGLE DU TEMPLE. 1 vol.
LE JOUVENCEL. 2 vol.
CHRON. DE JEAN D'AUTON. 4 vol.
CHRON. D'A. DE RICHEMONT. 1 v.
CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM. 3 vol.
MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BEAUSŒON. 1 vol.
ÉPHEM. DE LA HUGUERYE. 1 vol.

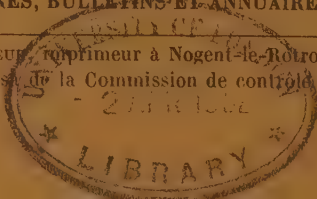
HIST. DE GASTON IV, COMTE DE FOIX. 2 vol.
CHRON. DE RICHARD LESCOT. 1 v.
BRANTÔME, VIE ET ÉCRITS. 1 vol.
JOURNAL DE J. BARRILLON. 2 v.
LETTRES DE CHARLES VIII. 5 v.
MÉM. DU CHEV. DE QUINCY. 3 v.
CHRON. DE MOROSINI. 4 vol.
DOC. SUR L'INQUISITION. 2 vol.
MÉM. DU VIC. DE TURENNE. 1 vol.
CHRON. DE PERCEVAL DE CAGNY. 1 vol.
JOURNAL DE J. VALLIER. T. I-IV.
MÉM. DE SAINT-HILAIRE. 6 vol.
JOURNAL DE FAUCQUEMBERGUE. 3 v.
CHRON. DE JEAN LE BEL. 2 v.
MÉMOIRES DU CONSEIL. 3 vol.
CHRON. DE G. LE MUISIT. 1 vol.
RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉM. DE RICHELIEU. T. I à III.
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE. T. I à IX.
CHRONIQUE DE JEAN II ET CHARLES V. 4 vol.
CORRESP. DE VIVONNE RELATIVE A CANDIE. 1 vol.
CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ. 1 vol.
LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE. 2 vol.
MÉM. DE BEAULIEU-PERSAC. 1 v.
CORR. DE VIVONNE RELATIVE A MESSINE. 2 vol.
CAMPAGNES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 1 vol.
MÉM. DE BRIENNE. 3 vol.
MÉM. DU MAR. DE RICHELIEU.
CORRESP. DU COMTE D'ESTRADES. T. I.
CORRESPONDANCE DE L'AMIRAL DE LA RONCIÈRE. 2 vol.
COMMENTAIRES DE FR. DE RABUTIN. T. I.
MÉMOIRES D'ÉMIGRATION DE L'ABBÉ DE FABRY.
VOYAGES DE FR. DE LA ROCHEFOUCAULD. 2 vol.
ACTES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. T. II ET III.
SOMMAIRE MÉMORIAL DE JULES GASSOT.
CHRISTINE DE PISAN. LE SAGE ROY CHARLES V. 2 vol.
PRÉCIS DES OPÉRATIONS DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

SOUS PRESSE :

COMMENTAIRES DE FR. DE RABUTIN. T. II.
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE. T. X.
PARIS PENDANT LA TERREUR. T. III.
LE COMTE DE MODÈNE ET SES CORRESPONDANTS. T. II.

ANNUAIRES, BULLETINS ET ANNUAIRES-BULLETINS (1834-1942).

DAUPELEY-GOUVERNEUR, imprimeur à Nogent-le-Rotrou — c. o. l. 31.0324 - 2103 - 11-1943.
Visé par la Commission de contrôle du papier N° 22.908.



Handwritten text at the top left corner, possibly a date or page number, appearing as "1892" or similar.

